

Directeur: Jacques Fauvet

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEN 95 Telex Paris A. 650572 C.C.P 4207 - 23 PARIS

Tél.: 246-72-23

## L'accord franco-soviétique sur le gaz | Le nouveau débat sur les nationalisations

## moment?

La signature du contrat franco-soviétique portant sur le prix des 8 milliards de mêtres cubes de gaz que nous nous sommes engagés à acheter pendant vingt - cinq ans l'U.R.S.S. pose an moins deax questions importantes l'une concerne le fond de ce contrat ; l'autre le moment qui a été choisi pour le signer.

Tout, ou presque, a été dit des conséquences des achats massifs que la France va effectuer à l'U.R.S.S. sur l'indépendance énergétique du pays. Le malheur, c'est que les diverses explications qui ont été fournies ici et là sont contradictoires. Pour M. Attali, par exemple, il n'existeralt aucune raison d'inquiétude, puisque, dans dans les années 90, la France ne satisfera grâce à l'U.R.S.S. que 5 % de ses besoins énergétiques. C'est une manière de présenter les choses. Il en existe une autre, plus réaliste, car on ne peut pas du jour au lendemain substituer une énergie à une autre. On peut alors observer que la France achètera à l'U.R.S.S., dans une dizaine d'années environ. 35 % de sa consommation de gaz. A moins qu'un énorme effort de diversification des approvisionnements ne soit lancé rapidement, il est donc clair que ce contrat va entraîner. une limitation notable de son indépendance énergétique....

A court terme, l'affaire va avoir d'autres répercussions, et ce n'est sans doute pas par hasard si cette ultime négociation a été menée dans la plus grande discrétion, pour ne pas dire dans le plus grand secret. Elle constitue, en effet, un indéniable succès pour Moscou, qui a craint un moment que la France ne réduise la quantité de gaz acheté pour manifester sa réprobation face aux événements de Pologne et sa volonté, plusieurs fois proclamée, de réexaminer ses relations globales avec Moscou.

Na' doute que les commentateurs soviétiques vont bientôt saluer le « réalisme » de Paris et l'opposer à l'a hystérie » des Etats-Unis, quitte à oublier que d'autres pays européens n'ont pas suivi jusqu'à présent la « voie » française : si Bonn a bien signer un accord semblable avec Moscou - avant le coup du 13 décembre, il est vrai, rItalie a suspendu les négociations avec l'U.R.S.S. et la Belgique s'interroge toujours sur l'opportunité de tels achats.

L'annonce de la conclusion de l'accord va d'autre part confirmer la population polonaise hostile à la junte dans l'idée qu'elle n'a décidément rien à attendre, sinon quelques gestes charitables, de la part des pays occidentaux. D'autant que ces mêmes pays tardent à prendre une position claire sur le problème de la dette polonaise, comme s'ils attendaient seulement, pour se montrer conciliants, que leurs opinions publiques aient « digéré » la normalisation.

TREG

Sera-t-il toujours dit que le « réalisme » prime la morale internationale? La réaction française à l'instauration de l'état de guerre, après quelques hésitations, avait constitué comme une bouffée d'oxygène. Les dirigeants français ont-ils déjà rangé leurs bonnes intentions au magasin des accessoires? Le contrat franco-soviétique a été en tout cas signé à un mauvais moment, surtout s'il est vrai, comme on aime à le répéter, que les Soviétiques dans cette affaire sont encore plus demandeurs de devises que nous de saz.

### A un mauvais L'U.R.S.S. livrera chaque année 8 milliards • Les députés socialistes veulent modifier de m³ pendant 25 ans à partir de 1984

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Soyouzgas Export et Gaz de France ont signé à Paris, dans la nuit du 22 au 23 janvier, un accord de basé portant sur la livraison annuelle, pendant vingt-cinq ans à partir de 1984, de 8 milliards de mètres cubes de gaz. Ce :communiqué a été publié le 23 janvier

Gaz de France s'est refusé à donner la moindre indication sur le prix de base. Il ne devrait pas être très éloigné du prix décide par les Allemands de l'Ouest le 20 novembre dernier, soit l'équivalent

détails à régler, affirme-t-on au siège de l'entreprise publique.

La France, qui receveit déjà 4 milliards de mètres cubes de gaz soviétique, va donc voir sa dépendance à l'égard de l'U.R.S.S. s'accentuer nettement à partir de 1985 et plus encore lorsqu'en 1993 le gisement de Lacq, comme celui de Groningue aux Pays-Bas, ne convriront plus qu'une part infime de la consommation nationale.

Le feu vert à l'ouverture de négociations, avec les Soviétiques avait été donné, il y a plus de deux ans par M. Giscard d'Es-taing. Déjà à l'époque des tensions étaient intervenues entre le ministre des affaires étrangères, plutôt hostile à un tel contrat, et le ministère de l'industrie, qui y était favorable. Les mêmes interprétations divergentes se sont poursuivies après l'arrivée des socialistes an pouvoir et, plus encore, après la crise polonaise. Mais à l'Elysée on a tranché : la nature du régime soviétique n'a pas changé avec la normalisation à Varsovie et l'interruption des livraisons de gaz par Moscou — partenaire commercial toujours très régulier - signifierait un état des relations internationales à ce point dégrade que les difficultés énergétiques de l'Europe seraient largement dépassées. Il était difficile enfin de se passer du gaz d'un pays qui possède le tiers des réserves mondiales. Nul **Point de vue** doute que MM. Bérégovoy e

Si la France est le premier pays à signer avec l'U.R.S.S. - les Allemands de l'Ouest avaient conclu un accord le 20 novembre 1981, soit quelques semaines avant - l'affaire était déjà très largement engagée. Le mise en valeur des réserves de dire ce qu'il pense de la

l'Elysée - tous deux anciens de

Gaz de France, auront su plaider

ce dossier.

en francs de 4,65 dollars par million de B.T.U. (British Thermal Unit) au 1<sup>er</sup> juillet 1981. Cet accord portera la dépendance de la France à l'égard de l'Union soviétique à quelque 35 % si de nouveaux accords n'étaient pas prochainement sianés.

D'autre part, une délégation de la Sonatrach algérienne a commencé à négocier, le 23 janvier, avec Gaz de France, à Paris, pour tenter de parvenir à un accord sur les modalités techniques de fixation du prix du gaz algérien. Il reste cependant beaucoup de

> gazières de Sibérie nécessite la fois un financement occidental (de l'ordre de 55 milliards de francs), un apport de technologie de l'Ouest (pour les tuyaux, les stations de pompage et la surveillance informatique de ce gazoduc de 5 500 kilomètres) avant que l'Europe dans son ensemble ne reçoive quelque 40 milliards de mètres cubes par an pendant vingt-cinq ans.

> > BRUNO DETHOMAS. (Lire la suite page 21.)

Nord-Pas-de-Calais, An sommaire :

radios libres dans la région ;

## sensiblement le texte gouvernemental

### Le tribunal de commerce admet la contestation des actionnaires minoritaires de Matra

Faisant pression sur le gouvernement, qui doit engager sa responcommission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationafisations dans sa nouvelle version a adopté, vendredi soir, plusieurs amendements socialistes modifiant sensiblement le texte arrêté par le conseil des ministres après la décision du Conseil constitutionnel.

Pour M. Mauroy, qui a commencé samedi matin, à Boulogne-sut-Mer, un voyage de trois jours dans le Nord-Pas-de-Calals, l'impératif du gouvernement est d'éviter tout vice de forme ou de procédure qui pourrait être ganctionné par le Conseil constitutionnel.

De son côté, le tribunal de commerce de Paris devait rendre une ordonnance, lundi 25 janvier, qui reconnait à certains actionnaires minoritaires de Matra le droit de contester les termes de la convention signée avec le gouvernement (voir page 21).

Les conséquences des nationalisations seront évoquées au cours d'un séminaire gouvernemental consacré aux finances publiques qui se tiendre le jeudi 28 janvier, à 15 h. 30, à l'Elysée.

Paradoxalement, ce sont les parlementaires socialistes, et non ceux de l'opposition, qui causent le plus de tracas au gouvernement depuis que le Conseil constitutionnel a rendu, samedi soir 16 jan-

vier, sa décision déclarant non conforme à la Constitution plusieurs articles de la loi de nationalisations et empéchant la promulgation du texte. L'irritation de la moirité s'était déjà manifestée, au milieu de la semaine, quand le premier ministre avait décidé, d'une part, pour tenir compte de cette décision, de soumettre au Parlement un nouveau texte d'ensemble et d'autre part, pour accélérer les débats qui doivent recommencer, mardi-aprèsmidi 26 janvier, de recourir à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. Cette procédure lui per-

mettra de faire adopter sa nouvelle version de la loi par l'Assembiée nationale après le rejet de la motion de censure déposée par l'U.D.F. et cosignée par le R.P.R.

(Lire la suite page 21.)

ALAIN ROLLAT.

#### · Un reportage sur l'expérience réussie des habitants d'un quartier de Roubaix, qui ont décidé de devenir leurs propres architectes. (Lire pages 7 à 14.)

Un supplément sur le Nord-Pas-de-Calais

publie un supplément de buit pages sur les deux départements du

o Un portrait de M. Pierre Mauroy, maire de Lille;

la politique de nationalization du gouvernement;

A l'occasion de la visite du premier ministre, a le Monde »

• Une enquête sur la prolifération et le « militantisme » des

o Une analyse de l'attitude des hanquiers régionant devant

Renon - le conseiller énergie de

### Un privilège pour les actionnaires

par PIERRE URI

Les pouvoirs publics n'ont pas à se prononcer sur une décision après les événements de Pologne de justice, et celles du Conseil constitutionnel s'imposent à eux sans appel. Il n'est pas pour autant interdit à un simple citoyen qui passe pour économiste

sagesse financière de la haute Le marché a jugé que l'indemnisation pour les groupes industriels n'était pas insuffisante, mais généreuse: les cours se sont retrouvés au plus haut. En revanche, il y avait une décote sur les

valeurs de banque. Telle était la conséquence mécanique du principe qui ajoute à la référence boursulère la valeur a ubilan et un multiple du bénéfice. Cette base multicritères avait été retenue sous la pression du Conseil d'Etat. Singulier système où, pour avoir suivi l'avis d'une juridiction consultative, le gouvernement se fait tancer par une autre juridiction qu'il ne peut consulter, et qui a le dernier mot.

On récapitulera avec profit tout ce que le Conseil constitutionnel a oublié de noter. Un intérêt de plus de 16 % pour les obligations en place

AU JOUR LE JOUR

**PROJECTION** 

L'espérance de vie des Fran-

cais auamente : sorxante-neuj

ans et onze mois pour les

hommes, soizante-dix-huit ans

pour les femmes. Il y aura

La fécondité stagne. Il 1

L'entrée dans la vie active

Les congés s'allongent, la

semaine de trente-cina heures

est en vue. l'âge de la retraite

Au train où vont les choses,

on peut prévoir qu'au milieu

du troisième millenaire uns

demi-douzaine de Français

harassés travailleront une

demi-heure par an pour faire

viere des millions d'inactifs

BRUNO FRAPPAT.

qui s'ennuissont à peris.

est retardée. Il y aura moins

plus de vieux.

diminue.

aura moins d'enjants.

de jeunes travailleurs.

d'un dividende qui est de l'ordre de 6, ce n'est pas un avantage

négligeable. L'amortissement sur une période moyenne courte, c'est-àdire un remboursement pour une valeur certaine, au lieu d'actions qui peuvent être liquides à perte. ce n'est pas à dédaigner, surtout pour les titres non cotés et dif-

ficilement négociables. Le Conseil s'est trompé sur la portée du taux variable appliqué aux obligations indemnitaires. Réglé sur le taux moven des titres d'Etat tel qu'il résulte des cotations en Bourse, il n'est une garantie contre l'inflation que si le taux d'intérêt est supérieur au taux d'inflation. L'effet du taux variable est de prémunir contre une fluctuation de la valeur nominale en cas de variation du taux d'intérêt qui prévaut dans

l'économie. (Lire la suite page 21.)

### Les patrons à Matignon

Après sa visite à l'Elysée, M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., s'est rendu, vendredi 22 janvier, à l'hôtel Matignon, excellent -, a déclaré en anarté le premier d'entre eux. M. Yvon Chotard, pour qualitter l'entretien avec M. Pierre Mauroy. Cette appréciation était partagée par l'entourage du premier ministre.

Le C.N.P.F. se déclare prêt à participer à la lutte contre le chômage à des conditions très précises que son président a rappelées vendredi au premier ministre. Il faut, pre*mièrement*, « restaurer la situation financière des entreprises . Cette situation financière - et plus particulièrement celle des entreprises industrielles. — s'est fortement dégradée entre l'été 1980 et l'été 1981. La part de l'épargne brute dans la valeur ajoutée (c'est-à-dire ce qui reste à l'entreprise après impôts mais avant amortissements) est passée de 13 % en 1979 à 10 % en 1980, 8,2 % au premier trimestre 1981, 8,6 % au deuxième trimestre et 8 % au troisième trimestre.

Il faut, deuxièmement, a poursuivi M. Gattaz. « ne pas enserrer ces mêmes entreprises dans un corset de contraintes étouffantes », et troisièmement « ne pas scléroser l'économie française ». Précisant ce dernier point, le président du C.N.P.F. a ejouté : « Les entreprises nationalisées devront donc rester dans le secteur concurrentiel et ne pas voler l'activité des petites entreprises soustraitantes. » Mais la charte du patronat français en ce début d'année 1982, M. Gattaz l'a résumée quand il a lancé aux journalistes qui l'attendaient à sa sortie de Matignon : « En somme, nous avons dit au premier ministre : « N'aidez pas trop nos » entreprises, mais ne les accablez pas de charges et, surtout, laissez-leur leurs

#### M. CHIRAC INVITÉ DU « GRAND JURY » R.T.L.-« LE MONDE »

M. Jacques Chirac est, dimanche 24 ianvier, au terme du congrès du R.P.R., qui se réunit à Toulouse, l'invité de l'émission « Le grand jury », organisée par R.T.L.-« le Monde » et diffusée anz questions des journalistes de la station et du quotidien.

#### UNE DÉCISION DU MAIRE DE PARIS

#### Piétons ou autos La décision du maire de Paris, qui

vient d'autoriser les automobilistes tique piétonne », plus récente, plus à pénétrer- de nouveau rue Saint-André-des-Arts, dans le 6º arrondissement, en bordure du quartier Latin, fera date.

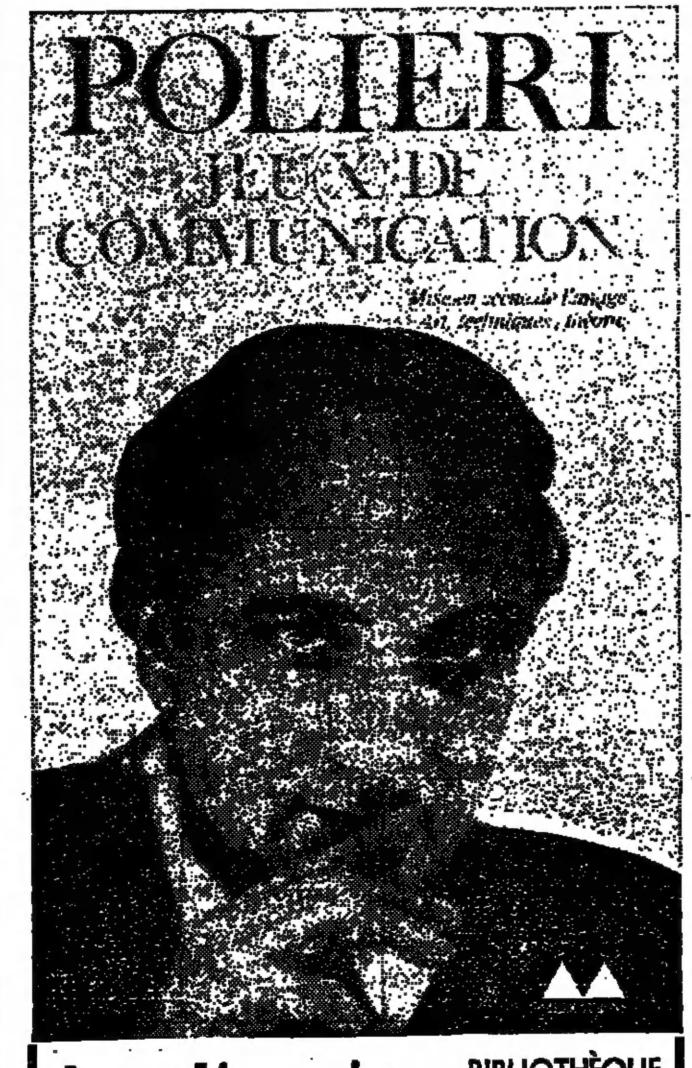
Au cours des dix demières années, les citadins, en France en même temps qu'alleurs, souvent après, ont découvert, avec les rues piétonnes. un moyen de retrouver la facilité et la plaisir da vivre dans leurs villes encombrées, défigurées par l'automobile. Un peu partout, les municipalités, de droite ou de gauche, ont inscrit ces opérations de « reconquêta • en lête de leur programme. A la satisfaction de tous, jusqu'au moment où elles durent faire face

à deux sortes de critiques. Les premières, les mieux organisées, vinrent des commercants, interdire l'accès des rues où lis avaient leurs boutiques aux automobiles, c'était, prétendaient-ils, décourager le plus grand nombre de leurs chalands. Raisonnement erroné, on le .vit par la suita.

Deuxième attaque contre la « polisournoise : elle est venue des riverains. La rue, rendue au promeneur. l'est aussi aux marchands ambulants. aux flâneurs, aux saltimbanques de toutes sortes, pour lesquels elle est faite, par principe, evec les excès que cela comporte, de tradition, ici ou là, à Paris mais en province aussi, commencèrent de se former des comités de défense « pour la paix et la sécurité des habitants ». qui, à leur tour, rencontrèrent l'oreille attentive des élus.

Le comité de la rue Saint-Andrédes-Arts vient, dans ce sena, de remporter une belle victoire. Mais qui s'en félicitera, qui se satisfera de vivre une époque où, pour chasser un mai - « Dehors, les voyous », disent-ils. -- on est obligé d'en accepter un pire : la carnaval monstrueux des automobiles, ces machines-esclaves, qui sont devenues nos maîtres ? — J.-F. S.

(Live page 15.)



BIBLIOTHÈQUE

RODIN es Journnes

At Wattige

I MELLET WILL

M I Market A Later !

翻题域内"14"。[2]

Control of the contro

BOOK AND LAND TO ...

in Community . 12.

## poudrière guatémaltèque

II. - Une droite sans complexes, mais préoccupée

tique régionale n'est pas faite

Seul élément positif : les inves-

tissements publics ont augmenté

au cours des derniers mois. Mais

les adversaires du gouvernement

se plaisent à rappeler que ce phé-

nomène est habituel dans la der-

nière année de tout mandat

présidentiel, et n'engage guère

l'avenir. Quant au pétrole il ne

couvre encore qu'un tiers de la

Les étrangers (dont plusieurs

ont été enlevés) ne viennent plus

au Guatemala. Les grands et

movens agriculteurs commencent

à se replier sur la capitale. Les

riches envoient leurs enfants étu-

dier à Miami. Mais, officiellement,

on ne parle que de « sauver la

patrie en danger». Et la cam-

s'imposer qu'en faisant admettre

que seul un général est capable

de résoudre le problème posé par

la esubversion >. Ainsi, depuis

fuillet, les forces de sécurité ont-

elles lancé une offensive de grande

envergure, qui s'est traduite, dans

la capitale, par des victoires

significatives. Les révolutionnaires

affirment pourtant que l'ampleur

de certaines d'entre elles a été

nettement « gonflée », d'autres

ayant été purement et simplement

tée par le régime a fait un cer-

tain bruit : la « confession » télé-

visée du Père Pellecer, un jésuite

qui, après quatre mois de déten-

tion, s'est accusé publiquement

In septembre, d'avoir participé à

une organisation de guérilla et

d'avoir été obligé, pour échapper

à ses griffes, d'organiser un

a auto-enlevement ». La confé-

rence épiscopale, suivie de la plu-

part des institutions religieuses

régionales, s'est permis de douter

de la spontanéité de ces propos!

Toujours est-il qu'au lendemain

de la conférence de presse, la

répression contre l'Eglise a nette-

Trois candidats s'opposent

la présidence. Ils représentent

chacun un groupe d'intérêts assez facilement identifiable.

paix au Chili, pas les Chicago

Boys », affirme M. Mario Sando-

val Alarcon. Son parti a plutôt la

faveur des propriétaires terriens.

« C'est Pinochet qui a donné la

l'élection du général Guevarra

Une opération récemment mon-

inventées.

consommetion interne.

pour encourager les investisseurs.

Dans un premier article, notre envoyé special a analysé les causes d'une violence qui atteint au Guatemala. au paroxysme (- le Monde du 23 janvier). Il esquisse, ici, le portrait d'une droite sure de son bon droit, mais inquiète de son destin.

Guatemala — a Je pourrais accepter le qualificatif de fasciste. au sens historique du terme, si ce n'était la référence à une forme de socialisme, fût-û nationaliste, qu'il implique », nous déclare M. Mario Sandoval Alarcon. ancien vice-président du pays et leader incontesté du principal parti de droite, le Mouvement de ibération nationale (M.L.N.), Ce dernier a pour symbole l'épée et la croix des combattants de Dieu du Moyen Age. Tous ses membres sont armes. « Nous denous l'être, affirme leur chef, car nous sommes le fer de lance de la lutte contre le commu-

nisme, et, de ce fait, la cible de toutes leurs attaques. Nous ne faisons pas de la politique par profession, mais par dévotion. » Sans complexe excessif. la droite guatémaltèque ne se caractérise pas par son sens de la nuance. Pour les cercles dirigeants, la violence, dont ils ne discutent pas l'existence, n'est ni le fait des Guatémaltèques ni un phénomène propre à leur pays. Ils rappellent avec plaisir que l'Europe aussi connaît le terrorisme, et a bien du mal à s'en débarrasser. Pour la droite la presse internationale, y compris celle des Etats-Unis est totalement contrôlée par les communistes. Elle en veut nour « preuve » le fait que, selon eux, le Guatemala est le seul pays du monde sur lequel les journaux étrangers s'attardent, dénoncant les abus et la violence.

L'histoire peut aider à comprendre cet état d'esprit. Dans un pays essentiellement indien, le petit groupe dominant ne partageant pas les valeurs de la maforité de la population a en tendance à s'isoler. Tel membre d'une grande famille peut affirmer que le Guatemala n'a que trois millions d'habitants (et non sept), puisque aussi bien a les Indiens ne comptent pas ».

Les propriétaires terriens ont, d'autre part, connu, au début des années 50, sous le régime réformiste du colonel Arbenz, au moins la menace de l'expropriation. Ils ont touché du doigt le danger que peut représenter, pour la tranquillité du patron, toute forme d'organisation syndicale sérieuse Ils sont prêts à tout pour ne pas connaître à nouveau une telle « horreur ».

Troisième élément : les tenants du pouvoir actuel sont les successeurs de ceux qui ont perpétré le coup d'Etat de 1954, qu'ils avaient rendu possible en qualifiant de « communiste » un régime qui était nationaliste et progressiste. Le schema avant fonctionné une fois, ils n'ont cessé de l'appliquer depuis, avec une redoutable De notre envoyé spécial FRANCIS PISANI

efficacité. Tout ce qui n'est das de leur bord est accusé d'obéir à Moscou. Et chacun sait que « le seul bon communiste est un com*muniste mort* ». Ce syllogisme simpliste a justifié l'éliminat on physique des dirigeants livéraux eux-mêmes - comme ce fut le cas, en 1980, de Fuentes Mohr ou Colom Arguetta (ex-maire de

Unie dans sa volonté de rutter par les armes contre la zubversion. la droite se divise dès qu'elle aborde les questions économiques. Et l'approche des élections, prévues pour le 7 mars 1982, ravive les divergences. Le taux de croissance annuel du produit intérieur hrut n'a cessé de baisser ces cernières années. Il n'était, en 1980. que de 3.4 %, soit à peine supérieur au taux de croissance démographique. Les réserves de devises sont passées de 789 millions de dollars en décembre 1978 à 281 millions de dollars en avril 1981. Ces perspectives ne prétent guère à l'optimisme : on note une fuite des capitaux et un ralentissement de l'investissement

L'inflation, hier inconnue déoasse aujourd'hui, officieusement. les 20 %. L'économie guatémaltèque dépend encore essentiellement de l'exportation de matières pre-

pagne électorale bat son plein.

« Militaire ou civil » ?

Les frances ont été si habituelles, dans le passé, que, lors de l'élection présidentielle de 1978. moins d'un tiers de la population a pris la peine de voter. Pour l'ambassade américaine et les siéments les moins radicaux du régime, le problème central était donc que celui-ci regagne quelque crédibilité. Il y serait parvenu, selon eux en choisissant un candidat civil unique. L'état-major des forces armées en a décidé autrement : pour la troisième fois consécutive, le ministre de la léfense, actuellement le général Anibal Guevarra, est le candidat officiel. Il est soutenu, comme la zénéral Lucas Garcia, actuel chei de l'Etat, par le parti institutionnel démocratique et par le parti révolutionnaire, deux formations ultra-conservatrices.

Le discours du général Guevarra, tel celui de son prédécesseur, n'est pas le plus violent parmi tous les candidats. Il a. lui aussi, choisi de se faire a accompagner » par un civil pour la viceprésidence. Mais l'image de M. Ponce Monroy, ancien maire de la capitale, est beaucoup moins forte que celle de M. Villagran Kramer, en 1978. Elu comme viceprésident du général Lucas Garcia, celui-ci avalt du, littéralement, s'enfuir au bout de deux ans, menacé dans sa vie par les éléments les plus extrémistes de la droite civile et militaire.

Toute candidature militaire contribuant un peu plus à la détérioration de la crédibilité du système, celui-ci n'a de chance de

peu attirés par le libéralisme éco-

A l'opposé, le candidat de la mières agricoles telles que café moyenne bourgeoisie, affolée par coton, sucre et cardamone. Saul la tournure qu'ont pris les événepour cette dernière denrée, les cours ont sérieusement tendance ments, affirme : «La quérilla dott être combattue les armes à haisser. A cela vient s'ajouter la mort de facto du marché comla main. Mais une solution milimun centre-américain : le Hontaire doit être substantiellement appuyée par une solution poliduras a établi des taxes à l'imtique. » M. Maldonado Agnirre. portation, la route panaméricaine, président du parti national, repréqui traverse le Salvador, est pratiquement inutilisable : le Nicasente une tentative — la dernière peut-être -- pour sauver le sysragua n'est pas sûr, etc. Enfin il tème à l'intérieur. est évident que la situation poli-

Le « chacal de Lacapa »

Entre les deux, M. Ansueto Viellman, candidat de la Centrale authentique nationaliste (CAN). affirme : « Il n'y a pas de pays où le terrorisme ait été arrêté par les réformes sociales. Cela n'a été possible que dans les cas où les autorités sont parvenues à garantir le travail et la sécurité. » M. Ansueto est en fait le candidat du général Arana -véritable homme fort du pays. Souvent qualifié au Gustemala de «chacal de Zacapa», pour la violence avec laquelle il a mené la lutte contre la guérilla à la fin des années 60 à l'est du pays. M. Arana est aussi l'homme sous le mandat duquel le Guatemala a connu la plus forte croissance économique.

férence des Américains. Il est soutenu par certains propriétaires terriens, qui font confiance à sa force, et par la bourgeoisie industrielle et commerciale, qui apprécie ses conceptions relativement plus « modernes » que celles de ses adversaires. Le général Arana est, en tout cas, l'axe autour duquel les autres forces s'agitent. Issu du M.N.L., M. Ansueto conserve de bonnes relation : le général Guevarra a été Sandoval M. Maldonado Aguirre a été son ministre de l'éducation : le général Guevara a été son subordonné: et M. Ponce Monroy est apparu, pendant de longs mois, comme un possible

M. Ansueto semble avoir la pré-

de regretter la disparition du colonel Arbenz, éliminé pourtant grâce à la C.I.A. sont dans une situation inextricable. Soutenir, au Guatemala, l'un des régimes les plus durs du continent américain ne rend pas très crédible leur volonté officielle de défendre ce qu'ils appellent le gouvernement « réformiste » du Salvador. Abandonner l'équipe au pouvoir au Gustemala équivaudrait, du fait de l'élimination physique des dirigeants politiques centristes. à remettre le pouvoir aux guérilleros. En tout état de cause, la pression que ces derniers exercent est telle qu'il faudra sans doute des moyens importants pour assurer la survie du régime

FIN

#### Chili

#### L'ancien président Eduardo Frei est mort

#### Le souvenir amer du putsch de 1973...

Catholique militant, humaniste eincèrement préoccupé par l'améliora- Frei sera président du Chili. Moi, le tion du sort des masses chiliennes serai morte, mais le me retournerai marginalisées, libéral foncièrement dans ma tombe pour l'applaudir... » hostile au communisme et même à Rapprocher ce salut des invectives toute forme de - socialisation -, désempérées lancées par Pablo Eduardo Frei, président de 1964 à Neruda, en septembre 1978. À la 1970, a été d'abord un avocat des veille de sa mort misérable donne pauvres, des humbles, des laissés- la mesure de l'évolution d'un pour-compte de la croissance dans Eduardo Frai tellement choqué par un Chili, dont le niveau culturel la victoire électorale de la gaucha moyen est certes plus élevé que en septembre 1970 qu'il n'a pas été celul de certains de ses volsins, totalement absent des « manœuvres », mais out n'en affronte pas moins les défis du sous-développement térieur, pour éviter, dans un premier économique et social.

- Nous n'avons pas besucoup de Allende à la présidence, et pour

eurait et impressionnait.

et taillé à coups de serpe, un nez du putsch dramatique de septempuissant dont les caricaturistes se bre 1973. Peut-être le leader de la sont naturallement emparés, le front démocratie chrétienne espérait-il enhaut et le maintien réservé, il expri- core que les militaires feraient appel mait partaitement l'allure solide et à lui qui se considérait publiquement candidat de la CAN... Des atouts raisonnable de ces familles d'ori- - en réserve de l'Etat ». Espoir rapigine helvétique ou allemande qui ont dement dèçu. Les représentants des Etats- largement contribué à donner au Frei voyageait en Europe, aux Chili un ton plus - européen - et une « classe » indéniable.

Etudiant, il donnait des lecons privées pour vivre. Politicien, il ne s'est jamais enrichi. Président, il continua de résider dans sa modeste maison d'un quartier résidentiel de Santiago. Après la parenthèse du gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende, un ami de leunessa, et le putsch des généraux de septembre 1973, il reprit son métier d'avocat, s'efforcant sans illusion de maintenir l'unité d'un parti démocrate-chrétien traumatisé par le coup d'Etat, et tentant, avec moins de euccès encore, de justifier son comportement pour le moins ambigu à l'égard de l'expérience socialiste

 Un jour, dissit Gabriela Mistrai. ourdies à l'intérieur comme à l'extemps, l'accession de Salvador

Les réformes engagées par Frei,

ASIE

Un part ten premiere

chef d'Etat digne et sobre, n'étalent pas minces. En particulier dans le domaine de la terre (sa réforme agraire devait être reprise et dynamisée par Allende), et dans une esquisse sérieuse de nationalisation de l'Industrie du cuivre. Elles étaient insuffisantes pour bouleverser des structures engore largement archalques Et l'aile gauche de la démocratie chrétienne, emmenée par Tomic, exigealt une relance, salualt la victoire d'Aljende, défiant ainsi un Eduardo Frei tenté par un « blocage » constitutionnel du succès socialiste. En vain. Mais c'est un Frei morose. opposition totale qui annoncait son De haute taille, un visage glabre coutien à Pinochet dès le lendemain

Etats - Unis: où on le considéralt dans les milieux libéraux comme . le melleur candidat possible » dans l'hypothèse d'élections générales. Mais c'est le général Pinochet qui a consolidé son pouvoir au fil des ans, repoussant toujours plus loin une éventuelle normalisation. « Las militaires ont sauvé le pays »,

affirmalt Eduardo Frei un mois après le coup d'Etat. Trois ans plus tard. en 1978, il rédigealt un violent réquisitoire — dont la publication n'était pas autorisée au Chili - contre la junte militaire. Il dénoncait le « caractère tasoiste » des groupes au pouvoir. Toujours aussi sévère à l'égard de l'expérience Allende, il admettalt cependant dans ce pamphiet que « chacun avait as responsabilité » dans la situation du pava. La sienne a manifestement tourmenté Eduardo Frei dans les desnières années de sa via.

La disparition d'Eduardo Frei, grand seigneur de la vie politique du dernier demi-siècle dans con pays, est un nouveau drame. Pour le Chill d'abord, qui-ne dispose pes d'une réserve suffisante de politiciens de classe et d'expérience capables d'animer une solution de rechange constitutionnelle face au régime de pouvoir de plus en plus personnel du général Pinochet. Pour l'opposition ensulte, divisée, traumetisée, incertaine, ne disposant plus guère d'appuis internationaux solides. et qui voyait en Frei, maigré les réserves liées à son compartement de septembre 1973, l'homme susceptible d'animer un courant de constestation sérieux en faveur d'un retour à un régime de plus grandes libertès. Personne autourd'hui à Santiago ne peut espérer hériter rapidement du crédit dont bénéficialt Eduardo Frei aux Etata-Unis et auprès de l'internationale démocratie-chrétienne.

MARCEL NIEDERGANG.

• Deux responsables chiffens du Monvement pour la paix et la fustice créé par M. Adolfo Perez out été arrêtes le mercredi 20 janvier, apprend-on à Santiago. MM Jorge Osorio Vargas et Domingo Namuncura sont accusés d'activités politiques subversives et d'appartenance au parti chrétien de gauche, interdit comme toutes les autres formations. Un électricien accusé d'appartenir à ce parti a été arrêté et six autres personnes, juristes ou économistes, ont été inculpées « pour propagande marciste». Par aillettra, le secrétaire géné-

ral du parti socialiste, M. Benny Morrisson, l'un des diri-geants du Sinn Fein (la représentation politique du mouvement républicain), qui domicile à Santiago, a-t-on appris s'étaient vu refuser un visa dans les milieux judiciaires chi-

L'ancien président Eduardo Frei est mort, vendredi 22 janvier, dans une clinique de Santiago où il était hospitalisé depuis quarante jours. Il était entré dans le coma le 16 janvier, à la mita de complications consécutives à l'opération d'une hernie abdominale. Il était âgé de soixante et onze ans. Le gouvernement du général Pinochet a décrété un deuil national de trois jours. Une chapelle ardente a été mise en place à la cathédrale de

temps à perdre si nous voulons évi- contribuer, dans un second temps. ter à ce pays une catestrophe provoquée par la misère et l'injustice ». disalt-il en 1984, à la veitle de son élection à la magistrature suprême. Leader d'un parti démocrate-chrétien qui accédait pour la première fois au pouvoir en Amérique (atine. Eduardo Frei se réciamait alors d'une - révolution dans la liberté - : il se proposait de multiplier les réformes de structure tout en respectant rigoureusement la légalité constitution-

Fils d'un modeste immigrant suisse exerçant la profession de comptable dans une propriété agricole, docteur en droit, journalista, écrivain, puis sénateur et ministre. le très sérieux et même vojontiers austère Frei ras- inquiet et ayant basculé dans une

de Salvador Aliende.

Paris et Londres se declarent interesses par le plan sud-coronn de remainsature

#### A TRAVERS LE MONDE

#### Nicaragua

TROIS CENTS JEUNES SO-VIETIQUES sont arrivés au Nicaragua le jeudi 21 janvier pour une visita de cinq jours. Au cours de leur séjour, ils participeront à diverses manifestations artistiques et sportives. Trois cents autres étaient attendus au cours du week-end - (A.F.P.)

#### République **Sud-Africaine**

• LE GOUVERNEMENT DE PRETORIA a autorisé vendredi 22 janvier, la commission d'enquête du conseil de sécu-rité sur le raid de mercenaires du 25 novembre aux Seychelles à se rendre en Afrique du Sud. Cependant, cette commission a peu de chances de pouvoir interroger les personnes inculpées dans cette affaire. En effet, M. David Steward, représentant de Pretoria à l'ONU, indique, dans une lettre adressée au président de lois sud-africaines, les acousés et témoins au procès en cours sur cette affaire a ne peuvent pas être contraints à témoigner s. - (AFP.)

#### Svède

. M. OWEN WILKES, un chercheur néo-zélandais qui travaillait pour le compte de l'Institut de recherche sur la paix (SIPRI) de Stockholm, a été condamné vendredi 22 janvier à six mois de prison suivia d'expulsion pour « s'être livré à des activités illégales de renseignement en Suède ». On lui reproche d'avoir rassemblé des informations secrètes sur les installations mill-

taires dans la Baltique, ainsi que sur les services de surveillance placés le long de la côte quest de la Suède M. Wilkes avait délà été condamné en juin 1981 par un tribunal norvegien à six mois de prison avec sursis pour avoir dévoilé des secrets militaires après une enquête faite pour l'Institut norvégien de recherche sur la paix (P.R.I.O.). — (A.F.P.)

#### Thaïlande TREIZE SOLDATS THAT-

LANDAIS ONT ETE TUES au cours d'affrontements entre les troupes gouvernementales et des éléments de la Shan United Army, armée privée du plus gros trafiquant d'opium du a Triangle d'or ». M. Chang Shi Fu, alias Khun Sa. Des centaines de soldats, appuyés per des avions et des helicoptères, participent à l'opération dans le nord du pays à la frontière birmane. Les forces de l'ordre annoncent avoir fait de nombreux pri-Ban Hin Tack, une des bases de Khun Sa, et récupéré des munitions. — (A.F.P., Renter.)

#### Zimbabwe

M. WALLY STUTTAFORD. député blanc de Bulawayo. agé de soixante et un ans détenu depuis six semaines sous l'accusation de complot contre le gouvernement du Zimbabwe, affirme avoir été blème des c détenus-disparus ». contre le gouvernement du torturé et entend porter plainte, a déclaré jeudi 21 jan-

#### Argentine

### Les «mères de la place de Mai» critiquent l'attitude de l'Eglise devant la répression

Correspondance

le place de Mai a sont inlassables. Non seulement eues continuent de se rénnir autour de la pyramide de la liberié, an centre de la capitale, mais elles vont partout où se réunissent des dirigeants politiques ou des dignitaires ecclesiastiques, pour rappeler qu'elles attendent touiours leurs enfants, portés « dis-

Leur ténacité a porté ses fruits. Tout le monde s'accorde à dire que « le manteau de l'oubli » ne recouvrira pas les crimes commis durant la lutte contre le terrorisme, et que tôt ou tard la lumière devra être faite. L'Eglise catholique l'a affirmé dans son document Balue et communauté nationals, de mêms que les cinq partis qui composent Multipartidaria dens leur « proposition au pays » du 16 décembre.

Les mères, ponrtant, ne se satisfont pas de déclarations de principe, même si celles-ci sont un progrès per rapport au silence qui régnait jusqu'à ces derniers mois. Elles estiment qu'après cinq ans de démarches vaines et de mutisma official tous caux qui luttent en faveur des droits de (le Monde du 12 décembre) l'homme doivent mtensifier leur action pour exiger des autorités

· Première manifestation de cette vier son avocat, M. David attitude beaucoup plus comba-Wadmen, ajoutant que son tive : la grève de la faim, en client se proclamait a totale- décembre dernier, de dix d'entre ment innocent >. - (A.F.P.) elles dans la cathédrale de Quil-

mes, à une trentaine de kilomètres de la capitale. L'irruption des mères dans l'église a été cepen-dant très mal acqueillie par l'évêché, qui les a finalement dix jours après le début de leur

les mères ont décidé de dénoncer l'attitude de la hiérarchie catholique argentine face au problème des disparus. Dans une lettre remise vendredi 22 janvier au cardinal Bernardin Gantin, président de la commission pontificale justice et paix, qui se trouve actuellement. à Buenos - Aires, elles affirment que les disparitions auraient pu cesser « si la hiérurchie catholique (...) était inter-venue publiquement dès le pre-largement due à la récession mier moment, en condamnant ainsi qu'à la baisse des produits chie catholique (...) était interces actes et en dénonçant expres-sement les coupables, qui étaient bien connus ». Elles ajoutent que « l'épiscopat semble identifié avec un régime politique qui utilise le terrorisme d'Etat comme instrument de répression contre les

dissidents ». Selon les mères, cette attitude contraste avec « l'action des épiscopats des autres nations latino-américaines et de celui de la Pologne, qui se sont érigés en défenseurs intrépides de la dignité humaine ». Elles prient le cardinal Bernardin Gantin de transmettre leur lettre au souversin pontife dont elles attendent « une claire prise de position sur ce thème ».

JACQUES DESPRÈS.

### États-Unis

#### RALENTISSEMENT CONFIRMÉ DE LA HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL

La hausse des prix de détail aux Etats-Unis a été de 0,4 % en décembre contre 0,5 % en novembre, En 1981, l'augmentation des prix de détail aura été de 8,9 % ce qui marque un net ralentissement per rapport à 1980 (+ 12,4 %) et à 1979 (+ 12,3 %). En 1978, la hausse avait été de 9 %. Le relentissement de la hausse des prix de détail en 1981 a reflété une modération de la progression des prix de la plupart des produits et services, à l'exchu-sion des frais médicaux (12,5 % contre 10 %). La hausse des prix des produits alimentaires a été de 43 % en 1981 contre 10,1 % en 1980, celle des prix des transports de 11 % contre 14 %, et celle des prix du logement de 10,2 % contre 18,7 %.

D'une manière générale, les analystes estiment que la réduction de l'inflation enregistrée en 1981, en particulier au niveau agricoles entraînée par les bonnes récoltes. Elle est due aussi à la baisse des prix des matières pre-

 DEUX REPUBLICAINS D'IR-LANDE DU NORD ont été arrêtés le vendredi 22 janvier alors qu'ils tentaient d'entrer illégalement aux États-Unis. venant du Canada, avec de faux papiers. Il s'agit de MM Owen Carron, élu député à Westminster en remplacement de Bobby Sands, et Dan-

d'entrée aux Etats-Unia.

Borney grown or a con-

Brake On a

#### Pakistan

#### Le général Zia VI Haq s'entretient lundi avec M. Mitterrand

Au terme d'une tournée qui l'a conduit en Italie — où il a rencontré le pape Jean-Paul II, — en Roumanie et en Yougoslavie, le chef de l'Etat pakistanais, le général Zia Ul Haq. doit être reçu à déjeuner, lundi 25 janvier, par M. Mitterrand.

Un pays ∢en première ligne>

Le général Zia est le respon- atomique. Le nouveau gouverne-sable du régime militaire qui ment est autant soucieux d'éviter chassa du pouvoir et fit exécuter la prolifération nucléaire et de l'ancien premier ministre Ali Bhutto, qui a interdit toute vie politique, et dont Amnesty inter-national vient de dénoncer les violations des droits de l'homme (le Monde du 16 janvier). Mais au fur et à mesure qu'il s'est stabilisé et, la crise afghane aidant, le régime d'Islamabad a vu s'atténuer l'ostraciame qui le frappait. M. Mitterrand accueille donc le représentant d'un pays avec lequel la France a longtemps entretenu de bonnes relations. Un pays qui est sérieusement traumatisé et se déclare même menacé par l'intervention soviétique en Afghanistan.

Le Pakistan se trouve placé « en première ligne ». Il constitue le principal tampon opposé à une plus profonde avancée de l'Armée rouge vers l'océan Indien

Il a d'autre part renoué depuis l'année dernière des relations plus étroites avec les Etate-Unis. Le général Zia tenait à être reçu à Paris à la fois parce que cette étape contribue à rehausser son image nationale, et parce qu'à l'issue de la visite de Mme Gandhi en France en novembre dernier on parle beaucoup en Asie du Sud, et en en exagérant quelque peu l'importance, du rapprochement « franco-indien ». Loin d'être aussi influent que l'Inde dans les relations Nord-Sud et le mouvement des non-alignés, le Pakistan est en revanche proche de la Chine et des pays conservateurs musulmans du Golfe. Toute solution au drame afghan passe nécessairement par hi. Ni la France ni le Pakistan ne sont certes porteurs d'une solution spécifique, mais il va de soi que pour Paris le point de vue pakistanais est de tout premier intérêt. M. Mitterrand expliquera sans doute de son côté à son interlocuteur que le gouvernement français se garde de tout geste spectaculaire vain, mais qu'il participe en revanche à l'action diplomatique dans le cadre de la C.E.E. on de l'ONU pour maintenir la pression gur l'U.R.S.S.

Il est peu probable que la visite du général Zia donne lieu à une relance de la coopération nucléaire. Soucieux de limiter les risques de prolifération, et soumis aux pressions de Washington, le précédent gouvernement avait renoncé en août 1978 à fournir au Pakistan une usine de retraitement de combustible irradié, de crainte qu'elle ne permette de produire du plutonium pouvant servir à la fabrication d'un engin

ne pas entraver les perspectives de coopération technologique dans ce domaine avec l'Inde. A Rome, le président Zia a réaffirmé que son pays n'envisageait pas de se deter de l'arme nucléaire, et était disposé à accepter toutes les clauses internationales de sauve-

L'idée demeure très répandue néanmoins que son pays cherche duire un engin expérimental. En juin 1979, l'ambassadeur de France à Islamabad avait été interpellé et durement malmené alors qu'il circulait près d'un site où les Pakistanais disposereient d'un « atelier » pour leur a filière nucléaire », équipé de matériel discrètement acheté en Europe. Les « soupcons » pesant sur son programme avaient conduit les Etats-Unis à suspendre leur aide économique à Islamabad, et les pays occidentaux créanciers à durcir leur position à son égard. Depuis l'invasion de l'Afghanistan et l'arrivée des républicains au pouvoir, les Etats-Unis ont révise leur attitude envers le

aide économique et militaire de 3,2 milliards de dollars, et se son engagés à défendre son intégrité territoriale. Le Pakistan est egalement parvenu à s'attirer à nouveau la sollicitude des institutions financières internationales. Enfin, l'Arabie Saoudite vient de promettre de lui fournir 500 millions de dollars pour l'aider à payer les Etats-Unis, Les efforts de Ryad pour soutenir le régime Zia sont aussi une marque de remerciement pour l'aide militaire que le Pakistan s'est engage à apporter à la monarchie saoudienne si

Le Pakistan en est lui-même un

Pakistan, lui ont accordé une

client traditionnel. Il entend moderniser ses forces armées. Mais, outre qu'il se tourne plus voiontiers vers les Etats-Unis fi manque singulièrement de movens de paiement. Un contrat de livraison de trente-cinq Mirage-5 signé en 1979 est actuellement en cours d'exécution. Il est probable que le général Zia formulera d'eutres souhaits devant M. Mitterrand, et marquera son regret que la France soit en pourparlers avec l'Inde pour la vente de Mirage 2000, même si ce contra se heurte encore à des difficultés techniques et financières.

elle était menacée.

GERARD VIRATELLE.

cation de la Corée », a déclaré le

porte-parole du Foreign Office.

#### Paris et Londres se déclarent intéressés par le plan sud-coréen de réunification

L'Assemblée nationale sud-coréenne a approuvé, samedi 23 janvier, à l'unanimité, les propositions annoncées vendredi par le président Chun Doo-Hwan pour une réunification pacifique des deux Corées (« le Monde » du 23 janvier). Elle a adopté une résolution demandant au gouvernemen de Pyongyang de répondre favorablement à l'initiative de Sécul et aux pays tiers de soutenir ses propositions.

Celles-cl sont étudiées avec atten- tituent une approche imaginative et tion par le gouvernement français, créative du problème de la réunitia-t-on indiqué vendredi au Quai d'Orsay. Tout ce qui contribue réellement à la réunification de la péninsule coréenne ne peut qu'avoir l'approbation de la France, a-t-on ajouté de même source, précisant que le ministère français des relations extérieures avait eu connaissance des propositions du président Chun Doo-Hwan avant qu'elles ne solent annon-

cées publiquement.

Les autorités françaises attendent. pour compléter leur information sur ce problème, le retour à Paris du sénateur Philippe Machefer (P.S., Yveilnes), qui se trouve actuellement en Corée du Sud. Envoyé spécial du gouvernement français, M. Machefer s'est notamment entretenu mercredi avec le président Chun Doo-Hwan des problèmes intercoréens ainsi que des relations entre la France et la Corée du Sud. Le sénateur s'était rendu Il y a un mois en Corée du Nord. De son côté, le gouvernement britannique a - accueilit favorablement » vendredi les propositions du président Chun Doo-Hwan, qui - cons-

● Un éditeur sud-coréen, Les Tae-Bok, accusé d'avoir organisé un réseau communiste clandestin d'étudiants et de travailleurs cherchant à renverser le gouvernement, a été condamne à la prison à vie, vendredi 22 janvier, à Séoul. Trente-quatre autres per-sonnes impliquées dans ce réseau ont été condamnées à des peines allant de deux ans à dix ans de prison. - (A.F.P.)

**AFRIQUE** 

#### Guinée

#### Le gouvernement de Conakry reconnaît que des prisonniers politiques disparus depuis onze ans L'un des dirigeants de la tendance des «colombes» ont été exécutés

Selon Mme Marie-Jane Pruvot, député français, appartenant au groupe libéral du Parlement européen, les prisonniers politiques guinéens mariés à des Européennes (huit françaises et quatre italiennes et hollandaises), avaient été arrêtés à Conakry lors de la tentative de coup d'Etat de novembre 1970, et dont on était sans nouvelles depuis lors, out tous été exécutés en 1971 Mme Marie-Jane Pruvot, qui

avait effectué une série de démarches humanitaires auprès de M. Sekou Touré, président de la République guinéenne, a révélé ces exécutions au Parlement europen, et a précisé que les épouses des disparus, rentrées en Europe et regroupées au sein d'une association ayant son siège à Strasbourg, recevraient les documents officiels attestant du décès de leur

Ayant annoncé, en avril 1980. son intention de déposer une proposition de résolution au Parlement européen, Mme Marie-Jane Pruvot fut alors convoquée à l'ambassade de Guinée à Bruxeiles où on lui fit part de l'intention du président Sekou Touré de l'inviter a visiter les prisons guinéennes intention restée sans suite. En septembre 1981, redoutant une campagne de presse, le président guinéen transmit, par l'intermédiaire de l'ambassade guinéenne à Bruxelles, une invitation à Mme Marie-Jane Pruvot à se rendre à Conakry à l'occasion de la commémoration de la tentative de débarquement manqué du 22 novembre 1970. Au cours de

son séjour en Guinée, Mme Pru-vot rencontra à plusieurs reprises M. Sekou Touré, mais ne parvint pas à obtenir l'autorisation de visiter les prisons Le 12 janvier dernier, Mme Pruguinéen des affaires étrangères en date du 9 du même mois, indiquant que les prisonniers politiques en question avaient été « jugés, condamnés et exécutés ». Dans ce document, il est fait état de l' « évasion » d'un certain

Abdoulaye Barry, dont, indique le

ministre con reste sans nou-

qui avait reçu en visite à Conakry M. Giscard d'Estaing en décembre 1978, scellant ainsi solennellement la reprise du dialogue francoguinéen, n'a pas été invité à participer à la conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique, tenue les 3 et 4 novembre dernier à Paris, De même, malgré son désir maintes fois exprimé de venir en visite officielle en France, M. Sekou Touré n'a jusqu'à présent pas obtenu gain de cause, notamment parce que le gouvernament de Conakry s'obstinait à donner des réponses dilatoires chaque fois qu'il était interrogé sur le sort des prisonniers politiques. Il est tout à fait improbable que la réponse faite par les autorités guinéennes, qui reconnaissent avec dix ans de retard, une série d'exécutions sommaires, soit de nature à inciter le président de la République française à recevoir prochainement

M. Sekou Touré en hôte officiel

Paris. — Ph. D.]

#### Tanzanie

#### des armements — avions F-16 Le président Nyerere s'efforce de démocratiser notamment — que lui livreront Le président Nyerere s'efforce de démocratiser le parti unique

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Responsabilité. contrôle, discipline : l'heure est à la fermeté au sein du parti unique tanzanien, dont le congrès national extraordinaire s'est achevé, vendredi 22 janvier, à Dar-Es-Salaam. Toutefois, cette reprise en main s'accompagne d'une « démocratisation » de l'appareil politique.

Le dernier congrès du parti unique remonte à février 1977, lorsque les deux formations autorisées jusque-là en Tanzanie continentale et à Zanzibar avaient fusionné pour donner naissance au Chama Cha Mapinduzi. (Rassemblement de la révolution.) Le C.C.M. tient son congrès national tous les cinq ans. Si cehui-ci a été présenté par les autorités donc pas en raison de sa date, mais à cause des importants changements que ses quelque mille sept cents membres ont avalisé. La constitution du C.C.M. en effet, a été largement amen-dée.

Cette réforme répond à plusieurs soucis. Il s'agit d'abord de dissocier nettement les fonctions exercées au sein du parti des taches administratives. En différenciant à nouveau le

parti et l'administration à l'éche-lon régional, le président Nyerere tire en quelque sorte les leçons d'un constat dressé en 1980 per

M. René Dumont. l'agronome expert du tiers-monde avait, en effet, relevé l'existence en Tanzanie de « trois bureaucraties, l'administration, le parti et les sociétés nationales 2. Le chef de l'Etat entend donc

combattre cette attitude nefaste au pays, la réforme ne sera pas introduite au niveau villageois. faute d'hommes et de moyens. D'une part, M. Nyerere s'exclut lui-même de son champ d'application puisqu'il restera chef de l'Etat et président du C.C.M. Pour démocratiser le parti. l'élection des président et viceprésident s'effectuera désormais à bulletin secret et non plus par acclamation. Ces deux personnalités pourront même, au moins sur le papier, être suspendues de leurs fonctions par le conseil exécutif, organe qui regroupe environ 500 membres. Par sonci d'efficacité, les effectifs du comité central sont réduits de quarante-deux à dix-huit personnes. Ses dirigeants étalent jusqu'ici soit nommés par M. Nyerere, soft choisis sur une liste imposée d'en haut. Ils seront maintenant élus par le conseil exécutif: en outre, le poste de secrétaire général du parti — « numéro trois » de la hiérarchie,

 supprimé en 1967, est rétabli. Ces changements prendront effet en octobre prochain, lors d'élections organisées à tous les échelons du parti.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

#### PROCHE-ORIENT

#### Israël

APRÈS LES OUVERTURES DE M. SARTAOUI

## se dit prêt à rencontrer M. Arafat

De notre correspondant

Jérusalem. — Les propos de M. Issam Sarthoui, conseiller de M. Yasser Arafat, dans une interview au Monde, estimant notam-ment qu'il convenzit de « renjor-cer le camp de la paix en Israel » (le Monde du 22 janvier), ont été repris à Jérusalem à la «une» des principaux journaux et dans les bulletins de la radio. La réaction favorable de l'un des dirigeants du parti travailliste n'a pas été moins remarquée. M. Yossef Sarid, député et membre de l'importante commission parlementaire des affaires étrangères et le 23 janvier, qu'il était prêt à rencontrer M. Arafat « si cela doit préparer le terrain à un rapprochement des cœurs et des positions ainsi ou'à une reconnaissance mutuelle du droit à l'autodétermination des deux peuples juif et palestinien ». Il s'agit là d'une condition, mais elle n'est pas nécessairement préalable.

L'appel lancé par M. Sartaoui a donc été entendu dans la mesure où M. Sarid, jusqu'à présent, ne faisait pas partie de ce que cette personnalité palestinienne appelle le « camp de la paix », c'est-à-dire des mouvements d'extrême gauche israéliens qui avalent accepté, les années précédentes, de participer à des entretiens discrets avec des militants de l'O.L.P. Mais cette déclaration de la part d'un responsable travailliste représente un précédent qui ne saurait engager le principal parti de l'opposition israélienne, car il y a longtemps que M. Sarid, animateur du groupe dit des « colombes » s'est demarqué des positions de la majorité de ce parti, de plus en plus divisé

sur la question de la paix. M. Sarid a lui-même émis des doutes sur la possibilité d'un véritable dialogue entre des Israeliens et des dirigeants de l'O.L.P. «Je suts sceptique, a-t-il dit, quant aux chances d'une telle rencontre (avec M. Arafat) dans un proche avenir. » Sur ce point, il a ajouté

(1) Expression souvent utilisée en Israël quand il s'agit de resserrer les rangs en matière de politique étrangère notamment, pour montrer que l'opposition et la majorité se rejoignent sur un certain nombre de points considérés comme essentiels pour la « sécurité » d'Israël, tel que le refus de discuter avec

que les circonstances actuelles ne se prétaient guère à une parellle démarche et il a precise qu'au sein de l'O.L.P., « comme en Israel », on préférait le plus sou-vent les « durs » aux « modérés ».

La riposte des partisans de M. Begin à la proposition de M. Sarid ne s'est pas fait atten-dre. M. Roni Milo, représentant du groupe parlementaire Likoud (1) et s'était mis en marge du «sionisme» en adoptant une attitude proche de celle du parti communiste Rakah (non sioniste). Prėvoyant cette accusation et les objections probables de M. Begin, qui a fréquemment déclaré qu'on ne pouvait s'adresser à des « assassins » on à des « terroristes > dont les mains étaient « souillées de sang », M. Sarid a répliqué à l'avance : e Toute nation a eu, à un moment ou à un autre de son histoire, à entamer des négociations avec des hommes aux mains lachées de sang. Mais il faut capoir qu'on ne négocie la paix qu'avec un ennemi, s

Pour leur part, MM. Eliav et Yaacov Arnon, anciens dirigeants du parti travailliste l'ayant quitté pour fonder le parti « ultracolombe a Shelli (qui, en 1980, a perdu ses deux slèges à Knesset) qui ont déjà eu des ocntacts avec le docteur Sartaoui, nous ont déclaré que ce dernier venait de faire « un pas supplémentaire important ». Mais en soulignant son grand courage », ils estiment qu'il a pris des « risques », car il a fréquemment dans le passe été condamné ou désavoué par O.L.P. pour ses démarches envers les Israéliens. D'autant que « la situation dans les deux camps est aujourd'hui très difficile car, aussi bien en Israël qu'au esin de l'O.L.P., l'atmosphère n'est pas favorable ». En effet, les « colombes » ont perdu de l'influence, notamment après les dernières élections législatives. Dans le parti travailliste, notamment, les « faucons » sont de plus en plus nombreux et dans l'ensemble de l'opinion publique il paraît que l'on est de plus en plus sensible aux thèses ultra - nationalistes de M. Begin.

FRANCIS CORNU.

#### -----Emirats arabes unis-

### Polémique autour du lycée Louis-Massignon

prises par M. Jacques Thibau. nommé directeur général des relations culturelles au Quai d'Or- aussi la crainte que l'ouverture say (le Monde du 25 décembre 1981) aura été d'envoyer une mission d'information à Abou-Dhabi. La capitale des Emirata arabes unis est le théâtre depuis le printemps 1981, entre l'ambassade de France et une bonne partie de la communauté francaise, d'un vit différend qui, s'il n'est pas, comme le croit celle-ci, unique dans les annales de nos représentations diplomatiques ». n'en a pas moins failli provoquer cet événement sans doute inédit qu'aurait été la lapidation d'une chancellerie de France par des

Français expatriés en colère ... Généreux, le chef de l'Etat des Emirats arabes, l'émir Zayed, avait, en 1974, fait don è la France d'un terrain pour la construction d'une école trancalse qui, l'an passé, comptaît alx cent cinquante élèves parmi lesquels environ 20 % de francophones non Français. En 1980. l'ambassadeur de France, M. Jean-Claude Guisset, négocia avec la principauté l'échange du terrain où était installée l'école contre un terrain plus vaste mais situé extra-muros.

La construction d'une maison de la culture, portant le nom du prince héritler Khalifa et devant comprendre un lycée trancoarabe, une alliance trançaise, un centre de laisire, une piscine, etc., y fut rondement menée. A la rentrée de saptembre 1981, les élèves de l'école française durent aller, avec leurs trente-cing professeura, au nouveau lycée baptisé du nom du grand orientaliste Louis Massignon (1883-1962) et géré par l'Association culturelle France-Emirals arabes.

L'association des parents d'élèves de l'école trançaise d'Abou-Dhabi procéda à sa dissolution en octobre, tout en regrettant avec véhémence que le lycée ait été réalisé sans son consentement et que le matériel

Une des premières décisions de l'école « y ait été transporté manu militari • et à son insu. Nombre de parenta exprimèrent plus large de l'établissement aux étrangers n'entraînât une « régression pédagogique ». ce que certains diplomates interprétèrent comme un « réflexe raciste ..

#### Trois passeports confisqués

L'escalade se poursuit depuis le début de 1982, l'ambassade de France ayant cité devant la iustice des Emirets le comité de liquidation de l'association des parents d'élèves, qui refusait de confier à l'ambassade les livres de compte et les actits résiduels de l'ancienne école. Le juge d'instruction vient de geler les avoirs de l'association dissoute et de confisquer les passeports de trois ressortissants français membres du comité de liquidation, suscitant l'indignation de la plupart des deux mille Français du pays, qui ont cru - à tort - que cette demière mesure avait été prise à la demande de l'ambassadeur.

S'il est difficile de cerner tous

les aspects juridiques du dossier, on peut, en revanche, s'étonner, d'une part, que l'ambassade de France se soit empressée de faire appliquer au lycée Louis-Massignon la ségrégation sexuelle en vigueur pour les enseignants et les élèves dans les écoles des Emirats, d'autre part, que plusieurs parents d'élèves se solent élevés contre l'introduction au lycée de trois heures d'arabe par semaine. Il faudralt, en tout cas, que cette affaire, qui montre que l'esprit de Clochemerie s'acclimate fort bien sur les rivages brûlants du golfa Persique, soit réglée avant le voyage que le chef de la diplomatie française, M. Cheysson, doit accomplir à Abou-Dhabl, dans un mois.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

## IENERGIE TRANQUILE!

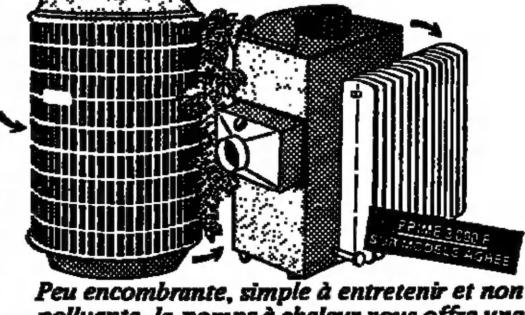
#### ECONOMISEZ 60% SUR VOTRE BUDGET CHAUFFAGE...

... et faites un pas vers l'autonomie énergétique en vous équipant d'une POMPE A CHALEUR CIPAC.

**FACILEMENT ADAPATBLE** A TOUS TYPES DE

**CHAUFFAGE CENTRAL** Cet appareil permet de récupérer les

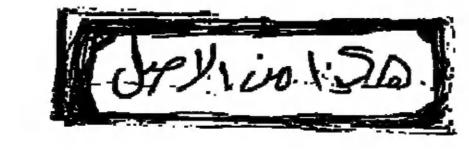
calories gratuites de l'air extérieur : La chaleur ainsi captée est véhiculée, fortement amplifiée puis redistribuée dans le circuit de chauffage existant (qui désormais, ne sert plus que



polluante, la pompe à chaleur vous offre une vraie sécurité de chauffage et vous fait réaliser un bon placement pour l'avenir.

d'appoint). BON POUR UNE INFORMATION GRATUITE à retourner à : \_\_\_\_\_PRENOM\_\_\_\_

CIPAC - 114, rue de la Croix Nivert - 75015 PARIS - Tél. : 532.89.08 NOM\_ ADRESSE\_\_\_\_ CODE POSTAL\_\_\_\_VILLE\_\_\_\_\_ ☐ Je désire la visite d'un conseiller technique.



Turavid

Le Parlement surspect

suspend ses relations avec Arkers

Les regrettables erreurs et a l'alle

Les constitutionnalistes à la rescousse des généraux

De notre correspondant

en Pologne à l'instauration du régime militaire. Sous d'autres cleux, des généraux s'arrogeant le pouvoir ne s'achemeraient pas à prouver qu'ile n'ont ainei fait que respecter la Constitution. Ici. l'état-major de l'armée populaire d'un pays socialiste. alifé de l'Union soviétique, ne saurait laisser penser qu'il a simplement fait un coup d'Etat pour briser un mouvement cuvrier que l'ancienne dictature (du prolétariat) ne pouvait plus contenir.

Dans le nuit du 12 au 13 décembre. on avait donc sorti un à un de feur tit les membres de le présidence coifective de la république (le Consell d'Etat), pour leur faire eigner le décret instituent l'état de guerre. Un seul d'entre eux. M. Reiff, président du groupe catholique Pax, evait refusé. On avait officiellement tu la chose et tout allelt pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles lorsque vint l'objection formelle : la Diète s'étant trouvée en session à la date du 13 décembre. c'était à elle et à elle seule qu'il aurak dû revenir, d'après la Constitution, de proclemer ou non l'état de guerre.

Les constitutionnalistes turent appelés à la rescousse, et l'on aut bientôt ou'il failait taire la différence entre l'état de belligérance (avec une oulssance étrangère) et l'état de querre (contre la subversion intérieure). Seule, assura-t-on, la proclamation de l'état de belligérance aurait exigé un vote des députés. La machine répressive continua donc à faire son œuvre en toute légalité. quand on apprit que le Parlement ellait être réuni lundi 25 janvier pour voter les textes législatifs régissent l'état de guerre.

Pourquoi donc, puisque chacun avait été convaincu que les parlementaires d'avaient des là leur mot à dire ? Un doute s'insinuait, l'ombre du coup d'Etat planait à nouveau. qu'il fallait au plus vite dissiper. Vendredi 22 janvier, le présidium de service de presse du ministère des affaires étrangères, invite les lournalistes à l'entendre. Le président de la commission des lois, le professeur Zakrzewski, donne la clef du mystère. Le Consell d'Etat avait indubitablement le droit de proclamer

> Un numéro spécial de « l'Alternative »

LA CHRONIQUE D'UN ESPOIR FOU

comme on est aveuglé guand

l'espoir vous porte ! Telle est la

première réflexion qui vient en lisant le dossier de Solidarité (de Gdansk en août 1980 à Varsovie en décembre 1981) que vient de publier sous forme d'un numéro spécial. Solidamosc-Pologne, la revue Alternative. édités par François Maspero (1). C'était hier, n'ast-ce pas, ce 14 août 1980, où les ouvriers du chantier navai Lénine de Gdansk. pour défendre une des leurs qui venait d'être licenciée. se mirent en grève ? Action spontanée qui fit naître, pour la première fois dans un pays du bloc soviétique, un syndicat indépendant qui allait vite faire connaître dans le monde un monteur électricien moustachu du nom de Lech Walesa.

C'était hier, mals c'est aussi bien loin, parce que la junte militaire du général Jaruzelski, soutenu par l'U.R.S.S., a instauré l'- état de guerre - le 13 décembre 1981 pour isoler la Pologne et pour tenter de la « norma-Heer - à coups d'internaments. de condamnations, de Reenclements et d'intimidation.

A relire les textes qui composent la chronique de ces seize mois — des premiers - bulletins d'information » des grévistee en passant per les anelyses, les témoignages, les interviews. - on voit mieux comment s'est développé l'espoir fou d'un péuple recouvrant des libertés élémentaires et sa dignité et croyant que l'U.R.S.S. la leisseralt en Jouir. On voit mieux aussi comment les hésitations et les tergiversations du pouvoir, involontaires ou préméditées, ont accéléré le drame. AMB.

(1) L. place Paul-Painlevé, Paris-5\*, 204 pages, 40 F.

guer des décrets suspendant

modifiant la loi, alors que le Par-

lement était en session et avait donc

seul le pouvoir d'adopter de nou-

veaux textes législatifs. Problème 7 Du tout, vous laisset-on comprendre, pulsque les députés vont voter et que l'erreur sera réparée. L'ennul, si l'on se soucie des formes et que l'on est encore dans un Etat de droit, est que des lois, de cette importance surtout, ne sauraient être rétroactives. La conclusion s'impose d'elle-même la Pologne vit, depuis cing semalnes, sous un régime d'illégalité totale. Les personnes qui ont pris et surtout fait appliquer les décrets de l'état de guerre devraient avoir à répondre du crime de forfaiture. Les jugements prononcés en vertu de ces décrets devraient être cassés. Les millers de militants avadicaux internés, arretés ou condamnés devraient être libérés sur-le-champ et pouvoir demander à la lustice compensation du préjudice qui leur a été ainsi Illégalement causé.

Ne revons pas : l'état d'exception est là et blen là, et s'il se préoccupe des formes, il ne s'embarasse quère de légalisme. A trop vouloir prouver, ce pouvoir s'est seulement .mis dans une inconfortable situation. - Quel est. demandent les journalistes piqués au jeu, le statut juridique du conseil militaire de salut national ? » Réponse : le « Wron est une «organisation socio-politique (...) qui n'a pas le caractère d'un organe d'Etat ». Autrement dit, l'existence du comité qui dirige la Pologne est un fait, mais n'a pas de fondement juridique. Et peut-on savoir en vertu de quel texte même contestable — M. Walesa ast-il placé en résidence surveillée. alors qu'il n'est officiellement ni interné, ni arrêté, ni a fortiori condamné ? Fiottement cénéral, balbutiements... Enfin la réponse vient « il y a divera degrés d'internement. »

La différence, entend-on encore, entre une dictature militaire et l'état de guerre polonais est que, en Pologne, tous les organes constitutionnels de l'administration et du pouvoir sont en fonction. La preuve le Parlement se réunit lundi et mardi

BERNARD GUETTAL

L'ACTION DE LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE S'INTENSIFIE

Retardée par l'état de siège, la pénurie d'essence et le manque de camions, la distribution des dons des Français aux Polonais recueillis après l'appel d'Europe le 12 décembre s'organise. Huit représentants du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des sociétés de Croix-Rouge sont en Pologne pour perfectionner le réseau de distribution, a annoncé lors d'une conférence de presse, jeud 21 janvier, à Paris, le docteur Grellety-Boisvel, directeur des secours d'urgence à la Croix-Rouge

Neul entrepôte ont été créés, à Gdansk, Bydgoszcz, Szczecin Wrocław, Cracovie, Lodz, Krosno et Clechanow, relies par radio la centrale de Varsovie, qui, elle-même, est reliée à un ordinateur à Genève. Le système devrait per mettre aux organisations qu souhaitent adresser des aides à Pologne de savoir tout de suite vers quel centre de distribution s'orienter pour éviter des engor gements. Sur place les représentants de la Croix-Rouge assurent la remise des colis.

La Croix-Rouge française, qui avant les événements de décembre venalt délà en aide eux enfants polonais, continue sa mobi lisation et devrait envoyer d'ici la fin de février des colis de produits alimentaires pour les enfants de trois mois à trois ans et des unités médicales pour l'hôpital de Szczecin, que le docteur Grellety-Boisvel a pu visiter le 27 décembre. Pendant une journée, il a pu s'entretenir avec les chefs de service, qui lui ont dresse la liste des besoins urgents, du coton aux canules en passant par les antibiotiques et les reins

artificiels. Le CLC.R. et la Ligue ont décidé de centrer leurs efforts sur l'aide aux hôpitaux avec envol de matériel chirurgical, médical et pédiatrique pour subvenir a u x besoins de quatre cents hôpitaux en quatre mois (le coût sera d'environ 30 millions de francs), ainsi que sur l'envoi d'aide alimentaire pour les enfants jusqu'à sept ans (le C.L.C.R. dénombre en Pologne deux cent mille enfants mal nourris ou cas sociaux) et un soutien aux personnes âgées, aux impotents et handicapés (environ cent mille personnes).

La presse soviétique multiplie ses attaques contre les États-Unis

De notre correspondant

par le président Reagan est dénoncé avec vivacité par la presse Les Izpestia estiment que « le département des communications internationales des Etats-Unis. de concert avec la C.I.A., n'évargne ni forces ni movens pour mener une guerre idéologique contre les conquêtes socialistes en Poloane». Le correspondant du journal soviétique à Washington rappelle le rôle joué, selon lui, par les radios la Voix de l'Amérique. Radio-Liberté et Radio-Europe libre au bénéfice de « ceux qui révaient de faire renaître vour les Polonais l'époque de la domination des seigneurs et des exploiteurs capitalistes », et se référant au titre projeté Que la Pologne reste la Pologne, affirme : « La Pologne est et restera la Pologne. mais non pas telle que la voient les millionnaires américains qui se prétendent les amis des tra-

vailleurs, n De son côté, l'agence Tass s'en prend à « l'hystérie anti-polonaise et anti-soviétique des Etats-Unis » qu'elle accuse d'« élargir leur ingérence brutale dans les affaires intérieures de la Pologne ». Reprenant un commentaire de l'agence polonaise PAP, elle qualifie de « provocation » la préparation de

Une brochure

cette emission.

sur l'équilibre des forces Cette nouvelle polémique fait suite à une série d'attaques particulièrement virulentes menées ces derniers jours par la presse soviétique contre les Etats-Unis. Plusieurs articles décrivent a la tradition de violence et de terreur » de l'Amérique. Un mensuel va jusqu'à écrire que le régime politique des Etats-Unis «ne le cède en rien par sa cruauté et sa perfidie, par son mépris des vies humaines aux tyrannies du genre de celles de Pinochet et de Pol Pot z. L'Etolle rouge, organe de l'armée, dénonce « le terrorisme

érigé en politique officielles et

Tass souligne que « le culte de la

force est devenu le noyau de la

puie également sur une brochure publiée à Moscou par le ministère prochaine rencontre entre MM. Haig et Gromyko, sous le titre « Qui menace la pair ? » Accusant les Etats-Unis de chercher à s'assurer la supériorité militaire sur l'U.R.S.S. sous prétexte d'un rééquilibrage des forces, ce texte, qui répond à celui du Pentagone sur « La puissance militaire soviétique (2) » s'efforce d'établir qu'une « parité approximative existe entre les deux blocs et que son maintien concourt à préserver la paix. Les experts soviétiques y font

valoir que, dans tous les domai-

nes, ceux des systèmes nucléaires

stratégiques, des armes nucléai-

res à movenne portée en Europe. des forces classiques (nombre de divisions, de chara d'arions) et des forces navales e il n'existe aucun retard des Etats-Unis et de l'OTAN ». En revanche, selon eux. l'installation de nouvelles fusées américaines en Europe romprait non sculement la parité des armes intermédiaires, mais surtout l'équilibre des forces stratėgiques. Čar. selon Moscou. les futurs missiles a destinés à des attaques préventives contre les tusées intercontinentales soviétiques et d'autres objectifs vitaux » sont à comptabiliser dans potentiel stratégique américain.

La brochure, qui cite toute une série d'interventions militaires américaines dans des pays étrengers, affirme enfin que « la grossière ingérence des Etats-Unis dans les affaires d'Etats souverains se poursuit activement aujourd'hui encore » et conclut que a partout où, sur la planete, se troupent des « points chauds ». on ne manque pas d'y découvrir la présence des forces agressives des Etats-Unis ».

THOMAS FERENCZI.

(I) Le président Reagan fait prèparer une émission télévisée mélant reportages, témoignages et variétés et consacrée à la Pologne (notre première édition du 22 janvier). (2) Le Monde daté 4-5 octobre

des renseignements passé à

l'Ouest avec sa famille à la fin

novembre et aujourd'hui caché

par la C.I.A. dans la banlieue de

Washington. Les renseignements

qu'il fournit serzient d'une telle

importance que sa présence est

tenue secrète même aux hauts

fonctionnaires américains, ajoute

**Profestant** 

contre l'« autocensure >

DAILLET (U.D.F.) QUITTE LA

COMMISSION PALME POUR

M. Jean-Marie Daillet, député

U.D.F. (Manche), a annoncé, ven-

dredi 32 janvier, qu'il suspendait sa participation à la « commission

Palme pour le désarmement et

Dans un message à M. Palme.

queiques heures avant l'ouverture

de la neuvième session mensuelle

de cet organisme privé indépen-

dant, présidé par l'ancien pre-

mier ministre suédois, le député

français a annoncé qu'il a suspend

jusqu'à nouvel ordre sa partici-

rencontrer le représentant de l'U.R.S.S. et marquer ainsi sa

solidarité avec le peuple polonais,

qu'en raison du malaise, bien

antérieur aux événements de Po-

logne, créé par l'atmosphère de

stagnation et d'autocensure ré-

gnant au sein de la commission

sous l'influence du représentant

[Créée en 1980, la commission

Paime reunit des personnalités

influentes de l'Est et de l'Ouest.

telles que l'ancien secrétaire d'Etat

américain, M. Vance, et l'expert

soviétique, M. Arbatov, membre du

comité central du P.C.U.S. Elle sièce

depuis vendredi et jusqu'à diman-

rencontrer le représentant

LE DÉSARMEMENT ET

SÉCURITÉ.

la sécurité »

soviétique ».

LA DETTE POLONAISE

Varsovie paiera d'ici la mi-février les intérêts dus pour 1981

annonce le « Financial Times »

A.B.C.

à faire. — (A.F.P.)

La Pologne a averti ses banquiers occidentaux qu'elle versera d'ici à la mi-février les intérêts qu'elle devait pour 1981, rapporte ce samedi le Financial Times. Cette promesse, qui porte sur 250 millions de dollars environ. « a été interprétée avec optimisme par les banquiers occidentaux, qui y voient une indication du sérieux de l'intention des Polonais », ajoute le quotidien bri-

tannique. Cependant, M. Szalajda, ministre polonais de la métallurgie et des constructions mécaniques, a dénoncé, selon une information soviétique Novosti, le « piège du crédit » dans lequel seraient tombés selon lui les anciens diridiffusée vendredi par l'agence geants de Varsovie : « Le danger de relations aussi irrefléchies se révèle autourd'hui de facon particulièrement claire », précise le ministre.

Pour sa part, le Japon a annoncé par la voix de son ministre de l'industrie et du commerce extérieur. M. Abe, actuellement en visite aux Etats-nis, qu'il avait décidé de « suspendre ou de bloquer > tout nouvel accord de coopération économique a ve c l'U.R.S.S. pour protester contre les pressions soviétiques sur Varsovie. Les contrats en cours ne seraient pas résillés.

Plusieurs hauts fonctionnaires et officiers polonais ont trouve asile dans des ambassades américaines, en dehors des deux ambas sadeurs de Pologne à Washington et à Tokyo, a affirmé, vendredi 22 janvier, la chaîne de télévision américaine A.B.C.

Au premier rang des transfuges A.B.C. cite un général spécialiste

• M. Bernard Ravenel, membre du bureau politique du P.S.U. démissionnaire du bureau national du Mouvement de la paix la sulte d'un désaccord sur la Pologne (le Monde du 23 janvier), nous prie de préciser qu'il avait voté contre la résolution adoptée par le bureau le 9 janvier.

 Plusieurs députés U.D.F., dont MM. Bernard Stasi, Georges Mesmin et Jean-Marie Daillet, ont apporté leur soutien, le vendredi 22 janvier, à la grève de la faim entreprise à Paris par trois réfugles roumains pour que leurs proches soient autorisés à les rejoindre en France. Il s'agit de M. Serguei Pop. et de Mmes Emilia Bossi et Emilia Bulat qui font la grève de la faim depuis le 20 janvier devant l'ambassade de che au château de Gymnich, près Roumanie à Paris. — (AFP.) | de Bonn.]

**Finlande** 

Moscou se félicite de la victoire des « forces de la gauche »

De notre correspondant

comme un fait acquis l'élection de M. Manno Koïvisto à la présidence de la République, les premiers commenen termes positifs le résultat du scrutin des 17 et 18 janvier, qui a assuré, d'ores et deja, au candidat socialdémocrate le soutien de la majorité requise du collège des trois cent un grands électeurs, qui se réuniront, le mardi 26 janvier, pour élire le successeur de M. Kekkonen.

Pour Radio-Moscou, ce scrutin a marqué cun net glissement vers la gauche » et la victoire de M. Kolvisto témoigne de « l'échec des tentatives faites par les partis bourgeois vour barrer la route au candidat social democrate ». Rappeiant que « pour la première fois ce n'est pas un candidat bourgeois mais celui des forces de la gauche qui gagne l'élection présidentielle », la radio souligne al'importance du jait que certains partis aient échoué dans leur tentative de modifier le cours de la politique étrangère de la Finlande ».

L'attitude de l'U.R.S.S. s'explique aisement : le grand voisin de la Finlande ne peut ignorer que M. Kolvisto a été directement plebiscité par près de la moitié du peuple finlandais, dont bon nombre d'électeurs communistes ni que le parti du centre a perdu et pour longtemps sans doute, le rôle privilégié qu'il jouait en matière de politique étrangère. Que l'U.R.S.S. interprète la victoire de M. Kolvisto comme celle des forces de la gauche contre les partis bourgeois, donnant ainsi à l'élection un carectère idéologique qu'elle n'a pas eu, n'est pas tout à fait fortuit. Le parti social - democrate, sans faire pour autant d'excès de zèle. a su nouer des liens étroits avec le P.C. soviétique. Cette orientation est due à M. Borsa, président du parti, que l'on cite déjà comme le successeur éventuel de M. Vayrynen (centriste) à la tête de la diplomatie finlandaise. En tant que président du groupe de l'Internationale socialiste charge des questions de désarmement M. Sorsa est attendu à Moscou au début du mois de février. C'est

pour préparer ce voyage que deux

attendus à Helsinki.

M. Vitali Chapochnikov, chef adjoint du département international du comité central, M. Stefan Smirnov, un de 6 ce subordonnés, profiteront, sans doute de ce séjour pour tenter de dont la fraction minoritaire prosoviétique dirigée par M. Sinisalo, continue à s'opposer brutalement au président du parti M. Saarinen. Il s'agit d'éviter que lors de la session plénière du comité central du P.C. finlandais celui-ci n'éclate en deux formetions rivales.

PAUL PARANT.

Union soviétique

NALE DE TÉLÉGRAMMES A M. BREINEY EST LANCÉE EN FAVEUR DE Mine LAVROVA.

Un certain nombre de personnalités du monde du théâtre et du cinéma, dont MM. Yves Montand. Claude Lelouch. Philippe Noiret. Mmes Susanne Flon. Delphine Seyrig. Isabelle Adjani, se sont associées à la requête présentée par la Commission des droits de l'homme de Genève en faveur de Mme Inna Lavrova.

Mme Lavrova noursuit depuis trente-gustre jours une grève de la faim à Moscou, pour obtenir le droit d'énouser un ingénieur français. M. Guy Torrent (le Monde du 5 et du 23 janvier). De nombreuses personnalités politiques européennes, parmi lesquelles M. Claude Chevsson. s'étaient déià associées à cette

Les organisateurs des actions de soutien en faveur de Mme Lavrova ont d'autre part lancé un appel pour que chacim adresse à M. Breinev un telégramme rédigé comme suit : a Prière donner visa Inna Lavrova. > Ils indiquent que Mme Lavrova, très affaiblie a été hospitalisée le 20 janvier, a Cependant, soulignent-ils, elle est résolue à aller jusqu'au bout, à savoir : le visa très vite ou la mort. Une campagne internationale de membres du P.C. soviétique sont gramme pourrait avoir un effet attendus à Helsinki.

Portugal

Deux diplomates soviétiques sont expulsés

déclaré le vendredi 32 janvier personæ non gratæ deux diplomates soviétiques, M. Youri Babaiants, conseiller pour les affaires de presse, et M. Mikhail Morozov, attaché. Cette décision e été communiquée à l'ambassadeur de l'U.R.S.S. au Portugal, M. Arnold Kalinin, qui a été convoqué au ministère des affaires étrangères.

L'OTAN RECOIT LE PREMIER

DE SES DIX-HUIT

AVIONS-RADARS

Le premier des dix-huit avions-

radars Boeing AKACS. E - 3A

commandés en 1978 par l'alliance

atlantique, pour une somme glo-bale de 2 milliards de dollars, a

été livré, vendredi 22 janvier, sur une base de la République fédé-

rale d'Allemagne, au commande-

ment de la force séroportée

d'alerte rapide et de contrôle de

Ce quadriréacteur, conçu à par-

tir d'une cellule de Bosing - 707

surmontée d'un radome rotatif

aut protège le radar, les systèmes

électroniques de détection et les

antennes de communication, est

capable, en principe, d'observer

tous les mouvements terrestres et

aériens dans un rayon de 300 à

400 kilomètres selon son altitude

de vol. L'armée de l'air améri-

caine en a commandé, pour ses

besoins propres, vingt-quetre, qui

Les Etats-Unis financent 42 %

du programme de l'OTAN, la Ré-

publique fédérale d'Allemagne

31 %, et les autres pays de

Grande-Bretagne qui a développé

son propre système) se partagent

Boeing, répondant à une de-

mande de la France, s'est porté

candidat, avec son AWACS, pour

fournir à l'armée de l'air un sys-

tème entièrement indépendant de

ceiui de l'OTAN et compatible

avec le système de transmissions

et de commandement STRIDA

l'OTAN (à l'exclusion de

le reste du financement.

propre à la France.

POTAN.

en 1977.

Interrogé à ce sujet, un porteparole de la C.I.A. s'est borné à indiquer que l'agence américaine n'avait a aucun commentaire Les deux diplomates sont accusés d'« activités en violation de

Le gouvernement de Lisbonne leur statut diplomatique ». Ils ont reçu un délai de cinq jours pour quitter le pays. Le 12 janvier, le ministre portugais des affaires étrangères, M. Andre Gonçalves Pereira avait laisse entendre, après avoir assisté à Bruxelles à la réunion de l'OTAN sur la Pologne, que son gouvernement était favora-ble à des sanctions contre TURSS.

Déjà, il y a quelques jours, les autorités de Lisbonne avaient refusé le visa à M. Ivan Kaitonov, membre du secrétarist du comité central du P.C.U.S. En 1980, quatre diplomates soviétiques avaient déjà été expulsés. Les dernières mesures peuvent affecter les relations entre les deux pays. Actuellement, plus de 8 % du pétrole importé par le Portugal proviennent de l'Union soviétique qui est le premier

importateur de concentrés de

tomates produits au Portugal

L'U.R.S.S. achète en outre des

chaussures, des textiles, du liège

Le Monde

et du vin.

Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75427 PARIS - CEDEX 99 C.C.P. Paris 4207-23 ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE - D.O.M. - T.O.M. 273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 483 F 862 F 1 241 F 1 620 F ETRANGER

- BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 522 F 731 F 940 F II. — SUISSE, TUNISIE ont commence de lui être livrés 386 F 667 P. 349 F 1 236 P

(par messageries)

Par voie aérienne Tarif sur demande Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce cheque à

leur demende. Changements d'adresse définitife ou proviscires (daux semaines ou plus) : nos abonnés sont invites à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

es relations se terdent un Part havens erire les nationalistes maderes et les radicaux de l'ETA

### EUROPE

#### Le Parlement européen suspend ses relations avec Ankara

Le Parlement européen a suspendu, le 22 janvier, ses relations avec Ankara et condamne le régime militaire turc, en votant par 56 voix contre 53 et 9 abstentions une résolution présentée par le groupe communiste. La plupart des quatre ceut huit parle-mentaires étaient absents. Ce texte comporte la décision de - ne pas renouveler le mandat de ses membres à la commission parlementaire mixte de l'association C.E.E.-Turquie, jusqu'à l'organisation d'élections au suffrage universel.

Ce scrutin est intervenu cinq jours avant que, de son côté. le Conseil de l'Europe se prononce sur le maintien ou l'expulsion de la Turquie de cette organisation.

#### Les « regrettables erreurs » se multiplient

Ankara (AFP). — Soixante-douze personnes sont mortes en prison depuis le coup d'Etat, le 12 septembre 1980, des militaires en Turmie selon des contrats des matiquement l'autocensure. Bien Ankara (A.F.P.). - Soixantedernière délégation de l'Assem-blée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui a séjourné à Ankara en janvier, ont avoné queiques « regrettables erreurs » mais non, comme l'affirmait Anmesty International dans son rapport 1981, que « la torture est si largement et systématiquement utilisée qu'il est devenu clair qu'elle est offi-

Les autorités turques ont admis que « trois cent soixante-dix dossiers ont été ouverts à la suite de plaintes pour tortures ». Cent dix ont été rejetées par les tribuneux militaires. Quarante - trois
cas ont donné lieu à des actions
en justice, qui suivent leur cours.
Vinet-huit officiers de police sont
actuellement jugés. Soivante-neuf
autres ont été relâchés.
En plus de seize mois, un seuf
policier, l'officier Mustafa Haski-

ris, a été reconnu coupable de torture ayant entraîné la mort (du militant d'extrême gauche Zeinel Abidin). Condamné à quatorze ans de prison, il n'a pu être incarceré : la justice avait décidé sa libération provisoire quelques jours avant la sentence. It a

Les journaux ne peuvent publier d'informations sur ces faits n'interviennent sous divers prétextes. Le décret 52 qui ne concerne pes précisément la pu-blication de ce genre d'informa-

des articles considérés comme e propagande communiste ». Il en va de même pour divers autres intellectuels turcs, écrivains, poètes et coméliens, qui font l'objet d'enquêtes.

Face à la poursuite indéniable de la pratique de la torture et à la condamnation d'un seul cou-pable aujourd'hui en fuite, des mouvements de protestation ont folaté dans les prisons : grèves de la faim dans les centres de Mamak à Ankara, Métris à Istanbul à Dyarbaki et Elazig

Cinquante pirsonniers ont dû être hospitalisés le 5 octobre dernier après un de ces mouvements à Istanbul, et la police a arrêté cinq des parents de ces prisonniers, cependant que quinze autres étaient blessés — comme le confirment les certificats médicaux — lors d'une démarche officielle faite auprès du commandement de l'état de sière de la de cette manifestation. Un gré-viste de la faim est mort à la

Les autorités turques, face aux européens, ne neuvent que rap-peler les déclarations récétées du premier ministre, M. Bulend Ulusu, qui admet quelques « bavures » mais affirme : « La pratique de la torture n'est pas tolérée par notre administration. »

#### Les relations se tendent au Pays basque entre les nationalistes modérés et les rudicaux de l'ETA

L'organisation séparatiste basque ETA militaire aurait réclamé une rançon de 10 millions de dollars contre la libération de l'industriel José Lipperheide, qu'elle séquestre depuis dix-huit jours. C'est ce qu'a annoncé le quotidien madrilène « Pueblo », qui estime que cette rançon pourrait être réduite de moitié. A Bilbao, le président du gouvernement autonome basque, M. Carlos Garaikoetxea, a lance un nouvel appel à la radio pour inciter ses compatriotes à « ne pas se laisser intimider par le chantage de l'ETA militaire ., allusion au racket que pratique cette organisation en réclamant un « impôt révolutionnaire » aux industriels de la région. Plusieurs déclarations dans ce sens ont été faites par des dirigeants du P.N.V. (Parti nationaliste basque), creusant un peu plus le fossé entre les nationalistes modérés et les radicaux de l'ETA, dont la branche politico-militaire se demande si, après un an de trêve, elle ne va pas reprendre

#### De notre correspondant

Madrid. — Les relations se tendent au Pays basque entre les nationalistes modérés du P.N.V. (parti nationaliste basque) et les radicaux de l'ETA militaire. L'enlèvement, le 5 janvier, d'un important industriel, M. José Lipperheide, qui possède en Biscaye une douzaine d'entreprises, a été condamné dans des termes particulièrement durs par le P.N.V., largement majoritaire dans la région, et par le gouvernement basque autonome dominé par les nationalistes modérés.

la lutte armée.

MATIE

100 7 - 22 1 . 25 . - 43 "

On s'attend que l'ETA militaire demande une forte rançon en échange de la libération de l'industriel, âgé de solxante-seize ans et dont l'état de santé est précaire. Le gouvernement basque a dénoncé « l'affaiblissement moral et économique qu'infligent à la société basque ceux qui semblent chercher sa ruine par le recours à la violence et au chantage.

Cette prise de position survient après les déclarations du président du P.N.V., M. Arzallus, et du président du gouvernement autonome, M. Garaikoetxea, incitant les hommes d'affaires de la région à résister aux demandes de versement d'aimpôts révolutionnaires » formulées par l'ETA militaire. Cette attitude du P.N.V., qui dispose d'une grande influence au sein de la bourgeoisie basque, pourrait mettre en difficulté l'ETA qui tire de cet « impôt » une grande partie de ses ressources.

On observe avec espoir dans les milieux officiels de Madrid l'ac-tuel comportement du P.N.V. Chacun est conscient que ce parti est le seul qui dispose de la force suffisante pour pouvoir isoler les nationalistes les plus radicaux.

Les motivations qui animent M. Arzallus et ses compagnons M. Arzailus et ses compagnons sont à la fois économiques et politiques. Le climat de violence latente qui règne au Pays basque est certainement l'un des facteurs qui ont le plus contribué à la crise économique que connaît cette région. Ainsi la Biscaye, qui occupait jusqu'en 1975 le premier rang des provinces espagnoles pour le revenu par habitant, ne se trouvait plus, en 1981, qu'au dix-huitième rang. Le Guipuzcoa est revenu, dans le même iaps de temps, de la deuxième à la vingtième position.

Au plan politique, le P.N.V. n'a pas perdu espoir de parvenir à une entente avec le gouvernement central sur la politique à suivre au Pays basque en matière d'autonomie Un accord a été conclu en décembre sur le mode de financement de la police basque, une des principales revendications des nationalistes. D'autre part, de discrets contacts ont eu lieu entre les gouvernements de Madrid et de Vitoria pour discuter les répercussions au Pays basque de l'accord conclu en juillet 1981 entre le gouvernement de Madrid et les socialistes sur le processus d'autonomie. d'autonomie.

#### : THIERRY MALINIAK.

Le dernier membre en exil du gouvernement basque de la République, M. Juan Astigarrabia, vient de rentrer à Madrid après avoir passé quarante et un ans à Panama et à Cuba. Agé de quatre-vingts ans, M. Astigarrabia, qui fut ministre des transports du gouvernement basque, prônait déjà, à l'époque de la guerre civile, la fusion du particommuniste basque avec les nationalistes de Ruskadiko Eskerra nalistes de Ruskadiko Eskarra.

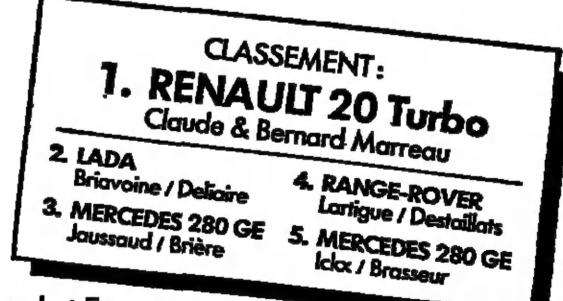
## PARIS-DAKAR: VICTOIRE RENAULT 20 LE GRAND SOUFFLE.

La Renault 20 pilotée par les frères Marreau remporte le Rallye Paris-Dakar.

Magnifiquement préparée par deux mécaniciens hors pair, la Renault 20 équipée d'un turbo et de quatre roues motrices s'est jouée des vents du désert et des pistes défoncées, tout au long des 10.000 km d'une épreuve infernale.

C'est une nouvelle victoire de Renault et de Elf, une nouvelle preuve de la fiabilité du turbo. Bernard et Claude Marreau possèdent une grande expérience des pistes africaines.

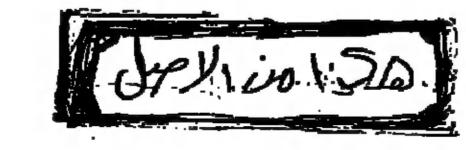
Renault a mis sa technique au service de leur talent. Bravo les frères Marreau! Bravo la Renault 20!



Avec le concours de Uniroyal et Europear.



RENAULTelf



## politique

#### L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Accords entre bailleurs et locataires

### Fixation des loyers

discussion des articles du projet de loi relatif aux droits et obligations des bailleurs et des locataires.

Après l'article 28, qui traite des accorda collectifs conclus an niveau départemental ou national (le Monde du 23 janvier), l'Assemblee adopte, sur proposition de la commission des lots, plusieurs articles additionnels, dont le but est de mieux régir ces accords en s'inspirant de la législation sur le droit du travail. Il est notamment précisé que les associations qui ne sont pas parties à l'accord peuvent y adhérer ultérieurement et que les accords restent en vigueur en cas de changement de bailleur. • BUDGET DES ACCORDS COLLECTIFS

L'article 29, modifié par les commissions des lois et des affaires culturelles, stipule que les accords collectifs, qui peuvent être conclus entre associations de ballleurs et associations de locataires. peuvent porter, notamment, sur a la mattrise des charges locatives. la grille de vétusté, les réparations, l'amélioration et l'entretien des parties communes et des parties privatives, les locaux collectifs residentiels, les actions d'animation culturelles et sociales. Pélaboration de contrats types de location, les règlements intérieurs éventuels ».

M. Clément (U.D.F., Loire) souhalte limiter la « cogestion » que cet article, selon lui, institue, Mme Lalumière, ministre de la consommation, et M. Bockel (P.S. Haut - Rhin), rapporteur de la commission des lois, rétorquent qu'il ne s'agit nullement de cogestion, mais de développement de la vie associative. L'opposition souhaite notamment supprimer la référence à « l'animation socio-

culturelle ». M. Gailey (R.P.R., Aube) déclare qu'il ne peut accepter qu'une « minorité impose sa conception de la culture à la majorité ». A cet égard, l'émission télévisée a Droit de réponse » lui semble illustrer ala nouvelle conception de la culture ». Mme Lalumière seront négociés de facon démocra-

M. Galley fait état de sa qualité de président d'un office d'H.L.M. et indique qu'il a été contraint d'interdire l'entrée d'immeubles « à certaines personnes représen-

peuille inciter, légalement, à faire ce contre quoi, précisément, fai du lutter pour assurer aux locataires la sécurité et la jouissance paisible de leur logement ». M. Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, qui est également président d'un office d'H.L.M., parle, lui, de l'opposition manifestée par un bailleur

la création d'une « créche à domicile », réclamée par les locataires. Il explique : a Ce sont de teis cas de blocage d'actions sociales que nous voudtions pouvoir surmon- ACCEPTATION DES ACCORDS LOCATIFS

L'article 30 prévoit que, à l'issue d'un délai d'un mois après la publication au Journal officiel des accords conclus au niveau national ceux-ci peuvent être rendus obligatoires, par décret en Conseil d'Etat. a pour tout le patrimoine locatif du secteur dont relèvent les organisations des bailleurs signataires ». Ce décret peut, sans modifier l'économie de l'accord, en distraire certaines clauses.

#### GESTIONNAIRES

Sur proposition du gouvernement. l'Assemblée a l'opte l'article 32 dans la nouvelle rédaction suivante : « Les organisations représentatives des gestionnaires peupent participer à l'élaboration des accords collectifs conclus entre bailleurs et locataires, adhérer à ces accords et en assurer l'exécution dans la limite de leur mandat » Mme Lalumière précise que le projet n'exclut pas que les associations de gestionnaires puissent prendre part aux discusgions autres que celles relatives aux accords locatifs.

#### ACCORDS DE MODERATION

Les articles 33 à 38, qui constituent le titre IV du projet de loi. déterminent les conditions d'évolution des loyers, tant pour la révision annuelle que pour le renouvellement du bail on la location de locaux vacants. L'Assemblée adopte l'article 34 dans une nouvelle rédaction, promodifiée, sur plusieurs points, par institutionnalise les accords da modération des loyers pouvant être conclus annuellement entre organisations de bailleurs et de locataires au sein de la Commission nationale des rapports locaautre que celui relatif aux organismes d'H.L.M. fixe le taux maximum d'évolution des loyers lors de la conclusion ou du renouvellement des contrats.

Toutefois, les loyers des locaux qui n'ont pas fait l'objet de contrat depuis une durée aut ne peut être inférieure à deux ans à la date de la nouvelle location échappent à ce dispositif. En outre, des majorations supplémentaires pourront être appliquées dans deux cas: 1) Lovers manifestement sous-évalués par rapport aux conditions pratiquées localement pour des immeubles comparables; 2) En cas de travaux d'amélioration du confort ou de la protection thermique ou phonique. Dans les deux cas les majorations devront être échedu coût réel des travaux à concurrence d'un maximum déterminé per l'eccord.

Les accords porteront également sur les garages, places de stationnement, jardins et locaux. loués accessoirement au local principal par le même bailleur (cette précision est destinée à éviter que le propriétaire ne compense sur les locaux accessoires la perte résultant de l'accord).

Enfin, l'article 34 indique que

chacun des accords peut prévoir

des taux différents dans des zones géographiques définies. Sur cet article, l'Assemblée tles groupes PS., R.P.R. et U.D.F.) a notamment repoussé un amendement du groupe communiste visant à prévoir « des minorations particulières de loyer en cas de lovers manifestement surévalues par rapport aux conditions pratiquées localement pour des immeubles comparables ». Quilliot s'est opposé à cette proposition, an motif que l'encadrement volontaire du marché par les accords prévus, permettra de réduire les disparités et parce que le dispositif proposé « risquerait de faire naître un contentieux inépuisable ». M. Alain Richard (P.S. Val-d'Oise), an nom du groupe socialiste, a estimé | • CARACTERE EXECUTOIRE trop générale, mais il a invité groupe socialiste. Cet article le gouvernement à se doter d'un instrument de régulation régle-La suite du débat a été ren-

voyée an lundi 25 janvier. LAURENT ZECCHINL

### Collectivités locales : le gouvernement renonce à instituer une cour de discipline budgétaire

au samedi 23 janviet, l'Assemblee nationale a adopté, en troisième lecture, le projet de loi de décentralisation. Avant que le texte ne soit une nouvelle fois transmis qui senateurs, les députés se sont rapprochés des options exprimées par la Haute Assemblée à la satisfaction des groupes R.P.R. et U.D.F. Le gouvernement a notamment renoncé à instituer une cour de discipline budgétaire devant laquelle les maires auraient été responsables.

Après l'échec de la commisslon paritaire (C.M.P.), l'Assemblée nationale examine en troisième lecture, vendredi 22 janvier, le projet de loi relatif lonnées dans le temps. Dans le aux droits et libertés des commusecond cas. elles seront fonction nes. des départements, des régions et des territoires d'outre-mer, tel qu'il a été adopté par le Sénat en deuxième lecture.

Lors de la discussion générale, M. Seguin (R.P.R., Vosges) considère que « l'échec de la CM.P. a été voulu et organisé » et qu'il n'est pas de la responsabilité de la Haute Assemblée. M. Pourchon (P.S., Puy-de-Dôme) affirme que sur l'inter-

vention économique des collectivités et la transformation de la région en collectivité territoriale, a un compromis était impossible » entre les deux Assemblées. M. Millon (U.D.F., Paris) reprend l'argumentation de son collègue du R.P.R. puis déclare : « J'entends dejà des voix propo-

ser la suppresssion de la Haute Assemblée. > M. Jans (P.C. Hauts-de-Seine) indique que le groupe communiste n'a déposé aucun amendement non a pour bacier la discussion, mais dans un souci d'efficacité ».

A l'article premier (principe de libre administration des collectivités territoriales). l'Assemblée revient au texte adopté par elle en deuxième lecture pour exclure les territoires d'outre-mer du champ d'application de la loi.

DES DECISIONS DES AUTORITES MUNICIPALES " L'article 2 est l'une des dispo-

entre l'Assemblée et le Sénat. Les

députés reviennent au texte

la réflexion v: sitions sur lesquelles aucun rapprochement n'a pu être opere

toire des actes des autorités municipales n'est pas subordonné à eur transmission au représentant de l'Etat dans le départe-

A l'article 3 (exercice du contrôle administratif du représentant de l'Etat sur les actes des autorités municipales). l'Assemblée adopte la rédaction du Sénat sous réserve que le délai de transmission soit porté de dix quinze lours. Elle vote également un amendement de la commission qui institue une procédure contentieuse d'urgence lorsou'une décision municipale est « de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle v.

#### INTERVENTIONS ECONOMIQUE DES COMMUNES

L'article 4 est adopté dans le texte de l'Assemblée en deuxième lecture. Toutefois, le gouvernement fait adopter une precision introduite par les sénateurs indiquant: «L'Etat a la responsabilité de la conduite de la politique économique et sociale ainsi que de la défense de l'emploi. Néanmoins, sous réserve du respect de la liberté du commerce et de l'industrie, du principe de l'égalité des citoyens devant loi ainsi que des règles de l'aménagement du territoire définies par la loi approuvant le plan, la commune peut intervenir en matière économique et sociale, lorsque le développement économique, lorsque la protection des intérêts économiques et sociaux de la population l'exigent. Cette précision, qui satisfait pleinement l'opposition, suscite la réprobation du groupe commu-

• LA COUR DE DISCIPLINE BUDGETAIRE ET FINANCIERE

L'article 11 institue une cour de discipline budgétaire et financière devant laquelle sont justiciables les maires et leurs adjoints. M. Defferre indione qu'il renonce « à soumettre les maires à la cour de discipline budgétaire » car. explique-t-il. « le gouvernement a eu le temps de

L'opposition applaudit à la dé-cision du ministre. M. Seguin se réjouit qu'a une épés de Domociès trop menacante a ne soit pas suspendue sur la tête des élus muni-

réflexion faite, le groupe socialiste se rallie à la décision du convernement ». A l'article 21 (du représentant de l'Etat dans le département) 'Assemblée reprend le texte du Sénat faisant disparaître la dé-

la République ». L'appellation sers fixée par voie régiementaire. A l'article 31 (exercice du contrôle administratif du représentant de l'Etat sur les actes des autorités départementales) l'Assemblée revient à son texte de deuxième lecture comme à l'article 3, en supprimant tout contrôle a priori. A l'article 40, l'Asemblée, à la demande du gouvernemnt, renonce à traduire les élus départementaux devant la cour de discipline budgétaire, comme pour

nomination de « commissaire de

#### L'ERECTION DE LA REGION EN COLLECTIVITE TERRITORIALE

A l'article 45, l'Assemblée rétablit le texte qu'elle avait adopté en deuxième lecture : «Les régions sont des collectivités territoriales. Elles sont administrées par un conseil récional élu au suffrage universel direct. Elle examine un sous-amendement déposé par M. Debré (R.P.R., Réunion) disposant que « le gouvernement, pur décret pris en conseil des ministres, peut

prononcer la dissolution d'un conseil régional en cus de difficultes graves empêchant son fonctionnement normal's. M. Defferre prend l'engagement d'inscrire cette mesure dans le projet de loi en préparation relatif à l'élection des conseils régio-

naux Le groupe R.P.R. retire alors la proposition d eM. Debré. A l'article 49 (suppression de la tutelle). l'Assemblée rétablit le texte voté en deuxième lecture pour supprimer la tutelle exercée par le représentant de l'Etat dans amendement de la commission

des lois modifiant l'intitulé du texte qui redevient le « projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements Par 327 voix contre 152, sur 484 votants et 479 suffrages exprimés. l'Assemblée adopte l'ensemble du projet de loi. La séance est levée samedi 23 janvier à 4 heures.

PASCAL VIROT.

#### Un sondage SOFRESle Nouvel Observateur >

tant une minorité ». Il ajoute :

#### 40 % DES FRANÇAIS (CONTRE 35 %) APPROUVENT LA PRÉSENCE DE COMMUNISTES AU GOUVERNEMENT.

Le Nouvel Observateur publie. dans son numero daté 23-29 ianvier. les résultats d'un sondage effectué par la SOFRES auprès de mille personnes, entre le 8 et le 14 janvier, et selon lequel 40 % des Français (contre 35%) sont satisfaits de la présence de quatre communistes au gouvernement, 49 % des personnes interrogées estiment que les postes qui ont été confiés à ceux-ci ne sont ni trop ni pas assez importants (cette opinion est partagée par 71 % des personnes dont la préférence partisane va au P.C.F., 65 % des socialistes. 31 % des U.D.F. et 20 % des R.P.R.).

41 % des personnes interrogées souhaitent que les communistes restent au gouvernement jusqu'à la fin du septennat, mais 40 % d'entre elles pensent que le P.C.F. a attend le moment javorable pour entrer dans l'opposition ». 35 % des personnes interrogées attribuent le recul électoral du P.C.F. à un « déclin durable », 32 % à un « mouvement projond » destiné à se poursuivre, tandis que 15 % (54 % des communistes) y voient un « simple accident ».

> Le Monde dossiers et documents

LES IMMIGRÉS

Numéro de janvier

L'AMÉRIQUE DE M. REAGAN

Le numéro: 4,50 F ns ou insmernodA (10 numéros) : 45 F

#### EN MARGE DES PARTIS DE L'ANCIENNE MAJORITÉ

#### Les «structures d'opposition» prolifèrent

Les Français qui n'ent jamais fatt de politique avant le 10 mai et qui ressentent aujourd'hui le besoin de s'engager et d'agir sans pour autant adhérer à un parti » (1) ont l'embarras du choix. Il ne se passe pas de jour sans qu'un club, une association ne se crée et ne leur propose sa a structure d'opposition ».

tés d'action républicaine se faisaient connaître par une vaste campagne d'affichage. Mercredi 20 janvier l'association Avenir et Liberté tenait sa première conférence de presse, tandis que le club Présence indépendante et libérale réunissait, pour son deuxième colloque, une centaine de personnes autour du thème «La France : vers une démocratie populaire?s

Au début de l'année, les Comi-

Présidés par un ingénieur des Ponts et Chaussees, âgé de trentedeux ans, M. Bruno Megret, qui fut membre du cabinet de M Robert Galley, ministre de la coopération de M. Giscard d'Estaing. et en jin 1981 candidat (RP.R.) dans les Yvelines contre M. Michel Rocard, les Comités d'action républicaine (CAR) veulent regrouper « les Français de toutes origines sociales ou projessionnelles qui soni attachés aux valeurs de la République et considerent le socialisme comme une doctrine néjaste et périmée ».

#### Ni parfi ni club de réflexion

A l'origine, une polgnée d'hommes et de femmes qui, après le 10 mai, manifestent le désir de ne pas rester inactifs et entendent proposer aux Français « un projet politique qui les enthousiasme», projet que, selon eux. l'ancienne majorité n'avait pas su élaborer, d'où son échec. Il s'agit de « démystifier le socialisme » et « de défendre les grandes valeurs qui sont aujourd'hui menacées : la liberté, l'égalité, la fraternité ». Au plan local, chaque comité veut se constituer en contre-pouvoir tandis que l'ensemble des CAR se lance dans une campagne permanente d'ooposition « constructive et résolue ». Les Comités d'action républicaine, precise M. Megret, utiliseront tous les moyens légaux à leur disposition : campagnes de presse, pétitions, affichage, reunions, recours devant les tribunaux. Ils espèrent contribuer au

renouvellement du « débat politique d'opposition a Sur leurs affiches jaunes et bleues un alogan : a Face au socialisme, prenons l'initiative », et un symbole: la feuille de chêne qui e représente depuis toujours les valeurs de durée, de justice et d'enracinement chères au peuple de

parti, « Nous n'avons pas d'ambition électorale », affirme leur président, tout en précisant qu'à l'occasion des cantonales il organisera une campagne d'information. Les CAR ne se veulent pas non plus « groupe de réflexion ». « C'est sur le terrain que nous entendons agir, précise M. Mégret, avec des hommes neuts et déterminés, pas avec des touristes ». Les CAR revendiquent actuellement millier de membres. Es espérent d'ici le mois de septembre publier un manifeste. L'association Avenir et Liberté

bien qu'existant depuis 1972, n'a connu jusqu'à présent qu'une activité réduite. Emanation de l'Union nationale pour l'avenir de la médecine (UNAM) qui a rejoint Solidarité médicale (2), elles ne réunissait à l'origine que des médecins. Aujourd'hui, elle veut pronver une « vigueur nouvelle » et « s'ouvrir à toutes les catégories professionnelles ». « Le danger est, cette fois, beaucoup plus présent, explique son président. Me Yves Paris : par son essence même, le socialisme présage une attaque contre les libertes individuelles. Or la philosophie qui nous anime est toute différente, puisque nous pensons que le bien suprême de l'homme, c'est l'individu lui-même, dont la liberté est entière. »

Pour Avenir et Liberté, comme pour d'autres clubs, il s'agit de participer à la construction d'une société nouvelle avec des hommes nouveaux. M. Yves Paris précise que l'association qu'il préside ne veut entretenir aucun conflit avec les partis d'opposition : « Nous tenons à ajouter nos forces aux leurs, en toute indépendance.

(1) Extrait du communiqué publié par les CAR. (2) Solidarité médicale s'est organises en novembre 1981 autour des professeurs Jean Loygue et Bernard Debré, en réaction aux déclarations

de M. Jack Ralite, ministre de la

santé, sur la suppression du secteur

privé dans les hépiteux publics.

pour favoriser dans les meilleurs délais l'alternance qui évitera à la France l'épreuse d'un collectivisme irréversible. La concertation avec les forces d'opposition sera permanente mais, s'il le faut, Avenir et Liberté franchira avec enthousiasme le pas qui lui permettra de devenir un parti. »

Le club Présence Indépendante et libérale existe, tul depuis janvier 1981. Les membres de son directoire, MM. Jacques Fouchier, ancien ministre, député des Deux-Sèvres, Maurice Ligot, ancien ministre, député de Maine-et-Loire, Léon Jozean-Marigne, senateur de la Manche, Olivier d'Ormesson, membre du Parlement européen, et Jacques Ducrocq, appartiennent tous au Centre national des indépendants et payeans ou y appartenaient, puisque M. Maurice Ligot en a été récemment exclu.

#### Contre la « dérive de la France »

Mercredi, M. Fouchier a précisé les ambitions de ce club : « Présence indépendante et libérale constitue un lieu de rencontre d'hommes à l'esprit indépendant, jondamentalement attachés à une forme de société libre et responsable face à l'omniprésence et à l'omnipotence de l'Etai. C'est un club de réflexion et d'information soucieux d'agir auprès de tous ceux qui s'inquiètent de l'orientation précipitée de la politique de la nouvelle majorité. Il ne s'agit point d'un nouveau parti politique dont d'ailleurs l'opposition n'aurait nul desoin, il ne constitue pas non plus un mouvement cherchant à concurrencer ou à fractionner les formations existantes. Sans se situer a allleurs », ce club veut seulement être « autre chose » parce que les hommes politiques qui l'animent, riches d'une longue expérience parlementaire et publique, sont intimement convaincus de la nécessité absolue d'un retour aux sources en matière de doctrine et de morale politique. Ils pensent non sans quelque modestie qu'il taut savoir actuellement faire face aux ideologies et aux élucu-

concret, susceptible de remplacer. le moment venu celui oui est présentement imposé. »

Succédant à M. Fouchier, les

invités de ce deuxième colloque de Présence indépendante et libérale se sont efforcés de démontrer que la France, « soumise aux pressions tant indirectes que directes du parti communiste ne peut évoluer que vers une démocratie populaire ». M. Pascal Salin, professeur d'économie l'université Paris - 9 Dauphine, a notamment expliqué que « cette dérive de la France vers une société moins libre, dérive progressine sous le septennat précédent, mais brutale actuellement et sans doute trréversible, est due au fait que la démocratie conduit bien souvent à l'achat de clienteles électorales ». M. Claude Polin. professeur de philosophie à l'université de Paris - 4 a dénoncé vigoureusement la marxisation de la culture : « La force du communisme, c'est la corruption qu'il est capable de propager dans les esprits. La France est menacée par un totalitarisme sans même que les Russes aient à bouger » a-t-il affirmé Quant à M. Alain Besancon, professeur à l'Institut des hautes études, après avoir expliqué les principes généraux de la politique soviétique, il a déclaré : « Le combat à mener face au communisme international n'est pas le combat pour la liberté, mais d'abord le combat pour la vérité. Il faut avoir le courage de nommer l'ennemi et de délégitimer le régime soviétique.»

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

\* CAR, 34, rue de Liège, 25008 \* Avenir et Liberté, 18, avenue de la Marne, 92800 Asnières, Tél. : 793-

\* Présence indépendante et libérale, secrétariat de M. Ligot, Astem-blée nationale, 101, rue de l'Université, 75007 Paris. Tél. : 297-73-71 et

• Le Comité pour l'indépendance de la France que préside M. Michel Debré dénonce e les périls que représente pour l'ûnité Michel Baylet - député influent brations du moment, tout en de la nation, la mise en place du groupe des radicaux de gauche détendant des principes, en les d'une e Assemblée de Corse », — un rôle prépondérant dans ce adaptant à la société d'aujour- Pariement local avec attributions secteur géographique tant sur le d'hui et, surtout, en désinissant indéterminées et politisé à l'ex- plan commercial que sur le plan les éléments d'un programme trême ».

#### (PRESSE

#### « LA DÉPÊCHE DU MIDI» PREND LE CONTROLE DE « LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE DES PYRÉNÉES ».

Le quotidien toulousain, la Dépêche du Midi, vient de racheter 51 % des parts du quotidien de Tarbes, la Nouvelle République des Pyrénées, participation majo-ritaire que détenuit M. Robert Hersant depuis 1976. Le montant de la transaction s'élèverait à 24 millions de francs.

Avec un tirage de 22 000 exemplaires, la Nouvelle République des Pyrénées est devenu le plus important quotidien du secteur pyrénéen. En collaboration avec l'agence Havas, il exploite, en outre, un supplément hébdoms-daire gratuit de petites amonces, le Petit Bigourdan, tiré à 55 000 exemplaires et diffusé à domictle per porteurs, à Tarbes et dans le département. De plus, la Nouvelle République des Pyrénées a lancé une radio libre, « Radio-Tarbes-Pyrénées » depuis le début jan-vier, dont l'animateur est M. Jean-Jacques Debezies, responsable de Radio-Andorre Toulouse. Cette radio libre fonctionne sous la caution du groupe culturel du Parvis constitué selon la loi de 1901. La Nouvelle République des Pyrénées, conserve les 49 % des parts restantes.

Dans les rédactions de la Nouvelle République, à Tarbes et de l'édition de la Dépêche des Hautes-Pyrénées, on s'interroge sur les conséquences qui résulteront de la prise de contrôle du quotidien tarbais par le quetidien régional de Toulouse. On croit savoir que ce dernier, par l'importance de la somme qu'il a finalement mise en jeu, a pris le mellieur dans cette transaction. sur le quotidien Sud-Ouest de Bordesux qui était lui ausai en pourparlats avec le groupe Her-

Après la prise de participation de 40 % dans le capital du Petit bleu d'Agen (le Monde du 18 janviar), celle du contrôle majoritaire de la Nouvelle République des Pyrénées donne à la Dépêche du Midi et à son directeur, M. JeanPremier

E PARI DE L'OPPRESITION Comment tirer les bie

BANDED-PAS-DE-CALAS

> A tout seigneur, tout honneur. Le Nord-Pas-de-Calais n'étant pas une région tout à fait comme les autres pour le maire de Lille et pour celui qui fut sept ans président du conseil régional, M. Pierre Mauroy passera trois jours, les 23, 24 et 25 janvier, dans les deux départements. On assure à Matignon que le premier ministre — étant chez lui et pouvant ainsi mieux qu'ailleurs faire appel à l'effort, à la solidarité, à la responsabilité et à la confiance des Français — saisira l'occasion pour rechercher

la détente avec deux catégories socio-professionnelles qui comptent particulièrement aujourd'hui : les agriculteurs et les patrons.

Accompagné de onze ministres, M. Mauroy devait prononcer dimanche et Inndi deux importants discours. Samedi soir, il assistera an match de football Lille-Nantes.

La série de voyages en province du premier ministre se terminera le 1er février par un déplacement en Haute-Normandie.

### Le voyage de M. Pierre Mauroy

#### Premier chez

TL est homme de tradition. attaché viscéralement à sa re : « C'est sans doute parce que son grand-père était bûcheton qu'il aime beaucoup la forêt », dit son épouse. Et, de fait, la solitude toute relative qu'il cherche parfois il la trouve dans cette grande et belle forêt de Mormal (à quelques kilomètres de la petite ville du Cateau, dans le Cambraisis, où il résidatt encore il y a dix ans) qu'il parcourt avec des parents ou des amis. Une démarche est constante ches hi : ne point rompre les amarres qui le relient au passé. Traditionnelles aussi. ces assemblées de famille ches les Mauroy. Aîne de sept enfanta M. Pierre Mauroy considère qu'il lui appartient de les réunir tous chaque année autour de sa mère qui a maintenant soixante-quinze ans. Et cela se fait toujours à la Toussaint cer, ce jour-là, qu va ensemble vénérer les morts et il importe que les enfants, petitsenfants, neveux et nièces n'oublient pas cela. De même, pour les fêtes de fin d'année, on se réunit à tour de rôle ches un frère ou une sœur. Cette année c'était à Escaudam, près de Valenciennes.

Pourquoi tout d'abord-cet éclasrage familial sur le portrait du premier ministre? Parce que pour lui tout vient de là. Ecoutons.

En sept mois-de présence à Matignon M. Pierre Mauroy a présidé sept cent soixante - sept réunions. On doît cette précision aux statistiques établies par le secrétaire général du gouvernement, M. Marceau Long, qui ajoute que le premier ministre

**PPESSE** 

a. dans le même temps, effectué vingt-sept voyages et prononcé soixante-seize discours ! Comment dans ces conditions assumer encore la responsabilité de maire d'une capitale régionale? Car il faut encore gonfler les chiffres cités de maintes réunions et manifestations municipales. Et cela fatt bien sept jours de travail sur sept pour le promoteur de la semaine de trentecinq henres!

Et pourtant : « C'est ma façon à moi de me détendre de cette action municipals, dit M. Mauroy. Paime me retrouper ici à Lille uvec tous mes familiers... » Aux vacances de Noël, les membres du gouvernement se sont égaillés vers quelques lieux lointains. Lui non Il est venu se requinquer dans le Nord, dans sa ville, dans sa famille. Il ne se

retire pas en quelque endroit paisible et rustique, à l'abri des visiteurs et des indiscrets. Il a besoin d'être parmi les siens... et, an-delà des proches, lis sont légion. « Tandis que ma mère suivait les offices avec foi, mon père pratiquait un autre culte. Instituteur, il vivait pour l'école et la République. Il m'arrive encore de cheminer à côté de mon enjance. Elle est mon repère, ma *mémoire politique... >* Il ajoute : a Quand fai adhéré aux Jeunesses socialistes, fai pris en compte naturellement, sans le vouloir et

tions ancrées dans notre sol, » L'homme au pouvoir n'a rien oublié de cela. Il n'a rien renié, ni la foi de sa mère, ni celle de son père ai l'histoire tumultueuse et parfois navrante de son parti, qu'il sait porter d'espérance pour le monde ouvrier.

sans le savoir, toutes les tradi-

#### Le parti et les copains d'abord

Quand, prévoyant as succession, M. Augustin Laurent le fit venir à Lille. M. Pierre Mauroy et sa famille s'installèrent dans un immeuble près du beffroi, dans un F 3. Ils vicament de quitter cet appartement pour une maison plus vaste, dans une rue du Vieux Lille — curieuse maison en deux parties, l'une du dix-huitième siècle en front de rue et une autre de 1920 qui s'ouvre sur un jardin, Pour l'acquérir, il a vendu la maison familiale du Catean où tant de souvenirs les attachaient. Itil et son épouse, se maison du militant e dont les camarades avaient la clé car le

rez-do-chaussée était réservé à la permanence et aux réunions du parti ». Mais, à Lille, on ~trauve au premier étage les meubles du Cateau, le fauteuil oui fut celui de Guy Mollet à la cité Malesherbes, des chaises du bureau de Léon Blum, une affiche vicillotte du groupe parlementaire socialiste de 1906 où, parmi les soixante parlementaires, m voit les médaillons de Jean Jaurès et de Jules Guesde, Ainsi, dans son bureau personnel où tout semble bien loin des tentures de la mairie de Lille ou de Matignon, le premier ministre se reclonge dans cette ambiance

univers du militant, « Sa jamille, dit Mine Mauroy, c'est le parti. c'est les copains. » Quand Hs se sont conque, il préparait une licence d'histoire, elle était à l'école normale d'institutrices. Mais il fallatt une situation pour se marier et les parents étaient fermes là-dessus à cette époque. C'est ce qui explique que, abandonnant l'Université. M. Pierre Maurov se soit orienté vers l'Ecole normale nationale qui prépare au professorat de l'enseignement technique. Il a débuté professeur à Colombes, Il n'a d'ailleurs jamais été un permanent du parti avant son élection au Parlement en 1973.

Son épouse, qui ne discute pas les options de son mari, assure près de lui une présence discrète et efficace. Enseignante, elle n'e quitté sa profession que pour s'installer, et non sans quelque appréhension, en juin dernier à Matignon Doucement, sans éciats, elle a modifié quelques habitudes. C'est ainsi que les associations viennent régulièrement pour visiter les lieux. Elle a recu, c'était une première, toutes les éponses des ministres : elle recoit aussi de nombreuses délégetions du Nord dens la plus grande simplicité. Car. à Matignon, où tant d'hôtes illustres défilent, on fait venir aussi les amis, individuellement ou en délégation. Les membres des conseils de quartier de Lille, témoins et acteurs de la décentralisation sont accueillis tour à tour, étonnés et ravis de découvrir la grande demeure.

De sa haute stature, d'un timbre sonore et chaleureux. M. Pierra Mauroy domine vita

un auditoire. Le style du tribun lui plaft. même s'il lui arrive d'achever la semaine avec une voix cassée. Il séduit, incontestablement. Certains pensent qu'il pourrait jouer le rôle du bon social, démocrate très accommodant, parce qu'il cultive l'affabilité. Ils se trompent. Si M. François Mitterrand se fit élire sur un slogan, « La force tranquilles. Pierre Mauroy, lui, vit une conviction

tranouille. C'était en 1979, dans un salon de la préfecture, au cours d'une conversation de cocktail. Une personnalité locale lui dit : « Vous parlez de supprimer les préfets, mais si vous étiez au pruvoir, vous ne le feriez pas... » La réponse vint tout de suite : « Mais parfaitement... » et avec beaucoup d'explications. De même, il n'a guère apprécié les traces que lui out causés quelpouvoir : le préfet classique a vècu. Quant au T.P.G., il sera flanqué d'une cour des comptes. « Ce ne sera plus, dit le premier ministre, le contrôle personnel et politique. Ce sont des magistrate qui diront la loi... » On notera cependant que, dans e chambardement qui a suivi l'élection du 10 mai dans l'administration, il n'est tombé aucune tête dans le Nord. Ni celle du préfet ni celle du T.P.G. : - M. Pierre Mauroy, disent certains avec une ironie cruelle, ne sait pas tuer\_ » Facon de parler Mois il est vrai que sa nature ne l'incline pas à la vindicte. C'est vrai aussi que son intransigeance est toujours tendue vers les grandes idées sans s'arrêter outre mesure aux péri-

ques T.P.G. (trésoriers-payeurs

généraux) dans la gestion de la

région : M. Pierre Mauroy est au

#### Éclats de voix à la mairie

Dans ses relations avec le parti communiste il garde aussi une attitude constante. Il sait, lui, à l'inverse de beaucoup de théoriciens du P.S., ce qu'est la lutte sur le terrain avec, sans ou contre le P.C. L'union de la gauche est nécessaire, c'est sa conviction. et il ne dérogera pas à cette conviction. Ce qui ne l'empêchait pas en 1971, époque où le P.C. dominait, de souhaiter que l'alternance joue aussi à gauche. Ce vœu est aujourd'hui exaucé. A la mairie de Lille, il a connu de rudes moments avec ses adjoints

et conseillers P.C. qui l'ont attaqué très vivement pendant des mois. C'était à la limite du supportable et pourtant il n'a pas bronché. A-t-il retiré leur délégation aux adjoints P.C. ? Non. Lors d'un conseil d'administration de la municipalité, il a parlé haut et ferme : « Cela miffit ! » Les communistes ont compris ce jour-là ou'il était temps de ne plus aller trop loin.

GEORGES SUEUR.

(Lire la suite page 9.)

#### LE PARI DE L'OPPOSITION

## Comment tirer les bienfaits de la défaite?

E 1= février 1981, disparaissait à Lille celui qui, à juste titre, pouvait se dire « le leader de la majorité dans le Nord »; Norbert Ségard. Le 10 mai, M. Valéry Giscard d'Estaing arrivait dans ce département, derrière M. Francois Mitterrand qui totalisait 15.3 % des suffrages exprimés. Les 14 et 21 juin, le R.P.R. perdait, au profit du P.S., deux sièges à l'Assemblée nationale : Mme Jacqueline Osselin l'emportait sur M. Claude Dhinin, maire de La Madaleine, dans la troisième circonscription, et M. Jean Le Garrec, secrétaire dEtat auprès du premier ministre, sur M. Jacques Legendre, maire de Cambrai, dans la

seizième circonscription. Ainsi, en quelques mois, dans le Nord, gaullistes et giscardiens se voyaient privés d'un leader, de deux députés et, en quelque sorte, d'un président de la Répu-

blique... De régionale, leur qualité d'opposants était devenue nationale. Il leur fallait tontefois continuer à affirmer leur présence dans les débats, tant au conseil général qu'au conseil

#### DANS CE NUMÉRO

- Avec les militants des radies libres (page 11). · Le patron du Conservatoire perio des rivoges du Nord
- Les banquiers jouent la carte régionale (page 13). • Les citoyens bâtisseurs de

Rozbaiz (page 14).

régional et s'efforcer d'accueillit ceux qui depuis le 10 mai entendalent réagir. Il leur fallait aussi préparer les prochaines échéances, les cantonales bien sûr, mais surtout les municipe les et les régionales.

Parce qu'il ne s'était jamais senti à l'aise dans une formation politique et ne s'était jamais laissé ligoter par un parti, Norbert Ségard, député en 1974, secrétaire d'Etat au commerce extérieur quelques mois plus tard, puis aux P.T.T. en 1976, a pris dans la région une

place considérable. S'il reste la référence, on ne voit pas très bien qui pourrait prendre sa succession. M. Maurice Schumann, à soixante-dix ans, se pose davantage en caution morale qu'en leader. M. Jacques Legendre, qui fut secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, peut rencontrer des difficultés pour s'imposer, après avoir été battu aux dernières législatives. Il a cependant succédé à Norbert Ségard à la prédence de l'intergroupe du conseil général.

#### Les héritiers de Norbert Ségard

Quant à l'entourage de Norbert Ségard, ceux qui ont fait partie des Amis de Norbert ou de l'Association pour Lille, ceux qui avaient pris l'habitude de travailler avec et pour hui, ceux-là ne se sentent pas encore prêts. On les retrouve cependant à des postes-clefs. C'est notemment M. Bruno Chanvières, délégué départemental du R.P.R. M. Marc-Philippe Daubresse, son homologue à l'U.D.F. ou Mme Colette Codeccioni, présidente de la Convention républicaine pour une alternative régionale. Convention qui, le 13 janvier à Marcq-en-Barceni, teneit sa première réunion, avec, comme invité d'honneur et principal intervenant, M. Alain Juppa, secrétaire général du Club 89. La filiation était marquée! Mme Denise Ségard s'est, elle, contentée de succéder à son mari dans le canton de Lille-centre sans s'engager dans une formation politique.

Dans le Nord on pense toutefois que la question du leader n'est pas primordiale et qu'elle ne doit en aucun cas bloquer toute initiative. Si elle était abordée plus ouvertement, elle conduirait les partis à s'affronter. C'est un inxe qu'ils ne peuvent s'offrir. Que la présidence du groupe U.D.F. soit assurée par M. Georges Delfosse, député C.D.S. et maire de Lambersart, qui fut le suppléant de Norbert Ségard, n'a déjà pas été bien accueilli par le P.R., qui aurait préféré imposer l'un des siens. C'est un exemple de cette difficulté à faire l'unité sur un nom.

Le R.P.R., qui revendique sept mille adhérents, s'efforce de former une nouvelle génération d'hommes politiques capables, à la faveur des municipales, de prendre le relais. Mais, s'il recrute beaucoup dans les milieux populaires, il souffre d'un manque d'encadrement. c Projondément marqué par le gaullisme, il ne

veut pas, précise M. Jacques Legendre, faire du fixisme. » Cette volonté d'ouverture, le maire de Cambrai l'a concrétisée en créant une association interdépartementale de documentation des élus (AIDE) et un groupe de réflexion Alternative Nord, ouvert à tous et qui entend préparer le dossier de la région.

De son côté, l'U.D.F. estime rassembler quelque cinq mille adhérents. Trois mille se répartiraient également au P.R. et au C.D.S. tandis que les deux mille restants pour moitié seraient au parti radical au M.D.S. ou dans les clubs Perspectives et Réalités, pour moitié seraient des adhérents directs.

An P.R. comme an C.D.S., on aime à dire que les rapports sont cordiaux s, tout en s'efforcant de démontrer que le parti dominant au sein de l'U.D.F. est bien le P.R., ou le C.D.S, suivant l'interlocuteur\_

A PU.D.F., on reconnait qu'après le 10 mai certains militants, plus à l'aise au sein d'une force de soutien, se sont éloignés. Mais, précise-t-on rapidement, c'est pour laisser la place à de nouveaux militants, des a trente - quarante ans a, bien décidés à s'opposer à l'actuelle politique gouvernementale.

Si les deux formations de l'opposition, U.D.F. et R.P.R., manifestent leur volonté d'unité, et se retrouvent régulièrement eu sein de l'inter-groupe du conseil régional, chacune travaille de son

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(Lire la sutte page 11.)

(Publicité)

A Roubaix, Tourcoing Wattrelos, Hem, Croix, Leers

## « L'USINE DROIT DE CITÉ»

vous y trouverez

#### DES LOCAUX SUIVANT VOS BESOINS

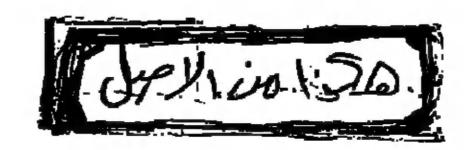
Industriels ou tertiaires, à vendre ou à louer, neuf ou anciens, de plain-pied ou à étages, en ville ou en zone d'activité.

#### DES PRIX COMPÉTITIFS

DES MONTAGES JURIDIQUES ET FINANCIERS ORIGINAUX.

LE CONSEIL D'ARCHITECTES, DE FINANCIERS, DE JURISTES.

NOTRE ÉQUIPE VOUS ATTEND AU (16-20) 73-58-20 ASSOCIATION POUR LA PROMOTION **DU VERSANT NORD-EST** DE LA MÉTROPOLE NORD HOTEL DE VILLE - ROUBAIX



# DÉJA NOTRE RÉGION EXISTE

AMÉNAGEMENT RURAL.

97 millions de F consacrés à conforter une des activités de base de notre région, l'agriculture.

#### TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TRANSPORT.

401 millions de F principale réalisation : Le TCR. 6 millions d'heures économisées par les usagers. 10 axes ferroviaires réorganisés. 800000 heures de travail pour le valenciennois. Rocade minière autoroute Lille/Valenciennes valorisation des voies navigables.

#### FORMATION\_ 40 millions de F

un résultat : 15000 aduttes formés de 1974 à 1979. Université pour tous.

#### HABITAT-LOGEMENT\_ 117 millions de F

pour le logement social : 270000 logements neufs. 40000 réhabilitations. 14000 emplois directs assurés. 1000 travailleurs spécialement formés. 1980 : démarrage du programme habitat-logement.

**ACTION SOCIALE ET SANITAIRE** 

sailes communes - 24 nouveaux

création de matemités à risques.

ont été nécessaires pour donner sa place à notre région : suppression de

établissements médicalisés (2500 ltts).

Réseau renforcé pour les matemités,

165 millions de F

pour faire de la région le 3 pôle français

de recherche. Création du comité

régional consultatif de la Recherche.

125 millions de F Pour ouvrir notre Région au monde de la musique, du théâtre, des arts plastiques. Pour animer nos villes et préserver leur patrimoine. Festivals musées - centres dramatiques orchestre philharmonique - opéra.

#### LOISIRS ET ENVIRONNEMENT

81 millions de F pour aménager le bassin minier, créer des bases de loisirs, aider le tourisme social, bref pour faire droit au besoin de nature et d'espace de 4 millions d'habitants.

#### ACTION FONCIÈRE

108 millions de F pour constituer des réserves foncières, torestières et d'espaces verts, pour aider les collectivités locales à mieux maîtriser leur développement dans une région qui compte 300 habitants/km².

#### INFORMATION 34 millions de F

afin que chacun soit informé sur le devenir de la région. Pour mieux la faire

#### AIDE A LA CRÉATION D'ENTREPRISES-EMPLOIS

66 millions de F un effort limité dans un domaine où les . moyens de la Région étaient de par la loi antérieure, trop restreints. Une priorité pour l'avenir.

2 scanners au CHR - efforts spécifiques pour les handicapés et le 3<sup>-</sup> âge. epuis 1974, la Région a permis au Nord - Pas-de-Calais de mieux se défendre et de mieux assumer son destin. Santé, équipements sociaux, logements, transports, formation, aides au développement industriel et à l'emploi, tourisme, loisirs, culture, recherche, protection de l'environnement, aménagement rural : en 7 années plus d'un milliard de francs ont été consacrés au mieux être de notre région. Par ses initiatives, et dans les limites restrictives de la loi de 1972, la Région a démontré combien, dans tous ces

RECHERCHE

49 millions de F

domaines, son rôle est aujourd'hui déterminant. Combien sa liberté de décision et d'action est devenue nécessaire. La loi sur la décentralisation sera votée en 1982 : désormais la politique de la Région sera largement décidée par ses habitants. En 1983 ils éliront l'Assemblée régionale au suffrage universel. Une assemblée qui disposera du pouvoir exécutif régional. C'est un droit nouveau. Une liberté nouvelle, une liberté qui se construira cette année: 1982 sera un nouveau départ

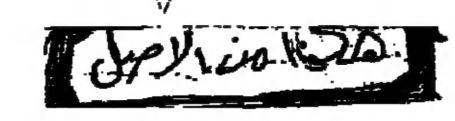
pour la Région, pour notre

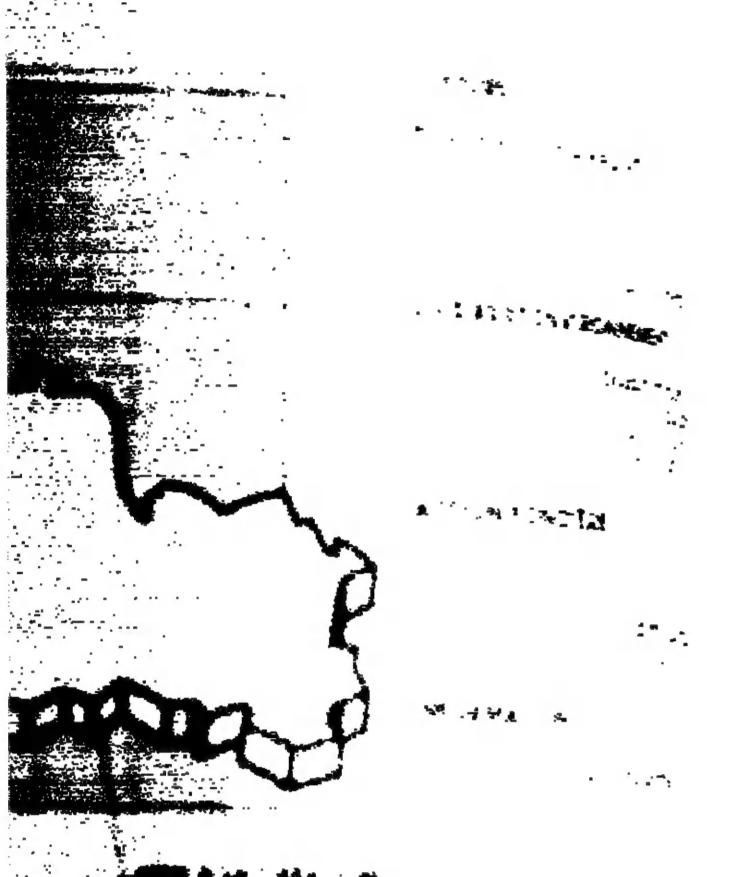
1982. Faisons de la région notre région.

\*Conseil Régional, Comité Économique et Social.

région.

DOSSIER NOIR Roubaix-Tourcoing dans les oubliettes



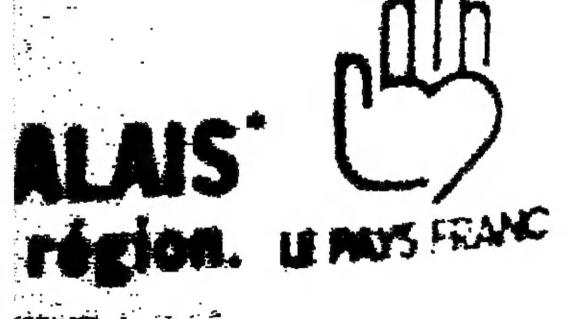


E SE MAN TO ME THE RESERVE 

B THE KI ST THE RESERVE TO SERVE 

\*\*\*

THE PERSON S. THE RESERVE OF THE PARTY OF THE 



## Le premier ministre chez lui

(Suite de la page 7.)

Cette conviction tranquille joue dans tous les domaines. C'est ainsi que venu de 22 petite ville du Cateau, il s'est installé à la mairie de Lille sans aucune appréhension ; il est allé à Matignon avec la même sérénité. Peu après, il confessait d'ailleurs : a Au fond, Matignon, c'est une grande mairie! > Et demain ? Il avait conflé à quelques intimes qu'il pourrait être de retour complètement à Lille après les municipales de 1983. Et puis maintenant, le propos change quelque peu : « Il se pourrait... » L'avenir et François Mitterrand en décideront.

Il restera maire de Lille, le mandat auquel il tient le plus ; il ne siégera plus à la région, c'est décidé. Sans aucune amertume. Ambitieux, il l'est, certes, mais il est profondément et avant tout un militant et il saurait s'effacer le cas échéant si les circonstances l'exigeaient, comme il saurait de même prendre de nouvelles responsabilités. « Tout naturellement., », selon la formule qu'il emploie très souvent.

Conviction tranquille aussi au sein du parti socialiste en dépit de tous les eléas. Avant le congrès de Metz — un manyais congres, dira-t-il - il a tonionis plaidé pour la synthèse des motions. C'est toujours par fidélité au passé qu'il a ramené son complice des Jennesses socia-Estes, Michel Rocard, au sein du P.S. Il lui arrive parfois de s'interroger sur les résultats, mais sa ligne d'action est claire : l'unité du parti d'abord. Il a. nécessité oblige, créé lui aussi un courant, mais les « mauroyistes » existent-ils? Au terme des apres péripéties qui ont secoué le P.S. evant le victoire, en toute hypothèse il devait arriver à Matignon. Cela, c'est aussi de l'habileté et du sens politique.

Et al la gauche perdait ? Alors. disait-il : « Il faudrait bien ce lugubre lundi matin, qui suit l'affreuse nutt de la défaite, repartir aussitôt... » Il a vécu cela et il aurait été, on peut en

Sa conviction se fonde sur une expérience et une pratique politiques incontestables. Depuis les Jeunesses socialistes, vers les années 60, il a su tous comptes faits, naviguer admireblement parmi les écueils. Si bien qu'il s'est retrouvé souvent à la première place. Guy Mollet fut l'un de ses maîtres, et il s'en sépara pourtant quand îl sentit la nécessité d'une évolution. A Issyles-Moulineaux, en 1969, il faillit devenir secrétaire général de ce qui était encore la SFLO. Il fut battu d'une voix par Alain Savary, mais, en la circonstance, c'était Guy Mollet qui lui montrait magistralement ce qu'était le coup du maître ». A Epinay. en 1971. Guy Mollet perdait son autorité et Pierre Mauroy n'y était point étranger. C'est lui, cette fois, qui pratiquait ce fameux coup du maître.

Cette homme politique assure cache cependant une profonde sensibilité dans un halo de romantisme. Les attaques récentes de certains hebdomadaires l'on touché. « On a beau être blindé par les combats politiques. poir écrire de telles ignominies. cela dépasse l'entendement. confiait-ii aux conseillers municipaux réunis pour les vœux du Nouvel An. Cela ne mérite pas d'être relevé. Il jaut rester joyeux, Nous avons le pouvoir et nous avons une tache vassionnante à accomplir.Vollà l'essentiel... » Et on n'en parla pas plus.

Cinq jours à Matignon, deux jours à Lille. Quand le Mystère-20 du GLAM arrive le samedi matin sur l'aéroport de Lesquin M. Pierre Mauroy est accueilli par son chef de cabinet à la mairie de Lille. M. Bernard Roman « Alors, quoi de neuf ici ? » C'est la formule rituelle. Et M. Bernard Roman, qui a un sens inné de la diplomatie, présente son menu pour les deux jours : le résultat de cent consultations, requêtes, interventions les plus diverses de la semaine. Le maire se tient informé des rumeurs de la ville, mais il change rarement le programme établi.

dans la capitale des Flandres un important Centre national drametique, avec Gildas Bourdet. Il lance un Festival de Lille, période intense de manifestations culturelles à l'autompe, et qu'enime Maurice Fleuret, aujourd'hui directeur de la musique. Dans cette région fortement atteinte

1973, était exsangue. Au cours

d'un concert assez briste, il an-

nonça la création d'une grande

formation régionale. Il n'y avait

guère de dossier sur ce sujet.

L'orchestre existe maintenant.

sous la direction de Jean-Claude

Casadesus. De même, il lance

l'Opéra du Nord : un palais des

congrès et de la musique est en

cours de réalisation. Il ramène

par la crise économique, il donne une impulsion considérable aux affaires culturelles. Il le fait con seulement pour le prestige de la ville, auquel il est extrèmement sensible, mais aussi par nécessité d'une promotion collective de la population, trop souvent défavorisée dans ce domeine.

a Il phosphore constamment, dit un chef de service de la mairie. Récemment, au cours d'une visite de quartier, il nous a fait deux propositions précises, et je

a rais du u penser apant? a M. Pierre Mauroy vit sur quelques grandes idées : la décentralisation en est une. Il a installé des conseils de quartier. Il multiphe les services municipaux auprès des citoyens, pop sans affronter certaines réti-

cences des services. Quand il s'adresse, comme il l'a fait tout récemment, aux chefs de service de la mairie, ce n'est

sait se confier mezzo voce. Sur le ton de la confidence, il dit pourquoi il qe pouvait accepter les trente-cinq heures du contrat de solidarité de la mairie sans obtenir en même temps une meilleure qualité du service public. Il n'a pas cédé, et des guichets sont ouverts tous les jours : quand les citovens ont besoin de nous nous devons être

La politique comme la musique

sation suppose une transformation des mentalités. On est loin d'y être parvenu. Mais M. Pierre Mauroy sait reculer parious s'il le faut : « La politique, affirmet-il encore, c'est l'art de la répétition. • Mais il tient à ses idées et veut sur ce point que Lille puisse être un exemple et un témoignage dignes d'être repris ailleurs. Un autre de ses dadas est la reconquête du centre des villes. On a rénové ici deux enciennes usines désaffect es pour des logements et des bureaux

d'action sociale. Tout récemment

démolie pour livrar 12 000 mètres carrés à un service hospitalier. Il s'y est opposé. Non, il faut rénover ce batiment comme les autres. Il faut avoir vécu son enfance et sa jeunesse dans un village pour comprendre toutes les richesses de la ville.

Ainsi les deux journées lilloises cont-elles remplies autant que celles de Matignon. Et la détente? Le déjeuner du dimanche et une partie de l'après-midi avec con épouse et parfois ses enfants et son petit-fils. Alexis. Un peu de marche si possible ou de lecture. Deux livres en ce mo-

ment lui font oublier les dossiers : l'Eté avant la nuit, de Doris Lessing, et la Nuit du décret, de Michel del Castillo. Mais à côté de lui le téléphone (orange) en direct avec la mairie de Lille. Une vie à cent à l'heure ; peu de sommeil, peu de repos et moins encore qu'il pourrait s'en offrir s'il n'avait l'habitude après des réunions de prolonger ou recommencer un débat avec des amis, dans une ambiance où il se sent heureux et en confiance. Cela étonne parfois. Mais il affiche une santé éclatante et surtout une grande faculté de récupération. Son médecin personnel est un condisciple de lycée.

A la vérité il n'est guère possible de l'arracher à la politique. C'est toute sa vie. Dans l'échec comme dans la victoire. A la corti d'une représentation du Nord quelqu'un lui disait Quelle soirée, c'est tout de même autre chose qu'une réunion politique... » Et il répondit : a Il ne faut pas dire cela. Un meeting a aussi son rythme, ses temps forts, ses crescendos. Il faut savoir aussi écouter cette musique... »

GEORGES SUEUR.

#### -PROJETS DE LA RÉGION-

### Deux départements pour un meilleur avenir

NOEL JOSEPHE soixante et un ans. înspecteur départemental de l'éducation nationale en retraite, déouté et maire socialiste de Beuvry (Pas-de-Calais), a succédé à M. Pierre Mauroy, il y a quelques mois, à la présidence du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. En répondant à nos questions, il précise le sens de son action.

« L'établissement public régional vit une période de transition. On ne sait pas encore quels seront ses pouvoirs et ass compétences. Cette incertitude ne peset-elle pas sur l'action régionale ?

 La loi aur la décentralisation ouvre des perspectives qui restent, il est vrai, è préciser, mais nous savons déjà que l'exécutif régional sera plus fort. Nous commencerons donc à préfigurer ce que sera la région de demain, ne serait-ce que dans une modification de nouveaux rapports avec l'administration. Nous envisageons aussi ce que pourrait être une action économique rapide et efficace

pour réduire le chômage. C'est notre priorité. Nous ne sommes pas en période d'attente, mais, au contraire, nous vivons déjà à un nouveau rythme Et ouis nous faisons tout pour réduire les zones conflictualles qui pourraient exister dans les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais. La loi nous aidera en précisant les compétences de la région et celles du dépar-

- Il vous à tout de même failu préparer le budget régional de 1982. Quelle est son importance per rapport au budget précédent?

- De ce que je vous ai dit découle une approche nouvelle du budget. Nous devons accomplir un effort énorme dans cette région pour la tirer d'affaire. Notre budget était d'environ 450 millions de francs en 1981 Il passera à environ 600 millions de francs. Cela se traduira par un programme d'investissement considérable : 180 millions pour les transports et communications (routes), 55 millions pour l'aménagement urbain, une réserve de 65 millions pour

l'action économique... Pour l'éducation, nous allons construire les établissements du second degré qui nous manquent et remplacer les plus vétustes. Les besoins sont de l'ordre de 400 millions de francs... Nous agirons, bien sür, avec l'aide de l'Etat. Nous alions lancer une opération spécifique : remplacer tout le matériel trop agé des lycées d'enseignement professionnel. 18 millions de crédits y seront consacrés, et nous agirons ainsi en même temps pour activer l'industrie de la

- Cela suppose sans doute un recours à l'emprunt?

machine-outil dans la région.

pour l'emploi...

- Oul, et c'est important, pulsque ces sommes représenleront près de 50 % du budget. Mais entendons-nous bien : il nes'agit pas de mobiliser tout de suite ces crédits, ils le seront au fur et à mesure des besoins. selon un calendrier, mais nous devons être prêts à faire face à toute éventualité.

 On reproche précisement à la région de ne pas

utiliser assez vite les crédits qu'elle a votés et de laisser des sommes importantes inutilisées.

 il v a eu des problèmes c'est vrai. Les freins ne se trouvaient pas au conseil régional. Mais nous allons, pour l'utilisation correcte des crédits, réviser les procédures. Nous voulons mettre en place une technique de programmation très stricle. Il nous faut maîtriser toutes les opérations lancées, et surtout contrôler leur déroulement. C'est pourquoi d'ailleurs nous mettons sur pied des commissions du suivi ». Par exemple, pour les constructions scolaires, une commission rassemblera des élus, des représentanta du rectorat et de l'administration. Elle fera le point tous les mois des travaux en cours. D'autre part, l'informatisation du budget nous donnera des informations instantanées dans tous les domaines

- Mais notre volonté est d'avoir un budget de vie, un budget de l'emploi, qui a forcément une dominante économique. •

### L'art et le ton de la confidence

in the second of the last

C'est alors le contact direct dans les quartiers. l'étude de dossiers avec ses collaborateurs et la présidence de quelques manifestations. La llaison entre Lille et Paris est aussi assurée par M. Michel Delebarre, chargé de mission auprès du premier ministre à Matignon (il y est cinq jours sur sept), mais en même temps secrétaire général de la mairie de Lille. « C'est, dit de lui M. Mauroy, un grand commis ici : il sera aussi un grand commis de l'Etat. v On trouve encore dans l'entourage de M. Pierre Mauroy un personnage affable et très discret, M. Raymond Vaillant, adjoint de la ville, lui aussi chargé de mission à Matignon, où il s'occupe des « fonds affectés », autrement dit des fonds secrets. C'est un camarade de toujours. Ils se sont connus jeunes militants : il lui a conflé toutes les questions d'argent qui personnellement ont plutôt tendance à l'ennuyer. Il a bien d'autres collaborateurs, mais ces trois-là, du côté lillois, sont souvent les premiers dans la confi-

surtout par des rencontres avec « Qu'en penses-tu? »

Cela n'empêche pas qu'il soit prodigieusement imaginatif. Souvent au cours d'une visite, l extrapole tout à trac. Les exemples foisonnent, mais la réalité ne suit pas toujours le rêve et on lui reproche de dire trop vite ses ambitions municipales. Visite-t-il les sous-sols du Palais des beaux-arts que tout de suite surgit dans son esprit une cafetéria inondée de lumière, fréquentée par une foule heureuse Il en fait part à ceux qui l'accompagnent. Mais de cela on reparlera peut-être plus tard.

gne-t-il. Et il ajoute : « Si l'année

1980 a été une année noire

avec quatre mille sept cents

emplois perdus, l'année 1981 est

encore plus dramatique avec

six mille emplois perdus C'est

un Denain ou un Longwy chaque

année! Les chômeurs représentent dêjà plus de 13 % de la

Faut-il attendre que cette agglomération perde tous ses

empiois industriels pour remé-

dier à la situation ? Depuis des

années les promesses ministé-

rielles successives n'ont donné

aucun résultat. Pas un seul dos-

sier n'a été accepté. L'Etat ne

peut pourtant pas se désinté-

resser d'une agglomération aussi

importante où un effort très par-

ticulier a été accompli pour la

renovation de quartlers popu-

laires et la résorption des fri-

ches industrielles.

population active ..

DOSSIER NOIR ----

E voyage du premier mi-

nistre dans le Nord-Pas-

de-Calais apaisera-t-li les

élus de ce que l'on appelle - le

versant nord-est de la métropole

nord -, c'est-à-dire de l'agglo-

mération de Roubaix-Tourcoing (quatre cent mille habitants) ?

Le président de l'Association des

communes, M. Plerre Prouvost,

député, maire de Roubaix, vient de dire son indignation devant

le refus d'accorder à cette zone

les aides en matière d'aménage-

ment du territoire et de dévelop-

pement économique. Que cette

décision soit motivée par des

considérations d'ordre européen

ne satisfait absolument pas le

maire de Roubalx : «Ce n'est

pes, dit-il, une réponse réaliste

et adaptée à la situation drama-

tique que vit l'agglomération. »

- En vingt ans, Roubaix-Tour-

coing a perdu cinquante mille

emplois dans le textile », souli-

des élus, des responsables de toutes sortes ou de simples militants. Car le maire de Lille a besoin de s'exprimer constamment. I) teste sur un auditoire restreint ses idées, ses arguments: il écoute ce qu'on lui dit, mais parfois ne semble pas entendre. Un de ses familiers constate : « Je lui fais une suggestion et cela tombe à plat. Pas un mot Et deux mois plus tard, il reprend cette idée et me dit :

L'orchestre de l'O.R.T.F., en A Lille, on travaille donc. Et

Roubaix-Tourcoing

dans les oubliettes

#### CHOISISSEZ UNE BANQUE REGIONALE L'histoire du Nord Pas-de-Calais, de ses entreprises et de ses hommes, c'est aussi notre histoire.

Nous comprenons bien les problèmes parce que nous connaissons bien les entreprises et leurs responsables. Notre expérience, c'est leur expérience. Ils savent que nous sommes rapides, pragmatiques et efficaces.

Ils savent pouvoir compter sur les 163 directeurs d'agences de la Banque Scalbert Dupont, la banque régionale du Nord Pas-de-Calais.

#### PREFEREZ UNE BANQUE CONSEIL

Depuis toujours la Banque Scalbert Dupont s'est attachée à établir et à entretenir avec ses clients des relations privilégiées, fondées sur une volonté de conseil : lettres d'informations, synthèse financière pour les PMI-PME, gestion personnalisée de patrimoine... La Banque Scalbert Dupont, c'est le conseil en plus.

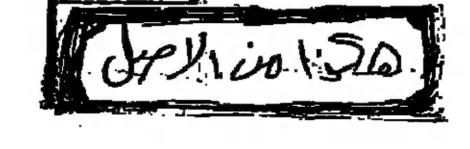
#### PROFITEZ D'UNE GRANDE BANQUE

Banque conseil, la Banque Scalbert Dupont est une banque à services complets. A chacun des 24.000 chefs d'entreprises, à chacune des 160.000 familles qui l'ont choisie, elle offre, en plus des services bancaires classiques, les services exclusifs du groupe CIC. En appartenant à la fédération des Banques Régionales qui forment le CIC, la Banque Scalbert Dupont offre une présence nationale et internationale. Pour la région, c'est essentiel.

## BANQUE SCALBERT DURONT

La Banque régionale du Nord Pas-de-Calais







548.697 hectares - 2.510.738 habitants - 6 arrondissements - 653 communes - 2 communautés urbaines

EQUIPEMENT ET MODERNISATION

**EQUIPEMENT** 

35 MILLIONS DE F.

SCOLAIRE, SPORTIF ET CULTUREL

RESEAU ROUTIER 375 MILLIONS DE F.



SANITAL ET SOCI 21 MILL

EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL 21 MILLIONS DE F.

ASSAINISSEMENT ENVIRONNEMENT 50 MILLIONS DE F.

LE CONSEIL GENERAL
DU NORD
POLIDISUIT

EN 1982, SA POLITIQUE

D'EQUIPEMENT

ET DE MODERNISATION
DE SES INFRASTRUCTURES
ET SON ACTION POUR
L'AMELIORATION
DES CONDITIONS DE VIE
DE LA POPULATION.

URBANISME ET LOGEMENT

25 MILLIONS DE F.

MODERNISATION
DES INFRASTRUCTURES
ECONOMIQUES
30 MILLIONS DE F.

PATRIMOINE DEPARTEMENTAL 32 MILLIONS DE F.

LES INTERVENTIONS DU CONSEIL GENERAL REPRESENTENT UNE CONTRIBUTION CONSIDERABLE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET AU PROGRES SOCIAL ET PARTICIPENT A L'EFFORT NATIONAL EN FAVEUR DE L'EMPLOI

#### AIDE A L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DE LA POPULATION.

POUR L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE 2.640 MILLIONS DE F.

POUR LES TRANSPORTS SCOLAIRES 126 MILLIONS DE F.

POUR LES BOURSES D'ENSEIGNEMENT 26 MILLIONS DE F.

POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN 73 MILLIONS DE F. RADIO LIBRES

Des mili

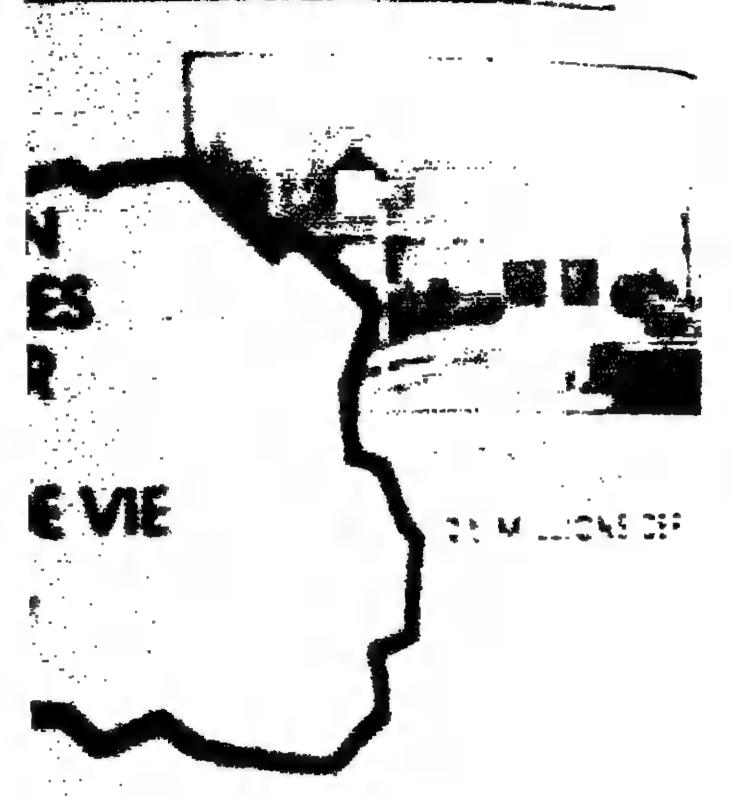
DÉCENTRALISATION

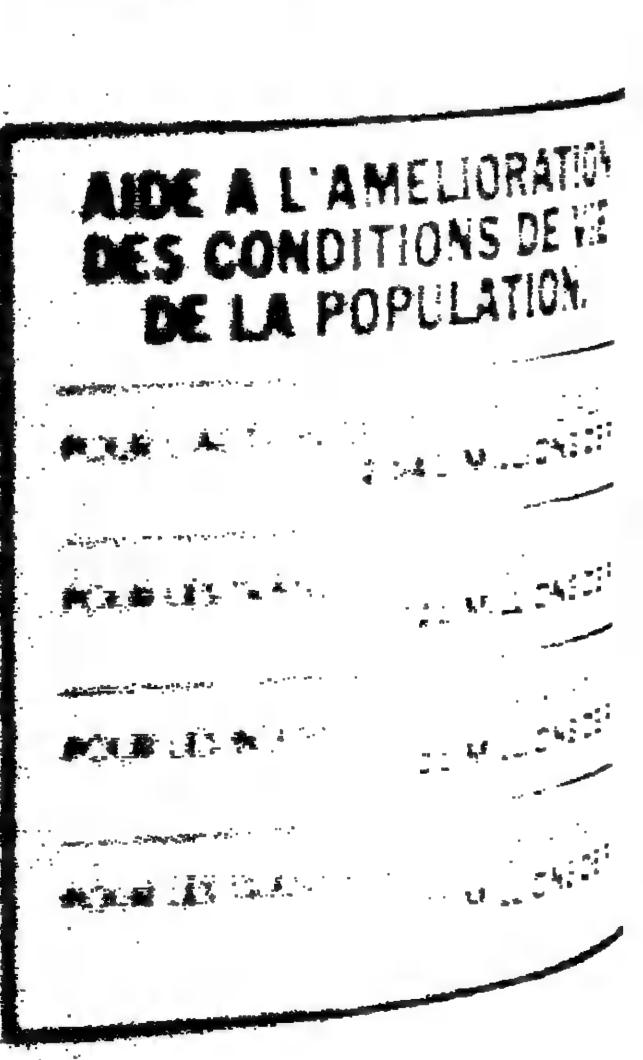
Bataille de re

Mit girraina em en un alem in minimo

les bienfaits de la destille

# No think to 34.4 A. A 21 MALLIONS COM





#### RADIOS LIBRES

## Des militants au pays du micro pirate

IS en évidence près du bar, à l'endroit où l'on siznale habituellement le tournoi de football local ou le prochain concours de belote, une série d'autocollants annoncent : Radio-Pévèle, 97 Mhz. Un estaminet comme beaucoup d'autres par ici, où la bière ambrée coule rénéreusement. Voilà le patron qui manifeste son mécontentement : une altercation avec sa femme, pour des raisons connues d'eux seuls, se conclut par cet ultimatum sans appel : « Arrête. ou je vais te brouiller!

Les radios libres seraient-elles sur le point de faire leur entrée dans la France profonde ? De l'autre côté de la Grand-Rue se trouve la mairie de Mons-en-Pévèle, bourgade de deux mille habitants à une vingtaine de kilomètres au sud de Lille toute proche de la Belgique et pas très loin du croissant minier. C'est la situation particulière de cette terre maraichère, en core pay-

sanne, même si quelques citadins y ont élu domicile, qui a poussé M. Gilbert Vassour à lancer Radio-Pévèle pour donner à cette région un support de communication et d'échanges qui lui soit propre. Derrière la mairie, une baraque en bois, que l'on pourrait croire sortie d'un western, abrite le minuscule studio. Le projet, qui murissait depuis longtemps dans l'esprit de ce jeune chimiste, se réalisera après le 10 mai avec l'aide d'une dizaine de personnes.

Le 25 octobre 1981, la première émission, à laquelle étaient invités tons les maires de la région - qui viendront, - rencontre un franc succès, Avec cinquantecinq heures de diffusion par semaine. Radio - Pévèle et ses cinquante animateurs bénévoles veulent faire vivre et revivre le pays en allant dans les foyers. en passant les week-ends dans une commune, et même, comme elle l'a déjà fait, en pronostiquant le tiercé, et dans l'ordre.

Six saisies en moins d'un an

Cette station, gui attend une subvention du comité d'aménagement rural, est le symbole du grand a boom antimonopole a du printemps puis de l'automne derniers dans le Nord-Pas-de-Calais. Il n'y a, en effet, pas moins de solvante-dix e pirates » (ces émissions sont encore officiellement illégales) à avoir envahi la bande FM dans les deux départements.

Une dynamique qui puise ses ressources dans le riche passé radiophonique de cette région qui fait figure de plonnser à bien des égards. Radio-Campus, première radio libre française, a commencé d'émettre en 1969. Radio-Uylenspiegel, d'expression flamande, eut le triste privilège

d'inaugurer les descentes de police en janvier 1978. Radio-Quinquin, la célèbre entreprise de la C.G.T., c'est anssi le Nord. L'écoute des radios étrangères, notamment les pirates belges, la présence des étudiants de l'Ecole supérieure de journalisme, à Lille, tout heureux de faire leurs premières armes derrière un micro, une large base associative, pierre angulaire de ce mouvement, ont concourt, de toute évidence, à la création d'un environnement favorable pour ce matraquage hertzien.

Le creuset de ce mouvement est situé au 23 de la rue Gosselet, à Lille, siège de la Maison de la nature et de l'environnement (M.N.E.). C'est ici, dans

cette grande bâtisse appartenant à la municipalité, que Radio-Lille 80, après une cinquantaine d'autres associations, s'est installée en juin 1980. En pleine période de répression — il n'existe pour ainsi dire plus de radios qui se risquent à émettre sinon Lille-59 que la clandestinité finira par briser, - c'est une véritable gageure que d'affronter officiellement le monopole. Résultat de ce défi six saisies en moins d'un an qui coûteront cher mais populariseront considérablement cette initiative, comme en témoignera le succès des collectes de sou-

tien. Le 10 mai, c'est le soula-

Présente sur tous les terrains.

gement, du moins provisoire. Radio patchwork; ulocale, independante et non commerciale ». ses émissions s'institutionnalisent, mais le novau principal d'une trentaine de personnes des cent cinquante animateurs que compte aujourd'hui la station voit vite la nécessité de crécr une coordination regionale. Celle-ci vott le jour en juin 1981 à la M.N.E., aux côtés de la F.N.R.L. (Fédération nationale des radios libres), considérée comme la plus proche des décisions gouvernementales en matière de publicité et largement majoritaire dans le Nord.

Banc d'essai pour les jeunes

chargée d'organiser la répartition des fréquences, de tenir un fichier des associations et d'éventuellement transmettre les dossiers de dérogation, elle regroupe presque la totalité des stations lancées depuis six mois. Mais, comme le constate Philippe Carlier, un « vieux » du mouvement, ce n'est pas pour autant, loin de là qu'il y a uniformité dans toutes ces nouvelles entreprises. « On compte irois genres de radios : celles qui ont une assise associative. un véritable projet. Les radios cibistes, de disc-jockeys, de bidoulleurs, bref en gros les pousse-disques. Et, enjin, les municipales, voire politiques à terme, qui pour le moment jouent la carte unitaire. »

A Marcq-en-Barœul, l'une de ces communes-liaisons qui font de Lille-Roubaix-Tourcoing une métropole de plus d'un million d'habitants, M. Alex Türck, directeur de cabinet de M. Serge Charles, député, maire R.P.R.,

monté Radio-Arc-en-Ciel Avec une subvention municipale de 70 000 francs (la loi prévoit qu'une telle aide ne peut dépasser 25 % du budget annuel de fonctionnement). Arc-en-Ciel est rapidement soupconnée d'être la radio R.P.R. M. Türck s'en deiend : « Nous jouons la carie du sérieux. La station a permis à beaucoup de jeunes de la commune de venir s'essaver aux techniques de communication. Les programmes d'Arc-en-Ciel sont essentiellement consacrés à la musique et aux magazines. Seule la chronique de deux miputes diffusée le matin peut laisset apparaitre une couleur politique. » Le studio aménagé dans les combles de la mairie est effectivement d'une qualité supérieure à la moyenne. Quelques jeunes gens distingués s'y activent. Tous les soirs un responsable vient vérifler ce qui s'y passe. « Il paut mieux prévenir que quérir, » Déjà Arc-en-Ciel prévoit de faire plus d'information. Les municipales de 1963 ne sont

pas loin, disent certaines mau-

vaises langues, mais ne parlet-on pas d'une radio P.S. en ges-

tation? Le problème du financement est une constante que l'on retrouve dans toutes les stations. Mais à cette tradition s'ajoute pour la plupart celle de la mesure dans les ambitions. La militante Radio-Boomerang est de celles-là, Bruno Del, animateur de la M.J.C. qui abrite son modeste studio, a roulu en faire une radio d'expression populaire, dans ce quartier ouvrier de Roubaix. Radio-Uylenspiegel. l'un des supports de la puissante association de défense de la culture flamande, Menschen Lyk Wyder, continue de dissuser un programme bilingue de deux heures le dimanche, du sommet du mont Cassel à l'aide d'un seul magnétophone 📢 d'un petit émetteur installés dans un hôtel désaffecté. Deux radios, près de Seclin. qui s'étaient retrouvées sur la même fréquence, ont décidé de partager leur temps d'émission. En revanche, Radio-Wen, établie à Fournes-en-Weppes, ne manque ni d'argent ni d'ambi-

tion, si l'on en croit son directeur. Un émettenr de 1 kW doit être bientôt installé, et les recettes des fêtes organisées par l'association ajoutées aux subventions municipales accordées à raison de 50 centimes par administré commencent à rentrer. Les mairies récalcitrantes verront leurs communiqués refusés, Radios crochets, disques à la demande, jeux, Radio-Wep, populiste avant tout, s'est taillé un joli succès. But avoué : faire un \* Europe 1 sans politique a | Tel. on ne parle pas de mairje, de syndicat ou de religion, c'est affiché. Les animateurs doivent signer une déclaration de nonappartenance à un parti politique et être au moins bacheliers s'ils veulent exercer leurs talents après 20 heures, car le soir les emissions devienment plus culturelles. Seule information susceptible d'interrompre l'entreprise destinée à s remonter le moral des troupes » : la mort du président de la République ou. une déclaration de guerre. Le mythe communautaire en prend un

#### Le poids des « chtis »

Diversité : telle est la devise des radios libres du Nord. Au 23 de la rue Gosselet, on l'a compris. Le vent de la concurrence née d'une saine émulation a amene les a militants de la radio » à créer l'Ascom, agence de services pour la communication, qui s'est fixé trois objectifs : diffusion du matériel formation, et, bientôt mise en place d'une agence de presse.

Le poids des « chtis » dans les négociations à venir au plan national est à bien des égards énorme. Un récent sondage du

C.E.S.P. (Centre d'études des supports de publicité) laissait 20 % de l'audience instantanée aux radios étrangères, à Fréquence-Nord, station régionale de France-Inter, et enfin aux radios

Encore marginales, elles sont aux portes pour l'instant entrebailles de la France profonde. Mais le choix de celles qui devront s'ouvrir définitivement est d'importance, tant pour ceux qui ont combattu le monopole que pour les pouvoirs publics,

ERIC WALTHER.

#### DÉCENTRALISATION

## Bataille de régisseurs pour le pouvoir culturel

Ul fera quoi ? La question se pose en bien des domaines dans la perspective d'une décentrafisation dont le Parlement n'a tracé seulement que les grandes lignes. Elle se pose singulièrement pour les effaires culturelles. Dans te Nord - Pas-de-Calais, un Office culturel régional (O.C.R.) très actif se développer parælèiement une direction régionale à l'action culturelle (DRAC), une administration qui bénéficie aujourd'hui doublement des crédits accordés au ministère de la culture. Comment ces deux structures vontelles évoluer ? Quelles seront leurs prérogatives propres ? On vit actuellement une période de transition.

Le consell régional du Nord-Pasde-Calais, que M. Pierre Mauroy a présidé pendant sept années, s'est, dès l'origine, en 1974, dressé en opposant résolu au pouvoir. Il a agi avec ardeur dans bien des secteurs, mais surtout en faveur de la culture dans une région que l'on disait sous-scolarisée et même « attardée ». Les élus de gauche ont créé un Office culturel régional qui a développé une action fort efficace, mais qui a été en même temps un levier politique dont on a d'ailleurs payé le juste prix. De toutes les régions trançaises, celleci consacrait de 10 % à 12 % de son budget exx affaires culturalles

(Suite de la page 7.)

An R.P.R. on prépare, avec

la participation très active de

M. Maurice Cornette, député et

maire de Bergues, un Livre

blanc qui se vent une étude

économique et sociale, arrondis-

sement par arrondissement, des

A l'U.D.F., un « projet régio-

nal » est en cours d'élaboration.

Il s'agit d'établir un constat et

de dresser un catalogue de pro-

positions pour sauver le Nord de

Chacune des deux formations

entend bien, en mars 1983, obte-

nir l'adhésion de l'eutre sur ce

qui deviendra son programme.

Elles espèrent, par ailleurs, que

l'introduction de la proportion-

nelle aux élections municipales

leur permettra d'avoir plus d'élus

la crise.

différents secteurs d'activité.

chaque année, alors que la proportion dans le budget de l'Etat. à l'époque, n'était que de 0,5 % l Demier chiffre : en 1981, l'établissement public régional du Nord-Pas-de-Calais a consacré 52 miltions de francs à la culture sur un budget de 415 millions. On fara plus епсоге ев 1982\_\_

Les résultats ne se sont pas fait attendre. L'office n'a pas réalisé directement, il a informé, suscité des rencontres, encouragé la création et les initiatives. Grâce à lui, la prise de conscience des élus locaux a été considérable. Et si l'on parle aulourd'hui d'Orchestre de Lille, d'Opéra du Nord, de Festival de la Côte d'Opale, etc., ce ne sont là que quelques beaux fleurons d'une multitude de réalisations disséminées à travers les deux dépar-

En 1975, coîncidence voulue ou non, s'instelle à Litte la Direction régionale à l'action culturelle (DRAC), dont le premier directeur disposait, à la vérité, de neu de moyens pour occuper le vaste hôtel Scrive. édifice de la fin du dixhuitième siècle. Maintenant. les divers services, jusqu'alors éparpillés dans la ville, s'y trouvent regroupés : antiquités, inventaire, conservation, musique, et même le tout nouveau chargé de mission pour le théâtre. On compte dans cette direction régionale un effectif

dans les villes importantes et de

bénéficier d'un rééquilibrage au

sein de la future essemblée ré-

Ce lent travail d'organisation

et de formation pourrait peut-

être redonner à l'opposition ce

qui semble lui manquer le plus :

gune ames. Il pourre aussi lui

apprendre à ne plus compter sur

un appui national mais à se bat-

tre à partir des réalités réglo-

nales. Il lui faut, toutefols trou-

ver un angle d'attaque qui ne

peut être fait de « négativisme ».

Il hii faudra peut-être aussi se

faire violence. Dans ce départe-

ment on a un sens aigu de la

discipline qui dicte de ne pas

remettre en cause une organisa-

tion une fois celle-ci installée. Et

installé, le parti socialiste, l'est,

pour le moins, dans le Nord.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Les bienfaits de la défaite

gionale.

les activités de la DRAC sont muitiples. Son directeur, M. Jacques Manoury, a avant tout une compétence administrative, chacune des directions spécialisées gardant ses relations directes avec les services du ministère. L'office et la direction sont des structures de taille différente. Il est vrzi, pour ne prendre qu'un exemple, qu'elles n'ont pas le même rôle pour la préservation des monuments historiques. Mais, des qu'il s'agit d'action culturelie en général, le risque de chevauchement est certain.

plus que l'office régional n'en a

jamais employé ( Et, si l'on recense

l'ensemble du personnel pris en

compte par l'Etat dans les deux

départements, on aboutit à une

centaine de salariés. Il est vrai que

SANTÉ L'INFORMATIQUE CHEZ PASTEUR "INSTITUT PASTEUR de LILLE - Imposant bâtiment édi-He fié en 1896 - fait una grande tollette. On garde la tacada, classée monument historique, mais on modifie totale-

> les niveaux. Il s'agit surjout de couper en deux des étages de 6 mètres de haut, ainsi qu'on les concevait au siècle demier. Opération très bénéfique, puisque la surface utile va passer de 1500 à 7 000 mètres carrés, ce qui permettra au directeur de l'Institut. le docteur Jean Samaille, de réaliser quelques projets qui lui tiennent à cœur. On va notamment regrouper tous les laboratoires de Pasteur, de la ville de Lille, et rapatrier ceux qui s'étaient installés près de l'université, dans la ville nouvelle. Cas travaux coûteront 18 mil-

ment l'intérieur en multipliant

lions de francs. Dans cet ensemble moderne. on garde un musée : le laboratoire de Calmette, le disciple de Pasteur, qui fut le premier directeur de cet établissement et y effectua ses recherchas sur la microbiologie. On gardera aussi beaucoup de souvenirs de Pasteur, qui fut doyen de la 1-on.

La manne qu'apporte le nouveau budget du ministère de la culture va encore renforcer la DRAC. Si bien que l'on aboutit à cette situation curieuse : l'office régional était fort important pour les élus quand il était une structure efficace d'opposition: mals aujourd'hui que l'opposition est au pouvoir, on revient tout naturellement aux voles ministérielles classiques. Et non sans quelque satisfaction. Le budget d'Investissement (donc sans compter les salaires) de la DRAC passera de 32 millions en 1981 à 54 millions en 1982, soit une augmentation de 89.1 %. En 1980, la participation de l'Etat et de la région étalt équivalente : 40 millions. Mals on doit noter qu'à cette époque les crédits culturels accordes par tête d'habitant placaient le Nord-Pas-de-Calais

faculté des sciences de Lille.

où. à la demande d'un distilla-

teur. il engagea ses études sur

d'examens de santé a été radi-

calement transformé par l'infor-

matique. On peut désonnais y

effectuer douze mille bilans

chaque année. Le consultant,

convoqué à 8 heures, quitte

l'Institut en fin de matinée avec

le dossier complet des analyses

et examens subis et après avoir

eu un entretien avec un méde-

cin. En utilisant toutes les don-

nées ainsi recueillies et en sau-

vegardant absolument l'anonymat

des visiteurs, on va aussi pro-

gressivement créer un véritable

observatoire national des pro-

Enfin. le docteur Samailla

vient de créer à l'Institut Pasteur

un centre d'information et de

consultation. Les associations ou

même les individus intéressés

par les problèmes de santé

pourront s'y retrouver, organiser

des rencontres avec des spécis-

listes ou des praticiens. Un

effort sera fait pour l'accueil

des personnes âgées, assure-

bièmes de santé.

Autre innovation : la centra

la fermentation.

la dernière place des régions françaises : la subvention en chiffres absolus la situalt seulement à la quinzième place. Elle était en quelque sorte pénalisée, en dépit de ses efforts.

Qual qu'il en soit, un mouvement

est en cours. Il reste à savoir

quelle direction il prendra. A la région, on a déjà pris une nouvelle orientation : l'Office régional de la culture a vécu. Il a fait place au mois de décembre dernier l'ORCEP, ce qui signifie Office régional de la culture et de l'éducation permanente. On l'a enrichi d'une solide organisation, elle aussi créée par le conseil régional en 1975, qui s'occupe surtout de la formation permanente. Cela, affirment les statuts de l'ORCEP, « traduit le souci de poursuivre et de développer l'action entreprise en tenant compte de l'étroite interdépendance de l'éducation permanente et du développement culturel ... . Vaste programme. En fait.

on explore une nouvelle voie. Pour M. Francis Senet, directeur de l'ex-office culturel, et qui assure la responsabilité de la nouvelle structure. Il ne dolt pas y avoir de conflit entre l'Office et la DRAC. mais une action complémentaire. L'Office peut sans doute être plus

prospectif. On cite en exemple le récent colloque de la culture qui a rassemblé six cents personnes venues des quatre coins de France au cœur du bassin minier en novembre demier. Du côté de la DRAC, on veut soutenir les entreprises culturelles, et cela se fait aujourd'hui avec de nouvelles méthodes. C'est ainsi que l'Installation à Lille, il y a quelques mois, d'une première assistance technique pour alder les entreprise culturelles les plus diverses a déià suscité la création d'une quaran-

taine d'emplois.

Il n'en reste pas moins qu'à Lille, la région et l'antenne du ministère, face à face, mais aussi côte à côte - car les rapports sont cordiaux. - s'Interrogent. En fait, la vraie question est celle-ci : quelle sera la compétence culturelle d'un établissement public regional ? Aurat-il autorité sur les directions régionales? Ou sera-ce toujours le ministre qui restera en tout état de cause le deus ex-machina ? Aucune déclaration de M. Jack Leng ne permet encore de répondre à cela. Pour l'instant, on en est toujours aux crédits - octroyés » pour les entreprises, qui sont loin de norter toutes une estampille régionale.

## 18, BOULEVARD HAUSSMANN

## Le point de Valenciennes à Paris

La ville de Valenciennes organise, à la Maison de la région Nord-Pas-de-Celais. du 22 janvier au 26 février 1983, une exposition sur le thème :

« Valenciennes - Dentelles

et autres richesses » Les différentes pièces exposées proviennent pour la plupart de collections privées. Leur origine se situe à partir du dix-septième siècle. Une correspondance du dix-huitleme siècle, relative au commerce des dentelles les accompagne. La présentation de réalisations contemporaines laisse présager un renouveau de l'art dentellier : une école académique de la dentelle fonctionne actuel-

lement. L'animation de cette exposition sera la suivante :

- tous les mercredis, des élèves de l'Ecole académique de dentelle de Valenciennes réalise-

ront leurs ouvrages sur place ;

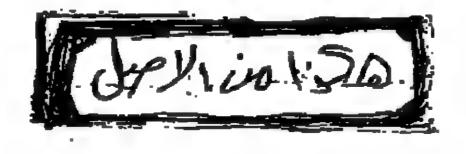
- le jeudi 4 février, journée de la dentelle avec présentation d'ouvrages spécifiques à l'art dentellier :

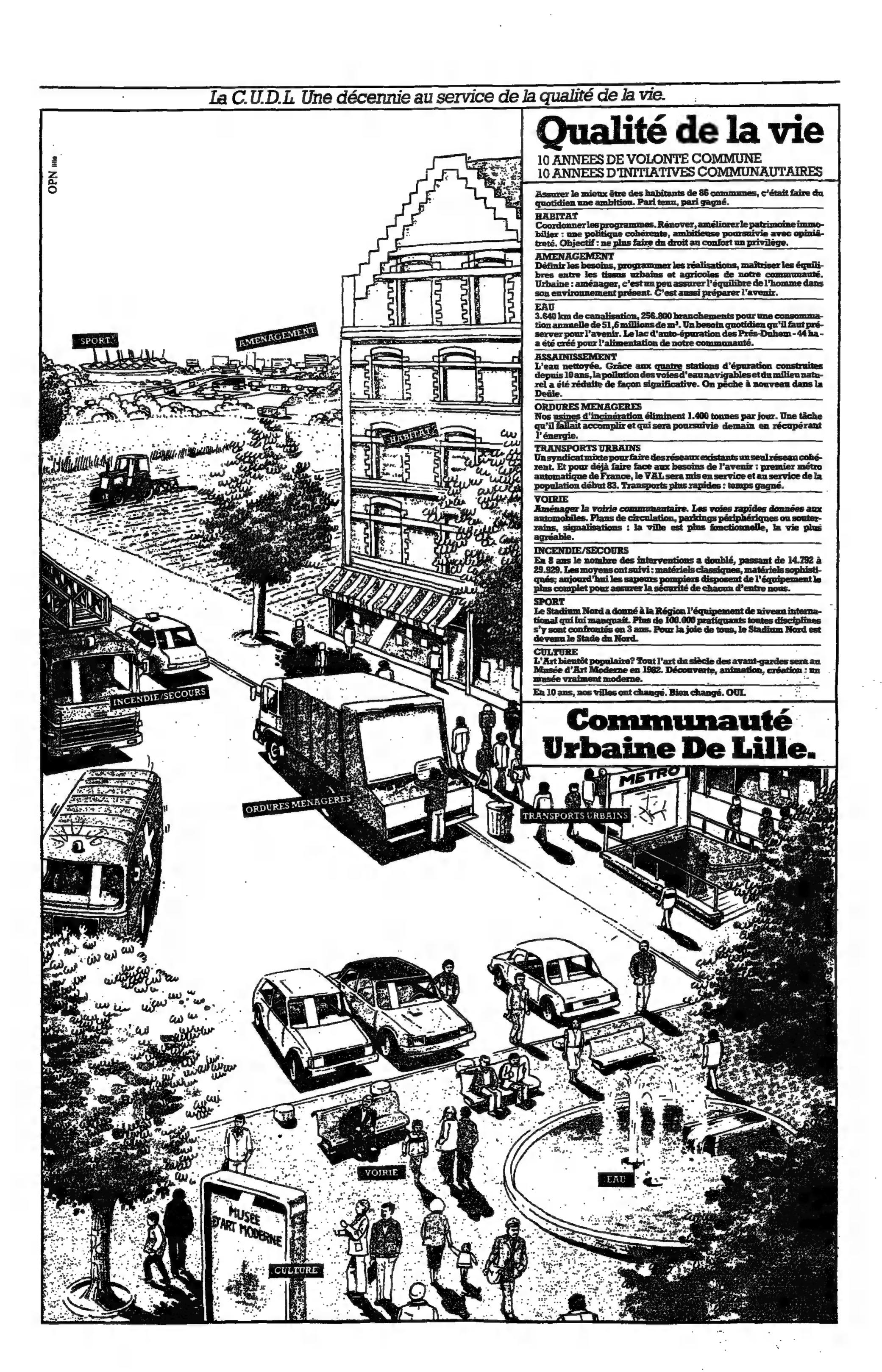
- le jeudi 11 février, une journée consacrée aux auteurs valenciennois:

- g journées de l'université ». du 23 au 26 février, au cours desquelles seront programmées des conférences sur des thèmes de recherches originaux.

★ Maison de la région Nord - Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann, 75003 Paris, Tél. : 770-59-62, Cuvert du lundi au vendredi, de 10 heures à 19 heures.







Les hanquit

FENSE III LITTORIA

*! !! !* 

Polssons d'eau dien.

#### NATIONALISATIONS

## Les banquiers tirent des traites sur la région

E 6 septembre 1981, à Lille, le premier ministre. M. Pierre Mauroy, fixait un seul but à la nationalisation du secteur bancaire : « Faire que dans les communes, les régions, les banques décentrelisées ne solent plus, pour tous les entrepreneurs, des tuteurs. des seigneurs ou des exécuteurs, mais des partenaires du développement attentits aux exigences de l'environnement local

et régional. »

Les banquiers de la région ont éprouvé quelque amertume à se voir qualifler d'« exécuteurs », à défaut d'être des « seigneurs ». Hs se disent écartelés entre le souci de protéger les dépôts de leurs clients (an même temps que leurs comptes d'exploitation), et celui de ne pas « éteindre la mèche qui fume encore » en coupant les crédits à des entreprises en difficulté. Mais l en est pour lesquels la recommandation d'être « des partenaires du développement attentifs aux exigences de l'environlocai et régional » a semble à la fois injuste et superflue : il s'agit des dirigeants des banques privées implantées depuis iongtemps dans le Nord. à savoir le Crédit du Nord et la banque Scalbert-Dupont.

C'est en 1888, en effet, que fut fondé la Crédit du Nord, avec l'appui, à l'époque, du Crédit industriel et commercial (C.I.C.), la création de la banque Dupont. à Valenciennes, remontant à 1819 et celle de la panque Scalbert. à Lille en 1838, les deux établissements entrant dans la constellation du C.I.C. avant de fusionner l'une avec l'autre en 1977.

Leurs dirigeants estiment avoir particulièrement soutenu les

Cent vingt ans et plus d'expérience

encore la situation, on percoit chez Scalbert-Dupont le sentiment très net d'être «ta» banque régionale, avec un personnel d'origine tout à fait locale et bien connu des dirigeants des P.M.E., clients de toulours, C'est tout juste al, aux yeux de ce personnel, le Crédit du Nord. deux fois plus important, n'est pas un peu moins «mordiste». puisque, depuis sa fusion avec la Banque de l'Union parisienne en 1974, son centre de gravité s'est, en partie, déplacé vers Paris, où est situé le sièce administratif, le siège social se trouvent toujours fixé à Lille.

notamment en 1981, où ils ont acheminé une grande partie des dossiers d'urgence traités par la Codefi. Ils assurent même. notamment Scalbert - Dupont, et le groupe C.I.C. dans son ensemble, n'avoir suscité que 1 % des lettres de réclamations adresnistère des finances, pendant l'été 1981 pour se plaindre du comportement malthusien de leurs banquiers.

bert-Dupont, on se préoccupe des projets de restructuration auxquels pourrait donner lieu, éventuellement. la nationalisation. Après le 10 mai, et pendant plusieurs mois, des rumeurs ont court sur un regroupement avec le Crédit du Nord, qui se considère, lui aussi, un prétendant au titre de « meilleur banquier régional ». Un tel regroupement, estime - t - on toujours chez Scalbert-Dupont, serait de nature à remettre en question les structures spécifiques du groupe du C.I.C. et le « rôle *lédérateur* » que ce demier joue à l'égard de ses neuf banques

régionales associées, e tout en respectant i e u f autonomie =. seion les propos mêmes de M. Michel Charzet, secrétaire national du P.S. et rapporteur de la commission spéciale chargée, à l'Assemblée nationale. d'examiner la projet de loi de nationalisation des banques. M. Charzet ajoutalt que ce rôle permet (aux banques associées) d'assurer te développement international de leurs activités et d'accèder à l'innovation technologique, ce que chaque banque. si ella était isolée, n'aurait pas la possibilité de faire en raison de sa trop petite tallia. Il conclusit même que «le maintien du réseau du C.J.C. paraît indispensable, car il peut servir de modèle à la nécessaire régionalisation de tout le système bancaire .

Le 21 octobre, M. Châtilion, président du C.I.C., en profitali pour développer dans nos colonnes cette notion de « modèle > : « L'expression « modèle » figure dans un document de réliexion sur la modernisation de la profession bancaire qui a fait quelque bruit en aon temps (1979) : le rapport Mayoux (pp. 28-29).

 L'organisation confédérale du groupe C.J.C. est vielle de

cent vinot ans et plus. Elle a donc fait ses preuves expérimentalee à travers les guerres et les crises. Elle est plus vivace que jamais, car elle s'inscrit dans deux courants de la modernisation de notre profession : nommément l'ancrage territorial et l'ouverture internationale.

tiel, le maintien de banques régionales ou locales, et attribuent à cas établissements banlaible une importance économique croissante, avec trois atouts capitaux. La banque régionale fait

corps avec son milieu, par son fonda de commerce, le recrute ment de son personnel, sa connaissance du tissu local. dans son état actuel et potentiel. Elle est donc un instrument utile, peut-être essentiel. de l'aménagement du territoire et de la promotion régionale.

Parentes des P.M.E.

» Elle est en relations de « circuit court - avec ce milieu. Ce aui signifie deux choses :

» D'abord, elle est bien placés pour réinvestir localement dépôts. Ensuite, c'est une benque à deux échelons de décision seulement : le « guichet » et je esiège e (la direction générale). Le client qui a besoin d'un crédit a. en quelques heures, un oui ou un non, peut aller a'expliquer avec l'instance suprême. Parente par sa tallie - at sa psychologie - de l'entreprise à laible dimension, la banque régionale ou locale est irremplaçable dens ce aul manque le plus aux entreprises à état-major peu étoffé : le conseil en matière de finances, de gestion, voire d'innovation. Elle est dans ce sens un outil irremplacable de modernisation du tiexu

Chez Scalbert-Dupont, on fait entièrement sien ce raisonnement, ajoutant : « Puisque, guasi officiellement, nous sommes un « modèle » de régionalisation. pourquoi nous fondre dens un ensemble qui risquera d'être plus bureaucratique et moins décentralisé ? »

FRANÇOIS RENARD.

#### DÉFENSE DU LITTORAL

## Un «capital rivage» insoupçonné

AIRE de Boulogne-sur-Mer, député socialiste du Pas-de-Calais, M. Guy Lengagne a été nommé voici quelques mois président du Conservatoire du littoral, Depuis trois ans il était membre du conseil d'administration de cet organisme. Il a également créé au sem du conseil régional un groupe qui a concu un schémad'aménagement du littoral Nord-Pas-de-Calais. Il est donc bien placé pour parler d'abord des rivages de la . Manche et de la mer du Nord puis plus généralement, du littoral français.

singumaute

une De Lille.

La côte du Nord-Pas-de-Calais est d'une variété exceptionnelle: On y rencontre des parties rocheuses, des falaises de craie, des dunes bordées de tourbières d'une grande richesse écologique. Au dire des spécialistes, ces rivages sont parmi les plus intéressants d'Europe. En outre, c'est là que se situent les premiers grands sites classés d'importance nationale : les caps Grand - Nez et Gris-Nez.

Sur les 140 kilomètres de rivages de la région, le Conservatoire déjà acquis en une demi-douzaine de points près de 900 hectares. L'achat des dunes de Camiers, au nord du Touquet, a été d'ailleurs sa première opération.

Sur l'ensemble de la France, quel est le bilan du Conservatoire après cinq ans d'activité? Et quels sont vos projets?

- Le Conservatoire a acquis

17 500 hectares préservant ainsi près de 200 kilomètres de côtes. Il en achètera 4 000 hectares par an soit 20 000 hectares au cours des cinq prochaines années. Il y consacrera 125 millions de francs en 1982 et, pour-l'avenir, il disposera des moyens financiers de ses ambitions. Nous avons aussi en portefeuille près de 13 000 hectares de zones à acquérir qui nous ont été signalées par les cina consells de rivage et dont l'achat a été décidé par le consell d'administration. Nous disposons donc de réserves pour trois ans. Comme par le passé. le Conservatoire achètera à l'amiable. Dans les cas où le terrain est très menacé ou d'intérêt exceptionnel, le préfet engage une procedure d'expropriation. Cette procédure reste rarissime, et nous avons toujours trouvé finalement un arrangement avec le propriétaire. Nous ne souhaitons pas apparaître comme un organisme de coercition, qui veut tout dévorer. Nous achetons au prix du marché. Ça ne coûte pas cher car ces dunes, ces falaises, ces marais, sont inconstructibles. C'est beau écologiquement précieux mais leur valeur merchande est faible. - Disposez - pous d'un in-

ventuire des 5500 kilomètres de côtes françaises vous permettant de repérer ce qui est à acheter en priorité?

- J'ai demandé que l'on élabore un schéma national d'aménagement du littoral une synthèse cohérente de schémas. régionaux. Ce n'est pas un hasard si le Conservatoire est rattaché au ministère du plan et de l'aménagement du territoire. Il est aussi un outil d'aménagement. Le Conservatoire a déjà acheté ou a l'intention d'acheter les sites les plus précieux, sauf évidemment ceux qui sont déià. protégés. Dans notre portefeuille d'achata futura, nons pouvons toujours donner la priorité aux secteurs menacés.

- Le rythme de vos achats est-il aussi rapide que la disparition des espaces naturels? - Grosso modo out, sauf pour quelques secteurs situés sur la Côte d'Azur, en Bretagne, en Corse, où il faudrait aller encore plus vite. Dans la masse de nos 4 000 bectares d'achats annuels. nous avons un volant de quelques centaines d'hectares pour courir au plus pressé. Les plans d'occupation des sols, la directive sur

le littoral — que je souhaite voir transformer en loi. - jouent aussi leur rôle. Le seul reproche qu'on puisse adresser à notre système de protection, c'est qu'il arrive avec dix ans de retard.

- En 1977, M. Gascard d'Estaing avait lancé l'idée de faire payer une taxe à E.D.F. pour les espaces naturels littoraux occupés par les centrales nucléaires. Cette taxe aurait alimenté le budget du conservatoire. Qu'en pensezvous?

 L'idée est intéressante. Je couhaite que des taxes soient affectées au Conservatoire, qui surait ainsi des ressources garanties et une plus grande indépendance. Mais ni l'Etat ni le ministère des finances n'affectionnent les taxes parafiscales.

- M. Michel Rocard, votre ministre de tutelle, a souhaité récemment que le Conservatoire se fasse mieux connaître pour susciter les dons des particuliers. Comment allesvous procéder?

- Le Conservatoire doit en effet se faire mieux connaître. ne serait-ce que pour rendre compte de l'usage qu'il fait des fonds publics. Nous venons d'éditer une brochure. Nous allons faire des montages audio-visuels. des films, des affiches. Deux

millions de francs seront affectes à cette promotion. Il faut egalement que nos terrains soient raliste clairement signalés et que le public comprenne qu'ils sont sous sa protection. Cela encouragera les donateurs, mais j'ai aussi engagé-

— Il a toujours été entendu que la gestion des terrains du Conservatoire serait assurée par les collectivités locales. Mais lesquelles : communes. département, région ? Pour y faire quoi ? Et sous quel

une négociation avec le ministre

du budget pour que des incita-

tions fiscales les favorisent.

contrôle ?

 D'abord, nous aménageous les terrains acquis : destruction de bâtiments inutiles, fixation de dunes, ouverture de matiers. etc. Ensuite, nous en cor ons la gestion à des autorités locales. Toutes les combinaisons sont possibles : certains espaces sont pris totalement en charge par une commune, qui y affecte un employé municipal. Les départements, les syndicats mixtes et même les régions peuvent le faire En tout état de course il est prévu par convention que l'espace doit rester à l'état naturel. Il est interdit d'y installer même un camping. Pour contrôler tout cala, nous embauchons

actuellement des gens qui oni

une formation à la fois de juriste, d'aménageur et de natu-

 Devant la réussite du Conservatoire, certains proposent d'étendre ui mission aux rivages des-lacs de moins de 1000 hectares, that river des Neuves et même aux terrains en montagne. Qu'en pensez-vous ?

- Le Conservatoire intervient dans les départements d'outremer. Peut-il le faire dans les territoires d'outre-mer ? La mestion reste ouverte. Etendra-t-on 52 compétence à l'estran, c'està-dire au domaine bublic maritime qui découvre a marée basse ? Je l'ai demandé. C'est un immense domaine non entretenu où se déposent tous les polluants de la mer. Pour protéger les rives de certains lacs de moins de 1 000 hectares, on nous presse aussi d'intervenir. Par contre ni les rives des fleuves ni la montagne ne sont à l'ordre du jour. Transformer le Conservatoire du littoral en Conservatoire de la nature me paraît hien embitieux. Restons prudents. Arrondissons petit à petit notre pécule foncler, élargissons nos compétences. accumulons de l'expérience et nous verrons...

Propos recueillis par MARC AMBROISE-RENDU.

#### RÉCUPÉRATION —

### Poissons d'eau tiède à Gravelines

Gravelines au secours de ia pêche ? C'ast fort posl'on utilise judicieuseeaux tièdes reletées par cette usine. Cela s'appelle raquaculture, mais ce n'est pas nouveau. Le Japon, premier pays du monde à s'intéresser à cette production, compte aujourd'hut un aquaculteur pour trois pēcheurs professionnels; de bons résultats ont été obtenus plus près de nous, notamment

On yout donc tentar l'expé-Gravelines, où seront installées des « fermes de la mer». Récemment, M. Albert Denvers, député (P.S.), maire de Gravelines, président du conseil général du urbaine de Dunkerque, a présenté la projet d'une zone industrielle sur l'eau de 13 hectares, où vingt-deux parcelles seralent proposées sux entreprises ou aux artisens tentés par l'aquasyndicat mbde. qui

L'utilisation de l'eau chaude permet un élevage domestique de poissons et de crustacés. On pourrait par exemple obtenir dans cette zone du littoral une grande variété d'espèces, ce qui lui tait parfols défaut. Plus encore, on fait mirolter une production aussi importante que variée : à terms, le « lotissament » aquacole de Gravelines pourra produire chaque année 1 200 tonnes de poisson.

> Ferme pilote au concours

La construction d'une parcelle coûterait 3 millions de francs, soit le prix actuel d'un petit chalutier. Les promoteurs son pourtant optimistes. Un concours nternational est lance en vue de sélectionner l'avant-proiet de la ferme pilote, ainsi que de la station d'essai qui permettra de tester les procédés et les matériels, mais aussi de former les futurs exploitants.

## 

#### Quels concours demander au Crédit National?

- Des prêts à long terme classiques pour financer les besoins durables des entreprises.
- ☐ Des prêts spéciaux à des taux préférentiels pour favoriser les exportations, les économies de matières premières et d'énergie, les créations d'emplois et la robotique.
- ☐ Des formules de crédit-bail immobilier.
- Des prêts pour des implantations à l'étranger.
- ☐ Des prets participatifs.
- ☐ Des crédits d'équipement à moyen terme avec le concours des banques.
- ☐ Des interventions pour le compte de l'État : prêts FDES, primes, aide à l'innovation.

#### Qui peut s'adresser au Crédit National?

Toutes les entreprises du secteur concurrentiel que leur activité soit industrielle ou commerciale. Les entreprises de toutes tailles, quel que soit leur lieu d'implantation en France.



## CREDIT NATIONAL

45 rue St Dominique 75700 Paris tél.: 555.91.10 Délégation "Nord-Picardie" 4, avenue Foch, 59000 Lille tél. : (20) 57.35.83.



PORT BOFFE

は、「日本大学」という。 To produce (A) 「一般」という。 「他」という。 To produce (A) 「一般」という。 To produce (A) 「一般」という。 To produce (A) 「一般」

son mari, Roger Leman. elle incame depuis quinze ans la révolte, opiniatre et efficace, des habitants des courées de l'Alma-Gare, à Roubaix, qui ont refusé, evec succès, qu'on remplace feurs taudia... par n'importe

ils voulaient rester ensemble. Es y sont parvenus. Ils voulaient un quartier qui permette, comme la courée - ce sympathique enfer. — des relations de voisinage et à l'occasion. Une vraie eotidarité. Es l'ont eu, Mieux. Ws l'ont fabriqué eux-mêmes, tace aux techniciens, avec les techniciens. Et leur ceuvre a reçu le grand prix d'erchitecture de l'Institut national belge du logement !

L'histoire continue : elle étonnera encore. Mais le premier chapitre de cette petite révotution réussie, de ce morceau d'utopie urbaine et sociale, mérite d'ètre conté. Par cars entiers, les visiteurs se pressent à Roubaix, ville sinistrée par le déclin du textile, dernier refuge des damnés de la métropole urbaine, pour découvrir la brique neuve, les ruelles et les terrasses du nouveau quartier de l'Alma.

Dans cette ville de cent mitle habitants, cui abrite un quart d'étrangers, dans cette cité où les usines se taisent (que faire du château fort crénelé de Motte-Bossut, fermé à l'automne, et de la rue de Crouy, dont le prolet de rénovation plétine?). on se orendreit facilement à désespérer si les plus démunis n'avaient fait une telle démonstration de ténacité.

 Les hommes qui vaulent faire quelque chose trouvent des moyens. Ceux qui ne veulent rien laire trouvent des excuses. » C'est un peu la devise des habitanta de l'Alma-Gare, cui ont créé, des 1974, un atelier popułaire d'urbanisme (APU) pour discuter de leur aventr, contester le sort que leur réservaient les organismes de résorption de l'habitat Insalubre et obtenir des conditions de vie meilleures, selon leurs propres critères.

lis habitaient des courées sordides, d'autant moins entretenues par les propriétaires qu'elles étaient promises à la démolition. Des maisons petites, cans confort. Les w.-c. étaient dans la cour; on se lavait dans la cuisine. A l'étage, des chambrettes sans porte, comme des

De 1975 à 1977, doux mille habitants (sur six mille) quittèrent les lieux, découragée par les menaces de démolition, par l'incertitude. Restaient les plus pauvres, les isolés, ou ceux aul tenaient evant tout à cette solf-

Chaque semaine, on se réuhissalt dans une boutique désaffectée : igunes travailleurs arabes. Vieilles dames décidées, sous la houjette de Leman, militants des Associations populaires familiales, si actives dans le Nord, devenues depuis Confédération syndicale du cadre de vie. ils commencerent par une critique active et détaillée des « H.L.M. modèles » qu'on prétendait construire sur le site et qui ne leur semblaient pas mellieures que des « courées verticales, avec un peu de

principes : personne à l'Alma-

Gare n'est oblicé de « partici-

per » ni de « prendre sa carte

à l'APU » : mais tout le monde

a la droit d'être partout, de voir

comment les décisions se pren-

nent de mettre son grain de sei.

Cette inconfortable démocratie

directe, avec les difficultés de

langage, les heuris et les malen-

tendus, les lenteurs et les blo-

cages, a constamment été uti-

lisée : les réunions se font à

#### Tout se discute et s'améliore

De haute lutte, l'atelier popuremarques de bon sens. Tout se laire fit respecter, dans ce tradiscute et s'améliore. vail de concertation, les grands

L'une des raisons du succès de l'Alma-Gare est la présence active d'Intellectuels gauchistes qui ont choisi, plutôt que d' « élever des chèvres », de s'installer en plein milieu urbain. Contrairement à ce qui se passe souvent, le milieu ouvrier ne les a pas rejetés, mais utilisés : . Au début, ils nous ont traités comme des chiens », note Gérard Grass. Les habitants sont restés mai-

tres de leur affaire. En évitant

rimenter, déià complice.

cinq... ou à cinquante. Les tenque des hiérarchies se créent, en sions sont entretenues : les mérefusant toulours la délégation canismes deviennent, à la londe pouvoir. Même si quelques que, transparents. personnes sortent du rang. apperaissent de l'extérieur Au bout du compte, le evecomme des notables d'un nouveau genre : il faut voir Marietème sert, selon la formule de Gérard Grass, eoclologue pari-Agnès Leman se promener dans sien qui vit l'aventure deouls te quartier reconstruit, les poincs cinq ans, à « dissoudre la connedans les poches, le regard intenrie -. Un programme technocrasément appliqué à discuter un tique ne tient pas, face aux projet « politique » ou à régier

confort en plus ». D'où la défense acharnée de leurs chères

des offices d'H.L.M. Des interprètes pour les sider à formule leurs vœux dans la langue du dragon administratif. Bonne fée. le plan-construction, groupuscule interministériel de recherche et d'innovation dans l'habitat, leur offrit, en 1978, l'équipe attendue : un sociologue, un architecte et un juriste. Dans le même temps. en 1977, la municipalité avait raleuni et se prêtait, bon gré, mai gré, à un certain dialogue. Un groupe de travail réunissait les élus (socialistes depuis le début du siècle, mais de la tendance ronronnante), les techniciens, et s'ouvrait aux habitants. De son côté, la Société d'aménagement et d'équipament du Nord (SAEN) avalt désigné un responsable particulièrement ouvert et attentif. M. Pierre Lemonnier. Jeune architecte-urbaniste prêt à expé-

phièes au cravon... que .. les habitants ont défini avec l'aménageur un catalogue précis de leurs désirs : lls voulaient retrouver dans le nouveau quartier les rues et les places necessaires à la vie sociale. préserver les liens qui existaient entre certaines familles : on fall

une action concrète, saluée,

interrogée, accompagnée. i

faut voir Roger Leman, invité

dans les colloques d'urbanistes

et d'architectes, représenter

l' = habitant », le modèle du mi-

litant de quartier, issu du peuple

et l'incamant avec eon voca-

des courses pour la voisine impotente, les enfants cont gardés à côté ; des sous-groupes margi- . naux de ferrailleurs s'étalent formés, ou des communautés de travallleurs célibataires à la recherche du logement le moins

Pour trouver l'architecte en qui ils auraient conflance, ils ont voyagé, et découvert, dans la banlieus de Bruxelles, un ensemble qui ressemblait à leur rêve. Et on a embauché cette égulpe d'architectes belges. Thierry Verblest et le groupe AUSIAP, qui viennent de construire la première tranche (380 logements, dont 80 pour les personnes agées, une école et divers équipements). Deux concours ont été lancés pour d'autres flots et une salle de

Cette première rue, avec la halle couverte, la place des Tilleuis avec l'école, les maisonnées qui ouvrent sur des coursives, des passages, des terrasses, des cours, sont une parfaite réussite. La brique retrouvée. claire et chaleureuse, a beaucoup ému les habitants. Its n'v croyalent pas vraiment. Elle a permia à l'architecta et à l'entreprise de louer finement, d'offrir des arcades (Thierry Verblest affirme qu'elles reviennent moins cher qu'un linteau en béton), de ciseler des corniches, des décrochements, de subtiles décorations ton sur ton, des riens qui enrichissent l'architecture, simple et familière, de l'ensemble.

Les immeubles ont deux ou superposées. La cour haute, les violent pariois l'intimité des l'école, cette école très particulière, dont le quartier a exigé qu'etle serve le soir à d'autres activités, et qu'elle ne soit pas gérée seulement par les enseiquants et les parents, - pour

rompre la cercie infernal ». Assez monumental, très haut, et traversé d'escaliers, éclairé

Car les habitants de l'Alma-Gare ne cessent de faire reculer l'utopie. Ila ont reconstruit leur quartier. Ils veulent aussi ('habiter dans le même esprit. Déjà, pour le relogement, un « atelier » avait été mis en place. Au lieu de se soumettre aux critères aveugles de l'office d'H.L.M., les gens de l'Alma ont voulu discuter tous ensemble les priorités, répartir les logements en tenant compte des ilens de voisinage préexistants, mais sans reconstituer des ghettos soudés, faire visiter les logements, donner le cholx,

Cela n'alla pas sans crises et secousses: il y avait, par exemple, douze familles candidates pour les onze premières malsons de l'avenue du Fort-Frasez. On avait cru que les nouveaux logis, el beaux, seraient trop chers. On découvrit que l'alde personnalisée au logement (A.P.L.) les rendait abordables pour les familles les plus pauvres, mais inaccessibles à celles qui disposaient, par exemple, d'un deuxième salaire. On voulait aussi mêler la popuistion d'origine à des nouveaux venus : Il fallut faire un effort de promotion, guyrir un logement-témoin, redorer l'image de marque du quartier dont la notoriété nationale ne convainquait pas tous les Roubaisiens.

Une école pas comme las autres, des logements autoattribués, un quartier qui va

du LOSC (quart de finaliste) en

que prévil, c'est seion M. Amyot la

seule justification du lêger déficit

(218 582,95 france) enregistré par le

club au 30 juin 1981. Coîncidence

ou pas, cette somme correspond à

10 000 france près au manque à

gagner estimé par les services

comptables du LOSC, qui, constitué

en sociétá d'économie mbde.

perdu les avantages fiscaux - par

ont droit les associations régles

par la loi de 1901. Au point de vue

strictement fiscal, la S.A.E.M. apor-

tive présente donc dans sa forme

actuelle des Inconvénients non né-

Des recettes moins importantes

Coupe de France.

nar un grand Vitrail moderne et laique, un pou « arts déco » dans son dessin, ce half est manifestement un lieu public, un centre pour la vie sociale, un « aralan-

zontales qu'on préfère aulourc'est dangereux, en exigeant que l'école soit plus haute que la et enserrée entre deux immeubles de logements, les habitants et les architectes en ont fait un monument collectif. Et ce oul s'y passe decuis trois mois, dans un quartier où il faut intégrer les étrangers et faire progresser chacup, veut être à la hauteur du symbole.

#### Choisir son logement

grandir, eans se trahir, cela ne suffisait pas : les habitents de l'Alma ont mis aussi le dolat sur un problème de fond, l'emploi. le développement économique. Lk aussi. ils ont des propositions originales à faire, et Ils ont préparé un dossiar pour la commission Dubedout. nouvei interlocuteur des quartiers déshérités.

Pour commencer, ils ant ouvert un atelier-cuisine, sorte de restaurant collectif autogéré et ils ont remplacé l'inévitable « gardien-concierge-garde-chiourme » des grands ensembles par une « régie technique » qui répartit l'entretien des cours et des escallers, la surveillance des lieux communs, les réparations et la maintenance entre vingtsept employés, qui habitent là,

Les gens de l'Alma-Gare ont la tête dure. La preuve: ils ont refusé qu'on coile. L. l'entrée des boîtes aux lettres collectives, et pu'on les désigne par escaller, A. B. C. X. Ils refusent d'être un grand ensemble. He forment un quartier de ville. Et. après etx mois de négociations. ils ont obtenu que chacun ait sa bolte aux lettres. Rappelona l'adresse : Ateller populaire d'urbanisme, 83, rue de France, a

MICHÈLE CHAMPENOIS. \* Une exposition sera presentes à Paris, à la mi-avril, à l'Institut français d'architecture,

rue de Tournon.

the second of the second of the second of

ke Monde

物財職 工事 美国共产业 1967年

TRANSPORTS

Rhin-Rhone en 1983 :

RELANCE SPORTIVE

## Onze hommes avec un ballon qui ne tourne pas rond

quants licenciés, ses trentetrois salles, sa vingtaine de terrains, ses six piscines et ses deux grands stades - le Stadium Nord at Grimonprez-Jooris, - Lille est, en apparence, une ville relativement sportive. Pourlant, à y regarder de plus près, rares sont ses équipes ou ses individualités qui évoluent au plus haut niveau national. En dehors du Lille Olympique Sporting Club (LOSC), la vitrine de la municipalité, dont les footballeurs pot retrouvé la première division. après une sombre période, seuls sont dans ce cas, au plan collectif. le Lille Université Club (LUC) en hand-ball. le Lille Hockey Club ou

Né le 23 décembre 1944 de la fusion de l'Olympique IlRois et du Sporting Club fivois, deux clubs qui dominaient le football français avant la deuxième guerre mondiale, le Lille Olympique Sporting Club a eu tot fait de se hisser au sommet de la hiérarchie nationale. Deux titres de champion de France et cinq victoires en coupe, remportés en tout iuste dix ans. attestent de la valeur de catte formation, dans laquelle opéralent quelques-uns des plus prestigieux Joueurs de l'Hexagone Julien Da Rul, Marceau Sommerlinck, Jean Baratte, Jules Bigot et bien d'autres. Gloire et honneurs s'accumulaient, Aucun objectif ne paraissait trop élevé pour cette équipe qui bénéficiait en outre d'un réservoir appréciable de loueurs issus des départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Lille n'est pas Marseille, mais les premiers nuages sont tout de même arrivés sous forme d'un canular. On est en 1954, et, lors de la Coupe du monde, organisée en Suisse, un avant-centre honorois, répondant au nom de Zacharias, produit une forte impression. Peu après. M. Louis Henno, président du LOSC, obtient sa signature devant toute la presse. spécialement réunte à Paris. Or, au grand dam des dirigeants nordistes, qui croyaient avoir réalisé un joil coup de filet, leur Zacharias n'était

sports, et qui, il y a peu, s'illustrait grâce à ses judokas. Pour le reste ne subsistent plus que quelques clubs de quartier. Sans doute est-ce pour cette rai-

encore le LUC en hockey sur gazon.

Dernier grand club de la métropole :

l'A.S.P.T.T. Lille. à vocation omni-

son que le conseil municipal consent des efforts importants en favour du LOSC. Ainsl. en 1981, la subvention allouée au club lillois représentait près des deux tiers du budget de fonctionnement consacré au aport. M. Mauroy et ses amis ont cependant voulu contrôler l'utilisation des deniers des contribuables en aldant à la création d'une société anonyme d'économie mixte sportive.

Ne pas vivre au-dessus de ses moyens qu'un imposteur, parfait homonyme du prestigieux Magyar. Il s'aglasalt,

en réalité, d'un ancien légionnaire

tchécoslovaque rentré d'indochine... L'anecdote prêterait à sourire, si elle ne coîncidait avec les premiers faux pas lillois. Dès 1956, le LOSC est relégué en deuxième division, L'équipe est aussitôt démantales par l'exil de plusieurs de ses meilleurs éléments. Par la suite, eile alternera les classements honorables parmi l'élite et les déscentes au purgatoire. Son instabilité sportive se double d'une situation financière sans cesse plus précaire. Les erreurs de recrutement et de gestion se multiplient. Les dettes s'amoncellent. A tel point que, au printemps de 1977, le conseil municipal réclame et obtient la démission du comité directeur, présidé par M. Paul-Mary Delannoy. Certains chiffrent le déficit du club à 6 millions et deml. écrit Jean-Paul Mortagne dans son livre LOSC, goire du Nord, paru

aux éditions Solar. Le ras-le-bol est d'autant plus général que, depuis 1970, la ville et la communauté urbaine ont octrové au LOSC la begatella da 6 400 000 francs. De surcroît, le club est une nouvelle fois condamné à la deuxième division, maigré la présence sous son maillot blanc à parements rouges de neuf internationaux français et yougoslaves.

Première sanction : une coupe sombre dans l'effectif lillois. Les sent joueurs les mieux payés sont remerciès. Deuxième mesure prise sous la pression municipale : la création d'une association pour le développement et la promotion du LOSC (A.D.P.L.). La première année, la ville apportera 1 360 000 france pour financer essentiellement le centre de formation. Le redressement est immédiat. Il se manifeste sur le terrain, pulsque, sous la houlette de son nouvel entraîneur. M. José Arribas, la LOSC retrouve sa place en première division. Financièrement. Il est tout aussi tangible, puisqu'une part importante du passif est épongée en un an. M. Jacques Dewailly, le président de l'A.D.P.L. et les deux présidents délégués MM. Jacques Amyot, chargé de la partie financière, et Roger Deschott qui s'occupe plus spécialement de l'organisation technique, ont mené à bien leur mission.

Pour M. Mauroy, le moment est venu d'aborder le deuxlème volet de sa politique d'assainissement. Son objectif est de clarifier, voire de moraliser, la gestion d'un club professionnel. Et. en dépit de l'opposition des élus communistes, le 28 mai 1978. le consell municipal adopte une résolution engageant la ville à participer à la création d'une société anonyme d'économie mixte sportive (S.A.E.M.). « A partir du moment, explique M. Mauroy, où les collectivités locales apportent leur concours tinancier et qu'elles iont ainsi usage des tonde publice, il est normal qu'elles en contrôlent l'utilization afin que les clubs ne moyens. = En fait, l'A.D.P.L. préfigurait la S.A.E.M., qui voit officlellament le jour le 3 juillet 1980. 49 % des parts de la nouvelle société sont détenues par la municipalité. 35 % par le LOSC, 16 % par les aponsors, les particullers et le club des supporters. Toutefols, pour éviter la mainmise d'une société commerciale sur le LOSC, aucun actionnaire privé ne peut détenir plus de 3% du capital. C'ast la première expérience de ca genre effectuée dans la football français (1).

Dix-huit mois après son instauration, la formula est-elle positive sous tous ses aspects?

Pour en juger en toute connaissance de cause. Il convient de dégager une première évidence : en aucune facon elle ne garantit les succès sportifs. A l'issue du

example les quatre demi-détaxes par an sur le prix des places, plus éventuellement les exonérations compiètes accordées sur décision des conseils municipaux - auxqueis

dernier championnat, la place du LOSC en première division n'a d'aifleurs tenu qu'à un but. Comme toujours en pareil cas, les mauvais résultats ont eu une répercussion directa sur l'affluence aux guichets. Calculée sur une moyenne a priori raisonnable de treize mille spectateurs par match à domicile, elle ne s'est élevée en définitive qu'à onze mille cinq cents. Force est de constater en outre que la désaffection du public local aurait été encore plus forte sans le bon parcours MÉTRO-

P ARI tenu pour le métro de Lilie. La première l'acco

nouveile de Villemeuve-d'Ascq et

qui aboutit au centre hospitalier

régional a près avoir traversé

complétement la ville de Lille,

soit 12,500 km, sera prête en

1983. La galerie est déjà creusée

sur plus des deux tiers du par-

cours, et des stations sont en

cours d'aménagement. Au début

de cette année 1982, on en

est à l'exploitation dits « pré-

commerciale . sur quatre sta-

tions à partir de Villaneuve-

d'Asca. Le public est admis dans

les véhicules à l'occasion

d'opérations « portes ouvertes » ·

Ainst va tonctionner le VAL

(véhicule automatique léger)

concu par M. Gabillard, cher-

chaurs de l'université de Lilie, et

réalisé par la société Matra. Ce

nouveau système, qu'on espère

hebdomadaires.

lancée à partir de la ville

Quatre stations... et la suite exporter, a été mis à l'épreuve en 1978 et 1974 par la création de deux prototypes, qui ont parcouru chacun plus de 30 000 kilomètres sur un polygone d'essai créé à cet effet.

> En 1983 le métro sera donc ouvert sur les 12.500 kilomètres de la pramière ligne, et l'on perie della de la seconde. Si le calendrier a été respecté, on le doit à tous les participants mais Il faut souligner l'action personnelle et efficace du président de la communauté urbaine, M. Arthur Notebart (P.S.), qui a suivi ce dossier avec passion. Le coût de l'investissement pour la première ligne est de 1610 millions de francs (valeur hors taxes 1977). C'est l'opération relative à un équipement de service public la plus importante entreprise par la communauté urbaine de

gligeables que dénonce avec force M. Amyot : « On a voulu jouer le ieu de la transparence et on s'est fait piéger. » Des démarches visant à l'améiloration du système ont cependant été entreprises auprès des pouvoirs publics. Devant le caractère exemplaire de l'expérience lilioise, tout porte à croire ou'elles aboutiront. Mais tous les problèmes du LOSC ne seront pas résolus pour autant. A preuve. -ies dirigeants sophalfent voir passer la subvention municipale de 2300 000 france en

1981 à 3 570 000 france cette

Pourquol cette forte augmentation qui, gu cas où la commission des finances de la ville, puis le conseil municipal donneraient leur aval. profiteralt surtout au club profesajonnel, tandis que le centre de formation se contenterait d'une actua-Usation? Tout simplement parce que les supporters se lessent de voir leur équipe (hultième actuellement avec un calendrier difficile iouer un rôle modeste dans le champlonnat national. Autre explication : l'ensemble des dirigeants (illois ont fini par admettre que d'un centre de formation — si poérationnel soft-ii -- ne peut sortir une génération capable à elle seule de renouer avec le glorieux passé. C'est si vrai que, pour l'heure. Saint-Planque. Henry, Dreossi et Péan sont les souls titulaires à part entière à en

ētre isaus. Dans in but de jouer une Coupe d'Europe à pourt, terme et ainsi de donner satisfaction à son exigeant public, le LOSC a donc choisi d'investir pour se reniorcer. Son budget global étant pout la saison 1987-1982, de 15 millions de francs. Il reste . egyoir si les élus locaux acceptaront sans rechloner d'accmitre leur alde de 1 250 000 francs. tout an sachant que les résultats sportifs sont très aléatoires et que ta politique basée sur l'achat au prix fort de mercenaires n'a lamais réussi au club lillois. Réponse courant lévrier.

JEAN-MARIE SAFRA

\$ 30.00

(1) Une expérience identique dé-

COURTSPANDANCE

THE MINISTER OF THE PARTY

#### UNE NOUVELLE POLITIQUE URBAINE

« Ce n'est plus l'administration qui va décider. Ce sont bientôt les étus locaux », a déclaré M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, le 14 janvier à Sarcelles (Vald'Oise) où étaient réunis, à l'appel de la Société française des urbanistes, des états généraux de l'urbanisme. Décentralisation, réforme foncière, intégration des minorités, seront les grandes li-gnes de la « nouvelle politique urbaine en rupture avec l'esprit de renoncement du précédent gouvernement » que M. Quilliot devrait présenter, le 27 janvier au conseil des ministres.

« La pleine responsabilité de Purbanisme doit être donnée aux elus, au niveau communal d'abord, mais aussi en développant les solidarités intercommu-nales », à précisé M. Quilliot. Le réforme de la fiscalité foncière et l'extension du droit de préemption permettront aux communes de se dégager des a contraintes foncières » qui pèsent sur leurs

« J'ai pour fonction que décentralisation ne devienne pas la jungle », a déclaré de son côté, le 15 janvier, M. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, « La planification du développement doit être assurée à partir des aspirations et des projets locaux et rations et des projets locaux et non bloquée à partir de schémas nationaux sur jout le territoire », a précisé le ministre.

M. Charles Fiterman, ministre

des transports, a déclaré le

21 janvier à Besançon, à propos de la mise au gabarit européen

du canal du Rhône au Rhin :

« Sans être méchant, je dois dire qu'il y a de la légèreté à jaire

des promesses, à prendre des engagements, à engager des pro-

cédures, sans avoir examiné

sérieusement le dossier financier

On n'a jamais débattu de savoir

qui paierait. Il y en a tout de

même pour 10 milliards de

qui m'ont précédé », a encore

souligné le ministre tout en

général de l'Association mer du

Nord-Méditerranée, vous écrit, à

projet de ligison fluvigie Scône-

Vous me semblez douter, dans

la question posée an ministre, de

« l'intérêt économique à long

terme » du projet. Vous paraissez

le juger « très coûteux ». Enfin.

vous craignez que les industriels

de la Ruhr en soient les premiers

bénéficiaires. Je note d'ailleurs

une contradiction apparente entre

cette dernière crainte et le doute

vis-à-vis de l'intérêt économique,

De multiples études, d'origines

diverses, ont ou être faites sur le

projet Rhin-Rhöne. Elles

concluent toutes à une renta-

bilité directe, du point de vue de

l'avantage coût de transport

faible (2 & 6%), mais positive.

L'intérêt économique à long terme

n'est pas chiffrable. Si l'on tient

compte des exemples, notamment

etrangers, du caractère omnimo-

del de l'axe tout entier, de l'évo-

lution des coûts de l'énergie, des

nécessités d'espaces industriali-

sables dans les vingt ans qui

vienment, l'on peut raisonnable-

ment affirmer que ce projet est

un investissement nécessaire au

régions traversées mais non suf-

fisant à lui seul. Je soutiens qu'il

est en plus indispensable falsant

par là un choix de caractère

politique, ce qualificatif étant

pris au sens non partisan du

terme bien entendu Aucune

étude, pour, d'ailleurs, aucun pro-

jet, ne peut remplacer le choix

politique Puis-je ajouter que le

gouvernement actuel d'après les

déclarations de ses membres les

plus compétents en la matière

(MM. Fiterman et Rocard) ne

projet, mais veut seulement en

rediscuter la place dans la hiérar-

chie des priorités, dans le cadre

du débat autour du schéme

Le coût de ce projet a été

estimé globalement par les meil-

leurs experts, ceux de la Compa-

gnie nationale du Rhône, à

10 miliards de francs. Est-ce

élevé, si l'on considère qu'il s'agit

d'une dépense étalée sur dix à

quinze ans, voire plus par le biais l

de l'emprunt ? C'est la encore un

directeur.

pas en cause l'intérêt du

Si celui-ci n'existait pas.

crainte serait également vaine.

propos du passage consacré au crés, mais :

ne lourne pur

« Je ne veux pas accuser ceux

«Le découpage en trente-six ille communes ne correspond pas à des entités significatives, disposant des moyens suffisants pour mener une politique autonome et dynamique. » Toutefois, le gouvernement a choisi de \* privilégier la concertation et la collaboration polontaire plutôt que les mesures de contrainte s, a rappelé M. Rocard.

Ville de Paris a donné, le mercredi 20 janvier, un avis favo-reble au projet du Taller de Ricardo Bofill pour le quartier

pour, une abstention et deux voix a entendu, pour la première fois, des délégués des associations du quatorzième arrondissement exposer les critiques qu'ils avaient Monde du 21 janvier) : absence de concertation préalable, architecture monumentale qui ne s'ac-corde pas à celle, plus modeste, du quartier, luminosité insuffisante de nombreux logements.

#### DES CRÉDITS POUR LA BRETAGNE

TRANSPORTS

l'utilité de l'ouvrage ».

Rhin-Rhône en 1983?

assurant qu'il n'avait, a « priori, de 1983. » — (Corresp.)

CORRESPONDANCE

LES MILLIARDS DU CANAL

Après la publication, dans nos des termes de la comparaison : éditions du 16 décembre, d'un apport du budget de 'Etat I la entretien avec M Charles Piter-S.N.C.F. ou hôpitaux, par exemple. man. ministre des transports, Il est sûr que c'est beaucoup par M. Marc Schreiber, secrétaire rapport à l'a effort de la nation

Plusieurs élus de Bretagne, dont, à ce titre, les ministres l'énergie et de la mer, et prési-

pas de raison de mettre en cause

Les représentants de la C.G.T.

et de la CFD.T. au comité éco-

nomique et social de Franche-Comté avaient le 18 janvier fait

des déclarations beaucoup moins nuancées sur l'utilité de ce pro-

jet. M. Piterman a confirmé qu'il

fallait a replacer ce projet dans un ensemble national » et déter-

miner des priorités, des choix, à l'intérieur d'un schéma des trans-

ports qui doit être défini avec la préparation du VIII Plan. « Il

faudra bien pour cela, a-t-il dit

toute l'année 1982 et une partie

en matière de voies navigables ».

pour reprendre des termes consa-

- Cet effort est juge nette-

ment insufficant par tous, y

compris le ministre actuel des

transports ou son prédécesseur

- Rhin-Rhône peut bénéficier

d'un financement spécifique, hors

budget des voies navigables par

autofinancement de la Compa-

gnie nationale du Rhône, à partir

d'une légère augmentation de .c

redevance que hii verse E.D.F.

pour la production d'hydroélec-

de la Ruhr participe de la même

hantise que celle concernant l'in-

vasion de la batellerie étrangère

grace à cette ouverture ou à la

supériorité de Rotterdam sur

Marseille-Fos, renforcée par cette

infrastructure: tout cela aurait

l'autoroute Mulhouse-Beaune en

1980, ou l'électrification de la

voie ferrée entre Mulhouse et Dôle

en 1970, voire même le triplement

1972. C'est faire beaucoup d'hon-

neur à la voie d'eau! Cela

témoigne aussi d'un singulier

manque de confiance dans la

capacité des industriels français

à concurrencer leurs partenaires

allemands, dans les bienfaits du

plan d'aide à la batellerie que

compte mettre sur pied le gouver-

nement, dans les possibilités de

Marseille-Pos, qui pourtant s'af-

firme prêt à lutter avec l'euro-

port du Nord. Le candidat Fran-

cois Mitterrand n'avait pas dit

antre chose au cours d'une inter-

view à Europe 1 dans le cadre de

la campagne électorale présiden-

tielle, en 1974; il avait indiqué

que, quant à lui, n ne manquait

pas de cette conflance et pronait

donc « un achèvement rapide de

l'axe fluvial mer du Nord-

. M. Lapautre, président du

Syndicat national des transpor-

teurs aériens. - M. René La-

pautre, président-directeur géné-

ral de la compagnie privée U.T.A.

a été élu président du syndicat

national des transporteurs aériens

en remplacement de M. Pierre

Giraudet, président d'Air France.

dont le mandat arrivait à son

Méditerranée ».

pipe-line sud-européen en

pu empêcher la réalisation de

Enfin, la crainte des industriels

tricité sur le Rhône.

dans le précédent septennat ;

dents de consella régionaux ont été reçus, le 22 janvier, par le premier ministre après son voyage dans cette région, 26 octobre dernier.

Le gouvernement a décidé de reconduire le plan d'amélioration des routes adopté par l'ancienne équipe gouvernementale en lui affectant 350 millions de francs. Il a aussi été décidé de continuer l'électrification des lignes de chemin de for soites Pennes. chemin de fer entre Rennes-Saint-Brieuc-Brest et celle entre Nantes-Lorient-Quimper et Brest, dont le financement a été évalué 2 milliards de france sur dix

n'a pas accepté, pour le moment, la proposition votés le 20 janvier par le conseil régional de Bretagne de construire une centrale aucléaire. Une centrele thermique, estime le gouvernement, ins-tallée probablement à Brest ou à Lorient dans les années 1985-1986 devrait satisfaire les besoins inergétiques de Bretagne. M. Raymond Marcellin, president P.R. du conseil régional de Bretagne, présent à cette réunion a fait part de sa « satisfaction mitigée, notamment en ce qui

concerne le nucléaire ».

En revanche, le gouvernement

Pas de séférendum vour l'aéroport de Francjort. - La Haute Cour du land de Hesse, en Allemagne fédérale, a repoussé l'initiative populaire portant plus de deux cent mille signatures et demandant l'organisation d'un ré-férendum sur le projet d'extension de l'aéroport de Francfort.
Les écologistes allemands se trouvent ainsi privés d'un moyen légal de s'opposer à la création d'une troisième piste d'envol. Après les graves affrontements qui avaient opposè les écologistes et les forces de l'ordre à la fin de l'an dernier, le phantier avait été formé dans le chantier avait été fermé dans un but d'anaisement. — (A.F.P.)

 Un militant antinucléaire condamné. - Le tribunal correctionnel de Bordeaux vient de condamner à quatre mois de prison avec sursis, sans inscrip-tion au casier judiciaire, M. Jean-Pierre Orreteguy, vingt-deux ans. étudiant et militant du comité antinuciéaire de Bordeaux Le vendredi 15 janvier, M. Orre-teguy avait dérobé à la préfecture de la Gironde et détruit publique-ment un dossier de l'enquête d'utilité publique d'EDF. portant sur l'installation de lignes à taute

● Les Halles : « L'aménagement des Halles est une affaire tension entre Cubnezais (Gironde) définitivement achevée pour moi sur le plan de la conception et les et Verfeuil : (Haute - Garonni) Pour expliquer son geste, M. Or-reteguy avait parlé de « solidartté avec ceux de Goljech » et de travaux seront terminés dans les délais prévus », a affirmé le maire de Paris. Les dernières consuitaa protestation contre une carications entre la Ville et le ministère ture de démocratie ». — (Corde la cuiture, entreprises afin de modifier plusieurs points du projet des Halles, notamment le dessin du jardin, après le refus de la commission des abords de donner un avis favorable à l'étude

## **SPORTS**

#### JOHN MCENROE ET CHRIS EVERT-LLOYD

et Chris Evert-Lloyd ont été monde pour 1981 par un jury d'anciens champions. McEnroe succède donc, à vingt-deux ans, à Bjorn Borg, qui avait été lauréat depuis 1978. Le jury masculin, composé de Donald Budge, Lew Hoad et Fred Perry, a conronné sans discussion possible le champion de Wimbledon, de Flushing-Meadow, et le principal artisan de la vingtseptième victoire des Etats-Unis en Coupe Davis.

La tâche du jury féminin, composé de Margaret Court-Dupont Athea Gibson et Ann Jones, était un peu plus délicate. Les quatre tournois du grand chelem ont ét! gagné en 1981 par quatre joueuses différentes. Chris Evert-Lloyd remporte dong, à vingt-sept ans, son troisième titre mondia pour as victoire à Wimbledon et ses participations à la finale de Melbourne et aux demi-finales de Roland-Garros et de Flushing-Meadow.

deuxièmes de finale de la Coupe de France, qui seront joués les 12. 13 ou 14 février, donneront lieu à trois rencontres entre clubs de première division Lens-Tours (à Rouen), Lyon-Strasbourg (à Dijon), Sochaux-Metz (à Epinal). Six matches opposeront des clubs de première et de deuxième division Nantes - Nœux-les-Mines ou Le Portel (a Lens), Laval-Quimper (à Rennes). Brest-Limoges (à Poitiers), Paris-Saint-Germain-Nimes (à Narbonne), Monaco-Martigues (à Marseille), Nancy-Mulhouse ou Neudori (à Strasbourg). Le Racing Club de France, qui opère en troisième division, jėtera son centenaire en rencontrant Saint-Elienne

#### Ile-de-France

### Les décisions du maire de Paris

- o La rue Saint-André-des-Arts ne sera plus réservée aux piétons
- L'aménagement du quartier des Halles sera terminé en 1985

En presentant, vendredi 22 janvier, au cours d'une réunion de presse, l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil de Paris, qui sera réuni mardi prochain (- le Monde - du 23 jan-vier). M. Jacques Chirac a parlé de plusieurs dossiers intéressant à la fois l'Etat et la Ville. Il s'agit de la sécurité dans les voies piétonnes, de l'aménagement des anciennes Halles, de la préparation de l'Exposition universelle de 1989

tant à créer une police munici-

pale, il n'en est pas question.

car il existe des secteurs pié-

posent un certain nombre de

problèmes, comme aux Halles, où la situation s'est améliorée récem-

ment, bien qu'elle soit loin d'être

En fait, ce n'est pas la toute première fois que la mairie décide

de retablir la circulation dans

une voie piétonne. Cette décision

a dějá étě prise, il y a quelques

années, pour la rue de Passy, dans le seizième arrondissement.

Là, c'étaient les commerçants de

cette artère très fréquentée qui

étaient partis en guerre, non plus contre les piétons, mais contre

le fait que leurs clients ne pou-

vaient ni circuler ni stationner.

Un terrain

pour l'Exposition universelle

Au terme de cette concertation,

olusieurs modifications ont eté

apportées La partie nord de l'im-

meuble Willerval, en cours de

construction le long de la rue

Lescot, a été « allégée » afin de

mieux dégager la perspective sur

Saint-Eustache, Mais cette déci-

sion fait peser ur l'opération un

surcout de 7 millions de francs.

Qui va payer? « J'ai demandé au

ministre de prendre à sa charge

cette dépense supplémentaire et

nous sommes actuellement en dis-

cussion pour trouper un compro-

mis. a A propos du jardin, l'accord

intervenu prévoit que la largeur

du mail planté sera reduite et ne

comportera plus que trois rangées

Enfin, la place, dessinée au pled

d'arbres an lieu de cinq prévues

de Saint-Eustache, sera rappro-

chée du chevet de l'église. « Main-

tenant, et quel que soit l'avis de

la commission des abords, depant

laquelle le projet doit repasser, les

travaux seroni exécutés lans les

délais prévus », a encore assuré

le maire de Paris. La première

tranche des travaux (c'est-a-dire

une partie du jardin) sera donc

achevée au début de 1983 et la

deuxième tranche (c'est-a-dire

l'ensemble du jardin et le tron au

L'exposition universelle et

pied de la Bourse de commerce

les Jeux olympiques. — M. Fran-

Mitterrand a récemment évoqué

la possibilité, pour la France,

d'accueillir les Jeux olympiques.

La Ville de Nice est candidate

la capitale le sera-t-elle? Pour

M. Chirac & si l'on veut organi-

ser les Jeux à Paris, cela coûtera

cher, très cher. Et ce n'est évi-

demment pas la Ville qui finan-

cera une telle manifestation ».

à sa charge la dépense, nous

verrons alors avec lui ce que nous

pourrons faire, a conclu le

maire en précisant que la déci-

sion ne pourra être prise, de toute

laçon, que par la prochaine muni-

A propos de l'exposition univer-

selle. M. Chirac a indiqué qu'il

avait recu M. Robert Bordaz à

qui le président de la République

tion (*le Monde* du 5 décembre).

a confié la chareg d'organiser la | leur envoi de texte une des dernières

préparation de cette manifesta- | dendes pour justifier de cette qualité.

Il a ajouté : « Si l'Etai prend

au d: but de 1985.

satisfaisante ».

parjaitement tranquilles.

les zones touristiques

et de l'éventuelle candidature de la capitale pour l'organisation des Jeax olympiques de 1992. Ces affaires et la construction d'un Opéra à la Bastille, comme le souhaiterait l'Etat, devraient être évoquées la semaine prochaine au cours d'une rencontre entre le maire de Paris et le ministre de la culture, M. Jack Lang.

M. Bordaz a demandé que la Ville Voies piétonnes : la rue Saint-André-des-Arts sera rendue provisoirement à la circulation. avait. « à contre-cour », écrit Bercy (12° arrondissement), Tolau préfet de police, pour lui demander de rétablir la circula-tion rue Saint-André-des-Arta. Une telle mesure avait été réclaterrains Citroën (15° arrondissement) sont des terrains, tous situés au bord de la Seine, auxquels penserait M. Bordas. Une telle exposition présente mée récemment par la commission d'arrondissement animée par pour la Ville un certain nombre M. Pierre Bas, député R.P.R. et adjoint an maire e Cette rue a chologiques et politiques, reconnaît M. Chirac. Elle permettrait une pocation naturelle à être une poie piétonne, mais aujourd'hui aussi d'engager de grands trala vie y est devenue insupportable et je ne peux laisser se développer quais de la Seine occupés par le à Paris des centres de voyouport autonome. Mais le maire n'a pas caché les inconvenients de l'opération. Ne risque-t-on cratis », a déclaré le maire, qui a ajouté : « L'Etat n'a pas mis en place, en effet, les moyens pas, en effet, de bloquer, et donc nécessaires pour jaire respecter l'ordre dans ces artères. Je dois donc en tirer les conséquences. » Est-ce la remise en cause des voies piétonnes à Paris. Pour le maire, qui se refuse pour l'ins-

lité : un grand parc à Bercy et les terrains Citroën, une zone industrielle et artisanale à Tolbiac par exemple. Pour répondre à toutes ces questions un groupe de travail représentants de la Ville et de l'Etat, vient d'être constitué. Apparemment il semble que M. Bordaz ait renonce, pour l'instart du moins, à organiser certaines manifestations de l'exposition en proche banlleue comme cela avait été envisagé à l'origine. On avait notamment parlé de Marne-la-Vallée et de Nanterre-La Défense.

JEAN PERRIN.

quitter la rue. Ce n'est pas trop tôt », affirme ce commercant de la rue Saint-André-des-Arts, en apprenant que la circulation allait ëtre rétablie. *= 11 étalt* insupportable, je dis bien insupportable, avec ces bandas de vovous qui couchaient aut la chaussée ou aur les trottoirs ». raconte encora cet autre boutiquier, qui ajoute : « Songez que, mol, je n'ouvre mon magasin que de 11 à 15 heures, heure à laquelle la situation devient inte-

Dans les étages des immeubles de l'ex-voie plétonne, on ne tarit pas d'histoires : • ils faisaient dans les couloirs tout ce que Fon peut imaginer et tout ce qu'il est possible de faire. »

M. Henri Minos, président du Comité de défense des habitants el travailleurs du quartier Latin, se félicite écalement de la déci-

sion de la municipalité. Il explique : . Le mai qui massacrati nos rues proches de la Seine. transformées en foire permanente, gegnait les rues voisines et, d'ici peu, le quartier Latin en son entier aurait connu la même

Alors, viva l'automobile ? - Ce n'est pas de gaieté de cœut qu'on la .retrouvera, déclare-t-on rue Saint-André-des-Arts, mais il vaut mieux ca que l'insécurité permanente. . D'autres espèrent qu' « on rétablira la circulation pendani quelques heures seulement. Aux heures critiques ...

C'est en décembre 1973 que la rue Saint-André-dea-Arts avait été réservée aux plétons, comme l'ant été depuis un total de soixantetreize voies de la capitale. On sait que le maire de Paris souhaite réaliser, dans le secteur des Halles, le plus grand centre piétonniar d'Europe.

#### **TENNIS**

Les Américains John McEnros désignes comme champions du la création de cette distinction en

FOOTBALL - Les trente-

#### initiale, viennent, en effet, de s'achever et un accord est

- Nantes, Miort, Paris. M. et Mme René Charbonness, Le docteur Pierre Charbonneau M. et Mme Jacques Charbonneau, M. et Mme Robert Charbonneau, Mes Bernard et Marie-Thérèse Charbonneau. Jean-Romé Charbonneau. son épouse et ses sœurs.

Le docteur Michel Dabeaux et Mme. Ses nombreux petits-enfants. arrière-petits-enfants, neveux, nièces, Les familles Ernoul Marcireau du Foresto. Et ses amies de la résidence, ont la douleur de faire part du

#### Mme la générale Jean CHARBONNEAU.

née Antoinette Dabeaux. rappelée à Dieu, le 32 janvier 1982, dans sa quatre-vingt-treizième année (10, passage Louis-Levesque, à Levée de corps le lundi 25 janvier.

à 10 heures, à Nantes. Cérémonie religiouse église Notre-Dame de Miort, le même jour, é 14 h. 30. Inhumation cimetière ancien de Niort.

34, rue de la Bastille. 44000 Nantes. 12, rue Charles-Gounod. 79000 Niort.

- Catherine et Pascal Midavaine. Laurence et Robert Kopeiman. ses enfants. Yan, Ananda, Baki, David et Louis ses petits-enfants, Ses neveu et nièces. Et toute sa familie

Jean Hugues, La galerie Le Point-Cardinal et ses attistes. ont la douleur de faire part du décès de

#### Mme Hélène DRUDE.

survenu à Paris, le 22 janvier 1982 dans sa cinquante-neuvième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 26 janvier, à 10 h. 30 an l'église Saint-Germain-des-Près (place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6"), sulvie de l'inhumation au cimetière Sainte-Maria du Hayre. vers 16 h. 30. Cet avis tient lieu de faire-part. 20, rue du Renard 75004 Paris. R 3 Box 86 E Sunlit Hills. Santa Pe 37501, Nouveau-Mexique,

Nos abonnes, bénéficiant d'une ré-

duction sur les insertions du . Carnet

de Mondo », sous priés de joindes à

(U.S.A.). 3, rue Jacob. 75006 Paris.

s'est éteinte en son domicile, le 21 janvier 1982, à l'âge de cinquantedeux ans.

De la part de : M. Nourhan Guendjian. Miles Maritan et Priscille Guendjian.

Mme NOURHAN GUENDJIAN. née Jacqueline Mouzon

CARNET

ses enfants, Sa sœur. Colette Mouson Et de toute la famille. La cérémonie religieuse, célébrée le lundi 25 janvier 1982, à 11 heures. en l'église Notre-Dame de Bellevue. sera suivie de l'inhumation au

MI fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part. 56, route des Gardes. 92190 Meudon

cimetière des Longs-Réages de

Mme Lucien Piessis, son épouse, Ses enfants. Sa famille et ses amis, font part du décès de

Meudon.

Lucien PLESSIS survenu le 15 janvier 1982, à l'âge de solzante ans. Les obsèques ont eu lieu à Limours, le 20 janvier 1982, dans la plus stricte intimité familiale. 37, rue Molière. 91470 Limours.

dans le combat contre le nazisme ont le profond chagrin de faire part de la mort, survenue à Jérusalem. le 19 janvier 1982, dans sa solvantadix-hultième année, de Leopold TREPPER l'ancien chef

- Ses amis et ses compagnons

de l'Orchestre rouge. C'est avec une grande émotion qu'ils lui disent adien...

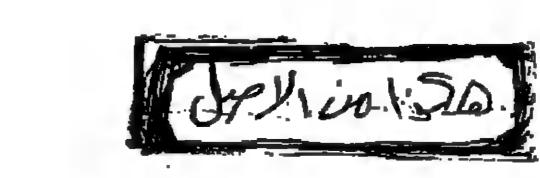
#### Remerciements

- Mme Octave Horon Ses enfants, petits-enfants. Et toute la famille. très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Octave HORON. adressent leurs sincères remercie-

#### Communications diverses

- Sous l'égide de l'Alliance catholique savoisienne (6-8, rue du Cloftre-Saint-Merri, Paris), la fête de Baint-François-de-Sales se ra célébrée la dimanche 31 janvier, à 9 h. 45, en l'église Baint-Merri (Puris-4°), au cours d'une messe présidée par Mgr Feidt, évêque auxiliaire de Chambery. Le groupe folklorique savoyard L'Allobroge assurera la



### Allongement des vacances de février

#### Concertation locale pour la création de nouvelles stations

Démocratiser le loisir de neige tous les aménagements qui pour-et promouvoir une nouvelle poll- raient être apportés à ce systique d'équinement de la mon- tème a tagne à l'écoute des élus sont les deux principaux thèmes que devait développer M. André Henry, ministre du temps libre, le samedi 23 janvier en inaugurant les mstallations « tourisme de neige » de la station d'Auron (Albes-Maritimes).

« La réduction du temps de travail et la cinquième semaine de congés payés ainsi que l'institution du chèque-vacances sont autant de mesures qui illustrent cet objectif majeur du gouvernement que constitue la démocratisation des loisirs de neigen. devait déclarer M. André Henry. Dans ce but, le ministère du temps libre se propose d'augmenter les aides à la petite et moyenne hôtellerie tout comme les subventions aux villages de **Vacances** 

Il faudra d'autre part adjoindre au ski alpin une gamme d'activité de loisirs capable d'élargir l'attrait de la montagne comme la randonnée pédestre de neige, les sports de glace et, bien sûr, le

ski de fond. «Ce problème du ski de fond. devait souligner le ministre du temps libre, qui engendre des charges supplémentaires d'aménagement et d'entretien des pistes. a donné lieu à l'instauration d'une vignette facultative dans certaines communes Je suis prêt à examiner avec les responsables et les élus les résultats des expériences menées ici et là et à rechercher

« Il ne suffit pas d'améliores les conditions d'accueil en montagne, deveit préciser M. Henry, faut aussi diminuer les contraintes du calendrier et les

difficultés de l'étalement des

vacances en raccourcissant les

vacances d'été au profit de celles

de sévrier et en metiant tout en

œuvre pour maintenir les entre-

prises en activité tout l'été. » Enfin, M. André Henry a décidé d'organiser cinq journées de concertation avec les élus de la montagne et les responsables des stations pour réformer « la procédure excessivement centralisée des unités touristiques nouvelles et l'adapter aux nouvelles structures décentralisées qui seront bientôt mises en place. Cela favorisera une conception et une mise en œuvre globales, massif par massif, vallée par vallée, d'un aménagement répondant en priorité aux besoins des montagnards.

 Deux nominations au ministère du temps libre. — M. Henri Alexandre, inspecteur principal de la jeunesse, des sports et des loisirs, vient d'être nomme conseiller technique auprès du ministre du temps libre. Mile Marie-Claire Cavadini est nommée. d'autre part chef du secrétariat particulier du ministre du temps libre (Journal officiel du 23 janvier).

#### **SCIENCES**

#### AU COLLOQUE DE L'ASTEO

### Le réalisme remplace l'«illusion lyrique» dans les discours officiels sur l'océanologie

« Au cours des quinze dernières années, le thème de « l'Océan. cle de l'avenir du monde » a jait l'objet d'un discours abusif. les polymétalliques et l'énergie certaine déception que suscite la pauvreté des résultats économiques obtenus jusqu'ici par la France: aucune découverte pétrolière dans notre zone économique [qui couvre une dizaine de millions de kilomètres carres] : un désicit commercial des produits de la pêche qui ne cesse d'auomenter (3 milliards de france en 1980); une pollution mal maitrisée. La vérité est que le monde marin, milieu complexe et aléaioire, est encore très mal connu: qu'il importe, pour mettre en œuvre notre effort de recherche et de developpement. d'en tenir le plus grand compte (...) et qu'enfin l'organisation des moyens consacrés à l'océanologie mérite d'être ajustée en fonction

de ce contexte. » Par cette déclaration. M. Roger Lesgards, directeur adjoint du cabinet de M. Jean-Pierre Chevenement, ministre de la recherche et de la technologie, a surpris les quelque trois cents particlpants du dixième colloque organisé à Paris du 20 au 22 tanvier par l'ASTEO (groupement interprofessionnel pour l'exploitation des océans) : le réalisme remplace enfin a Pillusion lurique » dans les discours officiels sur l'océanologie.

Le raisonnement est logique on connaît encore très ma l'océan. Il faut se limiter, pour le court terme, à deux secteurs dont le développement est réellement urgent pour l'économie française et évaluer les autres grands domaines afin de définir si, à movenne ou longue échéance. ils peuvent devenir des objectifs industriels et commerciaux. Il s'agit de la pêche (y compris la conchyliculture) et du pétrole off shore qui sont, pour le ministère de la recherche, les deux prioritaires à cour secteurs

développer la première l'Institut scientifique et technique des péches maritimes (I.S.T.P.M.), qui devra être modernisé et « dynamisé », bénéficiera, dès cette année, d'une forte augmentation de ses crédits (93 millions de francs en 1983, 57 millions en 1981), évenprélevés sur l'enveloppe recherche du munistère de la mer, et le cinéma l'Arvor, propriété de de quinze postes supplémentaires. l'archeveché, qui en désaccord Quant au pétrole off shore, qui, depuis longtemps, bénéficie des efforts du comité d'études pétrolières, il convient d'en intensifier la prospection sur le plateau continental français.

Pour les objectifs à moyen terme (à borizon 1985-1990 ou 1995), il a été prévu d'avancer l prudemment par étapes : seules des études permettront de faire ultérieurement les choix raisonnés indispensables. Ainsi l'aquaculture de nouvelles espèces marines fera-t-elle, très prochainement, l'objet d'un audit mené sous la direction du professeur Constant Burg, ancien directeur

général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). Ainsi les nodud'études de faisabilité technique et économique, et le dépôts sulfurés des sources hydrothermales sous-marines d'investigations approfondies. Enfin. le petrole des mers profondes, la conception des aménagements littoraux avec son corollaire de l'exploitation des zones côtières complètent la liste des objectifs

moven terme. Dans le long terme sont inclu-Ses les recherches fondamentales sans lesquelles le milieu marin ne peut être ni connu ni maîtrisé Les crédits du Programme interdisciplinaire de recherche océanographique (PIRO) seront augmentes de 35 %. Cette politique suppose des reformes de structures qui ne

sont pas encore arrêtées. Toutefois, on sait dès à présent que le ministère de la recherche animera et coordonnera lui-même l'océanologie. Il veut arriver à une meilieure concertation entre les chercheurs des divers organismes et les industriels travaillant sur l'océan, l'ASTEO, selon M. Lesgards, pouvant être un Interlocuteur industriel fort utile. Le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO) conservera la maitrise d'œuvre des programmes complexes et sera ainsi en mesure de faire mürir des idées et de présenter des propositions pour l'avenir. Ses moyens sont déjà nettement accrus : 400 millions de francs en 1932 (300 millions en 1981) et trente-huit emplois supplémen-

YYONNE REBEYROL

taire.

 Les frères musulmans et le pape copie. - Le cheikh Omar Telmessani, guide suprême des frères musulmans égyptiens, a affirmé, le jeudi 21 janvier, qu'« il souhaitatt la reintégration dans ses jonctions du pape conte orthodoxe Chenouda III ». condition equ'il ne soit qu'un chet religieux ». Chenouda III avait été destitué en septembre par Sadate, qui lui reprochant d'avoir « voulu être un chej temporel ». — (A.F.P.)

se propose d'acheter ou de louer avec la programmation (le Monde du 21 janvier) envisage sa fermeture. L'Arvor deviendrait saile municipale et serait confiée par contrat à l'association qui l'anime actuellement, — (Corresp.)

 Un séisme de magnitude 6,5, suivi de nombreuses répliques, s'est produit le 20 janvier dans les iles Andaman et Nicobar, territoire indien situé dans le golfe du Bengale. Les dégats materiels sont importants et on s dénombré quelque cent cinquante blesses parmi la population, qui totalise, dans les deux archipels, une centaine de millier de personnes — (AFP)

#### **JUSTICE**

#### AUX ASSISES DES BOUCHES-DU-RHONE

#### L'évocation du génocide des Arméniens en 1915 domine le procès de M. Max Kilndjian

De notre envoyé spécial

attaque. Tel est le dossier des faits

il y a le reste et, pour commencer,

l'arménité de M. Kilndiian, A que-

rante ans, sous une coiffure à la

Brutus, chacun s'accorde à voir en

lui un homme pétri de qualités, ou-

vert, disert, cultivé, violoniste à ses

heures. Né à Marseille, il y a grandi

comme bien d'autres de la « seconde

génération - auxquels les parents,

arrivés dans les années 20 avec leur

triste condition de réfugiés déracinés.

ont racontá ce qui fait la mémoire

de ce peuple et de son malheur. Ce

qu'a entendu Max Kilndjian, sa mère

et son frère aîné sont venus le dire.

La mère, sojxante-dix ans : - Les

Turce sont venus. Ils ont pillé, volé.

lla ont brûlé la maison et ma grand-

mère a brûlé vivante dans la maison.

Elle criait. Je l'entends encore. Après.

on est parti. On s'est caché dans les

montagnes, sans nourriture. On a

marché quinze jours. On nous a mis

dans un baleau. On s'est retrouvé

dans des camps. Et puis, finalement,

on est arrivé à Marseille, où il a fallu

Le frère, Serge, quarante-six ans

Mon père est ici mais il n'était

pas en état de venir parier. Je parie

pour lui. C'était dans l'été 1915. Les

gendarmes turcs sont venus, ils ont

encerció le village. Toute la popu-

lation a été rassemblée sur la place

tout le monde doit être déporté dans

une autre vallée. On les a emmenés.

lis sont arrivés sur l'Euphrate jusqu'à

un pont où on ne laissalt passer que

les temmes et les enlants en bas

age. Mon père, qui avait quatorze

ans, a quand même réussi à passer.

Quand il s'est retourné, il a vu que

ceux qu'on avait retenus, les Turcs

étaient en train de les décapiter à

la hache. Son père, son grand-père

sont morte comme cela. De douleur,

des temmes, des filles se jetaient

dans le fleuve. Les survivants ont

continué de marcher pendant des

semaines et des mois. On achevait

ceux qui ne pouvaient plus avancer.

lls sont arrivés jusqu'au désert, dans

ces fieux terribles qui, pour le peuble

qu'Auschwitz et Treblinka pour le

M. Serge Kilndlian a alors montré

une Bible : . Vollà le seul objet que

mon père a pu ramener, le seul lien

avec notre passé car on y inscrivait

toutes les naissances, tous les

Il a parié aussi de ce monument

que la communauté arménienne vou-

lait élever, en 1973, à Marseille, à la

mémoire de ses morts et contre

'inauguration duquel la Turquie pro-

testa en rappelant son ambassadeur.

a enchaîné pour dire lui aussi com-

bien il fut choque par cette attitude

et que, dès lors, pour lui, « il n'était

plus possible de ne pas aider la

La situation actuelle, a-t-il alouté.

découle de cette attitude négative de

la Turquie. Mes parents sont des

rescapés du génocide. Ils ont espéré

un mot de regret du gouvernement

turc. Il n'est pas venu. Vollà pourquoi

řai accepté ďaider ceux qui luttent. »

blic, représenté par M. Paul Pascal,

ne s'est pas fait entendre. Mals pas

davantage non plus Mº Alain Vidal-

Naquet, constitué partie civile au nom

de M. Turkmen, blen que ce demier

alt fait sevoir après l'attentat qu'il

n'entendalt pas intervenir dans l'af-

faire. C'est ce qui a fait dire à

M° Leclarc que « la véritable partie

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

civile est, en fait, l'Etat turc ».

Jusqu'à présent. le ministère pu-

résistance arménienne ...

Alors, dans le box, Max Kilndjian

arménien, sont la même

peuple juit. .

décès. =

de l'église. L'ordre a été donné

travailler dur. »

Aix-en-Provence. — Dans ce qui est devenu aujourd'hui en France la question arménienne, comment situer le procès de M. Max Kündijan, accusé d'apoir tenté d'assassiner à Berne, le 6 février 1980. M. Dogan Turkmen, ambassadeur de Turquie en Suisse?

Ce n'est pas simple et pour plusieurs raisons. D'abord, M. Kilndjian n'est, ni de près ni de loin, un homme de cette Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA) qui occupe le devant de la scène par ses attentats contre des biens dans différents pays dès lors que l'un ou l'autre des siens y est jugé ou s'y trouve détenu. Ce ne sont pas les Arméniens de ce bordlà qui apportent leur soutlen à M. Kilndilan. Ceux qui se tiennent rassemblés devant le palais de justice d'Aix-en-Provence, où il est jugé depuis le vendredi 22 Janvier, se contentent d'avoir à la main banderoles et pancartes et d'écouter, sans ori ni murmure, l'exposè de ce qui se passe dans le prétoire et que vient, d'heure en heure, leur faire un de leurs représentants. Ce sont

#### LURIDIQUE

Aix-en-Provence. - Pourquoi M. Kilndjian est-il jugë par les assises des Bouchesdu-Rhone, alors que les faits reprochés se sont déroules à Berne? La situation juridique est celle prevue par l'articie 689 du code de procédure pénale, selon lequel un ressortissant français peut être poursuivi et jugé par les juridictions françaises s'il s'est rendu coupable, en dehors du territoire de la République. d'un fait qualifié crime. Des lors que, après l'attentat de Berne, M. Kilndfian avait eu la possibilité de regagner Marseille, il ne pouvait être extrade en sa qualité de ressortissant français. Après son autorités suisses. l'information judiciaire fut donc confiée à un juge d'instruction du triburtal de Marseille, son lieu de résidence, et, s'agissant d'un crime, la cour d'assises des Bouches-du-Rhône était la juridiction compétente pour

des membres ou des sympathisants du vieux parti socialiste armenien Daschnak ou du Comité de défense de la cause arménienne (C.D.C.A.) qui en est une émanation. Pour eux. t'ASALA fait fausse route dans son extrémisme et son terrorisme aveugle. Mais il est vrai aussi que cette tendance n'exclut pas l'action violente à condition qu'elle vise uniquement des diplomates turcs, les représentants d'un Etat qui refuse la reconnaissance du génocide arménien. Ainsi font d'ailleurs les « Justiclers du génocide », dont le Tainar comme le C.D.C.A. approuvent les actions. Ici commence ce qui peul apparaître une équivoque. Car M. Klindjian non seulement déclare n'être adhérent à aucune organisation arménienne, mais encore nie formellement avoir été l'auteur de la tentative d'assassinat qu'on kai

|| a même cette réflexion : = Je n'ei iamais tiré sur personne. Je ne sais même pas si, pour la cause arménienne, le serais capable de le

laire. - Alors ? Là encore la subtilité prend sa place. Tireur, non. Male partisan de la cause amménienne, oul. S'il assure ne pas être l'auteur des cinq coups de feu tirés sur M. Turkmen qui, par miracle, ne lut pas atteint, il reconnaît s'être rendu à Berne, à plusieurs reprises, et y zvoir loué notamment le volture qui servit à l'attentat en ignorant toutefois, assure-t-il, qu'elle devait v servir. Aveu obligé dès lors qu'il avait loué la voiture à son nom.

#### Témoignages

sur le fil du rasoir qui s'impose à et Patrick Devedjian. Il leur a fallu. vendredi, se battre contre des témoignages, plus ou moins précis, pour certaines, disent que celui-ci ressemblait, à 80 %, 90 % ou 100 %. selon les cas, aux photographies de M. Kilndilan qu'on leur présenta, On a discuta, et ferme, avec ceux qui le virent sans lunettes alors qu'il en porte, sans moustache alors que la sienne ne passe pas inapercue. Le plus redoutable de ces témoins. parce que le plus tranquille, le plus sourient et le plus difficilement critiquable aura été M. Kenneth Robinson, employé à l'ambassade de Grande-Bretagne, à Berne, d'où sortak M. Turkmen au moment où il fut Onno, trente-huit ans, Patrick

#### devant la onzième chambre correctionnelle du tri- recettes d'exploitation sur deux e Non monsieur le président, je n'ai plus de ressources. Ce sont des amis qui m'aident. Ils paient

le téléphone. Je suis obligé de faire face. Cela m'est difficile avec des dépenses que févalue entre 6 000 et 10 000 francs par mois. » M. Jean-Claude Boussac bebite

à Neutily-sur-Seine, M. Marcel Boussac y habitait eussi, même boulevard. Un duplez de 600 mètres carres.

« M. Jean-Claude Boussac, dira plus tard le président, un peu de pudeur, s'il vous plait. » Il n'y a, en effet, pas de quoi pavoiser aujourd'hui, même si cette affaire d'infraction à la législation sur les banqueroutes, sur les S.A. et sur les S.A.R.L., qui valait comparution en droit commun à l'infortuné héritier d'un empire désintégré, n'est vraiment que broutille à côté de ce qu'elle laisse supposer. Broutille essurément. Quelques chiffres : lorsque le groupe Boussac tombe, en 1978, le trou est énorme. 792 millions de francs ou, pour revenir à cette monnaie plus parlante des temos glorieux de « M. Marcel ». 79 200 millions d'anciens francs. Cela « cause » davantage dans les foyers vosgiens et dans les usines du Nord, où quatorze mille personnes ont risqué leur emploi. 79 200 millions d'anciens francs un assez joli passif, cinquanteneuf sociétés sur les quetre-vingts du holding Boussac en liquidation de biens, une armée d'experts pour tenter de démêler ce scandale tissé main.

#### « Valise »

Or, si M. Jean-Claude Boussac est devant les tribunaux ce vendredi 22 janvier, c'est vraiment pour un épisode tout à fait secondaire, une simple affaire de quelques millions - 500 millions d'anciens francs à peine, consecrés, en pleine déroute, à la promotion des loisirs au sein du groupe. Autrement dit, aux loisies du patron, à cet amour immodéré porté par M. Jean-Claude Boussac non sux cheveux mais aux bateaux. Selon le mot de Claude Capra comptable et directeur finan. 'm du holding, coinculpé, le patron en effet décida de s'offir une « valise », terme surprenant pour un yacht.

Le 25 février 1976, le groupe Boussac s'enrichit donc d'une nouvelle société : la S.A.R.L. Loca Service et Huin (LSH), dont la gérance est conflée à Mme Anne-Marie Hum, aujourd'hui inculpée, le capital 20 000 francs, à la famille Huin, madame, monsieur et les deux enfants, cinquante parts chacun. L'objet est simple : achat. location et vente de matériel et de bateaux ». Bref. une familie prête-nom, un capital fourni en espèces par M. Capra et un objet fort vague. Le 23 mars, la L.S.H. achète yacht. le Borak, 22 mètres long, 620 chevaux, pour le prix modique de 1 230 000 francs environ. Pour ce faire, la société a recu ce que l'on pourrait appeler pudiquement des aides de deux sociétés de la nébuleuse Boussac la SIBE (Société industrielle de Bainville-sous-l'Eau) et la S.A. Economie textile (Ecotex), qui accordent. de décembre 1976

février 1978, une aide totale de 2700 000 francs, soit à titre d'« avances ». soit en factures sans objet. Toujours dans le même souci la promotion des loisirs, et notamment l'entretien du Borak et d'un autre bateau le Locris, qui coutera 670 000 francs en deux ans. Sans parler des frais de personnel et de l'entretien des prête-nom.

De toute évidence ce blais ne

### Cinq condamnations pour des viols et des attentats à la pudeur

La cour d'assises de la Moselle a condamné, vendredi 22 janvier. à ringt ans de réclusion criminelle Bertrand Fendt, trente-trois ans, accusé d'avoir commis, entre 1975 et 1978, cinquante-sept crimes de mœurs et délits. Ancien C.R.S. exclu de la police en 1975 pour avoir tenté d'abuser d'une fillette, à Strasbourg (le Monde date 25-26 juin 1978), Bertrand Fendt comparaissait pour la deuxième fois devant les jures de la Moselie Condamné, le 5 décembre 1980, à la réclusion criminelle à perpétuité, l'accusé avait vu cette decision annulée par la Cour de cassation, en vertu des modifications du code pénal intervenues pendant la période exécutoire du jugement.

La cour d'assises de la Marne, pour sa part, a condamné, le 22 janvier, à dix ens de détention chacun, pour a attentat à la pudeur sans circonstances atténuantes et avec abus d'autorités - en raison de leur qualité de fonctionnaires de police, au moment des faits. — trois gardiens de la paix de Reims, Roger

Egly, trente et un ans: et Jean Delanghe, trente-trois ans. Durant la muit du 11 au 12 septembre 1980. les trois policiers avaient trouvé, lors d'une patrouille. Mme Joëlle Prame, agee aujourd'hui de trente ans, qui s'était enfuie du domcle de son ami après que celui-ci l'eut frappée (le Monde du 23 septembre 1980). La faisant monter 2 bord de leur véhicule de service les gardiens de la paix s'étalent dirigés vers un endroit désert de la banlieue remoise pour lui faire subir, selon la plaignante, e des violences ». Les furés n'ont pas toutefois, retenu le orime de viol et ont admis la version des accusés, qui ont affirmé s'être bornés à « des ationchements ». Enfin, le tribunal de grande instance de Montauban (Tarn-et-

Garonne) a condamné, le 20 jan-vier, à dix-huit mois de prison M. Christian B., agé de trente-cinq ans, accusé d'avoir violé son épouse. Le 1° juin 1981, M. B., l'avait ordonné s'était rendu au

#### AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS

Les loisirs de M. Jean-Claude Boussac

De la déconfiture comme un suffira pas pour subvenir aux des beaux-arts. M. Jean-Claude besoins de la L.S.H., qui, durant la même période, enregistre, en Il fallut donc trouver un autre moyen, un abus de biens socianz encore plus radical: le prélèvement sur recettes au sein de la société S.A. Ecotex. Cette société de distribution comptant un certain nombre de magazine et de boutiques, il fut décidé, sur instruction expresse de M. Capra. de « centraliser » les recettes en espèces réalisées dans ces points de vente au bénéfice de la CIFT. la maison mère. De 1976 à 1978. 3 400 000 francs devalent ainst être « prélevés ». Une partie de cette somme, 650 000 francs, servit à la S.A. Ecotex pour se régler elle - même une dette de la société de loisirs. Quant au reste. 2.8 millions de francs, il arriva M. Jean-Claude Boussac. Cest du moins ce que devait affirmer un autre inculpé, M. Jean Grassi, P.-D.G. de la S.A. Ecotex et directeur général de la SIBE, qui s'en rint à l'audience raconter comment il prit, à plusieurs reprises, le train Epinal - Paris avec une précieuse valise pour en remettre le contenu sous enveloppe fermée soit à M. Jean -- Claude Boussac, soit à M. Claude Capra,

#### Yacht et relations publiques

niera avoir recu ces fonds.

charge pour lui de faire sulvre.

M. Jean-Claude Boussac, lui,

Bref. de 1976 à 1978, la société LSH aura un bilan éloquent dépenses: 5 millions de francs. recettes: 257 000 francs. Le fameux yacht Borak sera revendu 1 300 000 francs en septembre 1977 à un M. Tchablakian qui oubliera les factures d'entretien. envira 1 million de francs. Mais il est vrai comme le rabpellera le président du tribunal. que la société de M. Tchblatian était logée dans un immeuble Boussac, et que ce rachat put sembler à beaucoup « fictif ». C'est une affaire à peu près inabordable pour le commun des contribuables. Seuls les experts se délecteront dans ce maquis pour enfin laisser tomber leur verdict : comptabilités irrégulières et incomplètes, présentations de bilan inexactes, abus de biens sociaux banqueroute par dirigeant social.

On est, on le voit, assez loin de l'objectif assigné en d'autres temps par M. Jean-Claude Boussac an cher Borak : « Le bateou. c'était, comme les chasses de Marcel Boussac, pour faciliter les relations publiques. » Voilà au moins qui est fait. Réquisitoire et plaidoirle le mercredi 27 janvier.

PIERRE GEORGES.

#### Inculpé d'abus de confiance et d'escroquerie

#### LE DIRECTEUR DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE SAINT-GER-MAIN-EN-LAYE EST ÉCROUÉ.

Le directeur général de la caisse d'épargne et de prévoyance de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), M. Robert Antoine-Jouaux. cinquante-deux ans a été inculpé le vendredí 22 janvier, « d'abus de confiance et d'escroquerie ». par M. Jean-Pierre Goudon, premier juge d'instruction du tribu-nal de Versailles, et écroué à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy. Une enquête ordonnée en mai 1981 par l'inspection générale des finances et la direction du Trésor aurait établi que la caisse d'épargne, dont M. -Antoine-Jouanx était le directeur général depuis dix ans, contrevenait délibérément aux reglements, notamment en matière de plafonnement des dépôts, pratique dont quelque deux cents clients auraient illicitement bénéficié.

M. Antoine-Jouann annait été lui-même possesseur d'un « livret A > d'un montant de 450 000 F. soit près de dix fois plus que le maximum autorisé. On lui reproche également d'avoir octroyé des prêts à des taux de l'ordre de 5 % des membres de sa famille dont deux de ses trois filles. employées dans l'établissement, et de s'être accordé des primes exceptionnelles. La Caisse d'épargne de Saint-Germain-en-Laye groupe une

vingtaine d'agences. On estime à environ 2 milliards de francs le montant total des sommes qu'elle avait en dépôt durant l'exercice

· Les administrateurs hidiciaires sont appelés à fermer, lundi 25 janvier, leurs études par l'Association nationale des syndics et administrateurs fudiciaires de France après l'assassinat. le 18 janvier, d'un de leurs confrères, M. Charles Benes. M. Benes, syndic près des tribunaux de Nanterre, a été assassiné qui supportatt mal de vivre sépare par un ancien restaurateur qui le de sa femme comme le tribunal rendait responsable de ses ennuis commerciaux après une liquidadomicile de celle-ci et l'avait tion judiciaire (le Monde du

## se Monde

La revanche des immissis

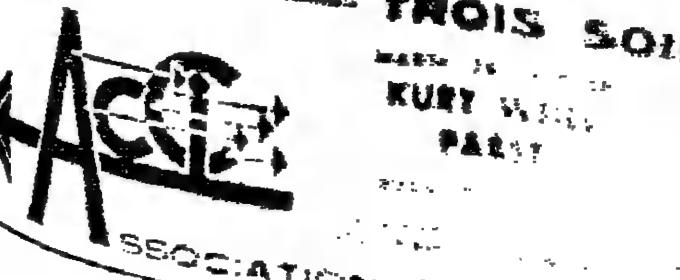
the frames. It makes the second to the secon

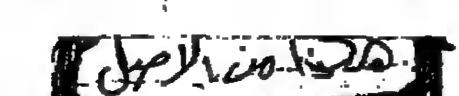
American State of the American

The first of the second of the second the end on the real Reservoir and And the state of the second tiebe tagen und bei be fo fin ficht dente the transfer of the last The second of the Property and Budden auf in in an a betrieben bei The state of the state of the The state of the s The same of the same of the same of the tierre bei Contra eine Rafte und The fire parties of the parties after 

The property of the Cate attended







#### CINÉMA

#### «LES FANTASMES DE MADAME JORDAN» de Dusan Makavejev

## La revanche des immigrés

Que le bei et ardent Montenegro

(Svetozar Cvetkovic) excite Mn Jor-

femme frustrée naviguant entre deux

étrangers, prend une revanche évi-

dente, en partie par la sexualité, en

l'échelle sociale les place.

d'une certaine immigration.

\* Voir les films nouveaux.

MUSIQUE

un humour décapant, le problème

JACQUES SICLIER.

Tourné à Stockholm, en 1981, ce film du cinéaste yougoslave Dusan Makavajáv, présanté, au demier Festival de Cannes sous pavillon suédois, s'appelait, alors Montenegro ou perles et cochons. Titre moins « commercial », évidemment, que Les fantasmes de Madame Jordan, assorti. sur les plaçards publicitaires, d'une référence à Sweet movie, « chefd'œuvre du cinéma érotique ». Ces méthodes ne sont pas nouvelles mais enfin, les spectateurs ont le droit d'être mieux informés.

Chez Makavejev, l'érotisme n'est pas une fin en soi. C'est - on l'avait bien vu dans W.R. les mystères de l'organisme et, surtout, dans Sweet movie, - un élément de provocation, de révolte politique contre l'ordre bourgeois des pays capitalistes et le puritarisme des pays socialistes. En s'aventurant dans le « paradis suédois », Makavejew n'a pas renoncé à son inspiration habituelle, mais il traité l'érotisme par l'absurde, et cela change queique peu les perspectives,

Epouse américaine d'un homme d'affaires suédois, Marilyn Jordan. pour avoir manqué l'avion qui devait l'emmener au Brésil avec son mari, se retrouve en compagnie d'une jeune immigrée yougoslave, Tirke, et d'un jeune homme, Montenegro, dont elle avait remarqué, au 200 où il est employé, la virilité fascinante. Elle va vivre, dans un boui-boui, une aventure bizarre.

Makavejev a conduit son scénario sur un renversement des valeurs sociales. Sortie du confort feutré, ennuyeux, où seul son beau-père, qui se prend pour Buffalo Bill et veut se remarier à quatre-vingt-quatre ans, apporte une note de folie douce, Marilyn Jordan est totalement a investie » (et ce qu'elle représente avec elle) par la mentalité bohème, les mille et un tours des immigrés et des métèques », travailleurs ou non.

#### Des abonnements à prix réduit pour les spectateurs de cinéma

La Fédération nationale du cinéma français, le ministre de la culture, le ministre de l'économie et des finances vienneut de signer un accord qui prévoit la mise en place d'ici deux mois d'un système d'abonnements à prix réduit dans les salles de cinéma.

La réduction serait de 30 %, valable tous les jours de la semaine (y compris les samedi et dimanche) et compléterait celle déjà appliquée le lundi et. dans certains cas, en faveur des personnes âgées, des étudiants, des chômeurs, des comités d'entreprise. D'autre part, le rythme d'augmentation du prix des places devrait être ralenti en 1982.

#### **EDITION**

#### Création da livre

Un « observatoire des prix » du livre, placé auprès du directeur du livre, vient d'être créé - pour veiller à la pleine application de la loi sur le prix unique du livre », a annoncé vendredi 22 janvier un communiqué

Cette initiative a été prise par MM. Jack Lang, ministre de la culture, Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, et Mª Catherine Lalumière, ministre de la consommation.

L'animation de ces travaux sera assurée conjointement par la direction générale de la concurrence et de la consommation et la direction du livre, indique le communiqué, qui précise que les professionnels du livre y seront étroitement et régulièrement associés.

Cet - observatoire des prix », qui tiendra une réunion mensuelle, aura pour mission d' « assurer le respect des engagements de stabilisation et de modération des prix souscrits par les éditeurs, d'informer l'opinion sur l'évolution des prix des livres et de leurs composantes. d'analyser les marges des distributeurs et d'encourager les efforts entrepris par les éditeurs pour abaisser les prix d'un grand nombre d'ouvrages -

#### LES FILMS FANTASTIQUES AU FESTIVAL D'AVORIAZ

## Petite semaine

« exploitent », 'd'une certains Comme à l'accoutumée, à Avomanière, la société de consommariez, les Etats-Unis sont largement représentés. La Galaxie de la terreur, de Bruce Clark, est un ersatz d'Alien et n'a de terrifiant que son dan (Susan Anspach, remarquable en absence de scénario. On peut dire la même chose de la Ferme de la terunivers), cela ne fait pas de doute. reur, sauf que le film de Wes Craven Mais le monde des immigrés, des n'a rien de commun avec Alien.

L'un des rares intérêts de Ghost

Story (le Fantôme de Milburn) est partie par les mauvaises manières et de revoir Douglas Fairbanks junior. les comportements délirants. L'ennui est que le réalisateur, John L'agression verbale et le burlesque Irvin, le fait mourir très vite. Plus façon Marx Brothers, les gags surchanceux. Fred Astaire se tire sain réalistes façon Bunuel, dynamitant le et sauf de cette histoire où le perparcours de la bourgeoise heureuse sonnage central, une revenante, de se dévoyer, et dont l'époux semn'en finit pas de revenir, usant sans ble, un moment, se consoler... avec scrupule des mêmes effets. Sans son psychiatre. Les perles et les coêtre de grande facture. Vidéocrime chons ne sont pes forcément là où (Loker), de Michael Crichton, avec James Coburn, est peut-être ce que Ce film est très drôle, même s'il l'on a vu de mieux pour le moment. pêche, dand sa deuxième moitié, par La science mise au service de la téune accumulation trop systématique lévision pour manipuler les masses d'effeta saugrenus. Makevejev n'a (projection de la publicité sublimiqu'à moitié réussi dans son propos. Il nale) n'est pas un thème nouveau, lui reste le mérite d'avoir traité, avec

> sez réaliste. La déception, c'est surtout The Hand de Oliver Stone. Tranchée dans un accident, la main d'un dessinateur étrangle ses proches. On attendait mieux que ce scénario qui

> mais il est exploité ici de façon as-

traîne en longueur et n'épargne pas les clichés sur la schizophrénie.

Au-delà de la propagande un peu simpliste, le film russe A travers les ronces vers les étoiles, de Richard Victorov, séduit par son côté désuel et ses effets un peu pauvres qui rappellent les serials de Buck Rogers. De façon générale, ce film suit les mêmes schémas que les autres, rapose essentiellement sur la surprise créée par l'environnement sonore et participe du même manque d'imagination.

La part du rêve est délaissée au profit, du frisson à la petite semaine, et quand on pense au seul film qui revêt un caractère fantastique, Kagero-Za, du Japonais Seijun Suzuki, la première chose qui vient à l'esprit c'est qu'il est long. En attendant le Mad Max II, on peut se consoler avec les rétrospectives (la Nuit du chasseur, le Récupérateur de cadavres) tout en ayant une pensée nostalgique pour Elephant Man et Fade to Black, qui avalent été présentés l'année passée. Il est difficile de ne pas songer que les membres du jury auront du mai à

ALAIN WAIS.

#### A Pékin « CARMEN » SERA PRÉSENTÉ

accuser ce coup du sort.

**AU GRAND PUBLIC** Le grand public chinois pourra finalement voir Carmen à partir du 25 janvier, après trois semaines de représentations réservées à un auditoire choisi et de doutes sur l'avenir de cet opéra en Chine, notamment pour des raisons idéologiques (le Monde du 19 janvier).

De son côté, René Terrasson, qui dirigé la mise en scène à Pékin, a confirmé qu'il y aurait certainement une tourgée en province.

m Le violoncelliste Xavier Gagnepain, premier prix du Conservatoire national susérieur de Paris, vient de remporter, à Sao-Panio, le premier prix du concours international Aldo-Parisot.

LE GROUPE

tse

JOUE

15, RUE BLANCHE 75009 - 280.09.30

#### **FORMES**

visibles?

#### « Ici en deux »

Le peinture de Ceneviève Asse attendait André du Bouchet, la poésio d'André du Bouchet attendait Ceneviève Asse. La rencontre s'est produite. On ne peut plus parler pour elle d'équivalence, encore moins d'illustration. C'est dentification oui s'impose devant lei en deux, titre prédestiné. On en peut suivre le déroulement sur les précioux feuillets déployés, trop peu de temps, à La Hune (1). Chaque mot du poème en suspens dans un air raréfié au possible, laché goute à goutte et rompant à peine le silence de la page vierge, semble, à la suite d'une involontaire concertation, coller à l'un des asperts des gravures. On lit : « Ce qui en été sépare les choses », on voit les lignes médianes divisant l'espace. L' - interstice - du poète filtre la lumière, élément vital du peintre. . Le bleu l'a dépassé... ., n'estce pas celui auquel Geneviève est vouée, ce bleu assourdi qu'on retrouve en ses nuances infinies dans les autres œuvres

Car ce livre huxueux, publié par les éditions Quentin, sert de prétexte à une une petite rétrospective de gravures dont la plupart sont postérieures au catalogue raisonné de Rainer Michael Mason (1977). Pointes sèches, burins. aquateintes, ces techniques, souvent mixtes, se succèdent sur les murs et dans les vitrines. Trajectoire bleue, Déchirure bleue, diagonales, verticales, etc., témoignent de la même rigide exigence à l'assaut de l'inexprimable. Et la peinture n'est pas absente. On rapprochera d'une étonnante lithographie. Ouverture de la muit, au bleu profond grumelé de noir et lacéré par l'éclat d'une feute horizontale, les huiles sur papier, ces Distances que prend Gene-viève Asse et où les blancs ont leur mot à chuchoter.

Le silence enveloppe aussi les visions allégées de Lalan la musicienne. Visions? Certes, ce sont des paysages, mais on les dirait surgis des brumes du rêve, comme ces pitons ceinturés de nuages (2). Leur fluidité, qui n'exclut pas la netteté, empêche l'artiste de renier ses origines chinoises, même si elle s'est acclimatée à notre Occident. Lalan exprime moins qu'elle ne suggère. Ar-chipel, Montagne nue, le Rendez-vous des lunes, le Restet jaune presque ina-perçu, ces titre pêchés au hasard vous transportent dans une patrie idéale, avec leurs dominantes bleues, ocre pale, violacées. Tout est invitation au voyage,

même les grands vides que la méditation envahit. Les deux sculpteurs jumelés à la galerio Pierre Lescot (3) devraient former un mélange détonant. Pas du tout. Ils se complètent. Les marbres lisses du Japonais Tetsuo Harada, alternance de

formes molles pétrifiées et de volumes

d'une dure géométrie (tout est possible à Carrare), expriment non sans beauté un érotisme à peine transposé. En revanche, les constructions de bois qu'Alex Burke peint en noir récusent tout esthétisme. Burke utilise de vieux battants de portes (ou de volets?) qui ont gardé leurs charnières, on des espèces de casiers étagés. Y sont incorporés des déchets de toute sorre, lacers, morceaux de vêtements, de chaussures. Misérabiliste ou pas, il se dégage de cette ténébreuse évocation une poignante humanité

Avec la réunion de quatre Brésiliens (4) d'origine ou d'adoption (ce fabuleux pays peut tout digérer), les amateurs de contrastes sont servis. Le dosage du chaud et du froid, du pi menté et du suave, n'a rien de gênant au contraire, pourvu que chacun soit le faire-valoir de son voisin, et c'est le cas. Les tableaux servent d'environnement à Liuba, sculpteur dont il m'est déjà arrivé de vanter les mérites, lei, pas de créations monumentales, mais leur puissance, leur hardiesse, se reconnaissent dans ses bronzes 🕨 hauteui d'homme. Les reliefs de Daja, souples réseaux froissés, se lovent et se meuvent sur des toiles peintes. J'ai un faible pour les blancs, mais les colorés out aussi leur poésie.

Quelle vivante antithèse (vivante est le mot) avec les créatures surréelles. angoissées, magnifiquement dessinées et peintes, de Flavio-Shiro, comparables matériellement à des fresques, que ie mets très haut I Sans mentir, Flavio-Shiro est le miroir de notre époque, pas le moins du monde déformant, malgré les apparences. Autre antithèse, au moins dans le faire : les machines de Francisco Melo, dont le corps humain est l'un des rousges, minutieusement peintes, scènes d'une cauchemardesque

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) 14, rue de l'Abbaye. (2) Bellint, 28 bis, boulevard de Sé-

(3) 28, rue Pierre-Lescot. (4) Galerie Bellechasse, 10, rue de Bellechasse.

ERRATA. - Dans une précédente chronique (le Monde daté 10-11 janvier), en ce qui concerne la disparition de Madeleine Grenier, nous avions écrit que, fille du philosophe Jean Grenier, elle n'avait jamais cherché à profiter de cette référence », ci non, comme on a pu lire : . Elle avait pourtant cherché à profiter ... - D'autre part, un glissement de virgule risque d'aiguiller sur la Guyane (97190) les éventuels amateurs de la revue Incisions, domiciliée 9, rue des Fontanelles, 7190 Encaussines.

## d'un « observatoire des prix »

du ministère de la culture.

#### « Les Contes d'Hoffmann » à Lyon UNE RUPTURE DE STYLE

L'Opéra de Lvon avait audacieusement projeté de donner pour la première sois en France la « nouvelle - version des Contes d'Hoffmann, d'Offenbach, réalisée par Fritz Oeser, dont nous avons dit la grande beauté et le prodigieux renouvellement qu'elle opère sur des bases historiques rigoureuses, lors des représentations de Florence (le Monde du 23 décembre 1980), mais l'acte de Giulietta, la courtisane, laissé à l'état d'ébauche par le compositeur, y apparait d'une telle complexité et d'une telle ampleur que Louis Erlo a du renoncer pour le moment à monter cette partie, dont la reconstitution reste d'ailleurs assez problématique. Cependant, le retour à la version habituelle pour cet acte constitue une solution assez batarde, tant il fait apparaître une rupture de style avec le travail de Fritz Oeser pour les

autres parties. Les Contes d'Hossmann étant censés se dérouler en marge d'une représentation de Don Giovanni, le décorateur Roberto Platé a conçu un assez formidable décor à double (et parfois triple) scène, la taverne des amis d'Hoffmann s'ouvrant sur une salle d'opéra vertigineuse et superbe, d'un effet particulièrement saisissant lors de la sin d'Antonia, la cantatrice qui meurt de chanter.

Ce dispositif a l'inconvénient de maintenir l'action dans un cadre très opéra du dix-neuvième siècle, pour une œuvre qui a connu ces derniers temps les prodigieuses « libérations - visuelles de Chéreau-Pedruzzi à Paris, et de Ronconi-Champas à Florence. Il est

dommage qu'un travail technique et scénique aussi énorme et minutieux que celui d'Erlo n'ait pas abouti de ce fait à une véritable redécouverte des Contes d'Hoffmann.

Mais était-ce possible, en confiant le rôle principal à Alain Vanzo qui, malgré ses qualités, joue et chante dans un style opéracomique de plus en plus suranné Dans un registre assez traditionnel José Van Dam a du moins grande allure, et incarne avec une force impressionnante les quatre personnages diaboliques. La voix samboyante, généreuse,

capiteuse de Catherine Malstano triomphe dans les trois rôles écrasants qu'elle joue avec un égal bonheur. Celle de Colette Alliot-Luigaz paraît plus pâle que de coutume dans le personnage entièrement renouvelé et désormais primordial de Nicklauee la muse, d'une tessiture peut-être un peu grave pour elle, mais son jeu reste toujours charmant et primesautier, malgré les costumes bien conventionnels dont elle est affublée. On citera aussi, dans les rôles secondaires, les excellents Rémy Corazza, Gérard Friedmann, Jean Lainé, Pierre-Yves Le Maigat et Anne Salvan. Jean-Claude Casadesus donne une interprétation vivante et rigoureuse de ces Contes d'Hoffmann, avec d'excellents chœurs et l'Orchestre de Lyon, qui ne paraît cependant pas toujours assez raffiné.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Prochaines représentations ce samedi 23 janvier et les 26, 28 et 31 jan-

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

DIRECTION: MARIE-CLAIRE VALENE

27 ET 28 JANVIER 1982 A 11130

**ENGLISH BACH FESTIVAL** 

DIRECTOR: LINA LALANDI, O.B.E.

JEAN-PHILIPPE RAMEAU

CASTOR ET POLLUX

VERSIC 1754

ENGLISH BACH FESTIVAL BAROQUE ORCHESTRA

DIRECTION: CHARLES FARNCOMBE

ENGLISH BACH FESTIVAL DANCERS CHORÉGRAPHIE BELINDA QUIREY

MISE EN SCÈNE BAROQUE DE TOM HAWKES,

ÇOSTUMES RÉALISES D'ARRES LES GRIGINAUX

Casture PETER JEFFES - Pollux : IAN CADDY

Télaire : JENNIFER SMITH

LOCATION AUX GUICHETS ET PAR TELEPHONE AU 723.47.77





#### SOIRÉES « CINÉASTES TROIS **MUSICIENS** »



MARDI 26 JANVIER KURT WEILL **PABST** 

L'OPÉRA DE QUAT'SOUS

MERCREDI 27 JANVIER **PROKOFIEV** EISENSTEIN ALEXANDRE NEVSKI

JEUDI 28 JANVIER MILHAUD MALRAUX L'ESPOIR

Mme Madeleine MILHAUD.

A 20 H 30 AU CENTRE CULTUREL SUEDOIS

11, rae Payenne, Paris (3°) Priz des places - 10 P

SSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRÈTES ET DES COMPOSITEURS

#### LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

PROTÉE Essaion (278-46-42), sam\_ 21 h. SPACHETTI BOLOGNESE, Saint-Denis, Th. Gérard-Philipe (243-00-59), sam, 20 h 30, dim.

L'ORAGE, Artistic Athevains (355-27-10), sam., 20 h 30, dim. LA PATTEMOUILLE, Michaudière (742-95-22), sam., 20 h 30,

dim., 15 h. et 18 h 30. UN JETÉ ET DEUX BOULES. Connétable (277-41-40), sam-20 h 30. AMADEUS, Marigny (256-04-41) sam., 20 h 30, dim., 15 h et 20 h 30. LA JEUNE FILLE ET L'ENFANT.

Cergy-Pontoise CAC (13)

#### Les salles subventionnées et municipales

030-33-33, sam., 21 h 30,

Comédie-Française (296-10-20) : La dame de chez Maxim (sam., 20 h 30) : Les femmes savantes (dim., 14 h 30); Les caprices de Marianne (dist. 20 h 30). Chafflot (727-81-15), Grand Théâtre : Entretien avec M. Said Hommadi (sam. 18 h 15), Tombeau pour cinq cent mille soldats (sam., 20 h 30); Salle Gémier: le Songe d'une muit d'été (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Odéon (325-70-32) : le Palais de justice (sam., 20 h 30, dim., 15 h). Petit Odnou (325-70-32), Dorval et moi (sam. et dim., 18 h 30) ; le Neveu de Rameau (sam. et dim., 21 h 30 dern.). TEP (797-96-06) le Grand Magic Circus, (le Bourgeois gentilhomme) (sam., 20 h 30, dim., 15 h. dern.). Petit TEP (797-96-06), Marionnettes Richard Bradshaw (sam., 20 h 30, dim.,

Centre Pompidou (277-12-33) : Théâtre, El Joela's olympic man (sam. 20 h 30) Cinéma vidéo: Vidéos de Piotr Kowalski. (sam. et dim., 19 h); Man Ray (dim. Carré Silvia-Monfort (531-28-34), Cirque Griss à l'ancienne (sam. et dim., 14 h et

16 h 45); le jeune ballet classique (sam... 20 h 30, dim., 16 h). Théâtre de la Ville (274-11-24) : Beaux Arts trìo (sam., 18 h 30); Quoi qu'on fasse on casse (sam., 20 h 30). Théâtre unusical de Paris (261-19-83), Ballet-Théâtre français (hommage à Diaghilev), (sam., 20 h 30, dim., 14 h).

#### Les autres sailes

Antoine (208-77-71), 20 h 30 : Potiche. (sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 et 20 h 30), Atelier (606-49-24) : le Nombril (sam. 21 h, dim., 15 h et 21 h). Bouffes-dn-Nord (239-34-50) : la Tragédie de Carmen (sam., 20 h 30). Bouffes parisiess (296-60-24) : Diable d'homme (sam., 21 h, dim., 15 h). Centre d'arts celtique (258-97-62) : le Regard d'Antoine (dim., 15 h). Carteucherie, Théâtre de

(374-24-08), Richard II (sam., 18 h 30, dim., 15 h 30) : Epée de Bois (808-39-74); Ecrits contre la - Thélitre de la Tempête (328-36-36) : l'Étranger dans la maison (sam. 20 h 30, dim. 15 h 30).

Cité internationale miversitaire (589-38-69), Galerie : la Religieuse (sam., 20 h 30). - Grand Théâire : la Divine Comédie (sam. 20 h 30). - Resserre : Ce titre, tu es ne avec (sam. 20 h 30). Comédie Commertin (742-43-41) : Revieus dormir à l'Élysée (sam., 21 h., dim., 15 b 30). Comédie des Champs-Elysées (720-

08-24) : le Jardin d'Eponine (sam., 20 h 45, dim., 15 h 30). Comédie italienne (321-22-22) : la Servante amoureuse (sam., 20 h 30, dim., 15 h 30), Comédie de Paris (281-00-11) : le Chanteur d'opéra (sam., 20 h 30). Dumon (261-69-14) : La vie est trop

courte (sam., 21 h, dim., 15 h 30). Deux-Portes (361-49-92) ; les Fausses Confidences (sam., 20 h 30, dim., 15 h); le Misanthrope (sam. 20 h 30). Espace Marais (271-10-19); Motus et Paillasse (sam., 22 h 30), dern. Fondation Deutsch de la Meurthe (241-82-16) ; Vic et mort du roi boiteux (sam. 20 h).

Fostaine (874-74-40) : les Trois Jeanne (sam., 20 h 30). Gaité Montparmasse (322-16-18) : Ça fait mal quand je touche (sam\_ 20 h 15, dim., 15 h 30): Est-ce que les fous jouent-ils? (sam., 22 h, dim., 17 h 30). Grand Hell Montorgueil (233-80-78) : Dialogues d'immigrés (sam., dim., 20 h 30).

Huchette (326-38-99) : la Cantatrice chauve (sam., 20 h 15); la Lecon (sam., 21 h 30). La Bruyère (874-76-99) : le Divan (sam., 21 h, dim., 15 h). Lucernaire (544-57-34). Théstre Noir. : Yerma (sam., 18 h 30) ; Anatole (sam., 20 h 30); Elle lui dirait dans l'île (sam., 22 h 15); Théstre Rouge; Don Qui-chotte (sam. 18 h 30); Milosz (sum.,

23 JANVIER THÉATRE DES VARIÉTÉS 15 H.



20 h 30), le Combat de la mouche (sum., 22 h 15) - Petite salle : Parlous français (sam., 18 h 30). Madeleine (265-07-09) : Du vent dans les branches de sassafras (sam., 20 h 45,

Maison des Amandiers (366-42-17) : Articule (sam., 20 h 30). Marie Stuart (508-17-80) : l'Ile des chèvres (sam., 17 h 30 et 20 h 30); Pourquoi la robe d'Anna... (sam., 22 h 15, dim. 15 h).

Marigny, salle Gabriel (225-20-74) : le Garçon d'appartement (sam., 21 h). Matherins (265-90-00) : le Grain de sable (sam., 18 h 30); Jacques et son maître (sam., 21 h; dim., 15 h et 18 h 30). Michel (265-35-02) : On dinera au lit (sam., 21 h 15, dim., 15 h 30 et 21 h 15). Montparasse, (320-89-90): Trahisons (sem., 21 h; dim. 16 h); petite salle (322-77-30) : les Archivistes (sam., 20 h 30).

Nouveautés (770-52-76) : Ferme les yeux et pense à l'Angieterre (sam., 21 h; dim., (Eavre (874-42-52) : Ortics\_\_ chaud (sam\_, 20 h 30; dim\_ 15 b). Palais-Reval (297-59-81) : Panvre France

(sam., 30 h 45, dim., 15 h et 18 h 30). Petit Forum (297-53-47) : Toute houte bue (sam., dim., 20 h 30). Plaisance (320-00-06) : Frère et sœur (sam., 20 h 45). Poche (544-50-21) : Baron Bronne (sam.,

21 h; dim., 15 h 30). Roquette (805-71-51), Petite salle : 11 était trois fois (sam., 20 h 30). Saint-Georges (878-63-47) : le Charimari (sam., 20 h 45; dim., 15 h). Studio des Champs-Elysées (723-35-10): le Cœur sur la main (sam., 20 h 45, dim., 15 h 30).

Théâtre d'Edgar (322-11-02) : Vampire au pensionnat (sam., 20 h 30); Nous on fait où on nous dit de faire (sam, 22 h); Vinci avait raison (sam., 23 h 15). Théâtre de l'Épicerie (271-51-00) : Écritures I (sam., 20 b). Théâtre en road (387-88-14) : Mélimélomane (sam., 20 h 30 ; dim., 16 h). Théâtre du Marais (278-03-53) : Henri IV (sam., 20 h 30).

vie? Pardon, monsieur (sam., 20 h 30; dim\_ 17 h). Théâtre du Parvis (633-08-80) : Ecoute le vent sur la lande (sam., 20 h 30). Théâtre Présent (203-02-55) : le Grand Bilan (sam., 20 h 30; dim., 17 h); Aima (sam., 21 h; dim., 17 h).

Théâtre Noir (797-85-15) : les Joies de la

Théâtre des Quatre-Cents-Coups (633-01-21) : Christophe Colomb (sam., 20 h 30, dim., 16 h et 20 h 30). Théitre du Rond-Point (256-70-80) : Oh! les beaux jours! (sam., 20 h 30; dim., 15 h); Petite salle : Virginia (sam., 20 h 30; dim., 15 h). Théatre-18 (226-47-47) : Gaspard (sam.,

Tristan-Bernard (522-08-40) : Une heure à tuer (sam., 21 h; dim., 15 h et 18 b 30). Variétés (233-09-92) : Chéri (sam. 20 h 30; dim. 15 h et 18 h 30).

La danse Atelier des Quinze-Vlugts (307-98-97) : L. Mackim (sam. 21 h).

American Center (321-42-20) M. Mosetto (sam. 21 h). Centre Mandapa, (589-01-60) : Raga (danse - théâtre masqué) (sam., CISP (343-19-01) : Création danse (sam., 20 h 45). Théâtre de Paris (280-09-30) : L'Ensemble de Pékin (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Théatre-18 (226-47-47), Lolita (sam.,

Les concerts

20 h 30, dim., 16 h.).

Radio-France, Auditorium 106 : F. Lengellet, L. Morabito (Farnaby, Leroux, Bach), (sam., 18 h 30). Salle Gavean: B. Belkin, I. Zaritskaya

(Mozart, Beethoven, Brahms, Prokoflev), (sam., 17 b); Ensemble orchestral de Paris, directeur J.-P. Wallez (Vivaldi, Clementi, Bruni-Tedeschi. Rossini) (sam\_ 20 30). Théâtre des Champs-Elysées : Orchestre national de France, dir. I., Maazel, sol. S. Accardo (Debussy, Stravinsky, Proko-

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles « LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -

> 704.70.20 (lignes groupées) (de 11 heures a 21 heures. sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 23 - Dimanche 24 janvier 1982

Les libres marqués (\*) sont interdits aux

(°4') aux moies de dix-buit aus.

CHAILLOT (704-24-24)

Lang: 17 h : le Journal d'une semme de

chambre, de Renoir : 19 h : Hommage à

George Cukor : Roméo et Juliette ;

21 h 30 : Retrospective Shohei Imamura :

J. Becker; 17 h : Le Voleur de bicyclette,

de V. de Sica; 19 h : Hommage à George

Cukor : le Roman de Marguerite Gautier ;

21 h : Rétrospective Shohei Imamura :

BEAUBOURG (278-35-57)

la petite salle du Musée du cinéma, au pa-

lais de Chaillot, les films initialement

prévus à Beaubourg, jusqu'à la sin de la

Sam.: 15 h : Dix ans du forum de Berlin :

Hitler, un film d'Allemagne (épisodes I

et II), de H.J. Syberberg; 19 h : Apara-

jito, de S. Ray; 21 h: l'Evangile selon saint

Matthieu, de P.-P. Pasolini. - Dim.: 15 h:

Dix ans du forum de Berlin : Hitler, un film

d'Allemagne (épisodes III et IV), de H.-J.

Syberberg; 19 h : le Monde d'Apu, de

S. Ray; 2! h : Juliette des esprits, de

ALLEMAGNE MERÉ BLAFARDE

(All., v.o.) : Marais, 4 (278-47-86).

ALL STARS FESTIVAL (A.) : Vidéo-

AMERICAN POP (A., v.o.) : Impérial, 2º

(742-72-52); Cluny Palace, 5ª

(354-07-76); Ambassade, 84

(359-19-08): Parnassiens, 14°

Saint-André-des-Arts, 6º (326-48-18);

Olympic-Belzac, 8º (561-10-60);

14-Juillet-Bastille, 11c (357-90-81):

ARTHUR (A., v.o.): U.G.C. Odéon, 6

(325-71-08): U.G.C. Champs-Elysées,

8 (359-12-15); Magic-Convention, 15

(828-20-64) . - V.f. : Caméo. 94

(246-66-44) : Bienvenite Montparnesse,

PERDUE (A., v.o.) : Saint-Michel, 6

(326-79-17) : Ambassade, 6º

(359-19-08); George-V; 8 (\$62-41-46).

- V.f. : Paramount Opéra. 9

(742-56-31); Parnassiens, 14"

BLUE SUEDE SHOES (Ang., v.o.) : Fo-

rum, 1<sup>er</sup> (297-53-74) ; Elysées-Lincoln, 8<sup>er</sup> (359-36-14) ; Hollywood Boulevard, 9<sup>er</sup>

(770-10-41); Parnassions, 14e

CARMEN JONES (A., v.o.) George-Y, 19

LA CHEVRE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1" (297-49-70): Richelien, 2°

(233-56-70) : Hautefeuille, 6.

(633-79-38); Montparnasse 83, 6°

(544-14-27); Ambassade, 8°

(359-19-08) : Saint-Lazare Pasquier, &

(387-35-43); Français, 9 (770-33-88);

Athéna, 12 (343-00-65); Athéna, 12

(343-00-65); Fauvette, 13°

(331-56-86) : Bienventle Montparnasse,

14 (544-25-02); Gaument Convention,

15° (828-42-27); Murat, 16°

(651-99-75); Paramount Maillot, 17-(758-27-78); Gaumont Gambetta, 20-

CONDORMAN (A., v.f.) : Napoléon, 17

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE

(It. v.o.) (\*), Forum, i= (297-53-74); Ciné Beaubourg, 3- (271-52-36); Studio

Alpha, 5. (354-39-46); Paramount

(742-56-31) : Paramount Bastille, 12

(343-79-17); Paramount Gobelins, 13-(707-12-28); Paramount Galaxie, 13-

(540-45-91) : Paramount Montparasse,

14" (329-90-10); Convention Saint-Charles, 15" (579-33-00); Passy, 16"

(288-62-34); Paramount Maillot, 14

(758-24-24); Paramount Montmartre,

Paramount Orléans, 14

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE

Olympic-Entrepôt, 14º (542-67-42).

L'AMOUR DES FEMMES (Suis.)

grève du personnel de nettoyage.

La cinémathèque française projette dans

le Désir meurtrier. - Dim. : le Tron, de

Sam. : 15 h : Règlements de compte de

La cinémathèque

21 h : le Pornographe.

F. Fellini

Les exclusivités

stone, 6 (325-60-34).

(329-83-11).

15- (544-25-02).

(329-83-11).

(329-83-11).

(562-41-46).

(636-10-96).

(380-41-46).

(580-18-03) :

18 (606-34-25).

poies de treize ans

fiev) (sam., 20 h 30); Orchestre des concerts Pasdeloup, dir. I. Karabıchevsky, sol. E. Elias (Tchalkowsky, Malher) (dim., 17 k 45). L. Yordanoff, A. Moglia, O. Graef, A.-B. Chaves, J. Dupouy, A. Tétard, E. Peclard, F. Pierre (Bartok, Britten, Prokofiev, Tchalkowsky) (dim.

20 h 30). Eglise Saint-Merri: Ensemble instrumental du Conservatoire de Paris (Haydo, Mozart, Debussy) (sam., 21 h, dim., Eglise Saint-Julien-le-Pauvre : W. Parrot.

A. Dumont (Bach, Telemann, Bartok, Dumond), (sam., 19 h et 21 h). La Passerelle : Ensemble Ysengrin (musique de la Renaissance) (sam., 21 h. dim., 17 h). Théatre de Road-Point : Octoor à vent de l'Ensemble Intercontemporain, dir.

P. Entvos (Strawinsky) (dim., 11 h). Salle Gavent : Orchestre de Detmold, T. Vargo, E. Malinin (dim., 20 h 30). Conciergerie B. Charbonnier, J.-P. Canihac, C. Giardelli, B. Verlet, (Frescobaldi, Vivaldi, Corelli), (dim., 17 h 30). Estise Saint-Thomas d'Aquin : N. Pillet-Wiener (dim., 17 h 45). Notre-Dame: P. Caire (Vidor) (dim., 17 h 451.

Éstise des Billettes : J. Pontet, C. Wolf (Bach) (dim. 17 h). Éclise Saint-Louis des Invalides : S. Landale (Durufié, Messisen, Eben) (dim., 17 b). Salle Cortot: O. Yagoubi, F. Mage, L. Civatte (Listz, Yagoubi, Schumann, Brahms, Lekeu) (dim., 20 h 30).

Jazz, pop. rock, folk Arc (723-61-27), Quartet E.A.O. (dim.

17 h). Befinger (272-87-82), M. Wander. L. Fuentes, G. Nemeth (sam., 21 h.). Cavena de la Hinchette (322-65-05), D. Doriz, Zanini (sam., dim., 21 h 30). Cirque d'Hiver (503-47-59), J. Higelin Danois (584-72-00), Armonicord, (sam.,

L'Écume (542-71-16), Parioca (sam., 20 h 30). Feeling (271-33-41), Trio R. Untreger (sam., dim., 22 h 30). Gibes (700-78-88), Turpentine (sam., 22 h.). Jazz Unité (776-44-26), E. Wilkins (sam.,

. 21 h 30). Manu musicale (238-05-71), Suk (sam., dim. 21 h). New Morning (523-51-41); Eddie Moore, Quartet, M. White (sam., 21 h), Mouzon Quintet (dim., 21 h). Petit Journal (326-28-59). New Orleans Wanderers (sam., 21 h 30). Petit Opportun (235-01-06), D. Pilarely, P. Authier, D. Lemerie, E. Dervieu (sam., dim., 23 h).

Slow Club (233-84-30), Les Barbecues

(sam., 21 h 30). 21 - 31 JANVIER BROCANTE de **PARIS** 60 antiquaires et brocanteurs Champerret 0

Chaque semaine

### dans le Monde Dimanche UNE PAGE

## L'ACTUALITÉ DU DISQUE

Classique - Jazz - Rock - Variétés

Odéon, 6 (325-59-83); George-V, 1 (562-41-46); Monte-Carlo, 8 (225-09-83). - V.f. : Mariyanx. 2 (296-80-40); U.G.C.-Opéra, 2° (261-50-32); Max-Linder, 2° (770-40-04); Paramount Opéra, 9

Ambiance musicale e Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'a... heures

DINERS

L'VOTRE TABLE L'ELLE

J. 23 L. Grande Carte. Menu d'affaires : 100 F s.n.c., Menu dégustation : 220 F s.n.c., salons de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.

COUP DE TORCHON (Fr.) : Marivaux. 2 (296-80-40) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Paramount City, 84 (542-45-76); Paramount Montparasse. 14 (329-90-10).

CROQUE LA VIE (Fr.) : Marbeuf, & (225-18-45). DIVA (Fr.): Panthéon, 5 (354-15-04). DIVINE CREATURE (IL v.a.) (\*) Ovintette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82). - V.L.: Montparmasse-83. 6º (544-14-27); Français, 9º (770-33-88)

EAUX PROFONDES (Fr.) : Impérial, 2 (742-72-52); Quintette, 5 (633-79-38); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Marignan, 8 (359-92-82); Saint-Lazare Pasquier, 8° (387-35-43); Nation, 12° (343-04-67); 14-Juillet Beaugrenelle, 15- (575-79-79); Clichy Pathé, 18-(522-46-01). EXCALIBUR (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32). FAME (A. v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17).

LE FAUSSAIRE (All., v.o.) : Vendôme, 2º (742-97-52); U.G.C. Odéon, 6-(325-71-08); Biarritz, 8 (723-69-23). LA FILLE OFFERTE (All., v.o.) : Marais, 4 (278-47-86). FRANCESCA (Port., v.o.) : Olympic, 14

(542-67-42). GARDE A VUE (Fr.) : Marignan, 8 (359-92-82); Borgère, 2\* (770-77-58); 14-Juillet Beauerenelle, 15- (575-79-79). LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Gaumont les Hailes, 1" (297-49-70) : Richelieu, 2 (233-56-70) : Hautefeuille, 6° (633-79-38); U.G.C. Odéon, 6º (325-71-08) ; Marignan, & (359-92-82) ; Olympic Baizac, 8 (561-10-60); Francais, 2º (770-33-88); Nation, 12º (343-04-67); Fauvette, (331-56-86); Gaumont Sud, 14° (327-84-50) : Montuarnasse Pathé, 14 (322-19-23); Parnassiens, 14° 329-83-11) : Kinopanorama, 15 306-50-50): Broadway, 16 527-41-16); Clichy Pathé, 18. **(522-46-01)**.

LES FILMS NOUVEAUX ANTHOPOPHAGOUS (\*\*), film italien de Joé d'Amato, v.f. : Quin-

tette, 5: (633-79-38); Ambassade, 84 (359-19-08) ;Maxéville, 94 (770-72-86); Français, 2° (770-33-88): Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Montparmane-Pathé, 14º (322-19-23); images, 18º (522-47-94).

FONTAMARA, film italien de Carlo Lizzani, v.o.: Studio Logos, 54 (354-26-42); Olympic Balzac, 8= (561-10-60); Olympic Entrepot, 11° (542-67-42).MUR MURS; DOCUMENTEUR,

film français d'Agnès Varda; Forum, 1= (297-53-74); Racine, 6= (633-43-71); 14 Juillet Parnasse, 6 (326-58-00); Olympic Balzac, 8-(561-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11º (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 11\* (542-67-42). LES FANTASMES DE MADAMÉ

JORDAN (\*), film suédois de Dusan Makavejev, v.o. : Gaumout Hailes, 1= (297-49-70); Quintette 5 (633-79-38); Quartier Latin, 5 (326-84-65); Elysées Lincoln, 8-(359-36-14) ; Marignan, 8° (359-92-82); v.f. : Impérial. 2-742-72-53); Capri, 2. (508-11-69); Montparnasse-83, 6 [544-14-27]: Nations, 12" (343-04-67); Fauvette, 13" (331-60-74); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); 14 Juillet Beaugrenells, 15 (579-79-79); Clichy Pathe, 18 (522-46-01). VENIN film anglais de Piers Haggard, v.o. : U.G.C. Odéon, 6° (325-71-08); Biarritz, 8° (723-69-23); v.f.: Rex. 2° (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Caméo, 9° (246-66-44) : U.G.C. Gare de Lyon. 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins,

13º (336-23-44); Mistral, 14º (539-52-43); Montparnos, 14\* (327-52-37); Magic Convention, 15" (828-20-64); Marat, 16" (651-99-75); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25); Secrétans, 19 (206-71-33). happy birthday souhaitez ne JAMAIS ETRE INVITÉ (A., v.o.) (") : U.G.C. Danton, 6" (329-42-62) ;

U.G.C. Ermitage, 8 (359-15-71). - V.f.: Rio Opéra, 2 (742-82-54); Maxéville, 2 (770-72-86); Montparnos, 14 (327-52-37). L'HIVER LE PLUS FROID A PEKIN (Chin., m.o.) : Ciné Seine, 50 (325-95-99).

L'HOMME DE FER (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe Huchette, 5 (633-08-40). HOTEL DES AMÉRIQUES (Fr.) : Paramount Marivanx, 2 (296-80-40): IL FAUT TUER BURGITT HAAS (Pr.): U.G.C. Marbenf, & (225-18-45). LE JARDINIER (Pr.) : Lucemaire, 6 (544-57-34).

LE JOURNAL D'UNE FILLE PERDUE (All., muet) : Studio Git-io-Cour. 6 (326-80-25) LOLA UNE FEMME ALLEMANDE (All., v.o.) : Espace Galté, 14"

MAD MAX (A. v.o.) (\*\*) : U.G.C. Dan-too, 6" (329-42-62) ; U.G.C. Rotondo, 6" (633-08-22); Ermitage, 8 (359-15-71); Marbeuf, 8 (225-18-45), - V.f.: Rest, 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 261-50-32); U.G.C. Gobelins, 13° (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Miramar, 14 (320-89-52); Convention Saint-Charles, 15º (579-33-00) : Murat. 16 (651-99-75).

MEPHISTO (Hong., v.a.) : Movies, 1= (260-43-99) ; Saint-Germain Studio, 5 (633-63-20); Pagode, 7: (705-12-15); Ambassade, 8: (359-19-68). - V.L.: Berlitz, 2. (742-60-33). METAL HURLANT (A., v.f.) : Elyades Point-Show, 8 (225-67-29); Français 2

(770-33-88)\_ NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (354-34-83). LA PEAU (It., v.o.) (\*) : Epéc de Bois, 5-(337-57-47); 14-Juillet Boaugrenelle, 15 (575-79-79).

LE PETIT LORD FAUNTLEROY (A. v.f.) : Marbeuf. 8 (225-18-45) ; Le Paris. 8 (359-53-99) ; Athéna, 12 (343-00-65) ; Convention Saint-Charles. 15 (579-33-00).

POPEYE (A., v.o.) : Paramount Odéce, & (325-59-83). - V.f. : Rex. 2. (236-83-93); Missamar, 14 (320-89-52); Napoléon, 17 (380-41-46). LE PRINCE DE NEW-YORK (A., v.o.) Gammont les Hailes, 1" (297-49-70) -Studio Médicis, 5 (633-25-97); Paramount Odéon, 6°, (325-59-83); Publicis Elysées, 6 (720-76-23) : Paramount Montpernasse, 14 (329-90-10). LE PROFESSIONNEL (Fr.) : Balks, 2-(742-9)-33) ; Capri, 2 (508-11-69) ; Cointe. (359-29-46); Montparmant Pa-1h6, 14 (322-19-23); Secrétar, 19

(206-71-33). PRUNE DES BOES (Bolg.) :: Rivoli, 4 (272-63-32) : Banque de l'Image. 3-(326-12-39). QUAND TU SERAS DEBLOQUE FAIR. MOI SIGNE (Fr.) : U.G.C. Opéra. 2 (261-50-32) : Biarritz, 8 (723-69-23) : Moutparnos, 14 (327-52-37)...

OUI CHANTE LA-BAS ! (YOUR V.Q.) : Saint-Audré-des-Arts, 6º (326-48-18): Lucernaire, 6" 544-57-34). RAGTIME (A., v.o.) : Garmout Halles 1er (297-49-70) ; Quintette, S. (633-79-38) : Pagode, 7 (705-12-15) : Gaumont Champs-Elysées, 8: (359-04-67): Parnassiens, 14-(329-83-11); Mayfair, 16 (525-27-06). - V.f.: Berlitz, 2 (742-60-33); Richelies. 2" (233-56-70) : Nation, 12" (343-04-67) : P.L.M. Saint-Jacones, 14 (589-68-42); Montparnasse Pathé, 34 322-19-23) : Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Wepler, 18 (522-46-01). LA REVANCHE (Fr.) : Ermitage, 8-(359-15-71).

RIEN OUE POUR VOS YEUX (A. v.f.) : Cin'Ac Italiens, 2 (296-80-27) : Colisée, 8: (359-29-46). LE ROSE ET LE BLANC (PL) : Action République, 11° (805-51-33).

ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Rex, 2 (236-83-93); Bretagne, 6 (222-57-97); Normandie, 8 (359-41-18); La Royale, 8 (265-82-66); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Magic Convention, 15 (828-20-64); Napoléon, 17 (380-41-46) : Tourelles, 20 SALUT L'AMI ADIEU LE TRESOR (A., v.o.) : Peramount City, 8-

(562-45-76). - V.f. : Paramount Opéra. 9: (742-56-31); Paramount Galaxie, 13: (580-18-03); Paramount Mointparasse, 14- (329-90-10). SI-MA GUEULE VOUS PLAIT (Fr.) (\*) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Ermitage, 8 (359-15-71); Caméo, 9-

(246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59). SOLIDARNOSC (Pol., v.o.) : Benque de l'Image, 5 (326-12-39). LA SOUPE AUX CHOUX (Fr.) : Berlitz. 2" (742-60-33); Marignan, 8" (359-92-82); Montparnasse Pathé, 14

(522-46-01). STALKER (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (544-28-80) ; André Bazin, 13-(337-74-39). res folle ou ouoi ? (il, vf.) : Richelieu 2º (233-56-70) : Bretagne, 6º (222-57-97) : Normandie, 8 (359-41-18) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Caméo, 9º (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12º (343-01-59); Fanvette, 13º (331-56-86) : Gammout Convention, 15 (828-42-27); Clicky Publ. 18-

· 🖀 👉 🛴

41.50

(322-19-23) : Clicky Pathé, 18.

(522-46-01); Gaumont Gambetta, 20 TOTO APOTRE ET MARTYR (IL. v.o.) : Studio Cujas, 5º (354-89-22). TOTO LE MOKO (Il., v.o.) : Studio Cujas 5 (354-89-22). TOUT FEU TOUT FLAMME (Fr.) :

Gaumont les Halles, 1 (297-49-70) ; Ri-

chelieu, 2º (233-56-70) : Hautefouille, 6º (633-79-38) ; Publicis Saint-germain, 6 (222-72-80); Normandie, 80 (359-41-18); Colisée, 8 (359-29-46); Publicis Elysées, & (720-76-23); Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43); Paramount Opéra, 2 (742-56-31); Paramount Bastille, 126 (343-79-17); Fauvette, 13 (331-60-74); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Parmemiens, 14 (329-83-11) : Gaumont Convention, 15 (828-42-27) : Montparmasse Pathé, 14 (322-19-23); Victor-Hugo, 16\* (727-49-75); Paramount Maillet, 17 (758-24-24); Wepler, 17 (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96). LE TUEUR DU VENDREDI (A., v.o.) (\*\*) : El.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; v.f. : Maxéville, 9: (770-72-86); U.G.C. Gare de Lyon. 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 134 (336-23-44); Miramar, 14\* (326-89-52); Missral, 14\* (539-52-43); Magic Convention, 15 (828-20-64); Paramount Montmertre, 18 (606-34-25). UNE AFFAIRE D'HOMMES (Pr.) : Ber-

Rtz. 2º (742-60-33). UNE ETRANGE AFFAIRE (Fr.) : Foruth. 1 (297-53-74); U.G.C. Opera, 2 (261-50-32); Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Paramount City, 8. 562-45-76) : Paramount Opéra, 90 (742-56-31); Athéna, 12° (343-00-65); Paramount Bustille, 12 (343-79-17): Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14st (329-90-10); Convention Saint-Charles, 5. (579-33-00); Secrétan, 19-(206-71-33).

votre enfant minteresse (fr.) : Saint-Séveria, 5 (354-50-91). Les festivals SEMAINE - POSITIF -, Action Chris-

tine, 60 (325-85-78) : Jaguar ; Bons (sem.); Alexandre le Grand (dim.); Action Lefayette, 9 (878-80-50) : Days of heaven (sam.) ; California Split (dint.); Studio 43, 9 (770-43-40) : la Meilieure Façon de marcher : la Vie à l'envers; le Combat dans l'lic; France, société anonyme (sam.) ; la Vie à l'envers: la Tête contre les mus; Hiroshima, mon amour : France, société anonyme: le Pesse-Montagne (dim.). SEMAENE DU CINEMA TCHECO-SLOVAQUE (v.o.) : Studio J.-Coctean, 5: (354-47-62) : Juste un coup de sifflet : Relations fragiles (sum.) : Relations fragiles; Ces hommes mayeillenz avec aine manivelles (dim.).

TROUVER L'AR

· 主力技术 的图象中域扩张的。

in the first of the control of the

The second of th

The second secon

 $(x_1, x_2, \dots, x_n) = (x_1, x_2, \dots, x_n, x_n, x_n, x_n) = (x_1, x_1, \dots, x_n, x_n, x_n, x_n, x_n)$ 

والمراجع والمنافق ومواهم والمراجع والمراجع والمراجع والمراجع والمراجع والمراجع والمراجع والمراجع والمراجع

Les d'életations : imquiétable

L'exemple de Radin-t t 

DE VUE LES DICTES

 $\label{eq:problem} \mathcal{L}(x) = \{ (x,y) \mid y \in \mathcal{Y}_{x,y} = \{y \in \mathcal{Y$ 

Location au théâtre de 11 h à 22 h. Par téléphone : 742.25.49. Dans les agences.

LAPEROUSE

326-90-14 et 68-04

51, q. Grands-Augustins, 6 F dien.

NOUVEAU DISQUE: "LE RETOUR DE GERARD LAMBERT"

APRÈS LA PUBLICATION DES DÉCRETS SUR LES RADIOS PRIVÉES

### OU TROUVER L'ARGENT ?

Alors que la loi du 9 novembre 1981 sur les radios privées locales est désormais applicable et que s'installe la commission consultative chargée de donner des avis sur les dérogations au monopole (le Monde du 22 janvier), la question du financement des radios autorisées reste posée.

La publication des décrets concernant les radios privées était attendue avec impatience par l'ensemble des responsables de radios, mais leurs organisations représentatives ne manquent pas aujourd'hui de rappeler leur inquiétude devant l'absence de propositions concrètes du gouvernement sur les ressources dont elles pourront disposer. Après le SIRTI (Syndicat interprofes-sionnel des radios et télévisions indépendantes),

qui, par l'intermédiaire de son président, M. Patrick Meyer, s'interroge sur le moyen de rémunérer animateurs, auteurs et compositeurs (le Monde du 23 janvier), PALO (Association pour la libération des ondes) et la F.N.R.T.L.L. (Fédération nationale des radios et télévisions locales et indépendantes) expriment à leur tour leur isquiétude en ce domaine. Quant aux radios libres elles-mêmes, l'interdiction de ressources publicitaires semble avoir aiguisé l'imagination de leurs responsables, obligés cependant - comme c'est le cas à Brest - de recourir à des sources de financement très diverses et parfois de contourner habilement la loi.

#### Les fédérations : inquiétude et propositions

Pour l'ALO (Association pour la libération des ondes), « la publication du cahier des charges et le début des travaux de la commission d'attribution des fréquences ne ga-rantissent en rien l'avenir des radios libres. (...) L'interdiction de la publicité sausse le débat et savorise outrancièrement les radios politiques ou consessionnelles. La loi actuelle en n'autorisant que des dérogations ne saurait être que provisoire, dans l'attente d'un débat parlementaire sur l'audiovisuel qui aura, entre autres, pour tâche de consacrer l'existence d'un secteur audiovisuel pleinement indépendant face au service public ».

L'ALO réitère enfin son attachement « au pluralisme du financement des radios et à la diversité des expériences radiophoniques en modulation de fréquence ..

De son côté, la F.N.R.T.L.I. souhaite = mobiliser l'ensemble des

forces sociales - sur la question du financement et sur la base des propositions de la commission Moinot. Estimant que - des mesures immédiates et concrètes » s'imposent pour 1982, elle propose aux pouvoirs publics - un plan ORSEC pour les radios locales » qui devrait, selon elle, trois cents stations. Parmi les suggestions de la F.N.R.T.L.L figurent

- Un ensemble de mesures fiscales exceptionnelles relatives anx associations de radios locales (exonération de T.V.A., de taxes professionnelles...);

- Une priorité accordée aux radios locales dans toutes les aides touchant la création d'emplois :

- L'encouragement fait aux conseils régionaux et aux conseils généraux de créer une ligne budgétaire de subventions aux radios locales en 1982: - L'autorisation aux collectivités

locales d'augmenter la taxe locale

sur la publicité en l'affectant aux radios locales: - La création d'un fonds conjoncturel exceptionnel 1982 alimenté par le supplément de recettes du à une augmentation de la publicité à la télévision et par la création

moitié aux radios locales qui la prendraient en charge : - La création d'une ligne budgétaire spécifique au sein des fonds d'intervention interministériels (FIC, FIAT, Fond de la formation permanente...) permettant d'encourager des activités socioculturelles, socio-éducatives ou socioéconomiques utilisant les radios lo-

cales. (...)

d'une souscription nationale déduite

de l'impôt sur le revenu, allant pour

### L'exemple de Radio-Chrystal

Brest. - Née de l'initiative des Jeunes socialistes lors du passage du candidat François Mitterrand à Brest au printemps dernier, installée dans les locaux de la municipalité (Union de la gauche), Radio-Brest Atlantique (R.B.A.), après des velléités d'indépendance financière acquise grâce à la publicité, vivotait depuis le vote de la loi sur les radios privées par l'Assemblée nationale. L'absence de moyens avait amené les volontaires du début, parmi lesquels on comptait bon nombre d'étudiants et de chômeurs, à trouver d'autres ressources. La subvention de 392 000 F, accordée pour six mois par la municipalité le 18 janvier, devrait permettre à R.B.A. de

payer trois permanents. Outre le fait que la loi oblige les responsables à trouver le triple de cette somme (les subventions ne doivent représenter que le quart des ressources des radios locales), le « geste » des élus brestois ne va pas sans contre-partie : la radio devra ouvrir régulièrement ses ondes aux (De notre correspondante)

édiles locaux et aux associations de la ville, perdant ainsi une bonne part de son indépendance. Il est bien difficile, en effet, de croire que, à la veille des élections municipales, un parti politique quel qu'il soit ne soit pas tenté de profiter de sa - généro-

Radio-Chrystal, créée en septembre 1981 par - des passionnés de la radio - qui voulaient à tout prix conserver leur indépendance et autofinancèrent le projet, se définit comme un média dynamique de loisirs, de sports, de cinéma. - Nous ne défendons aucune idée politique, asfirme M. Jean-Claude Dumoret, l'un des responsables de Radio-Chrystal Nous avons voulu faire une radio musicale « grand public » qui sonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre et propose des émissions le soir aux jeunes, et aux moins jeunes dans la journée. »

Radio-Chrystal a joué la carte des professionnels : les animateurs et

qui, s'estimant diffamés, saisirent la

Justice i Laquelle, en la forme d'un

jugement du tribunal de la Seine.

condamna fermement les coupures

et les montages » dont MM. Moch

Mais, comme toujours en pareil

cas, il est permis de s'interroger sur

l'efficacité d'une réparation judiciaire

- connue tout au plus de quelques

milliers de lecteurs attentifs des jour-

naux - alors que les atteintes à

l'honneur que cette réparation sanc-

tionne ont parfois été diffusées de-

vant plusieurs millions de tétéspecta-

des efforts à accomplir sur le plan de

la probité intellectuelle pour mettre le

miers jugements rendus en la ma-

tière, seion lequel, si un réalisateur a

le droit de faire des coupures et de

la meilleure presse écrite.

Il semble qu'il y ait ancore bien

et Pineau avaient été victimes.

disc-jockeys qui se succèdent au stu-dio enseignent le bon usage du micro. Anciens démarcheurs publicitaires, les responsables de la station ont su convaincre les commercants de les aider.

Là encore, l'interdiction d'ouvrir les ondes à la publicité a mis la radio en danger. Radio-Chrystal a donc lancé une campagne de soutien. Bilan de l'opération : selon les animateurs, douze mille lettres et 50 000 F en caisse. D'autre part, les responsables ont décidé de publier un journal bimensuel gratuit... financé par la publicité. Les bénéfices de la S.A.R.L. de presse (40 000 F par mois) sont versés à la radio. Ainsi, Chrystal Magazine finance Radio-Chrystal. Mais ces fonds ne prêtent vie à la radio locale que pour un mois et demi environ. A Brest, comme ailleurs, les radios attendent le verdict de la commission nationale qui accordera les dérogations.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

## POINT DE VUE Les pièges

**JACQUES HÉBERT vient** d'être sanctionné pour avoir gravement méconnu la règle de l'objectivité de l'information télévisuelle. Il lui est, en réalité, reproché d'avoir « manipulé » la bande originale de l'enregis-

trement d'une interview (1). Ce qui est déjà l' « affaire Jacques Hébert » montre bien que la télévision a besoin d'un code de déontologie. Beaucoup de gens, invités à participer à une émission, poussés par la perspective de se voir et de se faire voir sur le petit écran, acceptent, sans s'inquiéter de savoir quelle sera la nature et la forme de cette participation ni quel sera le sort de leurs déclarations. Puis, quand leur image et leurs propos « passent » effectivement, combien de fois ne sont-ils pas stupéfaits, voire indignés de la façon dont leur interview a été découpée, amputée ou confrontée artificiellement à d'autres, et, en définitiva, denaturée ?

1984 - Vent

A PART - PART

医毒性毒素 30

·--

-

Un trop grand nombre de producteurs s'assignent pour objectif principal la recherche du pittoresque, de l'inattendu, de l'insolite et ne sont pas découragés, bien au contraire, par la perspective du scandale. Alors, pour pervenir à leurs fins, ils tendent des pièges aux inexpérimentés dans lesquels caux-ci ne manquent pas de

C'est ainsi qu'il y a quelques années, les auteurs d'une émission bien connue invitèrent à participer à un débat sur la paine de mort un magistrat qui, comme avocat général aux Assises, avait soutenu l'accusation dans des affaires qui avaient fait grand bruit. Ne parvenent pas à être éclairé sur l'identité des autres participants, ce magistrat refusa l'invitation qui lui était adressée. Bien lui en prit, car, quand l'émission fut projetée, il s'apercut qu'on avait imaginé de le faire dialoguer avec un homme qui, pour cinq meurtres successifs, avait été, sur ses réquisitions, condamné à mort, puis avait été

par DANIEL AMSON (\*) paraît lorsque l'intéressé n'a pas donné un accord au moins tacite sur ce point. De même, les réalisateurs Ne parions pas de coupures faites de télévision devraient respecter le principe, également affirmé par les dans l'interview : c'est là monnaie courante. Mais. signalons d'autres tribunaux, selon leguel la personne procédés plus a sophistiqués », qui interviewée a le droit absolu d'exicer sont, hélas, pratiqués de temps à auque sa pensée soit rendue telle qu'elle l'a exprimée, et non présentée

d'une autre manière.

En 1969, deux réalisateurs de té-A l'heure actuellel, la sanction iulévision avaient, pour une émission diciaire est trop académique pour d'histoire contemporaine, recueilli les dissuader les auteurs d'émissions de témoignages de deux anciens minisméconnaître ces principes élémentres de la IV République, MM. Jules taires. It est donc à souhaiter que le Moch et Christian Pineau, et les législateur, qui doit bientôt élaborer avaient utilisés sur le petit écran, un statut de l'audiovisuel, profite de après les avoir désarticulés, puis recette occasion pour rédiger un code montés, en y intercalant des pasde déontologie qui empêche les abus sages d'intervews d'autres perqui viennent d'être signalés. sonnes, de facon à faire croire à un dialogue, qui, naturellement, n'avait (\*) 'Avocat à la cour. aucune réalité. Les intéressés avant adressé une vigoureuse contestation à l'O.R.T.F., ce furent les réalisateurs

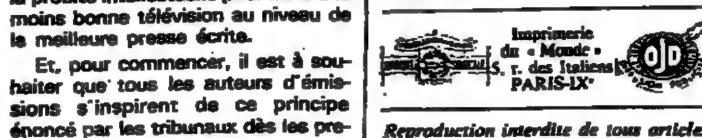
(1) Le Monde du 16 janvier.

a Un remaniement de la direction de la British Broadcasting Corporation (B.B.C.) a été annoncé jeudi soir à Londres. M. Aubrey Singer, précédem-

ment directeur général de la radio, a été nommé directeur général adjoint de la B.B.C. En tant que numéro deux de la B.B.C., M. Singer sera l'adjoint de M. Alasdair Milne, directeur général désigné, qui doit prochainement succéder à Sir Ian Terthowan, l'actuel directeur géné-

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérants : Jacques Fauvet, directour de la publication. Cloude Julien.

Imprimerie



Reproduction interdite de tous articles. sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

#### Samedi 23 janvier

#### PREMIÈRE CHAINE: TF 1

20 h 35 Droit de réponse Une émission de Michel Polac.

Avec MM. F. Poullion, R. Bofill & R. Nicolas. 22 h 5 Série : Dellas. Le destin.

J.R. engage un détective pour suivre Sue Ellen et apprend des choses bien désagréables. 22 h 55 Magazine d'actualité : sept sur sept.
Une émission de J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
La Rhodésie, un an et demi après l'indépendance ; Images de la semaine ; Les informations télévisées vues par les télévi-

sions étrangères. 23 h 55 Journal

#### **DEUXIÈME CHAINE: A2**

20 h 35 Variétés : Champs-Elysées. De M. Drucker. Daniel Balavoine, Hervé Cristiani, Catherine Lara, Roger

# 12 6010 429 Manager [5]

21 h 40 Série : Les enquêtes du commissaire Mai-Le voleur de Maigret, de G. Simenon, réal. J.-P. Sassy. Avec J. Richard, E. Swann, V. Monier.

Le commissaire Maigret voié est appelé au secours par son voleur : une jeune fille e été assassinée à bout portant.



#### 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 30 La Chartreuse de Parme (5º partie). D'après Standhal. Réal. M. Bolognini. Avec M. Keller,
A. Occhipinti, G.-M. Volonte, etc.

La Sansoverina prend conscience de son amour passionné
pour Fabien, qui rencontre Clelia dans la chapelle de la pri-



21 h 30 Variétés: 48º Gaia de l'Union des artistes. Réal.: G. Foigoas.

J. Greco, P. Nicaud, B. Anderson, C. Vanel.

22 h 30 Journal.

#### FRANCE-CULTURE

20 h. Koba le grégorien, de L. Kobrynski. 21 h 26, Musique euregistrée. 22 h 55, Ad lib, avec M. de Bretonil. 22 h 5, La fugue du samedi.

#### AMELI MORIN J'étais venue pour dire bonjour 30 cm n° 6313170 - MC n° 7200170

#### FRANCE-MUSIQUE

26 h 30, Concert (donné le 13 août 1981 au Festival de Ludwigsburg). Récital A. Brendel, piano : . Sonate en ut majeur », do Hayda, « Sonate nº 13 en mi bémol majeur » et « Sonate au chair de lune », de Beethoven, « Fantasiestilicke », de Schumann, « Saint François d'Assise prêchant aux oiscaux » et « Saint François de Paul marchant sur les flots ».

23 h, La mit sur France-Musique : Saint-Saëus, par l'Orchestre astional de Prance ; 23 h, Samedi minuit.

#### Dimanche 24 janvier

#### PREMIÈRE CHAINE: TF 1

9 h 30 Orthodoxie. Présence protestante.

10 h 30 Le jour du Seigneur.

Messe pour l'unité des chrétiens oflébrée au centre Saint-Pierre, à Caen, prédicateur : Père R. Jorens. Télé-foot 1.

12 h

13 h 20 Mise en boîte.

14 h 10 Toute une vie dans un dimanche. Le Festival du film fantastique d'Avoriaz.

15 h 25 Sports dimanche.

Ski : slalom spécial hommes à Wengen ; judo : finale du tour-noi de Paris ; antomobile : Grand Prix d'Afrique du Sud,

17 h 30 Téléffim : L'express ne répond plus. Réalisation: R. Sarafian, avec L. Bridges et R. Borr.

Magazine: Pleins feux. de J. Artur. Extraits de la Pattemouille, de Spaghetti Bolognese, de l'Os-

de cour et du bailet la Belle au bois dormant ». 19 h 30 Les animaux du monde.

L'oiseau qui ne sait pas voler (l'autrache)

Journal. 20 h 35 Cinéma : Goupi mains rouges.

Film français de Jacques Becker (1942), avec F. Ledony. G. Rollin, R. Le Vigan, B. Brunoy, A. Devère, M. Schutz. G. Kerican (N.). Un jeune Parisien arrive dans su famille de paysans charen-

tals. La vieille fille qui dirigealt la maison est assassinée et l'ancêtre plus que centenaire, frappé de paralysie et de musisme ne peut plus indiquer la cachette de son magol. Etude de mœurs et de caractères inspirée d'un roman de Pierre Vêry. La vérité d'un clan attaché à la terre et à l'avgent. Un des grands silms anticonformistes du cinéma francais, sous l'occupation et le régime de Vichy.

k 15 Portrait : Fernand Ledoux. Un comédien modeste, qui est maintenant agé de 85 ans, et fut sociétaire de la Comédie-Française, puis joua dans les films de nos plus grands metteurs en scène. Avec de nom-

breux extraits de films. 23 h 10 Sports dimanche.

23 h 25 A Bible ouverte. Le livre de Job, par le rabbin Josy Eisenberg.

23 h 50 Journal.

#### **DEUXIÈME CHAINE: A 2**

11 h 15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.

12 h 45 Journal.

13 h 20 Dimanche Martin (suite). Incroyable mais vrai : 14 h 25, Série : Magnum : 15 h 20, L'école des fans : 15 h 55. Les voyageurs de l'histoire : 16 h 25. The dansent. 17 h 05 Série : L'île aux trente cercueils.

Réal : M. Cravenne. Avec C. Jade, M. Mergey, P. Sellier... (rediff.). La course autour du monde.

Stade 2. 20 h Journal

20 h 35 Variétés : Chantez-le moi. Par J.-F. Kahn.

L'image de la femme dans la chanson, avec C. Cler, C. Borel, P. Préjean, etc. 21 h 55 Série documentaire : Les métiers dangereux et soectaculaires.

Réal : J.-F. Verenies. Commandant de pétrolier géant\_ 22 h 50 La grande parade du jazz. de J.-C. Averty.

Les Haricots rouges. 23 h 20 Journal.

#### TROISIÈME CHAINE: FR3 Émissions de l'I.C.E.I. destinées aux tra-

vailleurs immigrés : Mosaïque. 14 h La soupière a des oreilles.

Une émission de Pierr et P. Bonte.

15 h 15 Dramatique: le Loup blanc. Deuxième épisode : La sorêt de Rennes.

D'après P. Féval, Adapt. : Decourt et A. de Turenne (rediff.)

16 h 15 Un comédien lit un auteur. G. Wilson lit Ch. de Gaulle.

17 h Théâtre de toujours : Britannicus, Tragédie de Racine, par le Théâtre de la Salamandre. Avec B. Choel, G.-Perrot, J. Bonnaffe, C. Blanc, M. Guit-

19 h 15 Prélude à l'après-midi : Stravinski. Octuor pour flôte, charinette en si bémol, deux bassons, deux prompettes, deux trombones, par les Philharmonistes de

19 h 40 Spécial DOM-TOM. En Martinique, entraînement de l'équipe de France de nato-

tion; à Papeete, centre d'adolescents. 20 k Série : Benny Hill, 20 h 30 Haute curiosité : L'art et le faux.

Une série de M. Rheims. 21 h 25 Journal.

21 h 40 L'invité de FR 3 : B. Lavalette. Réal. R. Maurice. 22 h 30 Cinéma de minuit (cycle M. Bolognini) :

Film italien de M. Bolognini (1962), avec I. Thulin, P. Colombo, J. Saxon, M. Bartoletti, O. Bussaglin, R. Mancin (v.o. sous-titrée. N.) Un adolescent, orphelin de père, porte à sa mère un amous exclusif et passionné. Lorsque celle-ci s'intéresse à un homme, il se lie avec une bande de gandus pauvres.

Cette adaptation du roman d'Alberto Moravia est inédite en France. Bolognini s'y est trouvé à l'aise dans le trouble des situations affectives et des relations amoureuses. Un film à découvrir.

#### FRANCE-CULTURE

7 h 7. La fenêtre ouverte. 7 h 15, Horizon, magazine religieux : L'Eglise aux risques de

7 h 40, Chasseurs de son : Dépaysements. 8 h. Orthodoxie.

S h 36. Protestantisme. 9 h 10. Ecoute d'Israel.

4 décembre 1981.

9 h 40. Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union Messe au Carmel de Saint-Germain-en-Laye.

Regards sur la musique : « Le chant du dépossédé ». d'après Mallarmé (S. Nigi).

12 h 46, Lyriscope : « Lohengrin », de Wagner, à l'Opéra. 14 h. Sons : Fête de la vigne, à Dijon.

14 h 5, La Comédie-Française présente : Vingt et une scènes de comédic. d'Alain, et des extraits des « Saisons l'esprit ». 16 l. 5. Concert donné en l'église Saint-Louis-en-l'Isie, le

17 h 30, Rencontres avec... M. Messadi, président de la Chambre des députés (Tunisie). 12 h 30. Me non troppo.

19 h 10. Le cinéma des cinéastes. Albatros: La poésie espagnole (André Sanchez Robayna).

20 h 40. Atelier de création radiophonique : Narcisse : par 23 h. Masique de chambre : Beethoven, Landowski, Martinu.

#### FRANCE-MUSIQUE

9 h 7. Masazine international.

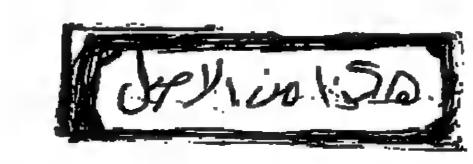
6 h 2, Concert promenade, musique viennoise et musique légère : œuvres de Lanner, Variamoss, Fersti, Strause, Minicus, Elgar, Massenet, Rossini, Kalmann, Sandauer. Zeiweker et 2 h 2. Cantates, BWV 11 de Bach.

11 h. Concert (en direct du Théâtre du Rond-Point des Champs-Elysées à Paris) : œuvres de Stravinsky, Janacek et Farkas par les solistes de l'Ensemble Intercontemporain, dir. 12 h 5, Les après-mid de l'orchestre, les mahlériers : B. Wal-

ter : œuvres de Strauss, Mahler, Bruckner, Mozart et Berlioz. 14 h. D'une oreille l'autre : œuvres d'Albeniz, Strauss, Prokofiev. Zemlinsky. 17 h. Comment l'entendez-vous ? : J.-M. Nectoux : œuvres de

19 h 5, Jazz: Le trompettiste C. Terry et son big band. 20 h. Concert: donné au Festspielhaus le 22 janvier 1982) : Semaine Mozart-Salzbourg 1982: - Zaïde, singspiel en deux actes ., de Mozart par l'orchestre du Mozarteum de Salzboarg, dir. : L. Hager ; avec J. Blegen, soprano ; W. Hollweg. ténor; W. Schoene, basse; T. Moser, ténor; R. Holl, basse; P.

22 h 30, La mit sur France-Musique: Biennale de Venise 81 « Doppo l'avanguardia » ; 0 h 5, Rupture, œuvres de Mozart,



# Vingt-quatre psychiatres prennent la défense d'un confrère menacé de sanction

La mort d'un adolescent, Alain U., lors d'une cure de sommeil à la clinique psychiatrique de Bel-Air à Chêne-Bourg (canton de Genève), a provoqué, en juin 1980, une vive émotion dans l'opinion publique et le milieu hospitalier genevois. Le Conseil d'Etat du cauton était amené, le 29 septembre 1980, à mettre sur pied une commission d'experts composée de cinq membres et chargée d'enquêter su médical de la clinique universitaire de psychiatrie possédait les qualités requises nour diriger cet établissement. Le rapport de la commission (1) devait mettre en évidence un clivage entre les secteurs hospitalier et extra-hospitalier : « Le principe de la continuité des soins par la mise en pratique d'une sectorisation vraie a été mis en échec, en 1976, par la création de deux postes de directeur (clinique de Bel-Air et C.P.S.U). Cette bipolarité ne pouvait être dominée par le directeur des Institutions psychiatriques universitaires de Genève (L.U.P.G.) faute d'une autorité clairement définie ». Le rapport reprochait notamment au directeur médical de la clivique de Bel-Air, le professeur R. Tissot, d'avoir contribué à cette scission par une conception de la psychiatrie trop exclusivement centrée sur une thérapie psycho-pharmacologique, et par un souci insuffisant de la prise en charge post-hospitalière. Il préconisait, dans ses conclusions, la disparition des deux directions médicales, la refonte du secteur psychiatrique genevois en trois services médicaux distincts confiés à des professeurs personnellement responsables devant la commission administrative, et la création d'un poste de directeur général administratif des LU.P.G. Le rapport suggérait aussi de retirer ses responsabilités cliniques et thérapeutiques au professeur Tissot en lui attribuant un service de recherche. Le Conseil d'Etat semble, aujourd'hui, disposé à suivre ces suggestions et une restructuration des institutions psychiatriques genevoises pourrait être dédidée en février prochain.

A la suit de cette affaire, vingt-quatre psychiatres français et étrangers nous ont adressé la tribune libre qu'ou lira ci-dessous.

#### DEUX CONCEPTIONS OPPOSÉES

A publication du rapport de la commission d'enquête constituée par le Conseil d'Etat du canton de Genève devient, du fait même de cette publication, un événement qui dépasse le cadre du Canton de Genève, parce que ce rapport prend position en faveur d'une certaine orientation de la psychiatrie, en même temps qu'il émet les plus expresses réserves quant à une autre orientation. C'est ce point que voudraient discuter dans cette Tribune libre les signataires de ce texte.

La commission considère in fine, après avoir enquêté, délibéré et statué, que la seule forme d'assistance psychiatrique recommandable est la sectorisation. En d'autres termes, la psychiatrie doit être ambulatoire, insérée dans la communauté et pratiquement détachée de la médecine. A cette forme d'organisation que nous Tribune libre, on oppose une psychiatrie plus médicale, utilisant des médicaments. Cete orientation est décrite de la facon suivante dans le paragraphe 2-32 relatif à la r description des soins donnés à Bel-Air : « Leur caractéristique réside dans la prévalence excessive donnée aux thérapeutiques symptomatiques visant la disparition des symptômes. >

Notre but n'est pas de faire un exposé de biochimie et de pharmacologie mais nous ne pouvons laisser passer, sens la relever, cette notion d'un traitement purement symptomatique. A l'heure actuelle, grâce au travail conjoint des fondamentalistes et des cliniciens, l'hypothèse d'une perturbation du jeu normal des neuro-médiateurs dans les psychoses apparaît comme un ensemble vivant qui tient compte du passé et du vécu actuel. Les auteurs du rapport émettent des réserves sur la validité d'un tel concept ; il n'a en tout cas jamais été invalidé et il s'enrichit d'année en année, parmettant à un nombre croissant de malades de reprendre une vie normale.

La commission paraît conclure à une impossibilité de coexistence de ces deux conceptions de la psychiatrie et, tout en reconnaissant les qualités du professeur R. Tissot, entend le couper désormais de toute activité clinique, le confinant dans un taboratoire. Nous pensons qu'en retirant à un clinicien tel que lui tout accès à la clinique, on ne peut que tarir sa recherche. Nous pensons aussi que, sans vouloir nullement interférer dans les affaires d'un pays ami, il nous appartenait d'exprimer notre opinion aussi clairement que possible.

Ont signé ce texte les professeurs P. Berner (Vienne), Ballus-Pascua (Barcelone), Steven R. Hirsch (Lon dres), F. Alonso-Fernandez (Madrid) A.M. Ruiz-Mateus (Madrid) Costa E Silva (Rio-de-Janeiro). D.H. Heimann (Munich), J. Mendlie wicz (Bruxelles), P. Deniker. Agr. H. Loo, P. Pichot, D. Widlocher Th. Lemperière, A. Féline, A. Tatossias (Marseille), J.-Cl. Scotto (id.), H. Luccioni (id.), L.F. Gayrel (Toulouse), Y. Pélicier, Q. Debray, C. Koupernik (Collège de médecine), A.F. de Fonpeca (Lisbonne), Sir Martin Roth (Cambridge), Ronald Fieve (New-

(1) Ce rapport a été publié dans la Trinune de Genève du 15 au 21 septembre 1981.

#### Deux cents médicaments de base seront offerts aux pays pauvres à des « conditions favorables »

(De notre correspondante.)

GENÈVE. - Le docteur Halsdan Mahler, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), a manifesté sa satisfaction après la décision annoncée par M. Peretz, viceprésident de la Fédération internationale de l'industrie du médicament (F.I.I.M.) de fournir à des « conditions favorables » les deux cents médicaments considérés comme essentiels aux populations des pays pauvres. Ces conditions n'ont pas encore été définies par la puissante F.I.I.M. représentée dans quarante-sept pays et réalisant un chiffre d'affaires annuel de près de 100 milliards de dollars.

L'O.M.S., a précisé M. Mahler, assumers le rôle d' « honnête courtier » entre l'industrie pharmaceutique et les États membres intéressés. La F.I.I.M.

se déclare disposée à fournir, outre des médicaments. l'assistance voulue pour que la distribution de ceux-ci s'opère rationnellement et pour contribuer à la formation technique nécessaire sur place. Elle entreprendra à cette fin avec l'O.M.S. des pourparlers dont les résultats seront transmis à l'Assemblée mondiale de la santé, autorité suprême de l'O.M.S., qui se réunit en mai prochain à Genève. et décidera de la suite à donner à catte nouvelle coopération. On aspère à Ganève que des problèmes d'une importance aussi évidente occuperont davantage l'Assemblée que les vaines palabres politiques qui ont pris trop

ISABELLE VICHNIAG.

de temps ces demières années.

LE MONDE

met chaque jour à la disposition

role ses lecteurs des rubriques

d'ennonces immobilieres

/ ous y trouverez peut-être

L APPARTEMENT

que yous recherchez

RECTIFICATIF. — M. Philippe Laudat, directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, nous prie de préciser que la lettre de démission qu'il a adressée aux ministres de la santé et de la recherche a été expédiée le mardi 19 janvier et non le lundi 18 janvier comme nous l'avons écrit dans nos éditions du 22 janvier.

#### PARIS EN VISITES

#### MARDI 26 JANVIER

- Découvrir Saint-Denis », 15 h, métro Saint-Denis-Basilique, M= Allaz
  Chopin chez Chaumet », 15 h,
  12. place Vendôme, M= Chapuis.
  Hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai
- d'Anjou, Mª Hulot.

  La Sorbonne », 15 h, hall d'honneur, rue des Ecoles, Mª Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).
- Mexique d'hier et d'aujourd'hui »,
  15 h 15, Petit Palais (Approche de l'art).
  La franc-maçonnerie », 15 h,
- 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

  Le Marais •, 14 h 30, mêtro Saint-Paul (Résurrection du passé).

 De Saint-Merri à la rue Quincampoix -, 12 h 30, façade de l'église Saint-

- Merri, rue Saint-Martin (M. Romann).

  CONFÉRENCES

  14 h 30, 62, rue Madame; « Le Roi
  René et les miniatures de Cœur
- 14 h 30, 62, rue Madame; «Le Roi René et les miniatures de Cœur d'Amour Epris = (Arcus). 17 h 30, 4, place du Louvre, M= Troisier de Diaz: «Emile Ollivier portrai-
- tiste des hommes de son temps (Académie du Second Empire).

  20 h 30, 21. rue Notre-Dame-des-Victoires, M= C. Thibaut: Thierry Bouts. Petrus Christus. Van der
- l'épreuve ».

  21 h. 36, rue Jacob, M. O. GermainThomas : « La tentation des Indes » (La tisanière André Gautier).

  21 h. Centre Huit, 8, rue Porte-deBuc, à Versailles, vidéo-débat : « L'Afghanistan ».

#### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 23 janvier : DES ARRÊTÉS

- Fixant les taux des cotisations patronales de sécurité sociale dues pour les voyageurs, les représentants et les placiers à cartes multiples;
- Fixant le taux de la répartition de la taxe parafiscale du secteur textile et du secteur de l'habillement (0,44 % et 0,22 %);

  Fixant le nombre de places mises aux concours d'admission à
- l'école navale et à l'école militaire de la flotte au titre des promotions 1982 de ces écoles;

  Portant nomination d'élèves titulaires à L'École nationale supé-
- sans vouloir nullement interférer dans les affaires d'un pays ami, il nous appartenait d'exprimer notre opinion aussi clairement que possible.

  Ont signé ce texte les professeurs:

  P. Berner (Vienne), Ballus-Pascual (Barcelone), Steven R. Hirsch (Lon
  - sage-femme;

    Modifiant un précédent arrêté
    relatif aux caractéristiques techniques et aux prix des logements neufs
    en accession à la propriété financés
    au moyen des prêts aidés par l'Etat.
    UNE LISTE
  - D'aptitude aux fonctions de directeur des antiquités.

#### TROISIÈME AGE

RECTIFICATIF. — Bourses sociales du Conseil de l'Europe : Les bourses sociales du Conseil de l'Europe, permettant des séjours d'étude dans les vingt pays membres du Conseil de l'Europe, sont accordées aux fonctionnaires et travailleurs sociaux s'occupant de « personnes âgées », et non à toutes les personnes âgées comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 22 janvier.

Les candidatures peuvent être adressées, avant le 12 février, au secrétariat d'État chargé des personnes âgées, à l'attention de M. Rémy, 61-65, rue Dutot, 75015 Paris.

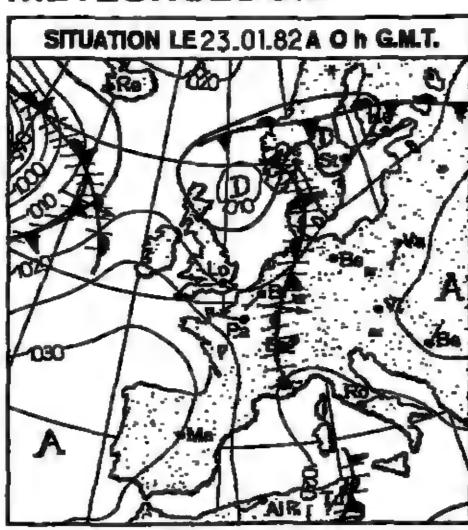
à fuir ses responsabilités.

situation intolérable et injuste.

participer à la douleur extrême de sa famille,

voir en lui la source de ses ennuis.

#### MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le samedi 23 janvier à 0 heure le dimanche 24 janvier à

Les discontinuités dans les masses d'air froid, qui affectaient samedi matin le nord et l'est du pays, sont un peu plus actives. Elles se déplaceront vers le sud-est. Le champ de pression s'affaiblira sur le golfe de Gênes, et des rabattements d'air humide instable sont probables sur le sud du pays. Des perturbations, alimentées en air plus doux, commenceront à affecter le nord-ouest du pays.

Dimanche, il fera assez frais au lever du jour sur la majeure partie de nos régions de l'intérieur avec des gelées blanches ou des faibles gelées sous abri en dehors des zones de précipitations. Des Vosges et de l'Alsace aux Alpes, sur le Sud-Est et la Corse, le temps sera couvert avec des chutes de neige sur les hauteurs et de pluies près des côtes. Des orages sont probables sur l'extrême Sud-Est. Dans la journée, une atténuation se produira sur le Nord-Est avec développement de quelques éclaireies.

Par contre, des ondées sont probables sur le sud du Massif Central et les Pyrénées orientales. Sur le reste de la France, le temps sera souvent brumeux le matin, puis des éclaircies se développerent localement, favorisant alors une assez bonne amplitude des températures diurnes. Le ciel se couvrira sur la Bretagne et le Cotentin l'après-midi avec le début de faibles pluies. Les vents de nord à nord-est seront forts près de la Méditerranée.

La pression atmosphérique réduite au

niveau de la mer était à Paris, le 23 janvier 1982 à 7 heures, de 1022,3 millibars, soit 766.8 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 janvier ; le second, le vier) : Ajaccio, 14 et 2 degrés ; Biarritz, 13 et 8; Bordeaux, 12 et 2; Bourges, 8 et 1: Brest, 10 et 4: Caen, 10 et 3: Cherbourg, 9 et 2; Clermont-Ferrand, 6 et 1; Dijon, 8 et 2; Grenoble, 7 et Lille, 7 et - 1; Lyon, 9 et 3; Marseille 12 et 7; Nancy, 3 et 1; Nantes, 10 et 1; Nice, 14 et 6; Paris-Le Bourget, 9 et 0: Pau, 11 et 5; Perpignan, 12 et 6; Rennes, 9 et 1; Strasbourg, 1 et 0; Tours, 11 et 2; Toulouse, 10 et 5;

Températures relevées à l'étranger:
Alger, 14 et 6 degrés; Amsterdam, 6 et
1; Athènes, 11 et 7; Berlin, -3 et -3;
Bonn, 3 et 1; Bruxelles, 5 et 1; Le
Caire, 22 et 11; îles Canaries, 20 et 17;
Copenhague, -1 et -2; Dakar, 23 et
15; Genève, 7 et 1; Jérusalem, 14 et 8;
Lisbonne, 15 et 9; Londres, 8 et 1;
Madrid, 12 et -1; Moscou, -6 et
-10; Nairobi, 29 et 13; New-York,
-8 et -14; Palma-de-Majorque, 15 et
1; Rome, 12 et 7; Stockholm, -4 et

Pointe-à-Pitre, 26 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# PARTATEURS, INVESTISSEURS Voire siège à Paris, Londres, Jérusalem de 150 à 350 f par mon Constitution à Sociétés GELCA Serble, rue du Longre

Tél. 296-61-12 +

DÉCLARATION DE L'ASSOCIATION NATIONALE

DES SYNDICS

ET ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES DE FRANCE

nole des Syndics et Administrateurs judiciaires de France, rappellent que le SAMEDI

16 JANVIER, leur confrère, M' Charles BENES, syndic à Nonterre, a été horriblement

expliquer que celui qu'il guettait n'accomplissait que sa mission, alors qu'il voulait

les critiques continues développées à l'encontre de la profession, trompant les justiclobles

et les Tribunoux dont il était l'auxiliaire. Un devotr sons doute mai ressenti de nos jours !

ASSOCIATION NATIONALE DES SYNDICS

13, rue des Pyramides - 75001 PARIS

ET ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES DE FRANCE

sons protestation aucune des pouvoirs publics; n'ant pu que favoriser un tel projet chez

assassiné alors qu'il venait seul travailler paisiblement à son étude.

En signe de deuil, ils fermeront leurs études, le lundi 25 janvier.

Les professionnels, mandataires de justice, qui se regroupent dans l'Association natio-

Une fois de plus, un homme a cru qu'en prenant la vie d'un autre, il parviendrait

Il faut regretter que personne ne se soit trouvé sur son sinistre chemin pour lui

Chacun ne peut s'empêcher aussi de penser que les compagnes de dénigrement et

Charles BENES n'a eu que le tort d'accomplir sa mission d'Etat : SERVIR la la

Les membres de la profession protestent du plus profond de leur être contre cette.

Pour l'heure, ils ne peuvent que se recueillir pour accompagner leur confrère et

#### MOTS CROISÉS

#### PROBLÈME Nº 3110 HORIZONTALEMENT

L Homme de contact s'intéressant aux « f.é.m. » comme aux omhs. Loup de mer. — II. Boîte à ouvrages. Coqueluche provoquant du délire. — III. La récolte des marrons y est plus abondante que celle des lauriers. Quand elle nous arrive à la che-

ville, ou est vite dépassé. - IV. Traitée brillamment, Radoteur brésilien. Ne saurait constituer un secret de polichinelle. - V. Ainsi. Cousin du nain jaune. Allongent le fil du discours en le - VL Ville de Bolivie. Qui a peut-être été mal compris la première fois. -VII. Tenu. Copulative. De telles bombes ne sout pas sans provoquer de

nombreux cadavies. - VIII. Milieu convenant à un paradeur. Eloquente mutité. Apparues. Préposition. - IX. Proéminences au centre des régions mamelonnées. Variété parmi les - grosses » légumes asiatiques. Régulateur hydraulique. - X. Anglais éponyme d'un État de l'Union. Inconnu au cœur d'une inconnue. Ranal. Personnel. - XI. Étoile filante sur l'écran céleste. Poil pour pinceau de portraitiste. - XIII. Arracher la chair ou faire payer trop cher. Un des leaders des Lieder. - XIII. Objet d'ergotage de la part d'un Janonais quelque peu chinois. Bercé et endormi. Palindrome saisonnier. Se rendit doublement à Appomatox. -XIV. Ebauche un ornement ou peut en être le composant. De Bretagne, pour Louis XII; d'Autriche, pour Louis XIII. Interjection. Eau con-

rante. - XV. Doit être bon pour mé-

riter le salut. Rassemble des choses

'de peu d'importance.

#### 1. Distribue plus de vestes que

d'écharpes. Particule subatomique. 2. Tourne parfois en rond sur une piste. Travail de carabin ou d'étalier. - 3. Baba, comme le fut Ali. Nourrisseur des nourrissons. -4. Témoigne que trop de précipitations nuisent. Alimenter un réseau. Unité de charge qui va en s'alourdissant. 5. S'efforce de connaître sur le bout des doigts. En condition d'être blanchi par l'homme en noir. -6. Forme de rire ou terme de plaisanterie. Ville d'eaux germanique pécialisée dans la douche écossaise. Sommet chez les Basques. - 7. Un peu d'espoir. Large artère à sens unique. Vedette du Capitole. Préposition. - 8. Ne se mouche pas du pied. Home taillé dans le roc. -. Lieu de naissance de célèbres jumelles. Qualifie le sanglot d'un violon tsigane ou identifie une pianiste bien de chez nous. Quotidien anglais. - 10. Ministre à Matignon. Suscite de nombreux déplacements quand il est fixe. - 11. Mater dolorosa. Aleule des Furies et mère d'une progéniture furieuse. Tel un goût précis on inapprécié. -12. Homme de couleurs très sollicité pour l'entretien du blanc. La bionde du pub. - 13. Malheureux qui en a vraiment plein le dos. La vie l'est doublement. - 14. Permet au lit certains épanchements. Simple impression de l'esprit ou grand mouvement du cœur. - 15. Note. Le siège de Troyes vu par Paris. Isolés. Partie d'échecs.

### Solution du problème nº 3109 Horizontalement

I. Organiste. — II. Sermonner. —
III. Are! Ré. — IV. Emmêlé. — V.
Soi. SMIC. — VI. Ennui. Ane. —
VII. Ida. Légal. — VIII. Cacao. Ail.
— IX. Hie. Tissu. — X. Enée. Viol.
— XI. Estienne.

Verticalement

1. Os de sciche. — 2. Ré. Mondame. — 3. Graminacées. — 4. Amie. Et. — 5. Noël. Ilot. — 6. In. Es. Ive. — 7. Sp. Magasin. — 8. Terminaison. — 9. Ere. Cellule.

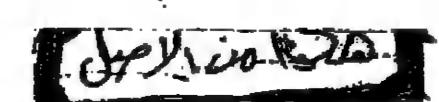
GUY BROUTY.

## G Mende

LE NOUV

Les députes socialistes sonsiblement le texte





## écononie

### LE NOUVEAU DÉBAT SUR LES NATIONALISATIONS

### Les députés socialistes veulent modifier sensiblement le texte gouvernemental

nement trop douce à l'égard du accusent d'avoir rendu un juge-ment partisan, les députés socia-listes ont pris acte de la volonté d'apaisement exprimée à l'égard de celui-ci par l'Elysée, à l'occa-sion du conseil des ministres du 20 janvier, mais ils n'ont pas renoncé pour autant à essayer de faire prévaloir leur point de vue C'est ainsi que la commission spéciale de l'Assemblée nationale charges d'examiner le pro-jet de loi « revu et corrigé » a adopté, vendredi soir 22 janvier, plusieurs amendements présentés par le groupe socialiste, qui visent à modifier sensiblement la nouvelle rédaction des articles contestes par le conseil constitutionnel (le Monde du 23 janvier). Le groupe socialiste propose de supprimer la référence au seuil du milliard de francs retenu par

dans le secteur bancaire et de limiter explicitement à trente-six dix-huit sociétés cotées en Bourse et dix-huit non cotées — le nombre des banques nationalisables. Son objectif est d'écarter de la liste des établissements nationalisables les trois banques mutualistes (la Banque fédérative du crédit mutuel, la Banque française du crédit coopératif et la Banque des coopératives de consommation et des mutuelles) s'était étonné qu'elles ne fussent pas incluses dans la liste gonvernementale puisque le total des dépôts de chacune excède le seuil Bien que le premier ministre et

du milliard de francs. public aient été quelque peu éebrlués de constater que neuf « sages » recommandent de traiter ces établissements mutualistes, à vocation socialisante, sur le même pied d'égalité que les l'article 13 du projet pour fixer sociétés capitalistes, le gouverne-

ment s'était montré, pour sa part, soucieux de ne pas contrarier l'as-semblée du Palais-Royal.

Le groupe socialiste refuse éga-lement la procédure à petite vitesse retenue par le consell des ministres pour la nationalisation des sociétés bancaires non cotées. Pour donner là encore, satisfaction au Conseil constitutionnel, le conseil des ministres avait décidé, mercredi, que la nationalisation des dix-huit banques concernées n'interviendrait qu'au terme d'un delai de un an, afin de laisser à une commission d'évaluation le temps de déterminer le montant de l'idemnisation à assurer aux actionnaires. Les députés du P.S. réclament que les sociétés non cotées en Bourse soient nationalisées immédiatement, en même temps que les dix-huit autres banques. Ils demandent que la valeur d'échange des actions soit égale a au produit par dix du meilleur benéfices, actualisés au ianvier 1982, après impôts, provisions et dotations aux amortissements, dégagés au cours des exercices 1978, 1979 et 1980 ». La somme ainsi obtenue serait majorée des dividendes 1980, corrigés

de l'érosion monétaire. Après avoir souligné que plupart des établissements concernes pourraient faire l'objet, ultérieurement de prises de participation de l'Etat. M. Mauroy ne s'était pas déclaré hostile, jeudi 21 janvier, devant la presse, à compromis avec le groupe

Enfin. les députés du P.S. proposent de supprimer l'article 4 du projet permettant au gouvernement, en attendant l'entrée en vigueur de la loi, d'autoriser les sociétés à alièner tout ou partie de leurs participations majoritaires dans leurs filiales à l'étranger. L'adoption de cette disposition conservatoire se traduirait par une immobilisation en leur état actuel des structures financières des groupes nationali-

La commission spéciale poursuivra ses travaux, mardi en fin de matinée, en examinant les moyens de l'inancer le surcoût de l'indemnisation qui résultera de la décision du Conseil constitutionnel. Un accord de principe est intervenu entre les socialistes et les communistes pour la création d'une tranche supplémentaire de l'impôt sur les grandes fortunes qui se traduirait par un prélèvement de 2 % à la hauteur de 15 millions de francs. Le groupe communiste a déposé un amen-

A l'hôtel Matignon cette pression du groupe socialiste ne provoque ni surprise ni agacement. Le gouvernement pourrait retenir le proposition relative aux filiales étrangères mais il est peu probable qu'il en fasse de même pour les autres amendements. dans la mesure où leur adoption pourrait faire l'objet de nouveaux recours de l'opposition au Conseil constitutionnel. « Il faut surtout ne pas jaire courir de risque au président de la République ». est-il qu'elle sera certainement déclarait, jeudi, M. Pierre Mauroy pour souligner la volonté du goucirconstances d'une crise institutionnelle ouverte entre l'Elysée et l'Assemblée du Palais-Royal. Face à cet impératif, et compte tenu du fait qu'en engageant sa responsabilité devant l'Assemblée nationale. le gouvernement ne retient que les amendements qu'il agrée, ce nouvel accès d'humeur du groupe socialiste ne paraît pas de nature à géner réellement

### Un privilège pour les actionnaires

(Suite de la première page.)

Le Conseil ne s'est pas demandé pourquoi la valeur au bilan, surtout s'il propose un compte consolide où entrent les filiales, est généralement supérieure à l'évaluation par la Bourse, sauf pour des valeurs de croissance où des anticipations excessives conduisent souvent à de lourdes retombées par la suite. C'est que, dans les plus grandes sociétés, les actionnaires n'exercent aucun pouvoir réel, et que les affaires ne sont pas toujours menées à leur avantage. Tenir compte, même partiellement, d'une valeur au bilan supérieure à ce que l'actionnaire avait en main, c'est lui assurer un enrichissement sans cause, qui par contrecoup constitue une spoliation des contribuabies. Vouloir en outre consolider le bilan alors que le cours de Bourse tient déjà compte de la situation globale de l'entreprise. c'est un double emploi manifeste et injustement coûteux. Le Conseil n'a pas noté que

l'application d'un coefficient uniforme, soit 10, au bénésice après impôt pour contribuer à estimer la valeur d'échange méconnaissait la réalité : le multiplicateur diffère profondément de société à société suivant le taux de croissance anticipé par l'actionnaire. C'est donc la combinaison de

plusieurs paramètres qui doit être abandonnée. Heureusement le Conseil constitutionnel n'oblige pas à s'y accrocher. Il la considère comme un correctif aux dispositions visant le cours de Bourse moyen sur une période de du montant, mais celui de 1980

quelle est la critique? Une période longue et déjà ancienne mélange des cotations qui, du fait de l'inflation, n'ont pas le même sens en francs constants. Voici que le Conseil constitutionnel parait prendre parti pour une indexation qui est refusée comme dangereuse par les autorités financières, et qui en particulier ne figure pas dans la loi de 1978 sur les gains de cession des titres. Et où a-t-on vu que les actions montent avec les prix, alors qu'elles peuvent balsser sous l'effet de la conjoncture ? L'autre observation est que les cours ont évolué dans des sens différents pour les diverses entreprises en cause : ici, on comprend mal, les divergences accusaient sans doute des changements dans la situa-

tion ou les perspectives de cha-

cune, non les craintes de natio-

nalisation qu'on met nommément

en cause et qui, au pire, les affec-

talen toutes pareillement. Mais

enfin il faut s'incliner.

Voici le gouvernement amené. semble-t-il, à revenir au seul cours de Bourse, mais au seul riger; à choisir une période de référence plus courte, plus récente, et où la victoire de la gauche ne paraissait pas probable: à retenir pour chaque titre le cours moyen mensuel le plus favorable; à majorer cette base du coefficient de hausse des prix; à servir un dividende, qui n'est pas celul de 1981 faute d'arrête des comptes et d'assemblée générale qui puisse décider

lui-même indexé. Ces paramètres

paraissent répondre habilement à toutes les exigences du Conseil constitutionnel sans risque d'une nouvelle annulation. Mais il feut bien voir les conséquences.

Les porteurs se retrouvent dans des situations comparables, qu'ils aient investi dans des titres qui tendaient à la hausse ou à la baisse. On réserve aux actions une indexation sur les prix qui ne répond en aucune façon à leur nature de titres à revenu variable : c'est un avantage exorbitant, qui sera payé par le contribuable. Dans les cas où le cours le plus élevé dans la période de référence se liait à un coupon non détaché, le dividende supplémentaire va être servi deux fois. Et la valeur d'échange ne pourra ne pas être différente pour chaque titre de celle que le marché avait pris en compte au moment où le gouvernement avait publié sa décislon : de nouvelles variations en hausse et en baisse vont être provoquées par des péripéties

Si le Conseil constitutionnel s'était contenté d'observer que les modalités d'indemnisations. favorables pour les groupes industriels, l'étalent moins pour les banques en comparaison des cours constatés, que le dividende n'était que très partiellement inclus dans les bases, des corrections à la marge auraient étalent immédiatement concevables. Celles qu'il impose aboutissent à une fausse égalité, à un privilège, à des spéculations sur le marché.

politiques.

PIERRE URI,

#### Conséquence d'une décision du tribunal de commerce

#### La prise de participation majoritaire de l'État dans la société Matra pourrait être retardée

Matra, qui contestent plusieurs termes de la convention signée le 12 octobre dernier entre le président de la société. M. Jean-Luc Lagardère, et le gouvernement français, le tribunal de commerce de Paris a rendu en référé, le vendredi 22 janvier, une. ordonnance dont le contenu ne devait être rendu public que lundi 25 janvier, mais qui abonde dans

Ce qui aurait pu ne constituer qu'un épisode judiciaire de plus dans la polémique qui oppose depuis plusieurs semaines ces actionnaires minoritaires, reunis pour la plupart d'entre eux au sein du Rama (Rassemblement des actionnaires de Matra), au consell d'administration de firme, revet une dimension toute particulière si l'on en juge par

Dès que fut connue la décision du tribunal de commerce de déclarer recevable le recours forl'un des membres du bureau de l'association, M. Jean-Pierre Morel, la chambre syndicale des agents de change décidait de suspendre aussitôt la cotation en Bourse du titre Matra le vendredi 22 janvier, cotation qui devait justement reprendre ce jourlà, alors qu'elle était interrompue depuis le 9 septembre dernier. Dans le même temps, la direction de Matra jugeait l'affaire suffisamment préoccupante pour que M. Lagardère décide de convoquer, pour le mardi 26 jan-

Matra chargée d'étudier les consequences de la requete émaritaires. Dans un premier temps, ces derniers se sont contentés demander au tribunal la suspension de l'application de la qua-

vier, une reunion extraordinaire

du conseil d'administration

vier dernier. Celle-ci ne concerne en apparence que le processus d'augmentation du capital de Matra et les modalités de l'offre publique d'echange qui doit permettre à l'Etat de souscrire à cette aug-

trième résolution votée le 14 jan-

Saisi par un certain nombre mentation de capital de façon à d'actionnaires minoritaires de détenir ultérieurement une participation majoritaire de 51 % dans la société, conformément aux termes du fameux protocole du 12 octobre dernier. A travers cette remise cause, acceptée par le tribunal de commerce, c'est tout le mon-

tage financier patiemment élaentre M. Lagardère M. Mauroy qui se trouve risé, à défaut d'être réellement De l'avis général. Il ne pourrait s'agir, en effet, que d'un

retard dans la mise en place du mécanisme, les animateurs du Rama n'ayant jamais caché que ce qu'ils contestaient avant tout n'étalt pas l'accord en lui-même n'était pas l'accord en bu-même mais plutôt le sort réservé aux actionnaires de Matra. Selon les dispositions inftiales

ces derniers devralent recevoir. à

titre d'indemnisation, une somme de 1215 F per action Matra (un prix initial de 1 115 F majoré de 100 F en guise de compensation après la longue suspension de cotation du titre en bourse). Or, s'appuyant sur l'avis récemment rendu par le Conseil constitutionnel et sur le sérieux « coup de pouce» donné par le gouvernement aux bases d'indemnisation des actionnaires de sociétés nationalisables, le Rama a auusitôt demandé un traitement identique qui, d'après ses calculs, permettrait aux actionnaires de Matra de recevoir une indemnisation deux fois plus élevée et sans doute voisine de 3 000 F par titre. Un affaire de gros sous, en

somme? Sans doute: toulours évoquée le 26 janvier, à l'Assemblée nationale au cours du débat sur le nouveau projet de loi sur les nationalisations. Avec d'autant plus d'attention que l'accord signé avec le président de Matra est toujours resté « en travers de la gorge » de certains députés socialistes qui ont eu bien du mal à admettre le principe d'une seule prise de participation majoritaire de l'Etat dans cette société au lieu de la nationalisation pure et simple qu'ils préconisaient. S. M.

dement en ce sens.

ALAIN ROLLAT.

### L'accord franco-soviétique sur le gaz

(Suite de la première page.) Or, sur le plan financier comme sur celui de la fourniture de matériels, les accords entre Paris et Moscou étaient déjà passes et plusieurs contrats avaient été

Sur le plan financier les Soviétiques bénéficient des conditions définies par le protocole francosoviétique de 1980. Jusqu'au 30 septembre 1981 les taux d'intérêt étaient fixés à 7,80 % sur 85 % des crédits (acheteurs ou fournisseurs) offerts (1). Les Soviétiques ont d'ores et déjà signé pour 4,5 milliards de francs d'achat de matériels avec des sociétés françaises à ces conditions. Creusot-Loire fournira vingt-deux stations de pompage (avec quelques difficultés pour trouver les turbines nécessaires, après les sanctions décrétées par le président Reagan et la défaillance de ce fait de General Electric dont la technologie avait été choisie pour l'ensemble du gazoduc) : de même Thomson livrera pour 1,8 milliard de francs de matériels électroniques et d'ordinateurs pour le réseau de télésurveillance du gazoduc. Alsthom-Atlantique et Hispano-Suiza ont bénéficié elles aussi de contrats pour la fourniture de pièces de

turbines. Toute nouvelle commande par les Soviétiques de matériels français — on parle pour la France de quelque 10 milliards de francs en tout - dépendrait des conditions dites du consensus, c'està-dire du taux de 8,50 % accepté désormais par les pays industrialisés dans le cadre de l'O.C.D.E. pour leurs crédits à l'exportation. Il ne restait donc qu'à signer la contrepartie à ces engagements financiers et à ces achats de matériel : le contrat de fourniture de gaz. On aurait pu, comme les Italiens, annoncer a une pause ». Mais eux aussi signeront, L'Europe est désormais liée.

#### A quel prix?

La signature le 30 novembre par l'Allemagne fédérale avait donné une indication du prix Gaz de France était d'ailleurs parvenue des le 18 novembre avec Soyuzgas Export à un prix minimum applicable en 1984 lors des premières livraisons pour garantir les investissements de l'U.R.S.S., soit un peu plus de 5 500 dollars par million de B.T.U. (2). Il restait donc à négocier le prix de base et le principe de l'indexation et seule la volonté de la délégation soviétique de ne pas s'engager avant que Paris et Alger ne soient parvenus à un accord sur le prix du gaz algérien avait empêché une signature à la mi-décembre lors de la grande commission franco-soviétique.

Si l'on se refusait, le 23 janvier à Gaz de France, à donner la moindre indication sur les prix, on ajoutait que l'on n'aurait pas signé si ce prix n'avait pas été satisfaisant. Tout laisse donc supposer un accord proche de celui paraphe il y a deux mois par Ruhrgas, la firme ouestallemande. La France recevra 8 milliards de mètres cubes par an (contre 11,2 milliards de mètres cubes pour les Allemands) AFFAIRES pendant vingt-cinq ans à la frontière germano-tchécoslovaque (à Waldaus). Le prix de base devrait être de l'ordre de l'équivalent en francs de 4.65 dollars par million de B.T.U. au 1er juillet 1981. Le prix minimum, pour toute la durée du contrat et quelle que soit l'évolution des indices, serait légèrement suéprieure à 5,50 dollars par million de B.T.U. Enfin l'indexation du prix de serait effectuée partiellement sur le prix d'un « panier » de pétroles bruts (pour 20 à 25 %) et sur les prix du fuel lourd à basse teneur en soufre et du fuel

domestique. Outre les questions morales et politiques que peut poser la signature — dans la conjoncture actuelle — de ce contrat. l'accord franco - soviétique inquiète par la dépendance ainsi créée (voir à ce sujet un dossier sur la politique française des hydrocarbures dans le supplément économique du Monde daté du mardi 26 janvier). En 1981, la consommation française a été converte pour 25 % par la production nationale de Lacq, pou r15,4 % par l'Algérie, pour 9,5 % par la mer du Nord (Ekofisk), pour 31,2 % par les Pays-Bas, pour 15 % par IU.R.S.S., pour 3,8 % enfin par En 1990, si l'on arrive à signer un contrat avec le Cameroun et si les engagements pris par le Nigeria son ttenus, Lacq fournira 8 % du gaz consommé en France. 'Algérie 23 %, la mer du Nord 13 % (y compris un nouveau contrat non encore signé), les Pays-Bas 3 %, I'U.R.S.S. 32 % et 'Afrique occidentale 16 %. Mais si aucune source nouvelle n'était obtenue, la dépendance à l'égard de l'U.R.S.S. approcherait 40 % voir la dépasserait à la fin du contrat avec les Pays-Bas, en

Or toute source energétique n'est pas substituable immédiatement au gaz. On ne peut donc raisonner en termes de dépendance ènergètique. L'inquiétude serait moins vive si le gouvernement socialiste — qui a toujours proné le principe de la diversification des approvisionnements avait présenté en même temps a signature du contrat avec les Soviétiques les mesures qui permettraient d'amoindrir cette dépendance : signature de nouveaux contrats dans d'autres pays, augmentation du nombre des contrats dits a interruptibles » par lesquels des industriels s'engagent à recourir à d'autres sources d'énergie lorsque cela est indispensable, implantation enfin de capacités de stockage souterrain, véritable réserve stratégique nationale. Telle sont en tout cas les mesures à prendre d'urgence.

BRUNO DETHOMAS.

(1) En fait 7.75 % du fait de la prime de la COFACE, la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur. (2) British Thermal Unit : 1 million de B.T.U. = 293 kWh.

#### M. GÉRARD DEUIL JU S.N.-P.M.I.

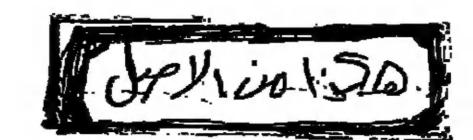
Le conseil national du patronat indépendant S.N.-P.M.I., qui s'est réuni récemment à Paris, a décidé de porter de deux à quatre ans la durée des mandats du président national et du président national délégué.

Ces responsabilités ont été confiées à nouveau pour la première à M. Gérard Deuil et à M. Jacques Tessières pour la

seconde. D'autre part, le comité exécutif de cette organisation patronale a été élargi à quinze mem-

[Depuis novembre dernier le S.N.-P.M.J. est considéré par les pouvoirs publics comme une organisation représentative. Ces modifications qu'il vient d'apporter à ses statuts devraient lui permettre plus aisement de sièger aux différentes instances — régionales ou départementales, notamment - oh le





## CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

#### L'euromarché

### Grande activité

La vogue pour les émissions zona Public Service, société ame-euro - obligataires à « coupons ricaine comme son nom l'indique zero », qui s'étai tcalmée en début à partir de jeudi. Vendredi. six cette manière. La situation est toutefois très différente par rapla mesure où cette fois-ci parallelement aux operations sans coud'intérêt fixe d'un montant global de 300 millions de dollars ont également vu le jour. La coexistence des deux secteurs souliene l'avantage pour les emprunteurs du papier à « coupons zéros », dont le cout est en moyenne inférieur de 1 % par an à celui des emprunts dotés de coupons fixes. A titre d'exemple. Du Pont de Nemours, le grand groupe chimique américain bien connu, remunère sur la base de près de 14,50 % l'émission à « coupons zéro » de 300 millions de dollars qu'elle a lancée cette semaine, tandis que la Banque de développement du Japon lève en même temps 50 millions de dollars d'euro-obligations à taux fixe proposées avec un coupon annuel de 15.50 %.

Ce qui est frappant à l'heure actuelle, c'est que la totalité des emprunteurs qui utilisent soit la technique du « coupon zéro ». soit celle, traditionnelle, du taux d'intérêt fixe sont exclusivement des Américains, des Canadiens, des Japonais. Les débiteurs européens, par contre, brillent par leur absence. Ceci s'explique par la divergence fondamentale d'opinions entre les uns et les autres. Les emprunteurs d'outre-Atlantique ne croient pas en une baisse des taux d'intérêt et n'hésitent pas à lever des capitaux, même sur la base de coupons élevés alors que les Européens continuent d'anticiper nne détente et, en attendant qu'elle se manifeste, préfèrent

transactions à taux variables. Il semble que ce soient les Japonais qui continuent d'absorber la plus grande partie des opérations sans coupon. Mais les Arabes sont également acheteurs de ce type de papier parce qu'ils apprécient les sociétés américaines qui l'offrent. En Europe, les Belges et les Suisses sont aussi amateurs de ce genre d'émission. Par contre les Laxembourgeois, qui sont imposés sur la fortune et ne le sont pas sur leurs revenus mobiliers, ne s'y intéressent pas.

L'euro-emprunt de 300 millions de dollars de Du Pont de Nemours, qui a une durée de huit ans, a été offert à un prix de euro-obligations, qui, à échéance, sera remboursée à 1000 dollars. Par la suite J.C. Penney est venu l'émission de 250 millions d'eurosur douze ans à un prix de 18,50, soit l'équivalent d'une rémunération annuelle de 15,10 %. Puis simultanément. Beatrice Foods et Xerox ont chacun annoncé l'émission de 250 millions d'eurol obligations à dix ans à un prix de 22,50, soit un rapport amuel de 14.65 %. Les deux opérations paraissent avoir été préalablement placées parce que, aussitôt annoncées, elles étaient très vite terminées. De leur côté, les grands magasins Sears Roebuck ont lancé jeudi soir une transaction destinée à drainer 300 millions de dollars d'une durée de dix ans. Cet euro-emprent émis à 24.70 procurera, à l'échéance un rendement équivalent à 15 % par an. Sur la seule qualité de l'emprunteur, les euro-obligations Sears Roebuck ont trouvé preneurs sans difficulté.

En revanche, la grande banque américaine Citicorp a eu plus de peine à placer les 150 millions de notes à trois ans ou'elle proposait avec un « coupon zéro » à un prix de 66.50, soit une rémunération annuelle de 14,75 %. D'une manière générale, il semble que les émissions sans coupon scient mieux accueillies lorsqu'elles émanent de grandes sociétés industrielles américaines que lorsqu'elles proviennent du secteur bancaire.

#### Le retour de Paribas

Le secteur des euro-emprunts en dollars et à taux d'intérêt fixe a effectué sa récuverture sur la base de coupons hautement rémunérateurs pour les investisseurs. Parmi les quatre opérations annoncées cette semaine, c'est certainement celle de la Banque de développement du Jajon qui a le plus retenu l'attention. Tout d'abord, elle marque le retour de Paribas dans le club fermé des établissements internationaux chefs de file d'émissions euroobligataires. Depuis les élections de l'été dernier, Paribas empêtrée dans les mésaventures qu'on on trouve l' « explosion » de la semaine l'euro-emprunt de 50 millions de dollars de la Banque de dollars due à des facteurs saidéveloppement du Japon, on assiste à un retour à la normale. L'opération japonaise, qui rare privilège, bénéficie de la garantie de l'Etat japonais, a une durée de cinq ans seulement. Offerte au 15,50 %. elle a immédiatement suscité un écho extrêmement fa-

Les trois autres transactions à le président Reagan se montretaux fixe ont, pour leur part, t-il soucieux de préserver l'indétoutes vu le jour avec des coupons | pendance du PED et se garde-t-il

de service public, n'a pas hésité 50 millions de dollars. Bien acd'intérêt, restent attirés par les des rémunérations alléchantes. La société canadienne Hydro-Québec a également doté d'un coupon de 16,25 % l'euro-emission de 100 millions de dollars qu'elle a lancée jeudi soir. Mais, cet em-

prunteur a l'avantage d'être un familier du marché euro-obligataire, et en outre ses obligations n'ont qu'une durée de six ans. Depuis l'émission de la Banque française pour le commerce extérieur, conjointement dirigée avec brio par le Crédit suisse-First Boston et le Crédit lyonnais, dont on se rappelle l'extraordinaire succès, aucun autre emprunt a taux d'intérêt variable, ou tout au moins aucun digne de ce nom, n'avait été lancé. Cette semaine, ce n'est pas moins de cinq transactions de ce type qui ont été offertes. La plus originale est sans aucun doute celle du Swedish Export Crédit d'un montant de 75 millions de dollars et d'une durée limitée à cinq ans. Le taux d'intérêt de ces notes émises au pair est le taux interbançaire offert à Londres sur les dépôts en eurodollars à six mois, celui que l'on appelle le Libor. Augune marge additionnelle, comme il en va d'habitude avec ce genre d'instrument, ne vient augmenter la rémunération des prêteurs. Par contre. cent douze mille cinq cents warrants sont attachés l'euro-emprunt, qui permettront aux porteurs d'acquérir, au cours des douze mois à venir des obligations à huit ans d'une valeur nominale unitaire de 1000 dollars. Celles-ci seront émises à 100 et porteront un intérêt annuel

de 13.75 %. C'est la Banque amé-

ricaine Morgan Garanty Ltd out

elle, elle l'aurait mème initialement proposée au Trésor français pour servir de support à un qu'un problème s'est tout de suite posé. La banque chef de file les alors que techniquement ils ne valent pas plus de 5 à 6 dollars. importante de warrants a apparemment reflué vers Morgan

#### Hausse des emprunts en deutschemarks

En Allemagne, la baisse du lombard n'a pas manqué d'impressionner favorablement le secteur des emprunts internationaux | ayant le deutschemark pour support. Des hausses de 0,30 % à 0.50 % ont été enregistrées sur la plupart des emprunts traités sur le marché secondaire. Du meme coup, les émissions en cours de souscription publique ont vu leur placement acceléré La Banque européenne d'investissement, qui offrait 250 millions de deutschemarks dans le cadre d'un emprunt en deux tranches, tontes deux proposées au pair avec un coupon annuel de 10 %, a été la première à bénéficier de l'amélioration genérale outre-Rhin. Les 150 millions lions d'obligations à dix ans se traitaient, vendredi, les unes comme les autres à 99.50-100. Pemez, la compagnie pétrolière nationale du Mexique, a aussi suscité une très bonne demande pour son euro-emprunt sur huit ans de 150 millions de deutschemarks. Les obligations mexicaines accompagnées d'un coupon de 11 % par an pouvaient, sur le « marché gris », être acquises en fin de semaine sur la base d'une très légère décote ne dépassant pas 0,75-0,25.

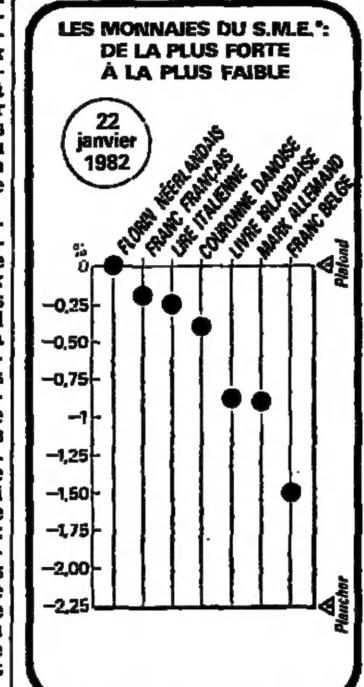
CHRISTOPHER HUGHES.

#### Les devises et l'or

### Fermeté persistante du dollar

d'intérêt aux Etats-Unis (voir en rubrique marché monétaire) le dollar s'est montré très ferme sur progression a toutefois, été freitamment la Bundesbank. Sur le palier de résistance aux environs de 370 dollars. Dès le début de la semaine.

après l'annonce d'une très forte augmentation de la masse monétaire américaine pour la première semaine de janvier, qui faisait craindre une hausse des taux outre-Atlantique, l'on s'attendait à une vive progression du dollar. Effectivement, des le début de



sait de 2.30 DM à 2.33 DM sur la place de Francfort, et de 5.84 à 5.91 F sur celle de Paris. ricaine revensit aux alentours de 2.30 DM et de 5.85 F Les jours avec une remontée du lover de l'argent aux Etats-Unis, le dollar s'orientait à la hausse, et, à la veille du week-end, sur le marché de New-York, il s'élevait à plus de 2.31 DM et 5.90 F.

Cette fermeté persistante a pris au dépourvu, on le sait, les milieux financiers internationaux. qui tablaient sur un repli après la fin de l'exercice 1981. Elle pose de graves problèmes aux pays européens dans la mesure où elle limite leur liberté d'action en réglage des économies.

européen, le florin s'est inscrit

Il convient, toutefols, de noter one le franc français a cédé un peu de terrain, le cours du florin à Peris dépassant son cours central de 2.3210 F. et celui du mark s'élevant au-dessus de 2,54 F nour la seconde fois depuis la dévaluation du début d'octobre 1981. Sur le marché de l'or, le cours de l'once de 31.19 a éprouvé le niveau des 370 dollars, qui appsà partir duquel il a pu s'élever matière de taux d'intérêt et de à 378 dollars à la veille du weekAnders on the set a re-

The same of the sa

A logope to come on the

Perint mit fen Ger fein e

Total and State water and the state of the s

Laze rec.

of the property of the same of the same

armital ar des professors :

STATE STORY STORY

Sen die - 11 104-2-8 122 127

Constant Patrone

Comment of the Commen

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 15 AU 22 JANVIER

(La tigne interseure doune seux de la semaine précédents.)								
PLACE	Unre	\$ E-8.	Franc tracçais	Franc sujese	D. mark	Frant beign	Florin	Lira Italieque
Rew-York	1,8760 1,8700	_	17.8357 17,1013	53,7056 53,8592	43.2369 43,3651	2,5516 2,5510	39,5647 39,5563	0.08087 0.08096
Parts	10,9769 10,9348	5,8709 5,8475	_	315,25 314,88	254,38 253,57	14,9783 14,9170	232,34 231,30	4,7472 4,7309
Zarich	3,4819 3,4725	1,8620 1,8570	31,7298 31,7581	-	80,6933 80,5890	4,7512	73,6696 73,4572	1,5058 1,5024
Pranciert .	4,3158 4,3122	2,3075 2,3060	39,3112 39,4368	123,92 124,17		5,8879 5,8825	91,2957 91,2183	1,8661 1,8656
ruxelles	73,2853 73,3940	39,19 39,29	6,6763 6,7837	Z1,0472 21,1093	16,9837 16,9991	-	15,5054 15,5863	3,1694 3,1715
Vesterden	4,7264 4,7273	2,5275 2,5280	43,0493 43,2338	135,74 136,13	109,54 109,62	6,4493 6,4489	_	2,8448 2,8453
Ailen J	2 312,25 2 311,32	1 236,50 1 236,00	210,65 211,37	664,07 655,58	535,88 \$35,99	31,5514 31,5306	489,21 488.92	
wyo	424,86 418,88	227,20	38,7056 38,3083	122,82 128,62	98,4615 97,1379	579,73 571,42	89,8911 88,6975	0,1837 6,1812

A Paris, 100 yens étalent cotés, le vendredi 22 janvier, 2,5826 francs contre 2,6104 france le vendredi 15 janvier.

## Le marché monétaire et obligataire

### Baisse des taux en Europe Hausse en Amérique

semaine eur les taux d'intérêt dans le monde : ils ont baissé en Europe tandis qu'ils montaient aux Etats-Unis. Ce véritable «divorce » concerté de ce côté-ci de l'Atlantique pour faire pièce au comportement américain, jugé aberrant et irresponsable a été très remarqué dans la mesure où il marque, peut-être, un changement d'attitude dans les pays de la vicille Europe, aux prises avec une aggravation de la crise

Dès le début de la semaine, la Banque d'Angleterre déclenchait une désescalade des taux sur le marché londonien des capitaux à court terme, intervenant pour faire baisser les rendements des bons du Trésor, et accentuant sa pression les jours suivants au point qu'à la veille du week-end. es grandes banques ramenaient leur taux de base de 141/2 % à

économique.

De son côté, la Banque fédérale d'Allemagne annoncait, jeudi, une reduction d'un demi-point de son taux d'avances sur titres (Lombard), qui reveneit de 101/2 % à 10 %. Cette décision entraînait ogiquement celle des Pays-Bas. pays très lié économiquement à l'Allemagne fédérale. À Amsterdam la Banque centrale ramenatt son taux d'escompte de 9 % à

Pendant ce temps, une évoludon inverse était enregistrée aux Stats-Unia où les taux montaient d'un demi point, notamment sur le marché des eurodollars, tandis que le rendement des émissions des bons du Trésor s'élevait à plus de 13 % retrouvant le niveau du 29 octobre 1981, date à lequelle le taux de base des banques se situait encore à 18 % contre 15 3/4 % actuellement. De plus, le loyer de l'argent au jour le jour bondissalt mercredi de 13 % à 16 % pour revenir un peu au-dessous de 14 % à la veille du week-end. Dans ces conditions, il semble probable que les banques veuillent relever leur taux de base pour le porter à 16 % et plus. relancant l'escalade des taux A l'origine de ces phénomènes. tation record de 9.7 milliards de sonniers), qui fait conjecturer un durcissement de la politique du FED, inquiet de voir ladite masse monétaire progresser à plus de 10 % en rythme annuel. Cette politique, on le sait, est vivement attaquée par la Maison Blanche qui y voit un sabotage de son action au moment où la récession se creuse. Sans doute.

Volcker, président du FED. des parlementaires en furie. Mais son entourage, notamment le secrétaire au Trésor. M. Donald Regan, ne se prive pas de mettre en cause la politique monétaire du FED, la qualifiant d' « erratique », « ce qui ne nous aide pas »; « il feut des instrument plus précis, ajoute-t-il Dans l'immédiat, les milieux financiers attendaient avec inquiétude le chiffre de la masse monétaire américaine vendredi 23 janvier au soir, espérant une contraction qui compenserait « l'explosion » précédente Or, c'est une nouvelle hausse de 700 millions de dollars seulement, il est vrai, qui a été annoncée. En même temps, la publication de l'indice du prix à la consommation révélait une progression de 0.4 %

donc devant un problème délicat : toute accentuation de sa politique restrictive aggravera la rècession au moment où l'inflation relentit (au moins pour l'instant). Peut - être attendra - t - 1 pour prendre une décision.

seulement. Le FED se trouve

En Europe, en tout cas, on a décidé de prendre le contrepled de la politique américaine et de s'engager unilatéralement sur la voie de la baisse des taux L'Allemagne fédérale, notamment, a pris une véritable décision poli-

#### Circonspection sur les obligations

Soucieuse de freiner l'inflation. elle avait massivement relevé ses taux en février 1981, le Lombard passant de 9 % à 12 % pour revenir graduellement à 10 1/2 %. accompagnant la baisse du taux américain. Soucieux également de revaloriser le mark, elle s'était fixé pour objectif un cours de 2.15 DM pour un dollar. Or la Bundesbank vient d'effectuer un revirement complet, acceptant le risque de voir le dollar monter tout en le limitant par ses interventions massives. C'est que la priorité est désormais donnée à une relance modérée de l'économie, face à un chômage grandissant. Le son de cloche est le même

en Grande-Bretagne. de ces deux pays, une « action concertée », entreprise à l'issue d'une réunion secrète des ministres des finances des Cing Grands à Versailles, dimanche 17 janvier. C'est très vraisemblable, blen que les responsables s'en défendent mollement, préférant évoquer un s sentiment commun v. co qui revient au même.

La France s'est tenue à l'écart pour l'instant de ca mouvement de baisses. C'est que les taux gation... de baisse. C'est que les tux égaux ou supérieurs à 16 %. Ari- de cautionner les demandes de d'intérêt y excèdent de fort peu

Un mouvement de bascule très démission adressées à M. Paul (1 point à peine, contre 4 à 5 reprise n'est pas au rendez-vous forte, que le franc est toujours fragile, et qu'un peu d'avance a été prise dans la baisse des taux par rapport aux partenaires. La Banque de France n'a donc pris aucune décision, son taux d'intervention restant fixé à 14 3/4 % et le loyer de l'argent sur marché monétaire s'établissant à l 15 %, en très léger recul. Pent-être le laissera-t-elle « filer » ultérieurement jusqu'à 14 %. pour réduire l'écart avec le taux de base bancaire (14 % actuelle-

> Sur le front des obligations, un l net flottement a été observé dans le secteur des émissions à taux fixe. L'emprunt de 1.5 milliard de francs à 16,90 % à dix ans et remboursement in fine lancé par la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.) se place plutôt mal. Il « colle aux doigts », comme disent les spécialistes, d'autant que l'emprunt d'Etat de 10 milliards de francs, proposé au début de janvier, n'est pas entièrement souscrit : Il en reste encore pour ceux qui en dési-

d'enthousiasme. Le « vent d'Amérique» apporte l'incertitude sur l'évolution des taux en 1982, et l la perspective de voir les émissions se multiplier pour répondre une mine triandaise. Plusieurs à des besoins pressants du Tresor, des collectivités locales, des entreprises nationales, nationalisées et privées, rend les souscripteurs circonspects. C'est pourquoi, pour l'instant, les rendements sur le marché secondaire ne varient guère, à 15.99 % contre 16.02 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept aus, 15.88 % contre 15.93 % pour ceux à moins de sept ana, 16.53 % contre 16.57 % pour les emprunts du secteur public, et 17.52 % pour ceux du secteur privé, selon les indices Paribas : ce sont les niveaux qui avaient été atteints dans le courant de décembre dernier.

C'est pourquoi, également, les transactions restent actives sur les emprunts à taux variables délà émis, et sur les emprunts à moins d'un an très recherchés par les fonds communs de placement et, surtout, par les nouvelles SICAV de trésorerie qui poussent comme des champignons après avoir été autorisées - pardon. < tolérées » — par le Trésor. En offrant des rémunérations à court terme et à taux élevés (plus de 16 %) aux détenteurs de disponibilités, elles tournent la réglementation restrictive et limitative édictée au début de septembre dernier. Mais, en regard, elles contribuent à vivifier et à animer le marché obligataire qu'elles alimentent en épargne liquide. Cet avantage vaut bien une déro-

FRANÇOIS RENARD.

## Les matières premières

### Reprise des métaux et du cacao

adoptée par les utilisateurs de matières premières, expliquent l'atonie des marchés. Pourquoi reconstituer ses stocks quand la attendre?

METAUX. — Le calme semble

revenu sur le marché de l'étain. mais pour combien de temps? L'enquête ouverte par le président de la Bourse des métaux de Londres sur des manipulations réalisées pour le compte de producteurs ou d'intérêts arabes, y a certes contribué. Mais, d'autres facteurs ont contribué à assagir le marché. Lors de la réunion du conseil international de l'étain à Londres, les pays consommateurs se sont fermement opposés à la demande de relèvement de 15% des prix d'interpention du stock régulateur des pays producteurs. En outre, pour le premier semestre, il est prévu un excédent mondial de production de l'ordre de 12 000 tonnes.

Les cours du plomb se sont raffermis à Londres sur des rumeurs d'achats pour compte de pays de l'Europe orientale. Incidence de la crise et surtout de la réduction de la production automobile (batteries). Putilisation mondiale de métal a fléchi, revenant à son niveau le plus bas depuis cing ans.

Reprise des cours du zinc à Londres, stimulés à la fois par les achats de pays communistes et le conflit qui s'éternise dans producteurs européens viennent de réduire leur prix de 75 dollars par tonne pour le ramener à 875 dollars, soit son niveau d'avril 1981. Cette baisse a surpris le marché, et les négociants se demandent si cet exemple sera

atteint 8%.

mais à 87 542 tonnes. Au Ghana. négociants, qui tablent sur un teur fuvorable, les broyages de aux Riats-Unis ou'aux Pays-Bas.

#### COURS DES PRINCIPAUX MARCHES

METAUX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebers). comptant, 851 (857,50), à trois mole, 877.50 (885.50); étain, comptant, 8 680 (8 620). à trois mois, 8 010 (8 109); plomb, 347.50 (330); zinc, 433.50 (414); aluminium. 591,50 (590) : nickel 3 090 (2 980) : argent (en pence par once troy). 423,50 (421,85). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 71.30 (71.80); argent (en dollars par once), 7.95 (7.87); platine (en dollars par once), 357,50 (360,20) : ferraille, cours moyen (75,80); mercure (par boutellle de 76 lbs), 395-410 (416-425). - Penang : étain (en ringkit per kilo) : 34,50 (34,80). TEXTURS. - New-York (en cents par livre), coton, mars, 64,45 (65,70; mai, 65,27 (67,55). — Lon-

dres (en nouveaux pence par kilo) : izine (peignée à sec), mars, 368 (372): jute (en livres par tonne) : Pakistan, White grade C. inch (265). - Roubaix (en france par hilo : laine, 41.90 (41,60). CAOUTCHOUC. - Londres (en nouvesuz pence per kilo) : R.S.S.

(comptant), 51,20-51,50 (51,60-

51,70). - Penang (en cente des

Detroits par hile), 209-210 (296-DENREES. - New-York (en canta par lb; sauf pour la cacao en dollars par tonne) : escao, mars, 2116 (2084); mai, 2115 (2085); sucre, mars, 13,60 (13,23); mai, 13.80 (13.60); café, mars, 138.30 (137,75); mai, 129,90 (131,85). — Londres (en livres par tonne) : sucre, mars, 177,80 (176,80), mal, 179,65 (179,60); café, mara, 1134 (1 147); mai, 1 148 (1 128); cacso, mars, 1219 (1195); mei, 1199 (1 185); — Paris (en france per (1 292); mel, 1 315 (1 298); café, mars. 1 270 (1 252); mal. 1 262 (1254); sucre (en france par tonne) ; mare, 1930 (1940); mei, 2027 (1987): tourteguz de soja : Chicago (en dollars par tonne), mars, 190,60 (193,30); mal, 192,60 (194,20). - Landres (en livres par tonne), févr., 135,90 (140,40); avril, 134,30 (137,30). CERBALES. - Chicago (en centa per hoissesu) : hie, mars, 379 1/2 (399); mal, 398 1/2 (399 1/4); mals, mars, 272 (272 1/4); mel, 282 1/4 (281 1/2). Indices. — Moody's, 1 006,90 (1 002,70); · Reuter. 1621.1 (1624).

L'évolution contrastée du loyer suivi. La consommation mondiale de l'argent, les fluctuations moné- de métal-a légèrement fléchi en taires, l'uttitude d'expectative 1981, retrouvant son niveau de 1977. En' Europe, la diminution Les cours de l'argent sont plus soutenus sur les différents marchés. Avec la suspension des américain provenant des stocks stratégiques, les négociants s'attendent à une revalorisation progressive des prix de ce satellite de l'or. TEXTILES. - Nouvel effritement des cours du coton à New-York. Il faut s'attendre à une hausse de 4 millions de balles des stocks mondiaux en fin de saison. Aux Etats-Unis. la production devrait atteinare 15.7 millions de balles, soit 46 millions de balles de plus que la précédente. DENREES. — Avance des cours du cacao sur l'ensemble des marchés, en corrélation apec les achais effectués par le directeur du stock régulateur, dont les réserves de fèves s'élèvent désorles achais effectués auprès des planteurs par les bureaux de commercialisation ont déjà totalisé 177 150 tonnes contre 151 189 tonnes à la date correspondante de l'année précédente. La récolte mondiale 1981 - 1982 serait déficitaire. Telles sont les prévisions formulées par plusieurs déficit de 20 000 tonnes en raison de récoltes inférieures mux prévisions dans trois pays africains importants producteurs (Coted'Ivoire, Ghana et Nigéria). En novembre 1981, une firme britannique prévoyait un excédent de 97 000 tonnes. Enfin, autre facfèves se sont accrus durant le dernier trimestre de 1981, tant

### LA REVUE DES VALEURS

LONDRES

Nette amélioration

Encore teinté d'irrégularité en

Par ailleurs, l'assouplissement des

Indices & F.T. p du 22 janvier ;

TOKYO

En hausse

Les investisseurs iaponais ont

Bony et Honda ont été particuliè-

TRAITÉES A TERME

(1) Une seule séance.

En 1981

LE DÉFICIT D'E.D.F. A ÉTÉ

Le bilan d'Electricité de France

Une nonvelle augmentation des

tarifa du courant sera appliquée en

101,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100. 31 décembre 1981)

(base 100, 29 décembre 1961)

Etrang.

Tendance.

+ 1,50

+ 2,50

Rif-Aquitaine .... 181,50

Esso ..... 216
Franc. Pétroles ..... 135
Pétroles B.P. ..... 53,80

Primagas ..... 288

Raffinage ..... 104 Sogerap ..... 397

Exxon .... 208

Patrofina ..... 697

105

15 janv.

(\*) En dollars,

15 janv. 22 janv.

#### porsistante du Valeurs à revenu fixe ou Bourses étrangères BOURSE DE PARIS remplacé par M. Guy de Brignac. vice-président-directeur général indexées depuis mai 1978. SEMAINE DU 18 AU 22 JANVIER 1982 Le maintien du cours de l'or 22 janv. Diff. aux has niveaux atteints récem-**NEW-YORK** Beghin-Say B.S.N.-G.-Danone ment a encore déprimé les Comblés emprents indexés sur le métal, le 4 1/2 % 1973 davantage que Hésitant Carrefour ..... comportement passablement le 7 % 1973, qui, après détache-Gén. Occidentale 413 Guy. et Gasc. 399 Martell 835 Moët-Hennessy 613 imprévisible des taux d'intérêt a début de semaine, le Stock Exchange A ténacité l'init par payer, c'est le cas de le dire, motivé une hésitation générale au s'est pettement repris par la suite puisque, en dépit des apparences, les quelques bour-Big Board, où les opérateurs se sont après que les mineurs - qui don-Most-Hennessy ... 4 1/2 1973 ----- 1858 7 % 1973 (1) ----- 6060 généralement cantonnés dans une siers qui s'évertuaient, depnis plusieurs jours, à croire nent souvent le « la » de l'actualité Mumm .... grande prudence. A l'exception d'une Olida Caby ..... en une meilleure indemnisation de leurs actions auront sociale — curent décidé de se pro-19.30 % 1975 ..... 83,20 16 % 1976 ..... 81,65 P.M.E. 10.6 % 1976. 81,81 P.M.E. 11 % 1977. 83,20 remod-Ricard 294.58 Fernod-Ricard 294.58 Fource Perrier 154.58 Radar 558 St Louis-Bouchon 170 C.S. Saupiquet 286 Vve Clicquot 1660 Viniprix 719 brève reprise, au cours des séances 16 % 1976 P.M.B. 10.6 % 1976. P.M.B. 11 % 1977. 8.80 % 1977 noncer contre la gréve. finalement obtenu gain de cause. de lundi et de jeudi, le marché new-Sans minimiser l'Impact indéniable de la victoire de yorkais s'est affaihli mais les printanz d'intérêt constaté en Europe, l'opposition aux quatre élections législatives partielles, c'est cipales informations d'ordre éconodés jeudi dernier, devait s'avérer surtout le relèvement sensible de l'indemnisation versée mique publices cette semaine n'ont également profitable au marché où 9,80 % 1978 ····· 9,45 % 1978 ····· aux porteurs de valeurs des sociétés nationalisables qui guère en d'effet majeur sur la cote les valeurs industrielles s'adjugeaient Il en est ainsi de la chute du 12010 + 110 aura monopolisé l'intérêt des boursiers, sans compter celui des gains appréciables alors que les 8.88 % 1978 -----P.N.B. américain, qui a atteint 5,2 % mines d'or sa conformalent à la des actionnaires : ces derniers ont vu, jour après jour. 9 % 1979 ..... au dernier trimestre 1981, en rythme baisse observée sur le métal fin. 10 % 1979 ..... s'alourdir leur escarcelle au fur et à mesure que s'affinaieut annuel confirmant s'il en était 19,89 % 1979 ..... 79,42 + 0,17 12 % 1989 ..... 89,05 + 0,10 C.N.E. 3 % ..... 2691 — 194 les calculs. besoin, l'ampleur de la récession Industrielles, 567,2 contre 531,6 ; Pilatures, textiles, matasins Le marché proprement dit y aura également trouvé que connaissent les Etats-Unis. mines d'or. 278.00 contre 278,08; (1) Compte tenu d'un coupon de son compte puisque, en l'espace d'une semaine, les cours En clôture, vendredi, l'indice Dow fonds d'Etat. 84.15 contre 62.37. La SCOA fait état d'un chiffre Jones des valeurs industrielles redes valeurs françaises auront progressé de 6,3 % en d'affaires consolidé de 6,7 mil-liards de francs pour l'exercice flétait un repli limité à 2.57 points moyenne, avec des écarts deux fois plus importants sur ment de son coupon, ne cède, en d'une semaine sur l'autre, pour définitive, que 29 F. Recul, éga-lement, de l'emprunt 3 % de la 1980-1981, en augmentation de de-nombreux titres. e'établir à 845.03, contre 847.60 le avec une dégradation Renouant avec ce qui est devenu une tradition, des Bowater ..... vendredi précédent, « Caisse nationale de l'énergie », « temporaire » de certains mar-Brit. Petroleum ... 298 hundi tous les noms des sociétés nationalisables se voyaient tandis que les obligations à taux Charter ..... 248 Courtanids ..... 78 chés et un alourdissement des à nouveau ornés des fameuses lettres N.C. (non coté), fixe gagnent qualques fractions charges financières. Après constiaprès l'avis rendu par le Conseil constitutionnel au cours Pres State Geduld \* 29,1/4 tution de 70 millions de france de du week-end, qui comportait le rejet pur et simple des Bâtiment et travaux publics provisions, a liées aux actifs en A.T T ..... 58 3/4 Boeing ..... 21 Gt Univ. Stores .. 450 chapitres consacrés notamment à l'indemnisation des Imp. Chemical ... 318 1/2 zone monétaire jermée et au coût A l'exception des eimenteries, actionnaires des sociétés visées. de divers allégements program-Chase Man. Bank . 54 Shell ..... 380 Peut mieux faire »: le gouvernement se voyait retour-Vickers ...... 149 moment, les valeurs du comparti-Eastman Kodak .. 70 1/8 70 1/4 War Loan ...... 26 5/8 27 3/8 22. janv. Diff. ner sa copie, et on se frottait déjà les mains sous les ment ont été très recherchées. Exxon ..... 39 colonnes, avec cet air de « Vous voyez, on vous l'avait bien 17 1/4 Ford ----- 17 1/2 notamment celles de travaux pa-General Biectric ... 56 General Boods ... 29 1/8 General Motors ... 39 5/8 Goodyear .... 18 1/8 B.H.V. 121,58 blics qui ont accentué leur avance C.F.A.O. ..... 684 que ce soit « Bouygnes », « l'Auxiheure, après coup, c'est plus sur... Darty ..... 808 lizire d'Entreprises », « Dumez », D.M.C. 32,10 Galeries Lafayette. 129 Réduits à la portion congrue en raison de ces nou-« Grands Travaux de Marseille ». velles suspensions de cotation, les boursiers étalent bien LB.M. ..... 59 7/8 LT.T. ..... 27 5/8 Après avoir confirmé la forte La Redoute..... 883 obligés de se rabatire sur les autres titres, et on achetait Mobil Oll ..... 23 progression du chiffre d'affai-Printemps ..... 126,18 de tout et un pen n'importe quoi : Simco, jusqu'à des actions finalement amboîté le pas à leure Pfixer ..... 51 3/4 Schlumberger .... 50 3/4 res (+ 38 % à 10,5 milliards de Andre Roudière ... 118 confrères étrangers, entraînant une Maisons Phénix, qui gagnaient finalement près de 8 % francs) et du bénéfice (plus de S.C.O.A. ..... 45.58 Texaeo ....... 31 7/8 U.A.L. Inc. ...... 15 5/8 vive reprise des cours au Kabutoaprès que leur cotation eut été retardée, de même que 200 milliards de francs contre cho puisque l'indice Nikkei Dow més », une perte consolidée de Union Carbide .... 48 U.S. Steel ..... 27 1/8 Westinghouse .... 24 7/8 Xerox Corp. .... 38 1/2 C.F.D.E. ou encore Roussel-Uclaf, entrainant une hausse 151,2 milliards de francs en 1980), Jones enregistrait finalement un 113 millions de francs sera enre-M. Francis Bouygues, P.-D.G. de générale de 1.8 % en termes d'indicateur instantané. gain de 219,38 yens d'une semaine gistrée pour le groupe, et de la société, a indiqué que le car-net de commandes au 1º janvier Mardi, par contre, l'euphorie n'était plus de mise au sur l'autre pour s'établir à 7886.40. 107 millions de francs pour la palais Brongniart, où les spécialistes, décus, faisaient triste l'indice général s'inscrivant, pour 1982 atteignait 17,6 militards de mine: ils se cramponnaient encore aux calculs d'indemsa part à 582,44, en hausse de 14,17 FRANCFORT Pour la première fois, l'enseifrancs contre 10.5 milliards de gne des Galeries Lajauette sera points dans le même temps. nisation à partir des comptes consolidés préconisés par francs un an auparavant, ce qui Meilleure tenne les neuf « sages », alors que, du côté du gouvernement, concédée à un grand magasin de conduirait à un chiffre d'affaires Stimulé par la baisse du loyer de rement entourées à la suite d'infor-Singapour, qui ouvrira ses portes on avait bel et bien décidé de s'en tenir aux seuls cours l'argent, amorcés jeudi, sur décision ractions de presse selon lesquelles en août prochain et sera appro-22 jany. Diff. de Bourse, point final. de la Bundesbank, le marché a fait la Banque centrale d'Arabie Saouvisionné en articles textiles haut Le temps de réajuster le tir, et les professionnels avaient preuve de meilleures dispositions dite serait meceptible d'acheter de gamme par la centrale Auxil. d'Entrep. ... 385 cette semaine ainsi que le reflète déjà laissé filer la cote, qui perdatt près de 1,4 % en clò-Bouygues ..... 1150 S.C.R.B.G. .... 129 toutes les obligations convertibles d'achats du groupe français. l'indice de la Commerzbank, qui que les deux sociétés ont l'intention ture, tandis que de nombreux replis avoismaient 5 % à Ciments Franc. ... 150 s'établit à 682,8 contre 668,4 le ven-6 % an hasard des tableaux. Pour faire bonne mesure, il Dumes ..... 1479 Matériel électrique, services dredi précédent. faut avouer que de nombreux opérateurs, à l'approche des J. Lefebvre ..... 230 Le cotation des actions françaises opérations de liquidation, étaient tentés de prendre leurs Gén. d'Entrep. .... 332 nationalisables n'a pas su lieu mais <u>publics</u> G.T.M. ..... 482 bénéfices ou d'alléger leurs engagements à découvert, les autres titres français ont sensi-277,50 -- 1.90 Akai .... Ballottée entre ces deux extrêmes, la Bourse de Paris blement progressé. Le marché obli-Maisons Phéoir ... 324,80 + 61,80 22 janv. Diff. gataire a été dominé par la dernier s'offrait une trêve, le lendemain, pour permettre aux règles Poliet et Chausson. 356,50 Fuji Bank ..... emprunt des chemins de fer, qui à calcul d'établir les nouvelles valeurs retanges pour chaque Honda Motors .... Matsusbita Electric Alsthom-Atlant. .. 156 de 14.5 milliards de francs en g'est placé sans problèms. action indemnisable en attendant que la Chambre syndi-C.E.M. ..... 36,50 Mitsubishi Heavy. 1982. « An vu de ces résultata et cale des agents de change, barricadée derrière sa prover-CIT-Alcatel ..... 837 + 57 Electricité (Cle g.). de ces perspectives » le conseil Sony Corp. ..... 3 790 Cours biale discrétion, daigne enfin communiquer ce qui était Toyota Motors .... d'administration a décidé une Crouzet ..... 239 Thomson-C.S.F. ... 227 devenu quasiment de notoriété publique. nouvelle attribution gratuite, deux A.E.G. BASF. ..... 134,50 actions nonvelles pour cinq an-Génér des Saux .. 308 Statu quo - donc, sons les lambris, avec un léger Bayer ..... 114,60 ciennes, jouissance du 1er janvier Legrand ..... 1605 avantage de 0,5 %, ce qui n'empêchait pas quelques titres Hosehst ..... 129 Mannesman ..... 142,90 Lyonn, des Estat .. 403 1981, le dividende global de 31,50 F de prendre le mors aux dents pour s'adjuger 8 % à 12 % Machines Bul .... 29,40 VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT distribué pour 1980 devant être de hausse, tels U.T.A. ou encore Chiers, tandis qu'à Siemens ...... 269,89 Volkswagen ..... 129,89 maintenu sur le capital augfot Leroy-Somer. 513 Bruxelles, où venait de reprendre la cotation des sociétés menté. foulines ..... 58.50 françaises nationalisables, les actions concernées effec-Vive hausse, également, de la P.M. Lebinal ..... 210,10 -tuaient des bonds de 10 % à 20 % selon les cas. Radiotechnique ... 259 « Société Générale d'Entrepri-MARCHÉ LIBRE DE L'OR A Paris, le mot d'ordre était simple: preudre le train S.E.B. .... 202 ses», qui a racheté 61 % da Signatur ...... 441 en marche. Les places étaient chères sur les marchepieds, de la Lyonnaisa des Eaux spé-Electr. .. 1095 + 120 capital de « Cochery », filiale à notamment pour les opérateurs qui préféraient, en ce jour 51 % de la « Lyonnaise des Eaux » de liquidation, acquitter le prix du report pour le prochain B.S.N.G.D. ..... 103 809 195 355 425 4,5 % 1973..... 41 100 77 654 088 spécialisée dans les travaux roumois boursier, de peur de voir les cours s'envoler le Saunier-Duval (1) 2 300 42 611 260 tiers, le solde ayant été acquis lendamain. d'« Opfi-Paribas », le tout à 95 F Siemens ...... 641 + 47 Viniprix (1)..... 49 250 35 468 686 Le gonflement des achais qui s'ensuivit entraîna une (1) Compte tenu d'un coupon de par action. Compte tenu des délais — (kijo en iingot). 71 245 Pièce française (20 fr.) 690,1 Pièce française (10 fr.) 516 Pièce suisse (29 fr.) - 698 Crirefour ...... 17 960 28 669 990 vive avance de la cote, déclenchant une progression assez Air liquide..... 43 850 19 904 298 de paiement accordés pour cette exceptionnelle de 12 % pour l'ensemble du mois boursier, opération (2 ans), la Chambre et chacun de s'offrir son petit festival de hausses autour syndicale des agents de change a Pièce latine (20 fr.) ... Métallurgie, constructions accepté que le cours maintenn des groupes de cotation. Une fois l'alerte passée, celle d'un e Pièce tunis. (20 fr.) . en Bourse pendant quinze jours nouvel impôt destiné à compenser le surcoût du nouveau Souverain Elizabeth II.. soit de 26 F seulement (environ mode d'évaluation des actions à indemniser. Poclain mécaniques 13 % du capital de Cochery sont Demi-saverals ..... Radiotechnique, Schneider, Alsthom-Atlantique, Téléméca-Les actions de la Compagnie Pièce de 20 dellars ... 3 060 répartis dans le public). nique avaient droit, à tour de rôle, aux feux de la rampe - 10 dollers ... 1 550 «STEMI» va porter son capimétallurgique et minière ont été 5 dollars ... transférées le 14 janvier au hors jusqu'à ce que le tableau lumineux, qui n'en l'inissait pas tal de 30,11 millions à 39,15 mil-50 peses .... de clignoter, inscrive le score final : un gain de 2,8 %, qui lions de france par émission de cote spécial Les dirigeants de 20 marks .... devait se renouveler le lendemain avec une ampleur moin-90 345 actions nonvelles (trois l'entreprise se sont engagés à 18 florins ... 5 reebles ... 355 dre cependant (+ 1,3 %), la dernière séance de cette bénépour dix). DE 4,3 MILLIARDS DE FRANCS 22 jany. Diff. fique semaine s'achevant sur l'épisode Matra, (Voir par Banques, assurances, Alspi 181 Av. Dassault-Rreg. 532 Fives-Lille 134 ailleurs.) Mines d'or, diamants Le marché parisien a certainement fonctionné en vase sociétés d'investissement a été déficitaire de 4.3 milliards de clos cette semaine, mais les spécialistes n'hésitent pas france en 1981. C'est ce qu'a indiqué Chiers-Chatiflon .. 13 22 jany. Diff. à signaler que de nombreux facteurs continuent à jouer Le dividende des « Chargeurs M. Edmond Hervé, ministre charge Creusot-Loire .... 63,50 en faveur de la Bourse : l'abondance des capitaux en quête De Dietrich ..... \$76 Réunis » pour 1981 sera, au mini-Amgold ..... 422 de l'énergie. Salon la ministre, ces F.A.C.C.M. 524 Valéo 234 Fonderie (Gén.) 95 Marine-Wendel 41,60 Métal-Normandie 22,30 Anglo-American .. 85.20 de placements, ne serait-ce que les 3 milliards de francs mum, maintenn à 9.50 P (14,25 F pertes sont dues à un relèvement Buffelsfontein .... 227 trop tardif des tarifs de l'électricité. global). Le résultat de l'exercice dégagés par le versement du coupon sur l'emprunt 7 % 1973, De Beers ..... 46,50 être relativement satis-« Si la hausse de 15 %, intervenue Free State ..... 213 ou encore les fonds qui devraient affluer après la remise faisant, en dépit des effets négaen juillet 1981, avait été appliquée Goldfields ...... 59,70 - et la revente - des obligations indemnitaires. Penhoët ....... 327,50 Pengeot S.A. ..... 184 tifs de la hausse du dollar et de Harmony ..... 77,50 dès le mois de janvier, R.D.F. pré-Ajoutons que les météorologues du palais Brongniart senterait un bilan en équilibre », a Presid. Brand .... 212 la mauvaise conjoncture monaffirment discerner les signes d'une lente amélioration de Randfontein ..... 368 Saint-Helena ..... 206,50 15,30 Pocisin ..... 161,80 expliqué M. Hervé. A co retard est Pompey ...... 163 la conjoncture, confirmée tant par la dernière enquête venue s'ajouter en 1881 une hansse Le produit de cette opération Gencor ..... 127,50 Sacilor ..... 6 de la Banque de France que par l'INSEE. permettra de financer un imporde 56 % des charges financières de 5agem ........ 865 Driefontein ...... 168 l'établissement public. tant investissement de diversifi-Saulnes ..... 35,10 Western Bold .... 292 2,60 3,60 0,98 SERGE MARTI. cation, qui doit se concrétiser par Saunier-Duval .... 62,60 l'achat de 6 900 conteneurs à la Vallourec .... 122,30 1982. Le gouvernement voudrait la RECTIFICATIF. — Sous le 22 jany. Diff. france contre 1,8 milliard de Produits chimiques titre « Les grands principes, les actionnaires et les chômeurs ». limiter à 10 %; la direction d'E.D.F. publier toutes les informations francs en 1980) et du bénéfice net souhalte obtenir davantage. e Ce exigées sur la marche des affaires Ball Equipement .. 162 consolide (390 millions de francs B.C.T. 84,40 Banqua Rothschild Cetalem 150 Chargeurs Réunis 194,50 Cle Bancaire 192 le Monde du 23 janvier 1981 n'est pas avant 1984 ou 1985 que les *Roussel-Uclai* atteindra la barre pour les titres de sociétés inscri-(page 27) a publié un billet de tarifs de l'électricité augmenterent des 10 milliards de francs de tes dans ce compartiment. Auna-Maurice Paget, secrétaire du comité d'initiative pour la crésmotas vite que le coût de la vie a. chiffre d'affaires en 1984. Pour ravant, les transactions s'opéa indique M. Chevrier, directeur 1982, l'objectif est fixé à 7.6 mil-A.D.G. ..... 168,60 raient au hors cota L'Air Liquide .... 468 tion d'un syndicat de chômeurs. général d'E.D.F. e Car alors les kiloliards de francs (+ 26.66 %). C.C.F. 331,90 C.F.J. 170 Crédit du Nord ... S'agissant des investissements, 350 millions de francs (+ 39,6 %) watts nucléaires, particulièrement Arjomari ...... 118 15. rue du Landy à Clichy (92) Bic ..... 409 bon marché en France, intervien-Le numéro de téléphone indique Mines, coontchouc, outre-Club Méditerranée. 537 dront massivement dans les fourétait erroné. Le bon est le sui-Regilor ..... 458 Eurafrance ..... 280 vant : 737.74.76. 22 janv. Diff. Europe 1 ..... 610 mer Gle Ind. Part. .... 161 Institut Mérieux .. 150 Hachette ..... 405 Labort. Bellon .... 286 La filiale de Michelin aux Pays-J. Borel Int. ..... 139,20 Bas est en difficulté. Les salaires Nobel-Bozel ..... 29,90 Midi ...... 672 LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs) Rhône-Poulenc .... de ses employés (mille trois cents Prétaball ...... 437 Roussel-Uclat .... 257 Nord-Bat .......... 42.58 Presse de la Cité.. 523 au total) seront seulement ma-Schneider ...... 114,68 B.A.S.F. ..... 408 jorés de 1,6 % à compter du 18 lanvier 19 janvier 20 janvier 21 janvier 22 janvier P.U.K. St-Gob.-Pont-à-M. Bayer ..... 354 1= janvier au lieu des 3.6 % pré-LC.L ..... 353 vus. En plus, des réductions d'ho-Skis Bossignol .... 555 Hoechst (1) ..... 44,20 |220 040 427 | 165 025 121 | 172 488 752 | 304 854 302 | 268 115 158 Terme société e SECAM Conteneurs », Norsk-Hydro. .... 478 (1) Compte tenu d'un droit de premier loueur français de ce type Comptant 22 janv. Diff. de matériels, ainsi que par une prisc de participation majoritaire 454 262 312 | 324 436 580 | 329 556 990 | 2 708 686 565 | 575 551 231 environ contre 189 millions de Actions | 84 480 945 | 135 586 671 | 80 357 136 | 127 368 902 | 96 920 447 Imetal ..... 84 seront dépensés ? cet effet durant dans le capital de cette société. Kléber ..... 29 francs). l'exercice en cours et 700 millions Deux nouvelles SICAV de tre-Michelin ..... 783 Total :.... | 758 783 684 | 625 048 372 | 582 404 878 | 3 188 888 889 | 940 586 836 M.M. Penarroya ... 53 pendant les deux suivants. Pétroles sorerie viennent d'être créées, Charter ..... 31,50 La percée sur le marché japo-*NATIO-EPARGNE*, per la B.N.P. INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1981) INCO ..... 91,80 R.T.Z. .... 55,50 et FINUNION, par la Banque de l'Union européenne. nais se poursuit où les ventes du groupe ont atteint 245 millions de DHY. Franc. 22 lanv. Union minière .... 105,19 Z.C.J. 2,55

francs l'an dernier. Elles devraient

ëtre largement multipliées par

Le P.-D.G. de la Compagnie

confirmé la progression du chiffre Royal Dutch ..... 229,50

cénérale de geophysique a

trois dans deux ans.

Valeurs diverses

raires pour une durée de six se-

maines ont été décidées Les pro-blèmes de Michelin aux Pays-Bas

sont liés au surstockage imputa-

ble à la baisse des ventes de

néanmoins à un redressement ra-

vant un demi-acompte. Le voitures L'entreprise s'attend

A limentation

Lesieur va verser un acompte

sur dividende de 16.50 P (24.75 F

avec avoir fiscal) par ection an-

cienne, contre 14,40 F (21,60 F)

en 1981, les actions nouvelles rece-

P.-D.G. M. Michel Lesieur, agé

AMÉRIQUES - - La poudrière guatémultèque (11), par Francis Pisani. CHILI : mort de l'ancien prési-

dent Eduardo Frei.

- 3. ASIE PROCHE-ORIENT - ISRAEL : l'an des dirigeants de la tendance des « colombes » se dit prêt à rescontrer M. Arafat
- 3. AFRIQUE - TANZAN!E : le président Nyerere s'efforce de démocratiser le parti unique.
- 4. DIPLOMATIE
- 4-5. EUROPE - POLOGNE : le souci des formes du régime militaire.
- TURQUIE : le Parlement européen suspend ses relations avec Ankara, - PORTUGAL : expulsion de deux diplomates soviétiques.

#### POLITIQUE

6. Les trayaux de l'Assemblée natio-- En marge des partis de l'ancienne majorité, les « structures d'opposition a proliferent.

#### RÉGIONS

15. ILE-DE-FRANCE : les décisions du maire de Paris.

#### SOCIÉTÉ

- 16. JUSTICE : aux assises des Bouches-du-Rhône, l'évocation du génocide arménieu, en 1915, domine le procès de M. Max Kiladitan.
- Au tribunal correctionnel de Paris. les loisirs de M. Jean-Claude
- Boussoc - SCIENCES au colloque l'ASTEO : le réalisme remplace I' a illusion lyrique » dans les dis-
- cours officiels sur l'océanologie 20. MÉDECINE : après la mort d'un adolescent dans una clinique de Genève.

#### CULTURE

- 17. FORMES. - MUSIQUE : les Contes d'Hoff-
- mann, à Lyon. 19. RADIO - TELEVISION : après la publication des décrets sur les radios privées.

#### **ECONOMIE**

- 21. NATIONALISATIONS. - ENERGIE 22. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS
- MARCHES. 23. LA SEMAINE FINANCIÈRE.

RADIO-TELEVISION (19) INFORMATIONS - SERVICES - (20) Météorologie; Mots croisés: - Journal officiel -. Carnet (15); Programmes

Dans notre prachain numére, le début d'une nonvelle caquête

spectacle (18).

LE MAGHREB ENTRE LE MODERNISME ET L'INTÉGRISME

Le numéro du « Monde : daté 23 janvier 1982 a été tiré à 536 631 exemplaires.



#### ASSISES NATIONALES

### Le nouveau pouvoir « passe son temps à injurier à condamner et à exclure »

déclare M. Bernard Pons

du R.P.R. se sont ouvertes, samedi matin 23 lanvier, au Parc des expositions de Toulouse, où la tribune est surmontée du nouveau slogan du R.P.R. : - Liberté, nation, progrès -, et encadrée d'une allégorie du peintre Moretti, représentant « la France en mouvement ».

M. Bernard Pons, sacrétaire générai du R.P.R., a prononcé le discours d'ouverture en soulignant, d'abord, la nature de l'opposition des gaullistes : « Les oblectifs du pouvoir, a-t-il dit. ne sont pas les nôtres, et nous les reletons. Le socialisme est condemnable, non seulement dans ses résultats, mais encore dans ses principes, qui nous paraissent contraires aux grandes valeurs républicaines. Une politique étatiste et partisane est un danger pour les ilbertës, pour l'information, pour l'école et dans le monde de l'entreprise. Le nivellement par le bas, en utilisant la fiscalité comme une arme contre les classes moyennes, qui représentent la majorité des Francais, est le contraire même de l'idéal d'égalité, qui implique de reconnaître les mérites et les talents de chacun. Enfin. l'idéologie de la lutte des classes est contraire à l'idée de

fraternită. » Pour M. Pons. «le socialisme est un faux humanisme ». « L'histoire des hult mols écoulés, a-t-il ajouté, est

De notre envoyé spécial celle des masques qui tômbent. Pour le président de la République, il ne suffit plus à la France d'être la France, il lui faut désormals, même hors de ses frontières, être « la France socialiste », excluant alnsi, d'elle-même, une partie de la communauté nationale. Il n'a pas latiu attendre bien longtemps pour que cette tendance inquiétante se traduise dans les actes du pouvoir. .

M. Pons évoque, alors, la loi d'amnistie et diverses déclarations de responsables socialistes, avant d'ajouter : «Le gouvernement et sa majorité. qui ne ratent pas une occasion de saluer l'arrivée des temps nouveaux - ceux-ci étant, à les entendre, caux de la vertu, de la sérénité et de la liberté retrouvée. - passent, en fait, le plus clair de leur temps à invectiver, à injurier. pourfendre, à pourchasser, à condamner et à exclure : c'est la conception socialiste du débat poli-

M. Pons poursuit : « Reforger, ditfuser, concrétiser un nouvel idéal républicain, telle est notre mission. Les Français auront à choisir entre les marxistes et les républicains.» Esquissant les propositions que compte faire le R.P.R., M. Pons déclare : . La politique que nous souhaitons, et qui correspond aux aspi-

s'articuler autour de trois axes : mettre en œuvre un développement économique équilibré, conduire un projet social audacieux, proposer un projet socio-culturel ambitieux et réaliste. il s'agit, poursuit-il, de donner à la France les moyens de son dévelop pement. Il taut donc, par le bials d'un allégement des charges acciales et fiscales, fournir aux entreprises la capacité d'investir, c'est-à-dire de créer des emplois. Mais il faut, au préalable, fixer les rèales du les entre l'Etat et les entreprises, d'où l'Impérieuse nécessité de définir dans le cadre d'une planification souple et concertée, les objectifs et

les moyens de cette politique. » Enfin. M. Pons évoque l'affaire polonaise pour déclarer : « Messieurs les Tartuffes, si vos divergences, publiquement reconnues, avec vos alliés communistes sont réelles, alors qu'attendez-vous pour en tirer les conséquences ? Les Français sauront désormals que le sort d'un peuple ami asservi est pour yous secondaire. car seul compte, à des fins partisanes. le maintien de votre coalition avec un parti qui altiche sans scrupules sa fidélité à l'instigateur du coup d'Etat de Varsovie. -

Les congressistes se sont alors répartis entre quinze forums de discussions.

ANDRÉ PASSERON.

#### Après sa visite à Alger

#### LE COLONEL KADHAFI A DÉCIDÉ DE REGAGNER TRIPOLI VIA LA TUNISTE.

(De notre correspondant)

Gabès. - Le colonel Kadhafi. qui se trouvait en visite à Alger. subitement décidé de rentrer à Tripoli par la route en traversant la Tunisie, ce samedi 23 janvier. Cette décision, qui n'a pas été sans plonger dans l'embarras les autorités tunisiennes, a posé quelques problèmes de protocole en effet, le président Bourguiba. qui est accompagne du ministre des affaires étrangères, M. Caid Essebsi, se trouve aux Etats-Unis pour y subir des soins, et l premier ministre. M Mohamed M'zali, effectue actuellement une visite de travail à Gabès et dans

le sud du pays. Finalement, on envisageait que le « guide de la révolution byenne » traverse la Tunisie en compagnie de quelques membres du gouvernement tunisien, en empruntant un itinéraire discret en province, fixé par ses hôtes Cette visite impromptue coincide, peu ou prou, avec une série d'anniversaires — la proclamation de la fusion tuniso-libyenne à Djerba en 1974; les émeutes sangiantes du 26 janvier 1978. Tunis, et l'attaque de Gafsa 27 janvier 1980 par un commando formé en Libye. Toutefois il sem-blerait que le colone! Kadhafi aurait choisi de voyager par la route plutôt que par avion pour des raisons de securité. L'autre hypothèse durait été que, ces dif-férents anniversaires ayant été marqués par divers incidents, le colonel Khadafi souhaite traverser la Tunisie pour les célébrer à sa manière en tentant d'y susciter des manifestations de sympathie c unitaire s. - M. D.

#### FRANCE NOMME A NOU-VEAU UN AMBASSADEUR AU TCHAD : M. CLAUDE SOU-

La France rouvre son embassade à N'Diamena et nomme nonveau um ambassadeur au Tchad, M. Claude Soubeste, dont la nomination a paru, ce samedi 23 janvier, au Journal officiel. En raison de la proximité des combats l'ambassade de France à N'Djamena avait été fermée en mai 1980 et l'ambassadeur, M. Marcel Beaux, avait été rappelé à Paris. Les services de l'ambassade, insà Kousserl, avaient été conflés à un chargé d'affaires, M. Ricard a un chargé d'affaires, M. Ricard

[M. Claude Soubeste, né en 1927, hraveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, a déjà été en poste à N'Djamena dans une période difficile, de 1979 à 1980. Il a commencé sa carrière dans la période de la France d'outre-mer (1953-1960). Entré aux affaires étrangères en 1960, il a été détaché à plusieurs reprises au ministère des affaires culturelles (1966-1968, 1971-1978 et 1977-1979), ainsi qu'au cabinet du ministre de la coopération. M. Galley (1976). Aux affaires étrangères, il a été en poste à la direction d'Europe (1980), à Bangui (1963), à Libreville comme conseiller diplomatique du gouvernement gabonais (1968). à Niamcy (1970) et à N'Djamena comme consul général (1979). Il était depuis avril 1980 ambassa-deur à Malabo (Guinée-Equato-

Les suites de l'émission « Droit de réponse »

#### « MINUTE » A DÉPOSÉ UNE PLAINTE EN DIFFAMATION CONTRE M. JACK LANG.

Le directeur adjoint de l'hebdomadaire Minute, M. Jean Bourdier, a déposé, vendredi 22 janvier, une plainte en diffamation contre le ministre de la culture M. Jack Lang. Cette plainte est une conséquence indirecte des incidents qui s'étalent produits le 2 janvier à l'émission a Droit de réponse » de Michel Polac sur Antenne 2

Lors de cette émission, à laquelle participaient notamment les membre de l'équipe de Charlie-Hebdo, le chanteur Serge Gainsbourg et M. Bourdier, ce dernier avait violemment été pris à partie. Pour faire suite au « scandale » provoqué par cette émis sion. l'hebdomadaire Télé-7 Jours avait demandé à différentes personnalités leur opinion, M. Lang. s'exprimant « à titre personnel ». avait notamment déclaré : « Je n'aime pas voir des gens se dresser comme une meute hurlante ct se liquer contre un seul, fût-û jasciste i Et M. Jean Bourdier de Minute. n'est pas un démocrate. Ce n'est pas une raison pour employer à son endroit les méthodes our sont les siennes. La plainte déposée entre les mains du doyen des juges d'instruction de Paris par M° Albert Vignoles vise le directeur de la publication de *Télé-7 Jours*, M. Franck Thénot, et M. Lang

A FR3

#### DÉSACCORD SUR LES RÉFORMES DE SOIR-3

Un différend oppose deux jour-nalistes de FR 3, M. François Lanzenberg (rédacteur en chef) et M. Dominique Baudis (rédacteur en chef adjoint), au direc-teur de la rédaction, M. Maurice Seveno. Selon ce dernier, il s'agi: de deux affaires distinctes, liées à la réforme de Soir-3, en cours

de réalisation. « Avec M. Lanzenberg, explique M. Seveno, il y apait desaccord sur la conception même de l'information, ce qui fait que nous ne pouvions travailler ensemble. » De son côté, M. Lanzenber qui, tout en conservant son titre. vient d'être « appelé à d'autres jonetions par la direction », a déclaré que le différend l'opposant à M. Seveno n'était « ni

deur à Malabo (Guinée-Equato- et courrier des lecteurs » » (le riale.]

Remous aux P.T.T. à propos -des 39 heures hebdomadaires

#### DIRECTEUR RÉGIONAL DE LILLE A ÉTÉ RETENU DIX HEURES DANS SON BUREAU.

Plusieurs mouvements de dé-

brayages affectent en ce moment les services des P.T.T. pour les revendications portant surtout sur la réduction de la durée du travail. A Lille notamment, quelque cent cinquante à deux cents postiers ont observé une grève depuis le début de la semaine pour les trente-neuf heures a immédiates », les trente-huit heures au printemps et les trente-cing heures avant la fin de l'année. Vendredi 22 janvier, ils avaient radicalisé leur mouvement en retenant dans son bureau, de midi à 22 heures, le directeur régional des P.T.T., M. Jean Alix Ce dernier a pu regagner son domicile à la suite d'un accord avec les préposés. Selon les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. les trenteneuf heures ont êté obtenues, et les tournées seront révisées sur la base de trente-huit heures par semaine. Une assemblée générale du personnel était prévue samedi 23 janvier. En raison de cette grève, 780 000 objets et lettres, selon le directeur — un million selon les syndicats — ont été bloqués dans deux centres de dis-

A Saverne (Bas-Rhin), les préposés sont en grève depuis le jeudi 21 janvier à l'appel de la C.F.D.T. pour que l'application des trenteneuf heures hebdomadaires se traduise par des aménagements tels que la suppression du travail de fin d'après-midi, ce qui entrainerait la création de postes de

préposés chargés du ramassage du courrier et de son tri. De même, les postiers de Saint-Nazaire (Loire - Atlantique), en conflit avec leur direction locale pour une augmentation d'effectifs compensant la réduction de l'horaire à trente-neuf heures. l'appel de leurs trois syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O.), ils ont décide de faire grève le 1= février « contre les heures supplémen-

Au ministère des P.T.T. rappelle que sept mille postes doivent être créés en 1982 pour permettre le passage aux trenteneuf heures et que les moyens débloqués sont actuellement « en état d'affectation ».

■ Libération du directeur d'une sociéié de Rungis retenu par des employés. — Le directeur d'une société de Rungis (Val-de-Marne). retenu depuis vendredi 22 janvier à 11 heures, par une vingtaine d'employés menacés de licenciement, a éte libéré samedi vers 2 heures du matin, après de difficiles négociations. M. Bernard Ponsin, directeur-gérant de la société INEF (cent deux per-sonnes), avait engagé vendredi matin des discussions eu sujet du licenciement de vingt-neuf

L'INEF. qui assurait l'entretien électrique des machines et des materiels mobiles de la compa-gnie Air-France à Orly et à Roissy, avait vu son contrat dénoncé il y a quelques mois par la société nationale. Air - France s'était cependant engagée à réin-tégrer soixante - deux employés vingt - neuf personnes devant néanmoins être licencies légalement. Les négociations ont abouti à un accord sur le paiement des salaires et des indemnités.

A AUBENAS (ARDÈCHE)

#### Deux lycéennes sont mortes de méningite

Le manque temporaire de médicaments a provoqué un début de panique

Deux lycéennes, âgées de dix-sept et seize ans, sont décèdées des suites de méningite, les 18 et 21 janvier, à Vallon-Pont-d'Arc (Ardèche) au centre hospitalier de Montpellier. Toutes deux étaient élèpes du lycée Marcel-Gimond d'Aubenas (Ardèche). Parallèlement, la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.)

d'enrayer une éventuelle évidémie. Dans la journée du 21 janvier. l'annonce du second décès et la rupture temporaire des stocks du médicament utilisé - la spiramycine - ont provoqué un début de panique. Bien qu'aucune décision de fermeture du lucée n'ait été prise, un certain nombre d'élèves et d'enseignants unt quitté l'établissement. Parallèlement, toutes les pharmacies de la ville ont été « dévalisées » de leurs stocks de

a mis en place une série de mesures prophylactiques afin de tenter

spiramycine. La préjecture de l'Ardèche a publié, le 22 janvier, un communiqué qui précise que le lycée Marcel-Gimond restera fermé jusqu'an bundi 25 janvier pour a désinfection ». Un service assurant la distribution des médicaments a été mis en place à l'hôpital d'Aubenas. Pour M. Paul Faure, directeur de la D.D.A.S.S., « en dépit de certaines informations, aucun nouveau cas de méningite n'a été enregistré ». Plusieurs sections syndicales se sont élevées contre « l'imcompétence et la négligence des responsables de la santé dans le département ». certaines demandant jusqu'à la démission du directeur de la D.D.A.S.S. pour incompétence et non-assistance à personne en danger.

D'autre part, le ministère de l'éducation nationale a demandé au recteur de l'académie de Grenoble d'examiner si les décès « peuvent avoir un lnen avec les conditions d'hygiène scolaire ».

suffisamment que les services de la D.D.A.S.S. de l'Ardèche ont décienché une telle « affaire ». Le type à méningocoques - implique, dès les premiers symptômes, un traitement intensif par antibiotiques. Ce dernier suffit, en règle générale, à la nécessité d'un traitement préimmédiat du maiade. De plus, la pour le moins, exagérées. désinfection des locatix est inutile

C'est sans doute parce qu'ils ont et, depuis 1976, l'éviction scolaire voulu trop blen faire sans informer n'est plus nécessaire pour les suiets avant été en contact avec le malade. En décidant de traiter les quatorze cents élèves et les deux cents mem-

de méningite en cause - méningite bres du personnel du lycée d'Aubenas, les responsables sanitaires ont pris le risque évident de se trouver devant une rupture de stocks. Leur décision, d'autre part a été de sauver les malades. En revanche, nature à alimenter une inquiétude que la seul terme de « méninalta » ventif par spiramycine reste une suffit à faire naître dans l'ensemble question fort controversée. Cette de la population. On peut néanprévention ne se justifie, de toute moins, penser que les réactions manière, que pour l'entourage syndicales qui ont fait suite sont

JEAN-YVES NAU.

liste a déclaré : « Notre patience

syndicale a ses limites. Trop de

technocrates parisiens, imbus des

habitudes prises sous l'ancien

régime ont toujours la prétention

de nous dicter ce qui est bien

ou ce qui est mai pour la viti-

culture méridionale. Aufourd'hui

le gouvernement a, face à lui.

des responsables viticoles qui lui

sont favorables. Il. n'a qu'à leur

prêter une oreille plus attentive. »

la campagne (séptembre à novembre)

viticole, les importations de vin ita-

lien out attaint \$94 000 hectolitres

(dont.84,7 % de plus de 13 degrés),

soit une diminution de 41,8 % par

rapport à la campagne précédente.

Sauf à imaginer une forte reprise

des importations en décembre et

janvier, ce qui n'est pas le cas.

les déclarations des leaders des

C.A.V. sont quelque peu exagérées.

L'énervement actuel semble venir

du fait qu'en ce début d'année en

assiste à une baisse importante du

volume des transactions, alors que

le prix des vins de plus et de moins

10 degrés sont en hausse, sans

atteindre toutefols les 18.38 F par

degrá-hectolitre considérá comme

un prix minimum par les viti-

[Pour les trois premiers mois de

### Regain d'agitation dans le Midi viticole

Deux camions de vin vidés sur la chaussée, jeudi 21 janvier après-midi, près de Carcassonne, un troisième transportant du vin blanc italien vidé également, vendredi, près de la même ville : l'agitation semble renaître dans le Midi viticole. Dans les Pyrénées-Orientales, les producteurs de légumes et de fruits cesseront la vente pour la journée du lundi 25 janvier, afin de protester contre les importations de salades espagnoles. Par solidarité, les responsables des activités économiques et agricoles du département auraient décidé également de cesser le travail fier s'ils ne contenzient pas de

repris le chemin des contrôles vin étranger. et des manifestations. Après avoir Seion les responsables des comités d'action viticole - celui de vidé sur le R.N. 113 à Trèbes, non l'Hérault devait arrêter sa posiloin de Carcassonne, une cargaition samedi 23 janvier dans l'après-midi, — les importations son de cent hectolitres de vin blanc italien, une cinquantaine de producteurs ont badigeonné les ont repris de plus belle A l'issue d'une assemblée du murs de la sous-préfecture de comité économique des vins du Languedoc - Roussillou, le CEVI-Narbonne d'inscriptions demandant l'arrêt des importations. Puis fis ont contrôle les chais LAR, son président M. Marcellin de la société Castelvin, pour véri-Courret, proche du parti socia-

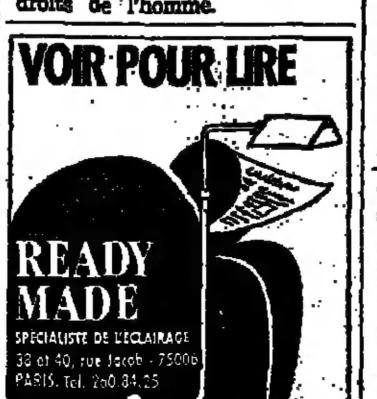
## LE CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Le Centre Georges-Pompidou est fermé au public depuis deux semaines. La grève des employés de la société privée chargée de l'entretien du centre, qui n'a pas été nettoyé depuis le 5 janvier, se poursuit sans qu'on en voit l'issue Cette situation inquiète tout particulièrement les responsables du Musée national d'art moderne qui l'ont fait savoir à la direction de Beaubourg, impuissante à

résoudre le conflit (le Monde du 16 janvier). Les conservateurs et responsables des expositions craignent en effet que soient remises en cause leurs relations avec les artistes dont les expositions ne peuvent être vues et avec les prêteurs, qui, selon eux, risquent de ne plus faire confiance à un musée qui n'offre plus toutes les garanties

La fermeture du Centre entraîné également l'arrêt complet des activités de la librairie et du restaurant. Le personnel d'accueil, les animateurs ont été également contraints de cesser le travail. La Bibliothèque publique d'information, les centres de documentation du musée et du centre de création industrielle ont eux aussi été fermés.

 A l'occasion de la journée mondiale des disparus, organisée par Amnesty international (le Monde du 23 janvier), une grande manifestation silencieuse se rassemble, ce samedi 23 janvler, à 15 heures, à Montparnasse. Le cortège se dirigera ensuite vers le Trocadéro, où fut lue, en 1948, la Déclaration universelle des droits de l'homme.







## LED COMPANDING ME IN

& M. Berlinguer

Control of the second of the s

and the second of the section

The first of the first property of

A Marine Service of the party

Sertion of Physics 14

T# 12 -- 1 1 1 1 1 1 1

The second of th

avec M Grome

Laface C de l'E Abd eLi